

Un rapport sévère pour Israël

Washington dénonce la répression dans les territoires occupés

Qui aime bien châtie bien...

Dans son rapport, désormais rituel, sur la situation des droits de l'homme dans le monde, publié mardi 7 février, le département d'Etat américain inflige à Israël une volée de bois vert. Adoptant une fois n'est pas coutume en politique « le vieux schéma selon lequel « qui aime bien châtie bien », l'Amérique dénonce sans complaisance les excès en tout genre commis par son fidèle allié contre la population des territoires occupés : morts injustifiées ou « douteuses », de manifestants palestiniens, brutalité des interrogatoires de l'armée, détentions et expulsions abusives, destruction de maisons familiales, discriminations judiciaires. Les plus sévères de ces vingt pages consacrées à l'Etat juif — sur un rapport de quinze cents pages — ressemblent à un acte d'accusation.

La réaction israélienne n'a pas tardé. Loin de battre sa coulpe, l'armée de Jérusalem a qualifié le rapport d'« injuste et partiellement exagéré ». De son côté, le ministère des affaires étrangères prépare une réponse circonstanciée dans laquelle il reproche à Washington d'avoir trop oublié le contexte de violence et les « provocations extrêmes » qui obligent l'armée à réagir brutalement, au risque de « bavures ».

Cette ligne de défense contient une part de vérité. En outre, la fermeté des critiques américaines tient largement au fait qu'Israël, de l'aveu même du rapport en question, est une « société ouverte et démocratique ». Le moindre épisode de l'intifada — le soulèvement palestinien — se déroule sous l'œil implacable des caméras de télévision, notamment américaines. L'Etat juif paie la rançon de sa transparence.

La sévérité du département d'Etat ne doit pas trop surprendre. Le fait qu'Israël soit, et de très loin, le premier bénéficiaire de l'aide américaine à l'étranger — 3 milliards de dollars par an — justifie, en soi, la vigilance de Washington sur le chapitre des droits de l'homme. Au demeurant, les dénonciations de la répression accrue en Cisjordanie et à Gaza émanent, avant tout, des Israéliens eux-mêmes. Confrontés à une tâche souvent humiliante de maintien de l'ordre, obligés de faire la chasse aux enfants dans les ruelles de Naplouse ou de Gaza, les soldats juifs — réservistes à 90 % — sont les premiers à dénoncer la mission impossible qu'on attend d'eux.

Israël a raison de s'inquiéter du jugement de l'Amérique. Le soulèvement dans les territoires a sensiblement détérioré l'image de l'Etat hébreu aux Etats-Unis, jusque dans les rangs de la communauté juive. Un nombre croissant d'Américains, jusqu'alors irréductiblement anti-palestiniens, tiennent désormais l'intransigence israélienne pour le principal obstacle à la paix au Proche-Orient. Et deux Américains sur trois, si l'on en croit les sondages, approuvent la récente décision de Washington d'ouvrir un dialogue avec l'O.L.P. Dans ce contexte, le rapport du département d'Etat prend valeur d'avertissement politique. Sera-t-il entendu à Jérusalem ?



Prélèvement à la source

Bruxelles propose une fiscalité européenne de l'épargne

La Commission de la CEE a arrêté sa proposition de directive communautaire sur la fiscalité de l'épargne. La principale disposition qu'a adoptée le 13 février, les ministres des finances des Douze concerne une retenue à la source sur les revenus de l'épargne des résidents de la Communauté effectuant des placements dans un pays membre.

Les ressortissants de la Communauté effectuant des placements dans un pays membre devraient supporter une retenue à la source sur les revenus de l'épargne. Ce prélèvement ne pourra être inférieur à 15 %, estime la Commission. Les Douze devraient également renforcer leurs dispositifs pour lutter contre la fraude et éviter les évasions de capitaux.

(Lire page 35 l'article de MARCEL SCOTTO).

Du soupçon au dialogue

par ANDRÉ FONTAINE

« L'HISTOIRE ne progresse que par le malentendu. » Ce mot de Baudelaire vient à l'esprit à la lecture des comptes rendus de la rencontre qui s'est déroulée le semaine dernière à Moscou entre quelques survivants, dont Gromyko et l'ancien secrétaire à la défense McNamara, de la crise des fusées de Cuba (1). Comme des commentateurs que ces comptes rendus ont inspirés dans la presse américaine à d'autres acteurs de la crise.

La conclusion est en effet claire. Krouchtchev et Fidel Castro étaient vraiment persuadés qu'après le débarquement anti-castriste manqué de la baie des Cochons, quelques mois plus tôt, les Etats-Unis étaient déterminés à envahir l'île.

C'est pour tenter de les en empêcher que l'URSS y avait envoyé 40 000 hommes — et non pas 10 000 comme le croyait la CIA — et des missiles à moyenne portée, avec une vingtaine d'ogives nucléaires nécessaires à les armer. Quant

aux Etats-Unis, qui n'avaient aucune intention au départ d'intervenir à Cuba, ils s'étaient préparés à le faire au cas où les Soviétiques auraient refusé de retirer ces fusées qui menaçaient directement le territoire américain.

D'où il ressort que : a) contrairement à ce que l'opinion, notamment en France, a pu croire, on a été vraiment, cette fois-là, à un cheveu de la guerre nucléaire ; b) c'est précisément parce que Kennedy et Krouchtchev ont éprouvé à cette occasion la frousse de leur vie qu'ils se sont juré de tout faire pour ne plus jamais se mettre en situation de n'avoir le choix qu'entre la capitulation et l'apocalypse. Ce qui supposait qu'ils se fassent l'un à l'autre le minimum de confiance nécessaire pour se sentir conjointement responsables de la paix du monde.

A quelque chose décidément malheur est bon, surtout lorsqu'on n'a fait que le frôler.

(Lire la suite page 8.)



La colère des gardiens de prison

Lire page 13
Article d'AGATHE LOGEART

Les « affaires » et la France

La tyrannie de la vérité

M. Mitterrand participera, le 12 février, sur TF1, à l'émission « 7 sur 7 ». Il pourra, à cette occasion, s'exprimer pour la première fois sur les « affaires ».

par Jean-Denis Bredin

Le vieux rêve s'en est allé : il n'y aura pas de rupture avec le capitalisme. Insérée dans l'Europe, prise dans une économie mondiale, la France n'a plus d'autre choix — ni d'autre ambition — que de plaire au marché, ce grand vainqueur de la fin du siècle.

Nous voici, depuis quelques années, voués au culte du marché, et de l'argent, de ceux qui

en font, de ceux qui en ont. Nous n'avons plus assez de mots ni d'idées pour exalter l'entreprise, la réussite, la fortune. Les gagnants sont devenus nos lumières. L'argent est à la fête, et tout ce qu'il porte dans ses fabuleux bagages : le faste, les évasions, les bateaux immobiliers sous le ciel bleu, et encore la mode, la beauté, le plaisir, et mille recettes d'influence, et d'exquises privautés. Il n'y a que la mort qui soit encore capable de nous passionner autant.

Viennent les affaires, et retombent sur nous nos anciens préjugés : l'argent corrompt, l'argent séduit, l'argent ose étaler les lois ! Nous découvrons que les hommes riches aiment s'enrichir,

que des fortunes se font en quelques jours, interdites à des vies de travail, que la Bourse n'est pas qu'un jeu naïf proposé aux petits épargnants, mais une grande foire où des professionnels se nourrissent de tuyaux, de confidences et de secrets. Nous voyons que l'Etat moderne et les grandes entreprises, intimement mêlés, ne peuvent s'ignorer, qu'ils ne sont pas incarnés par des mythes mais représentés par des personnes, et que ces personnes se fréquentent. Devrions-nous observer aussi que les revenus et les plus-values de l'argent bénéficient de singuliers privilèges, prévoir que l'Europe accroîtra encore ceux-ci : signe sans doute de ce que le travail est naturel, et l'argent surnaturel ?

(Lire la suite page 2.)

Communes et « pots-de-vin »

Sept personnes écrouées à Marseille dans une affaire de corruption à la suite de « gratifications » versées par une entreprise de travaux publics. Une vingtaine de villes pourraient être impliquées.

PAGE 13

La transition en Afghanistan

Grandes manœuvres pour l'après-guerre

PAGE 3

MUNICIPALES

Une semaine à Marseille

Michel Pezet : le politique cerné par le tragique ; Edmonde Charles-Roux, l'irremplaçable.

PAGE 11

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

■ « Faux-semblants », de David Cronenberg.
■ « La Bande des quatre », de Jacques Rivette.
■ Deux festivals John Cassavetes.

Pages 21 à 23

Le sommaire complet se trouve page 40

L'ENQUÊTE : la politique d'ouverture de Hanoï

Le Vietnam, à son tour...

Sans attendre un règlement du conflit cambodgien, le Vietnam sort de son isolement et s'ouvre au monde extérieur. C'est aussi la fin de la quarantaine imposée pendant une dizaine d'années par les Occidentaux et le Japon.

HO-CHI-MINH-VILLE de notre envoyé spécial

Après les frimas de Hanoï, capitale désargentée, l'haleine chaude de l'ancienne Saïgon apporte comme un réconfort. Juchées sur leur bicyclette, les femmes jouent les coquettes avec leurs gants de toile remontés jusqu'aux bras et leurs chapeaux à auvent qui les protègent du soleil. Rien de commun avec ces cyclistes fantomatiques aperçus

sur les boyaux bosselés menant à Hanoï, vêtus d'une pauvre étoffe, le crâne dissimulé sous les traditionnels chapeaux circonflexes en paille de riz.

Ho-Chi-Minh-Ville est un concert animé de cyclo-pousse et de motos nipponnes imposant leur loi aux automobiles. Hanoï grouille de lourds vélos d'acier, équivalents mécaniques du cheval de trait, chargés de meubles et de chaises, de cochons vifs ou de hottes en bambou remplies de briques. Sur le pont Paul-Doumer, par-dessus le fleuve Rouge, c'est un chapelet de silhouettes courbées qui se fauillent entre les charrettes à buffles débordant de tuiles.

Pendant que Hanoï n'en finit pas de reconstruire, Ho-Chi-Minh-Ville respire les vents du large comme la promesse d'une émancipation. Réunifié en 1975, le Vietnam reste double. La « colonisation » de Saïgon par les Tonkinois est une clause de style. Entre le Nord et le Sud, l'écart n'est pas seulement climatique. L'économie périclète par le haut et survit en bas. Mais le pays tout entier se mobilise pour une idée,

l'ouverture, qu'il formule volontiers en japonais, en sud-coréen, en australien, en thaïlandais et même en américain ; dans la langue de Hongkong et de Singapour, en attendant les signaux, plus lointains, venus d'Espagne, d'Italie ou de France.

« Si on ne s'ouvre pas, il y aura des émeutes », assure l'agent commercial vietnamien d'une société européenne à Ho-Chi-Minh-Ville. Nous avons copié les maitres chinois et soviétiques. On a constaté que cela ne marchait pas et qu'ils changeaient eux-mêmes de registre. On ne se sent plus autant liés à eux. »

ERIC FOTTORINO.
(Lire la suite page 6.)

CAMPUS

Sauver les bibliothèques universitaires

Le rapport Miquel demande un gros effort de construction et de recrutement, et le quadruplement des crédits de fonctionnement.

Pages 15 à 18

ARAGON



Pour expliquer ce que j'étais

« Comme toujours avec Aragon, et comme on dit dans le vocabulaire des excursionnistes : vaut le détour ! »

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

GALLIMARD nrf

هكذا من الأصل

Débats

LES « AFFAIRES » ET LA FRANCE

La tyrannie de la vérité

(Suite de la première page.)

Les « affaires » ont rythmé nos successives républiques, et toutes les démocraties capitalistes ont les leurs. Il y a juste un siècle éclatait le scandale de Panama, les ennemis de Clemenceau se réjouissaient de l'y voir achever sa carrière. Les affaires qui nous viennent aujourd'hui pourraient nous suffire dans un temps sans grand débat, en halte de terrorisme, où ne semblent subsister que les scandales et les catastrophes pour secouer l'opinion.

Et sans doute ces affaires-ci sont sérieuses. Quelques brasseurs d'argent ont pu, en quelques jours, réaliser d'énormes plus-values sur le marché boursier : effet de leur chance, de leur compétence... ou d'informations privilégiées. La frontière est imprécise entre l'information licite et l'initiation prohibée. Apparu dans notre droit en 1970, corrigé en 1983 puis en 1988, le délit d'initiation s'est assoupli pendant vingt ans : comme si cette greffe du droit américain prenait mal sur le nôtre. Voici donc, venue par le scandale, l'occasion de lui donner une nouvelle vigueur.

Transparence à l'américaine

Renforcer la répression des délits ? Libérer la Commission des opérations de Bourse de la tutelle de l'Etat, lui donner les moyens du contrôle et de la sanction ? Nous découvrons peu à peu les mérites des institutions indépendantes dotées de pouvoirs propres. Longtemps soupçonnées de heurter la souveraineté nationale, ou de gêner l'Etat, elles semblent aujourd'hui les instruments précieux d'une démocratie moderne. La France semble avide d'indépendance, de transparence, d'intégrité. Fascinée par le modèle américain, nous voulons que le marché boursier épouse la loi morale. Ainsi les vilaines affaires promettent-elles de bons effets.

Mais un peu de vraie rigueur et d'utiles réformes ne peuvent masquer tout ce que recèle ce tumulte autour des « affaires ». Et cette crise morale qui nous secoue, elle vaut sans doute d'être regardée de plus près. Soupçons, rumeurs, clameurs, nous prononcés et répétés, chiffres lancés, confidences reçues et colportées : voilà pour la classe, la caste dirigeante, celle qui parle, qui se montre, qui se fait entendre, l'occasion de vrais plaisirs !

Les « affaires » passionnent, parce qu'elles entremêlent l'argent, la vie privée, le pouvoir. On consent ce qu'il convient d'exigence vertueuse. On condamne les suspects. On appelle des réformes. Mais l'important est d'être détenteur d'informations rares, de se montrer très initié sur les initiés, de percer les mystères de la fortune et de l'adulce, de ne rien ignorer des mille détours de l'argent, et surtout de ne manquer aucun nom. Ici le scandale est curiosité, divertissement. Et l'indignation n'est qu'un habit du soir.

Regardons, plus sérieusement, du côté des politiques. Pour avoir tant exercé le pouvoir, la droite sait d'expérience les pressions que l'argent exerce sur lui. Elle a, sur les affaires, les moyens de la compétence et de la lucidité. Et moraliser le jeu capitaliste, renforcer les institutions indépendantes, ce sont de vrais projets pour une droite libérale. Serait-ce donc l'occasion d'un débat sérieux où la droite prendrait, devant l'opinion, l'avantage du sérieux ? L'occasion est aussi tôt manquée. C'est qu'une autre occasion se propose, vite saisie par quelques-uns qui parlent fort : tâcher d'atteindre M. François Mitterrand, qui a réinstallé la gauche au pouvoir, et semble lui donner sa force et son unité.

Ce que l'on a vainement attendu, au début du premier septennat, d'une prétendue maladie, ne pourrait-on l'espérer du scandale, au début du second ? Chaque espoir vaut d'être ramassé. Et si l'on ne dispose pas du moindre soupçon porté sur le président de la République, et non plus sur le ministre des finances, on ne s'arrêtera pas à si peu. On se saisira de l'ami de l'un — qu'il eût aussitôt chasser, — du directeur du cabinet de l'autre — qu'il eût dû ne pas employer, — et l'antithème sera jeté, toutes personnes confondues et condamnées, sur la gauche « la plus pourrie du monde ». Ainsi la morale ne sert plus qu'à légitimer les coups.

Occasions dans la jungle politique

Le juriste objectera-t-il que la loi tient les personnes accusées pour innocentes, le moraliste qu'à inventer des responsabilités collectives on fabrique de l'iniquité, le démocrate qu'à disposer d'informations qu'on fait réputation de n'importe comment on fait réputation de démocratie, le politique que ce discours nuit à tous les partis et ne sert qu'à écarter les Français de la vie publique ? Qu'importe ! Les affaires ne sont plus que des occasions, et l'exigence de vérité n'est plus rien qu'un instrument, commode et forcément innocent, dans la jungle politique.

Attend-on un autre discours venu de la gauche ? Espère-t-on que, fidèle à sa morale si souvent invoquée, elle veuille à n'être jamais injuste ? Et qu'elle sera vigilante à ne pas laisser la démocratie se corrompre dans des débats médiocres ? Mais on entend, ici ou là, les mêmes mots, répétés, inversés : pourriture contre pourriture.

Mais il y a les juges, et les journalistes, pouvoirs ou contre-pouvoirs. Dans le silence des cabinets d'instruction, ou la fièvre de l'action médiatique, les uns et les autres cherchent la vérité. Pour eux, elle n'est pas un prétexte. Elle est un métier et un devoir. Souvent elle devient une passion. Un petit juge secoue la dictature grecque, de grands journalistes remportent la victoire de Watergate. Ils ont, en France comme ailleurs, leurs émules. Nous voici sur le terrain de la vraie vertu...

Pourtant cette suprématie de la Vérité que le juge et le journaliste peuvent, tour à tour, parfois ensemble, servir et imposer, il leur faut sans doute s'en méfier ! Car ils risquent, eux aussi, mais par un autre chemin que les politiques, de se confondre à la vérité, au point d'être assurés de la détenir puis de la défendre contre tout, et contre tous. Ici aussi la vérité peut devenir instrument du pouvoir, ou du plaisir. Seul, dans son cabinet, le juge d'instruction peut éprouver l'orgueil de convoquer, d'inculper, de faire attendre, de faire trembler, de faire plier, de faire tomber, remplaceant sur le banc de la justice les faibles, les malchanceux de la vie qui y sont ordinairement assis, le juge monte alors sur l'échelle de la vertu : la fierté — et le regard des autres — peut servir de récompense.

Juges et journalistes

Devant la presse en quête de vérités, le pouvoir politique est tenté de s'incliner. Il démarche, il sollicite, et les médias peuvent trouver quelque ivresse à exercer, même un temps court, tant de pouvoir sur les pouvoirs. Chacun, s'il est digne, dénonce les coupables. Il sépare les bons des méchants : ainsi la vérité incarnée commence à exercer sa douce, sa vertueuse dictature.

Sans doute il y a les lois. Mais elles sont vite débordées. Elles interdisent, bien sûr, de discréditer quiconque. Mais chacun sait que le délit commis au nom de la vérité n'encourt, le plus souvent, en droit français, que des sanctions symboliques, et celui qui s'acharne à défendre sa réputation à la mine plutôt dédaigneuse face à l'homme de vérité, qui prend le risque de diffamer pour accomplir son devoir.

Au nom de la vérité le juge inculpe, le journaliste soupçonne. Et pour peu qu'ils rassemblent leurs efforts, le discrédit porté est lourd comme une condamnation. Et que peut la déclaration des droits de l'homme, assurant naïvement, en son article 9, que tout homme est présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable ! Et que peuvent le secret de l'instruction et le secret professionnel ? Ils volent en éclats, soupçonnés de n'être que des contraintes imaginées par des temps révolus pour gêner la découverte de la vérité.

Invouera-t-on l'Etat de droit, objectera-t-on que la démocratie oblige à respecter les lois tant qu'elles ne sont pas modifiées ? Ce discours, qui s'habille des lois, est suspect au combattant de la vérité. Vient l'avocat qui dénonce le mépris du droit, s'indigne... et risque de faire de même. Le voici tenté de pulvériser tous les secrets que la loi impose, de défendre, se plaçant à son tour au-dessus des lois, sa vérité, deux fois vertueuse puisqu'elle est aussi défensive, et parfois, avec sa vérité, sa réputation, son image ! Il se confond à sa cause, comme le juge et le journaliste à leur affaire. Tout le reste n'est que forces du mal...

Ce n'est pas sans doute que des caricatures. Beaucoup d'hommes politiques échappent à la tentation du mensonge, et la plupart des journalistes, des juges, des avocats, ne prétendent pas instaurer cette tyrannie de leur vérité. Et nous savons, heureusement, que les Français, généralement plus matures et équitables que leurs interprètes, se méfient des anathèmes jetés et des procès bâclés : cela incite à la prudence. Reste que nous sommes toujours tentés d'avancer vêtus de vérité, tels l'incorruptible en Thermidor, léguant la « vérité terrible » aux fripons qui l'ont traquée, aux âmes viles qui intriguaient contre lui.

Vieille mentalité française, héritée d'une tradition religieuse où la vérité, dressée contre l'erreur et le mensonge, se confond au divin, une tradition que la Révolution, substituant des dogmes aux dogmes, n'a pas interrompue ? La vérité, droit sacré, au-dessus du droit ? Chacun à son tour, à son moment, se prend pour la vérité : écrire ces lignes c'est aussi céder à la tentation qui est dénoncée...

Les « affaires » qui nous occupent vont bientôt disparaître, démodées, oubliées ; d'une certaine manière, notre mauvaise mémoire corrige nos excès. D'autres affaires viendront. De vérité et de vertu nous avons, nous aurons d'impérissables ressources. Mais l'attention à l'iniquité, à l'iniquité collective, à l'iniquité individuelle, l'intolérance de toute injustice, l'intransigeant respect porté à chacun, ce meilleur de la démocratie, ce ne paraît pas notre spécialité. L'Etat de droit nous plus : les lois ne nous sont respectables que tant qu'elles nous conviennent.

La démocratie n'est pas qu'un état heureux, arraché à un jour de malheur, un après-midi de juillet, une nuit d'août, qui se garde et se célèbre. Ne serait-elle pas aussi un regard lucide, une volonté têtue, une conquête de tous les jours ?

JEAN-DENIS BREDON

Symptômes

par MICHEL BEAUD (*)

LES affaires. La presse va, pendant quelques temps, continuer à en mettre au jour des aspects cachés. Et c'est bien.

Les pouvoirs de la Commission des Opérations de Bourse vont être renforcés. La justice va instruire. On ne saurait s'en plaindre, même si l'on peut craindre que cela ne permettra d'aboutir ni à la manifestation de la vérité ni à la sanction des coupables.

Des commissions d'enquête vont se mettre au travail. Des rapports vont être établis. Des assurances vont être données. Comme on dit dans nos provinces : « Ça ne mange pas de pain ».

Restera le souvenir de vilains abcs, qui ne sont développés dans les abcs du pouvoir, et dans ses bas-côtés ; restera le sentiment que la gauche aux affaires s'est laissée infiltrer par l'affairisme ; et restera des traces durables de désaffection et de dégoût. Au total, pourront penser certains, rien de bien grave... Rien que le temps ne soit en mesure, peu à peu, de guérir.

C'est probablement vrai si l'on s'en tient aux affaires. Non, si l'on prend en compte le terrain où elles ont pris racines, et si l'on considère ces abcs, non pas en eux-mêmes, mais comme symptômes.

Car c'est la progressive multiplication des accommodements, des habiletés et des indulgences qui nous a conduits là. L'indulgence ouvre la voie à la complaisance et, en certaines occasions, à la complicité ; l'habileté peut tourner en indécision ou en malversation ; et l'accommodement, si l'on oublie les repères et les règles, peut tourner en scandale. C'est donc notre morale sociale et politique qui, fondamentalement, est malade.

Malade aussi notre organisation sociale : qui aujourd'hui croit encore au service public, à l'intérêt général, aux servitudes et grandeurs de la fonction politique ? La mission de la fon-

ction publique est diluée, incertaine, dévalorisée. Entre action politique, haute administration, direction des grandes entreprises, affaires et affaires, les frontières sont estompées. L'intérêt général, de plus en plus, est lu à travers les intérêts particuliers et, donc, sous la pression des professions, des lobbies, des réseaux, des corps et des clans — sans parler des amis, parmi lesquels se révèlent, comme chez les copains, des coquins.

Malade, en fin de compte, notre société. En quelques lustres, l'argent a tout investi : le spectacle, les loisirs, l'art, le sport, la télévision, la charité publique, la solidarité, la politique bien sûr et, à la fin des fins, nos systèmes de valeurs et nos jugements. Gains spéculatifs, cachets démesurés, jeux de hasard, inégalités : le bazar, le casino et le temple, notre société est tout entière vouée à l'argent, ultime référence d'une civilisation qui a renoncé à toutes ses valeurs.

Nous ne sommes certes pas les seuls. En Belgique, en Allemagne fédérale, au Japon, aux Etats-Unis, en URSS et dans bien d'autres pays, des ministres ou des chefs de gouvernement, des présidents ou de hauts responsables ont été compromis, démasqués et, pour certains, condamnés. La tentation est donc forte de s'accrocher à ce qui se désagrége — fût-ce en cultivant l'indignation.

Si l'on rejette cette tentation, l'on doit savoir que la cure ne peut être que longue et difficile. Il faut réaffirmer et réapprendre la primauté du droit sur l'arbitraire (fût-il ordinaire et quotidien), de l'intérêt général sur les intérêts particuliers, de l'éthique sur le politique. Il faut aussi, pour les arracher à la domination de l'argent, aider nos sociétés à retrouver la valeur des valeurs et l'ambition d'un projet.

(*) Universitaire.

Au courrier du Monde

ACCUEIL

Les étrangers dans les Hauts-de-Seine

Dans son numéro du samedi 28 janvier, le Monde a publié un article concernant les visites effectuées dans les préfectures par un certain nombre d'associations étudiantes des conditions d'accueil des étrangers et de traitement de leurs dossiers.

Dans la mesure où des chiffres ont été publiés dans cet article concernant la préfecture des Hauts-de-Seine, il me paraît nécessaire d'apporter à vos lecteurs une rectification et quelques indications complémentaires.

Il est exact qu'actuellement deux cent à deux cent cinquante étrangers sont présentés chaque jour à Nanterre aux guichets de la préfecture.

Mais tous — et non pas vingt-cinq seulement — voient leur cas examiné dans la journée par le service qui guichet et j'ai demandé aux représentants des associations de relayer l'action d'information que je mène à ce sujet.

J'ajoute qu'un programme de travaux doit être lancé dans le courant de l'année pour améliorer les conditions matérielles d'accueil et de fonctionnement du service et que depuis le début du mois de janvier les fonctionnaires travaillant au guichet suivent une formation particulière.

JACQUES BAREL, préfet des Hauts-de-Seine.

LE MONDE diplomatique

Février 1989

AFGHANISTAN

La paix manquée, par Selig S. Harrison

Alors que s'achève le retrait de l'armée soviétique, les espoirs s'amusent d'aboutir à une transition pacifique qui éviterait à l'Afghanistan un nouveau bain de sang. Selig S. Harrison explique pourquoi les divisions à l'intérieur de la résistance et l'appui des militaires pakistanais aux groupes fondamentalistes ont fait échouer les négociations pour former un gouvernement d'union nationale.

Egalement au sommaire :

- INÉGALITÉS : La République sans le peuple, par Christian de Brie.
- BALKANS : Que cessent les vents chaotiques, par Israël Kadare.
- EST-OUEST : L'Allemagne fédérale à l'avant-garde de la détente, par Paul-Marie de La Corde.
- COMMUNICATION : Menaces sur le service international de la BBC, par Xavier Delacroix.
- ARTS : Pour une mise en mémoire de la modernité, par Alain Jouffroy.

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 03

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M.M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Correspondant en chef : Claude Salles.

ABONNEMENTS PAR MINUTEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 03

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montpelier, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : MONDPUB 284 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27

Tél : MONDPAR 550572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tarifs FRANCE, BELGIUM, SUISSE, AUTRES PAYS

3 mois 365 F 399 F 504 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

9 mois 1 030 F 1 089 F 1 404 F 2 040 F

1 an 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse effectués ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

VEUILLEZ AVOIR L'OBLIGEANCE D'ÉCRIRE tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Etranger

Les tensions en Afghanistan après le retrait des troupes soviétiques

Paris et Londres sont hostiles à toute aide susceptible de contribuer à la survie du régime de Kaboul

Grandes manœuvres pour l'après-guerre ou les contours d'une République islamique

Quel avenir pour l'Afghanistan ? Toute prédiction est difficile mais, pour aller au-delà des clichés, il faut revenir à quelques données de base.

Sur le plan politique, l'incompatibilité est totale entre l'islam des moudjahidins et le marxisme, même abâtardi à la manière de M. Sharq, le premier ministre de Kaboul. Le régime de Kaboul disparaîtra dans les mois qui suivront le retrait soviétique ; la question du délai n'a d'intérêt que pour les Soviétiques, soucieux de quitter l'Afghanistan la tête plus ou moins haute.

La vraie question politique est celle de la cohésion des moudjahidins. On pose généralement le problème en termes d'opposition entre « modérés » et « fondamentalistes ». Tant que le Hezb-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar incarnait par excellence l'option fondamentaliste et le roi Zahir Shah, l'option modérée, il y avait incompatibilité entre les deux.

La donne a changé : le Hezb a perdu beaucoup de poids et le roi lui-même situe son rôle dans le cadre d'une transition et non d'un retour à l'ancien régime. Le Hezb a été la principale victime de la disparition du général Zia : enfant chéri de l'Inter-Services Intelligence, l'agence pakistanaise chargée de réparer l'aide américaine aux résistants afghans, le Hezb recevait la part belle de l'armement ainsi qu'un soutien politique constant, tout en s'attachant aux autres partis, sans faire mystère de sa volonté hégémonique. Mais, depuis la victoire électorale de M. Benazir Bhutto, le Hezb a été marginalisé ; il a aussi perdu le soutien américain. C'est le Jamiat-Islami qui incarne maintenant l'option dite fondamentaliste. Or son idéologie comme sa base sont plus modérées que celle du Hezb.

Notables ou mollats ?

La distinction entre fondamentalistes et modérés perd d'autant plus son sens qu'il ne faut pas confondre le fondamentalisme comme système de droit et comme système politique : les guerriers pachtounes et royalistes qui combattent autour de Kandahar ou les mollats du parti Harakat-Englab, que l'on classe parmi les « modérés », sont tout aussi partisans de l'application de la charia que les militants islamistes du Nord ; la femme est plus confinée dans les tribus pachtounes du Sud, réputées politiquement plus laïques, que parmi les « fondamentalistes » tadjiks du Nord. L'opposition entre « fondamentalistes » et « modérés » porte non sur la place de l'islam dans la société, mais sur le choix d'un modèle politique. Car il y a consensus parmi les moudjahidins sur la République islamique.

Derrière le débat sur la future Constitution, la question de la légitimité du pouvoir se pose en termes plus ethniques que constitutionnels. Par exemple, les modérés veulent convoquer une jirgah, et les islamistes une shoura. Les deux groupes de chacun la même définition de chacun de ces mots : l'Assemblée nationale issue d'élections libres. En fait, la jirgah, mot pachtoun, désigne plutôt une assemblée de notables ; la shoura est un mot arabo-persan issu du vocabulaire coranique, et implique que les membres de l'assemblée aient une compétence religieuse. Avant même qu'on ne discute Constitution, c'est la question de la légitimité du futur pouvoir qui se pose.

Un nouvel équilibre ethnique s'est créé en Afghanistan : les Pachtounes, détenteurs de la légitimité historique, ont constitué la

meuse des réfugiés, et leur aristocratie tribale traditionnelle s'est disloquée. Leur poids est moindre, mais pas leurs prétentions. MM. Taraki, Amin et Najibullah étaient pachtounes. Ces derniers acceptent mal que la fin du régime communiste soit aussi la fin de leur hégémonie, même s'ils ont participé tout autant au djihad.

Guerre civile sur des bases ethniques, donc ? Encore une fois, les choses sont plus compliquées, car la définition d'une ethnée n'est pas simple en Afghanistan. Tout change si l'on parle des grands groupes ethniques (Pachtounes, Hazaras, Ouzbeks, Tadjiks...) ou des clans, parentaux et clientèles, qui constituent la base de l'identité communautaire au niveau des vallées et des villages. Appellons les premières « macro-ethnies » et les seconds « micro-ethnies ». Les premières ne se sont pas donné d'expression politique propre. Il n'y a pas de parti

On peut sans grand risque postuler que la stabilité d'un futur gouvernement de moudjahidins sera le produit d'un équilibre entre une coalition large et souple de partis exerçant le pouvoir à Kaboul et des pouvoirs locaux exprimant la segmentation traditionnelle de la société précisément par leur appartenance à ces mêmes partis et non par leur rejet (le mythe romantique des commandants de l'intérieur luttant contre les partis corrompus n'a pas de sens). Le tout sur fond de violence mais non de guerre civile.

« Nous saurons résister à l'aide »

Le dernier facteur-clé pour l'évolution de la situation en Afghanistan est la donnée stratégique.

Celle-ci n'est plus Est-Ouest mais régionale : les négociations américano-soviétiques sur les conflits régionaux visent non à réaliser des paix impossibles, mais à les vider de leur dimension Est-Ouest et idéologique. Que souhaitent donc les voisins de l'Afghanistan ? L'URSS veut un régime stable sous influence, quelle que soit son idéologie. Pour le moment, elle considère que seule une présence, même limitée, de ses protégés dans tout futur régime peut permettre d'atteindre ce but. Il lui faudra sous peu réévaluer cet objectif en baisse.

L'Iran hésite entre deux politiques pour assurer son influence : soit par l'intermédiaire des communautés chiites locales (exportation de la révolution), soit par sa propre réinsertion dans le jeu diplomatique classique (en obtenant la participation des partis chiites aux négociations en cours entre moudjahidins et Soviétiques).

Le Pakistan, en transition, a renoncé au grand dessin islamique du général Zia, dont le Hezb était un pivot, mais se doit de soutenir les moudjahidins pour éviter toute reconstruction d'un axe Kaboul-Moscou ou Kaboul-New-Delhi et conserver l'alliance américaine. En somme, pour des raisons différentes, les trois voisins de l'Afghanistan ont un an.

Mais la stabilité politique du pays suppose aussi sa reconstruction économique. Le budget préparé, tant à Washington qu'aux Nations unies, s'élève à plusieurs milliards de dollars. En fait, l'Afghanistan est moins détruit, dépeuplé et effrayé que des rapports alarmistes ne le laissent entendre. La reconstruction devra se faire de manière prudente en tenant compte des structures existantes. La stratégie politico-humanitaire américaine vise depuis trois ans à créer, à partir de l'alliance des Sept, un contre-Etat à Peshawar susceptible de reprendre en main la gestion du pays une fois la capitale prise. Cette stratégie procède de la même vision étatiste et volontariste qui a présidé à la déroute de la révolution communiste.

Les Organisations non gouvernementales (ONG) préconisent une politique de développement local plus réaliste mais qui ne fait souvent qu'exacerber les micro-conflits, le tribalisme des organisations humanitaires se mouvant très facilement sur le tribalisme afghan ; autrefois, elles ont leurs commandants. Reste à trouver une voie moyenne : celle d'une aide adaptée : « Nous avons résisté à l'agression, nous saurons résister à l'aide. » Les Afghans sont d'incompréhensibles optimistes.

OLIVIER ROY.

La vraie question politique est désormais la cohésion des résistants et l'équilibre des pouvoirs

tadjik ou pachtoun, mais un parti à majorité tadjik face à d'autres à majorité pachtoun.

Seuls, sans doute, les Hazaras, chiites et persanophones, ont conforté leur identité ethnique au cours de cette guerre ; mais leur division entre cinq ou six partis soutenus par l'Iran les rend incapables de capitaliser en force politique cette identité retrouvée. Les Pachtounes restent fidèles aux identités tribales d'avant la guerre. Du coup, la division tribale garde tout son sens ; les Dou-ranis, autour de Kandahar, ont adopté un efficace mélange de fondamentalisme et de démocratie tribale, guère sensible aux affiliations politiques, alors que celles-ci sont plus fortes chez leurs voisins ghilzais, d'où sont issus aussi bien les communistes que les gens de Hekmatyar. Les Tadjiks n'ont pas d'organisation tribale ; ils parlent une langue commune, le persan, mais n'ont guère le sentiment d'une appartenance ethnique.

Une marquetterie ethnique

En revanche, les appartenances « micro-ethniques » jouent un rôle capital dans les affiliations politiques et les rivalités de partis au niveau local. La carte des conflits ethniques ne divise pas l'Afghanistan en grandes entités (Nord, centre, Sud), mais en fait une marquetterie où la logique des alliances est plus locale que nationale.

Une nouvelle génération a pris le pouvoir en Afghanistan. Ce sont des jeunes, intellectuels, mollats ou combattants sortis du rang. En dix ans, ils ont acquis un nouveau statut et se sont forgé une base de pouvoir à la fois politique et territoriale. Il y a une solidarité de la génération combattante, appartenance ethnique mise à part, pour ne pas être spoliée de la victoire. Or ces commandants appartiennent à des partis politiques dont ils tiennent la légitimité. Aucun d'eux, même Massoud, ne peut prendre Kaboul seul. L'appartenance à un parti politique est le seul moyen de participer au pouvoir central. Les commandants de l'intérieur ne sont pas des seigneurs de la guerre ; ils demeurent dépendants des partis et loyaux à leur égard.

Suspension des pourparlers entre les deux Corées

Panmunjon. — Les pourparlers entre les deux Corées en vue d'une rencontre sans précédent des deux chefs de gouvernement ont échoué, mercredi 8 février, sur une revendication du Nord, réclamant l'annulation des manœuvres militaires américano-sud-coréennes.

Les pourparlers ont été suspendus après deux heures et quart d'intenses discussions, à la suite du communiqué lu par le chef de la délégation nord-coréenne, Pail Nam-jun, et demandant officiellement

l'annulation pure et simple des manœuvres conjointes « Team Spirit 1989 » (esprit d'équipe). Les deux parties ont néanmoins décidé de se retrouver de nouveau le 2 mars, au village de Panmunjon, situé sur la frontière.

Séoul et Washington affirment que ces manœuvres, les plus importantes du monde pour communistes, sont purement défensives et destinées à assurer une coordination efficace des deux armées en cas d'urgence. — (Reuters.)

● INDE : la France propose des fusées et deux réacteurs nucléaires. — La France pourrait fournir à l'Inde les fusées dont elle a besoin pour placer des satellites de télécommunication et d'observation en orbite, ainsi qu'un programme pour la construction de deux réacteurs nucléaires, a indiqué lundi 6 février, à Paris, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, de retour d'Inde, où il a accompagné M. François Mitterrand. M. Curien s'est refusé à préciser qu'elle était la réponse des autorités indiennes à ces propositions. — (AP.)

Caton
COMMENT
AIDER
MITTERRAND
A SAUVER
LE CAPITALISME
EN FRANCE

Albin Michel

“La Révolution, c'est dangereux, et si on peut en faire l'économie, c'est pas plus mal”

Michel Rocard

CATON REVIENT
AUJOURD'HUI EN LIBRAIRIE
CE SOIR CHEZ PPDA A 22 H 30

هكذا من الأصل

Proche-Orient

Le rapport du département d'Etat sur les violations des droits de l'homme

Washington critique sévèrement Jérusalem

Le département d'Etat américain a publié, mardi 7 février, à Washington son rapport annuel (1 500 pages) sur la situation des droits de l'homme dans 169 pays.

Selon ce rapport, le soulèvement palestinien dans les territoires occupés a conduit à une « augmentation substantielle » des violations des droits de l'homme par Israël en 1988. Washington estime que 366 Palestiniens ont été tués en 1988 par l'armée ou des colons israéliens. Au moins 13 d'entre eux ont été battus à mort et 4 autres ont succombé après avoir inhalé des gaz lacrymogènes. Il note que, malgré les consignes, « les soldats ont fréquemment tiré dans des situations qui ne présentaient pas de danger mortel pour eux, causant de nombreuses morts et blessures qui auraient pu être évitées ». Le rapport fait état de cinq cas où des détenus palestiniens sont morts dans des circonstances douteuses ou ont clairement été tués par leurs gardes. Washington souligne néanmoins qu'Israël est une « société ouverte et démocratique », mais range aussi parmi les violations des droits de l'homme les expulsions de Palestiniens et les destructions de maisons dans les territoires occupés.

● Au Proche-Orient, l'Irak et l'Iran sont violemment critiqués. Dans le cas de l'Irak, les plus graves violations ont été commises au cours de l'offensive contre les séparatistes kurdes après le cessez-le-feu avec l'Iran. En plus de l'usage de gaz de combat contre des civils, l'Irak a poursuivi la destruction systématique de villages kurdes et le déplacement forcé d'environ cinq cent mille Kurdes et Assyriens. Par ailleurs, les services de sécurité irakiens continuent à pratiquer la torture, les exécutions sommaires et les assassinats politiques à l'étranger.

En Iran, le rapport fait état de « centaines » d'exécutions politiques d'opposants, de détentions arbitraires, d'usage de la torture et de répression des libertés d'expression et d'association.

En Egypte, Washington estime que les libertés politiques ont été élargies sous la présidence de M. Hosni Moubarak, mais déplore le peu de sanctions prises pour punir les abus et la torture des prisonniers ainsi que le maintien d'une loi d'urgence qui permet la détention sans jugement.

● En Asie, la Corée du Sud, Taiwan et le Pakistan ont évolué de manière positive vers la démocratie et le respect des droits de l'homme en 1988. En revanche, le rapport souligne la brutalité de la répression (arrestations arbitraires, tortures, assassinats) qui a frappé le mouvement pour la tenue d'élections libres en Birmanie. Entre les 19 et 21 septembre 1988, au lendemain du coup d'Etat militaire, environ mille manifestants pacifiques ont sans doute été tués à Rangoun par les forces armées. D'autres sont morts dans les prisons.

● En Amérique latine, « les progrès de la démocratie n'ont pas empêché les violations des droits de l'homme ». Le département d'Etat note des « progrès significatifs » au Chili, bien que les arrestations arbitraires et la torture y soient toujours pratiquées. La situation s'est égale-

ment améliorée à Cuba depuis la visite de la commission des droits de l'homme des Nations unies. En 1988, aucun assassinat politique, aucune exécution sommaire et aucun cas de torture n'a été signalé à Cuba.

En revanche, les droits de l'homme sont particulièrement menacés en Colombie. 16 000 morts violents y ont été enregistrés en 1988, dont 1 500 apparaissent comme des assassinats politiques. Au Brésil, des centaines d'assassinats politiques sont attribués à des groupes d'extrême droite, à des affrontements entre paysans et propriétaires terriens ou entre trafiquants de drogue à Rio-de-Janeiro. Au Salvador et au Pérou, les guérillas de gauche sont les principales responsables des meurtres. Au Guatemala et au Honduras, en revanche, ce sont le plus souvent les forces de l'ordre qui enfreignent la loi.

● En ce qui concerne l'Afrique du Nord, le rapport note que les progrès sont « rares » en dehors de ceux enregistrés en Tunisie (grâce des prisonniers politiques, légalisation des partis d'opposition et d'associations d'étudiants). Au Maroc « la situation pourrait s'être détériorée », selon Washington, qui cite la répression violente d'une manifestation à l'université de Fez en janvier de l'année dernière. En Algérie, l'intervention de l'armée pour réprimer les manifestations d'octobre inquiète le département d'Etat.

● En Afrique sub-saharienne, il estime que cinq mille à dix mille personnes ont trouvé la mort au Burundi au cours de conflits ethniques et que de cent mille à deux cent cinquante mille autres sont mortes de faim dans le sud du Soudan, où les affrontements entre communautés rivales ont rendu impossible l'acheminement de vivres.

● En Afrique du Sud, Washington constate la « poursuite de la détérioration de la situation », le gouvernement ayant pris de nouvelles mesures pour réprimer l'opposition à l'apartheid.

● Pour l'Europe, le rapport fait état de « remarquables changements » en Union soviétique et de « nouveaux progrès vers une société plus ouverte » en Hongrie et en Pologne, où la liberté d'expression, le droit de manifestation gagnent du terrain. Le département d'Etat met au crédit de l'URSS la libération de toutes les personnes condamnées pour des raisons politiques ou religieuses, d'avoir fait de l'abus de la psychiatrie un crime répréhensible et d'avoir étendu la liberté de quitter temporairement le pays. Washington estime toutefois que « des garanties institutionnelles sont toujours nécessaires pour protéger l'individu contre l'autorité sans frein de l'Etat », et note que le KGB « n'a été soumis jusqu'à présent qu'à une faible dose de glasnost et de perestroïka ».

Le bilan est négatif pour plusieurs pays de l'Est. La République démocratique allemande « continue de limiter les libertés fondamentales ». Pour la Roumanie, le département d'Etat dénonce le « harcèlement des forces de sécurité ». En Bulgarie, la situation continue d'être caractérisée par une « dure répression », comme en Tchécoslovaquie, où « on peut craindre un « retour à des pratiques antérieures ».

Le bilan est négatif pour plusieurs pays de l'Est. La République démocratique allemande « continue de limiter les libertés fondamentales ». Pour la Roumanie, le département d'Etat dénonce le « harcèlement des forces de sécurité ». En Bulgarie, la situation continue d'être caractérisée par une « dure répression », comme en Tchécoslovaquie, où « on peut craindre un « retour à des pratiques antérieures ».

LAUREN FRACHON.

Pour Israël, un texte « injuste »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Injuste et quelquefois exagéré », a déclaré le conseiller juridique de l'armée israélienne, le général Amnon Strashnow, en commentant, mardi 7 février, le rapport du département d'Etat américain sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés.

Sans répondre encore de manière spécifique, des sources militaires ont indiqué que chaque accusation serait examinée « cas par cas ». Depuis le début du soulèvement, a indiqué le général Strashnow, 50 soldats et officiers ont été traduits en cour martiale — à huit reprises après la mort d'un Palestinien — et 200 à 300 autres punis par leurs chefs d'unité.

Dans une intervention qui n'était pas liée à la publication de ce rapport, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, a confirmé les principaux chiffres cités par le département d'Etat : 360 Palestiniens ont été tués au cours du soulèvement et 7 000 autres blessés, souvent légèrement, selon lui ; 80 000 soldats israéliens ont servi dans les territoires depuis le début de la révolte en décembre 1987.

Le ministère des affaires étrangères a préparé un document de quinze pages destiné à répondre aux Etats-Unis et dont le Jerusalem Post cite quelques extraits. Le rapport du département d'Etat « ne prend pas en compte le contexte général des événements et les incessantes provocations violentes d'éléments palestiniens extrémistes (...); une telle violence est destinée à tuer », déclare notamment le ministre.

Le rapport du département d'Etat ne fait que confirmer les informations de la presse israélienne et les enquêtes concordantes de plusieurs députés de la Knesset, notamment sur l'impression d'une armée de jeunes conscrits face à des tâches de maintien de l'ordre, et donc la proposition à ouvrir le feu « dans des situations injustifiées », les arrestations arbitraires, les punitions collectives, enfin la pratique continue et quasi systématique du passage à tabac des personnes arrêtées.

La presse relève que le rapport du département d'Etat sur les violations des droits de l'homme dans le monde comprend mille cinq cents pages, dont seules vingt sont consacrées aux territoires occupés.

LAUREN FRACHON.

Après la visite de M. Dumas à Téhéran et la relance de l'affaire Naccache

Un journal iranien attaque violemment la France

Au lendemain de la visite de M. Roland Dumas à Téhéran, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati, alors qu'il se rendait à Madrid, a fait une escale imprévue à Londres, mardi 7 février, — « due aux conditions atmosphériques », — où il s'est entretenu avec son homologue, Sir Geoffrey Howe. Parmi les sujets abordés : les otages britanniques au Liban.

TEHRAN
de notre envoyé spécial

Tempête dans un verre d'eau ou mise en garde officieuse : un vengeur éditorial du *Jomhouriyeh Islami*, mardi 7 février, accusant la France d'être complice du terrorisme, a donné par sa virulence et son caractère délibérément offensant à l'égard du gouvernement français, du Parti socialiste et de M. Dumas en personne. L'avertissement semble adressé non seulement à la France, mais également à l'Occident et à tous ceux qui, en Iran, misent trop sur une ouverture vers le monde occidental et sont, dans ce but, prêts à faire toutes les concessions.

Le *Jomhouriyeh Islami*, qui, théoriquement du moins, dépend du président Khamenei, est en fait contrôlé par le courant radical hostile à une telle ouverture et le premier des chefs de file est le ministre lui-même, M. Mousavi, ce qui donne toute son importance au message transmis brutalement par le journal.

On se perd cependant en conjectures sur les raisons immédiates de cette véritable agression contre la politique de rapprochement avec la France, moins de vingt-quatre heures après la fin de la visite de M. Dumas, qui a pourtant été reçu ici avec tous les honneurs dus à un hôte de marque. L'une des explications avancées à ce sujet à Téhéran — la plus plausible — semble être le mécontentement suscité en haut lieu à la suite de la fin de non-recevoir que Paris aurait opposée à la demande de libération d'Anis Naccache, bien que ce problème litigieux ne soit en aucune manière mentionné dans l'éditorial en question.

Un autre motif de la mauvaise humeur de l'éditorialiste iranien est certainement l'allusion qu'a faite le ministre des affaires étrangères français aux violations des droits de l'homme en Iran. Dans tous les discours prononcés à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution, les dirigeants iraniens se sont efforcés de prouver, contre l'évidence, que les droits de l'homme étaient parfaitement respectés en Iran, contrairement à ce qui se passe ailleurs.

Passant à la contre-offensive, le *Jomhouriyeh Islami* condamne « l'impudence » du gouvernement français, qui, écrit-il, est le dernier à pouvoir parler des droits de l'homme, « alors qu'il a tant investi dans les groupuscules terroristes » — allusion à la présence en France des opposants iraniens. M. Dumas, avec son comportement stupide à Téhéran, a fait perdre tout semblant de sincérité et de sérieux aux conversations qu'il a eues en Iran », écrit encore le quotidien.

Après les invectives, la menace : « Tout semble indiquer, écrit l'éditorialiste du *Jomhouriyeh Islami*, que les socialistes sont soumis à une intense pression de la part des industriels et des hommes d'affaires, qui se plaignent que la France n'ait pu s'assurer une part significative du marché iranien alors que le commerce de l'Iran avec d'autres pays européens, y compris l'Allemagne, est plus considérable. La technologie française n'est pas telle que nous ne puissions acquérir une aide équivalente d'autres pays plus respectueux de notre évolution et de notre nation. Finalement, les Français, et en particulier les socialistes, sont incapables de comprendre la révolution islamique. Il semble également qu'ils veuillent poursuivre les anciennes méthodes de filous sous des formes nouvelles ».

Une autre personnalité marquante de la tendance dure du régime, le tout-puissant ministre de l'intérieur, M. Mohtashemi, affirme pour sa part que, « au lieu de servir les pays de ceux qui ont complété avec Saddam Hussein pour détruire l'Iran, nous devrions nous unir pour nous débarrasser des étrangers ».

Ce qui lui attire une vive réplique du *Teheran Times*, réputé pour ses

vues modérées, qui conseille, mercredi 8 février, à M. Mohtashemi de ne pas s'occuper des affaires étrangères, « qui ne sont pas de sa compétence ».

Dans les milieux proches du ministre des affaires étrangères, on ne s'émue guère de ces « articles de presse » qui, selon eux, ne changent rien au fait que le voyage du ministre français a constitué un « tournant historique » dans les relations franco-iraniennes. Il n'empêche, affirme-t-on dans ces milieux mêmes, que « certaines vérités doivent être dites », afin d'assainir le climat entre les deux pays.

Cette affaire aura prouvé, s'il en était encore besoin, que dix ans après la révolution, le problème de l'existence de différents centres de pouvoir en Iran n'a pas encore été réglé et que toute décision prise risque d'être remise en question le lendemain.

JEAN GUEYRAS.

LIBAN

M. Deniau a rencontré de nombreux dirigeants

BEYROUTH

de notre correspondant

Ensemble du gouvernement français, M. Jean-François Deniau, vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, a marqué sa visite de cinq jours au Liban, qui s'achève mercredi 8 février, par deux gestes symboliques attestant que, pour Paris, le temps ne semble plus si repenti — politique et physique — dans ce pays. Arrivé vendredi à l'aéroport de Beyrouth, situé en secteur musulman et où aucun officiel français n'avait mis les pieds depuis la vague d'emboulements au Liban, M. Deniau a donné un déjeuner au siège — habituellement désert ou presque, car lui aussi en secteur musulman — de l'ambassade de France, rue Clemenceau. Sur le contenu de sa mission, au cours de laquelle il a rencontré les chefs politiques et religieux de tous bords, à l'exception des intégristes musulmans, M. Deniau a indiqué que son objectif était « d'aider les Libanais » à concrétiser le processus constitutionnel devant permettre à leur pays de recouvrer son unité et sa souveraineté. Il a notamment souligné une décision présidentielle « rapide ».

L.G.

Europe

BELGIQUE

Le mutisme des ravisseurs de M. Vanden Boeynants accroît l'inquiétude sur son sort

BRUXELLES

de notre correspondant

Les prétendus ravisseurs de Paul Vanden Boeynants, l'ancien premier ministre belge enlevé le 14 janvier devant son domicile, ne se sont pas manifestés mardi 7 février comme certains l'espéraient. Les membres de la Brigade socialiste révolutionnaire qui avait revendiqué le rapt avaient, en effet, dans leur premier message, demandé à deux quotidiens bruxellois d'organiser, le 7 février, un sondage auprès de leurs lecteurs sur la destination d'une partie de la rançon de 30 millions de francs belges (environ 4,5 millions de francs français) qu'ils avaient exigée.

Ce mutisme incite de plus en plus les responsables de l'enquête à penser que l'homme politique belge aurait pu être assassiné purement et simplement et que tous les indices n'ont en fait servi qu'à brouiller les pistes et à retarder l'ouverture d'une enquête criminelle. Ainsi de la pipe, de l'appareil auditif et d'une des

chaussures de VDB trouvées juste à côté de l'endroit où il a disparu. Ainsi des revendications de cette BSR qui ne cadrent pas avec le style des terroristes d'extrême gauche classiques. Ainsi même de la carte d'identité et de la lettre manuscrite de l'ancien premier ministre qui étaient parvenues aux enquêteurs fin janvier.

Quant à un rapt crapuleux réalisé par des professionnels, les enquêteurs n'ont pour le moment, du moins l'affirment-ils, nullement entendu parler d'une demande de rançon. Le fils de l'ancien premier ministre avait lancé la semaine dernière à la télévision belge un appel pathétique aux éventuels ravisseurs de son père. En pleurs, il était allé jusqu'à déclarer : « Je suis prêt à me déplacer et à discuter directement avec vous les modalités du règlement de vos revendications. Je ne vois pas en quoi je pourrais ajouter à ces propositions. Si vous en voyez d'autres, faites-le moi savoir ».

JOSÉ-ALAIN FRALON.

URSS

Appels en faveur des onze membres du Comité Karabakh emprisonnés

Le chanteur français Charles Aznavour a été reçu mardi 7 février pendant une heure et demie au Kremlin par le premier ministre soviétique, M. Nikolai Rykov, responsable de la reconstruction en Arménie. A l'issue de l'entretien, Charles Aznavour, qui vient d'achever une visite sur les lieux du tremblement de terre, a indiqué qu'il était intervenu en faveur des onze membres du Comité Karabakh emprisonnés à Moscou depuis le début de l'année.

Au troisième jour de leur visite en Italie (le Monde du 8 février), M. Andreï Sakharov et sa femme, Elena Bonner, ont également lancé, mardi, à Rome, des « appels pressants » en faveur de la libération des membres du comité. Au cours d'un entretien avec M. Bettino Craxi, leader du Parti socialiste italien, M. Sakharov et M. Bonner ont déclaré qu'il fallait « absolument faire quelque chose à l'ouest » en faveur de la libération de ces dissidents.

A Paris, l'association Solidarité franco-arménienne a rendu public,

mardi, un texte dans lequel elle réclame la libération des onze membres du Comité Karabakh emprisonnés, la libération de ce comité et la levée de l'état de siège en Arménie. Parmi les signataires de ce texte figurent notamment M. Simone Veil et MM. Chaban-Delmas, Méhaignerie, Ionesco et Schwarzenberg.

Un haut responsable du ministère soviétique de l'intérieur, le général Nikolai Vasko, a dressé, mardi 7 février, au cours d'une conférence de presse à Moscou, un nouveau bilan officiel des violences interethniques qui agitent le Caucase depuis un an : 91 personnes — dont 4 soldats — ont été tués et plus de 1 600 — dont 117 soldats et 32 policiers — blessés.

Le général Vasko a ajouté que 141 000 Azeris ont fui l'Arménie depuis le 22 novembre, alors que 158 800 Arméniens ont quitté l'Azerbaïdjan. Toutefois, 43 800 Arméniens et 41 000 Azeris ont ensuite pris le chemin du retour, a-t-il précisé. — (AFP, Reuters.)

CORRESPONDANCE

La situation des juifs

M. Henry Bulawko, vice-président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), nous a adressé ce point de vue sur la situation des juifs en URSS :

Le 12 février, on doit inaugurer à Moscou le premier centre culturel juif. Il portera le nom du célèbre comédien et metteur en scène Shlomo Mikhoels, qui figura parmi les victimes de Staline (on apprend que dix écrivains et artistes juifs, assassinés sur l'ordre de Staline, ont été enfin réhabilités).

C'est là un événement important, surtout dans la mesure où il intervient après de multiples signes adressés aux juifs et à l'Etat d'Israël. Il serait trop long de les énumérer tous : échanges artistiques, matches amicaux, des milliers de touristes soviétiques en Israël l'an passé, l'ouverture d'un restaurant caché (remplaçant le modeste établissement où je mangiai, en septembre 1987, avec le grand rabbin

de Moscou), séjours de ce dernier, le grand rabbin Szajevitch, à New York et en Israël, etc. Tout cela, à peu de chose près, reflète les promesses qui me furent faites tant par le secrétaire général du PCUS que par le président du Comité des affaires religieuses, le ministre de la justice ou par d'autres personnalités rencontrées alors. (...)

Concernant Israël, on me demande d'être patient. On sait que les gestes de rapprochement ont été nombreux. Et on ne saurait sous-estimer l'importance du « conseil » donné par le secrétaire général à Yasser Arafat : « Reconnaissez Israël ! »

Un point reste préoccupant : l'agitation du groupe nationaliste arménien Pounyat (et d'autres groupes qui viennent le concurrencer). Je pense qu'il faut créer en URSS un organisme semblable à la LICRA ou au MRAP. (...) Il reste beaucoup à faire. Voici vaine l'heure des projets constructifs.

EN BREF

● POLOGNE : grève de mineurs. — Le jour même où démarrait à Varsovie la table ronde gouvernement-opposition, cinq mille mineurs se sont mis en grève dans une mine de lignite du centre du pays, à Belchatow, pour réclamer des augmentations salariales. La porte-parole du gouvernement, M. Urban, s'est aussitôt déclaré inquiet de conflits qui menacent la politique menée par Varsovie pour stabiliser la situation économique, efforts que les autorités souhaitent voir appuyées par Solidarité en échange de la reconnaissance du pluralisme syndical. Des représentants de Solidarité ont été envoyés mardi sur les lieux pour tenter de calmer les choses. — (AFP.)

● Tchécoslovaquie : appel au président Mitterrand en faveur de Vaclav Havel. — Le Comité international pour le soutien à la Charte 77 a lancé, mardi 7 février, un appel au président François Mitterrand pour lui demander d'intervenir auprès des

autorités tchécoslovaques en faveur du dramaturge Vaclav Havel et des autres opposants détenus depuis le mi-janvier à Prague. M. Havel avait été reçu par M. Mitterrand lors de sa visite à Prague en décembre dernier. Par ailleurs, trois Britanniques ont été arrêtés alors qu'ils distribuaient des tracts de l'Association pacifiste indépendante à Brno et à Prague, puis expulsés. Les deux fondateurs de cette organisation, Hans Marvanova et Tomas Dvorak, sont en prison depuis octobre dernier. Une troisième militante active, Jana Petrova, est en prison depuis le 15 janvier. — (AFP.)

Le Monde
PUBLIcITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

ALGOL-1

... l'absence des ravisseurs
... Van der Boeynants
... l'impunité sur son



125-

appelé en faveur des 017: mazz
et Gough Karabakh emprisonné

Mercredi 8 février en Tarentaise.

- 9 h - Sur les pistes.
- 12 h - Les oreilles en éventail au restaurant d'altitude.
- 14 h - Sur les pistes.
- 16 h - Luge avec les tortues.
- 17 h - Piscine.
- 20 h - Fondue savoyarde.
- 22 h - Discothèque au "Show lapin."

Heureux comme un lapin à la neige!

CONCLUSIONS

La situation de la

Bowski!

LES STATIONS DE TARENTEISE.

LES ARCS/BOURG-ST-MAURICE : 79.07.26.00 – COURCHEVEL : 79.08.00.29 – LES MENUIRES : 79.08.20.12
MÉRIBEL : 79.08.60.01 – LA PLAGNE : 79.09.79.79 – PRALOGNAN LA VANOISE : 79.08.71.68 – LA ROSIÈRE : 79.06.80.51
TIGNES : 79.06.15.55 – VAL D'ISÈRE : 79.06.10.83 – VALMOREL : 79.09.84.44 – VAL THORENS : 79.00.01.06

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Enquête

La politique d'ouverture de Hanoï

Le Vietnam, à son tour...

(Suite de la première page.)
Décidé par le 6^e congrès du Parti communiste, en décembre 1986, la libéralisation économique fait son chemin. « On s'aperçoit du changement dès le passage de la douane, témoigne l'un de ces nombreux exilés de l'après-1975, qui reviennent en visite sur leur terre natale. Les autorités ne comptent plus nos devises à l'entrée dans le pays. »

Dans l'ex-rue Catinat, le quartier français d'antan, des magasins d'appareils photographiques et de montres de luxe couvrent les boutiques ordinaires. Plus loin, des dizaines de vidéo JVC, Philips ou Sony, encore dans leur embal-

par des milices régionales de 500 000 hommes.

Entre 1977 et 1982, Hanoï a multiplié les traités d'amitié et de coopération avec le Laos et la RDA, l'URSS, le Cambodge, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et Cuba. Ces docteurs du socialisme n'ont pas rendu la santé au Vietnam: ils n'ont reconstruit ni les villages du Nord, bombardés pendant la guerre, ni les routes et les infrastructures, dont la vétusté paralyse les communications entre le Nord et le Sud.

En 1988, les mineurs d'antracite, près du port de Haiphong, ont dû se procurer auprès de pays voisins du riz, facturé en dollars.

Ce succès tricolore ne peut masquer l'inconsistance du rôle joué par Paris au cœur de l'ancienne Indochine. « Saigon doit redevenir une ville fastueuse, où l'argent coule à flot, où l'on peut écouter la Traviata », rêve l'économiste Louis Mendras, chargé d'épauler le Vietnam dans son contentieux - en voie de règlement - avec le FMI. La France perd des points dans le commerce mondial: or, c'est en Asie que la croissance est la plus forte. Saigon est à une heure d'avion de tous les grands centres de la zone: Bangkok, Djakarta, Singapour. Il faut en faire le quartier général des entreprises françaises en Asie.

mitié s'arrête au champagne, c'est-à-dire au commerce.

« Les pays de l'ASEAN (1) ont été les premiers à comprendre que leur percée en Asie supposait de passer outre l'affaire cambodgienne », estime un diplomate français en poste à Hanoï. L'Australie a dépêché à son tour ses chefs d'entreprise au Vietnam. Bien lui en a pris. Elle a soufflé à CIT-Alcatel le marché des télécoms dans la capitale et à Ho-Chi-Minh-Ville.

Convaincue d'offrir un matériel plus sophistiqué que son concurrent des antipodes, la firme française a refusé d'abaisser ses tarifs. « Ses dirigeants n'ont pas compris qu'il fallait payer un ticket d'entrée », regrette un observateur européen. Les Australiens ont proposé la mise en place de stations télécoms provisoires et gratuites, en attendant de construire plus tard des installations définitives.

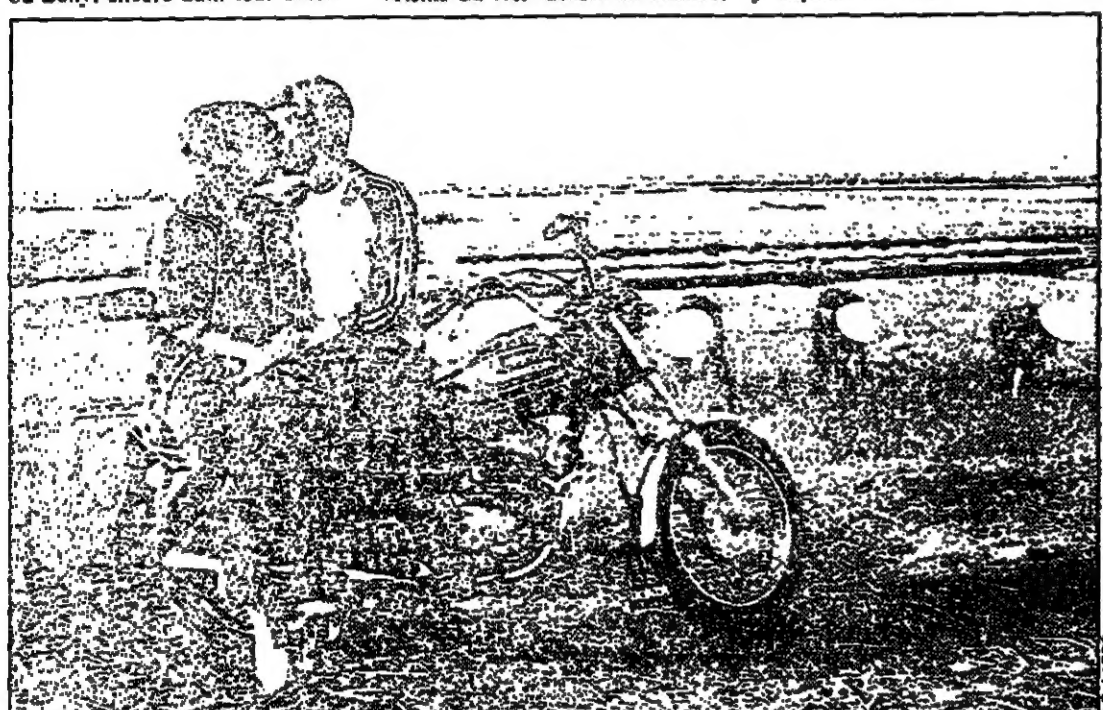
Détail piquant: la station de Hanoï payée par Sydney a été réalisée avec du matériel acheté sur place à Alcatel, le Vietnam maintenant un embargo d'importation sur certaines pièces. Pour se consoler, CIT a obtenu la construction d'une station terrestre à Da-Nang, au centre du pays.

Le rêve américain

Sur l'ensemble du littoral, les Japonais ont lancé un immense projet de pisciculture de 230 millions de dollars. C'est aussi au Vietnam qu'ils cherchent de l'or et des pierres précieuses et prêtent du sable pour fabriquer un verre de grande qualité.

Officiellement, la présence américaine n'existe pas. Les relations diplomatiques restent coupées entre Hanoï et Washington. Séquelles de la guerre, intervention au Cambodge, dette au FMI, gel des fonds des banques vietnamiennes aux Etats-Unis depuis 1975: les obstacles au rapprochement subsistent. Mais, sans le clamer, Hanoï et Ho-Chi-Minh-Ville rêvent de l'Amérique, de ses techniques, de sa vie facile et d'un système qui paraît marcher mieux que tous ceux expérimentés auparavant. « Quand les Américains reviendront, ils dédommageront les Vietnamiens et investiront 4 milliards de dollars; les prêts pourront redémarrer », prévoit un diplomate.

Le pas n'est pas encore franchi, mais les signes de bonne volonté se multiplient: délégations officielles, sénateurs, membres d'organisations humanitaires et touristes venus des Etats-Unis



lage plastique, attendent le client. La projection privée de cassettes étrangères permet aux plus aisés d'échapper au cinéma officiel, en retard sur les nouvelles mentalités. Toujours la quête d'ouverture... Plus qu'un choix, une nécessité.

Une économie exsangue

Malgré le soutien massif de l'URSS, l'économie vietnamienne est exsangue. L'agriculture, principale activité du pays, ne nourrit pas son monde à coup sûr. Le manque d'engrais et de compétences empêche la production d'augmenter sensiblement. Les rendements en riz sont parmi les plus faibles de la région. L'absence de capacités de stockage entraîne d'énormes pertes. Pendant ce temps, la population croît de 2,1 % chaque année. Le Vietnam, où l'on recense actuellement 65 millions d'habitants, en comptera 100 millions à la fin du siècle si les tendances démographiques actuelles ne sont pas corrigées.

Depuis 1982, Hanoï a cessé tous ses paiements au Fonds monétaire international (FMI). Son arriéré atteint près de 100 millions de dollars et s'ajoute à une dette de l'ordre de 2 milliards de dollars contractée auprès des pays occidentaux. Sans oublier la créance soviétique évaluée à 6 milliards de dollars.

Mis au ban de la communauté internationale après son intervention armée au Cambodge en 1978, le régime de Hanoï s'est trouvé essouffé, enfermé dans un tête-à-tête de plus en plus conflictuel avec Moscou. Les aberrations économiques n'ont cessé de s'accumuler: une inflation approchant 1 000 % quand les salaires mensuels à Ho-Chi-Minh-Ville dépassent rarement 20 dollars par mois; l'entretien de « forces populaires d'autodéfense » d'un million d'hommes, doublées à l'intérieur

alors que les régions du Sud disposaient d'excédents. L'an passé, quarante-sept mille Vietnamiens, lassés de leurs conditions de vie, ont fui le pays, en majorité par la mer.

A Ho-Chi-Minh-Ville, près de l'ancien ministère des affaires étrangères, ils sont plus de deux cents à attendre chaque jour de remplir une demande de départ volontaire. Les « Américains », ces enfants de GI mal intégrés à la société vietnamienne, ne sont pas les seuls candidats à l'exode. « Le pays est accablé. Les dirigeants ont été incompétents, l'ouverture est une question de survie », estime un observateur.

Les hommes d'affaires se bousculent

L'appel a été entendu. En 1987 encore, les deux vols internationaux qui desservait chaque semaine le Vietnam étaient à moitié vides; aujourd'hui, les six avions hebdomadaires sont pleins à craquer. Aucune place n'est disponible d'ici à la fin mars. Avec ses deux dessertes, Air-France ne parvient plus à satisfaire la demande. Les hommes d'affaires se bousculent dans la capitale pour les contacts officiels, et à Ho-Chi-Minh-Ville pour les relations commerciales.

Conséquence logique: l'hôtel Thong-Nhat (ex-Métropole) à Hanoï sera bientôt rénové. Un moment tenté par un projet japonais de six cents chambres, les Vietnamiens ont déchanté en découvrant les plans: les architectes nippons envisageaient de raser le Thong Nhat pour bâtir, à sa place, une tour dépassant de très loin tous les édifices d'Hanoï, y compris l'immuable voisin dominé par le portrait d'Ho-Chi-Minh. L'ouverture ne doit pas être sacrilège. Le Thong Nhat fera peau neuve à la française. Les travaux seront sans doute confiés à la firme Pullman.

Mais, pour l'instant, Ho-Chi-Minh-Ville est d'abord une place forte asiatique. Lors d'un récent voyage au Vietnam, le premier ministre thaïlandais a amené avec lui quatre-vingt chefs d'entreprise. Les pays de l'Est mis à part, le Japon est le premier fournisseur de Hanoï, suivi par Hongkong, l'Australie et la Corée du Sud.

Mesquineries

Autant de pays qui verraient d'un mauvais œil le retour de la France sur le lieu de ses anciennes conquêtes. Ils n'ont guère de soucis à se faire. N'en déplaie aux nostalgiques de la francophonie, les jeunes disent « hello » plus spontanément que « bonjour » et les diplomates les plus prisés au Vietnam sont ceux défruits en RDA. De rendez-vous manqués en maladroites répétitions, les liens entre Paris et Hanoï se sont distendus.

Le Vietnam, qui espérait beaucoup, a reçu peu et mal. On se souvient dans la capitale des mille abonnements à un quotidien français promis par Régis Debray, de passage en février 1982. Le premier exemplaire est toujours attendu. On parle encore du tramway « Lille-Roubaix-Tourcoing », qui devait arriver quinze jours après la visite de Charles Fiterman, alors ministre des transports, en mars 1984. Les voitures ont été expédiées trois ans plus tard et leur fonctionnement se révèle défectueux.

Les petites mesquineries se sont accumulées, comme le boycottage par les Français de l'enseignement de leur propre langue, sous prétexte qu'elle n'est pas la seule dispensée dans l'institut qu'ils ont construit. Ou le refus récent d'un visa pour la France au patron de Petro-Vietnam, la grande société pétrolière du pays, alors que les responsables de Total venaient d'obtenir un feu vert de Hanoï pour prospecter dans le Nord. La firme française a engagé un programme de 28 millions de dollars sur cinq ans, mais la concurrence est rude: les Indiens et les Suédois sont déjà au travail à la frontière chinoise. Petrofina, Shell, le groupe Doumeng (en association avec une firme britannique) et BP sont aussi à pied d'œuvre.

Pendant que Paris s'est retranché derrière une position de principe - pas d'aides ni d'investissements au Vietnam avant le retrait de ses troupes du Cambodge - de nombreux Etats ont adopté la vieille devise de Bismarck: l'ini-

La grande prudence des firmes françaises

HO-CHI-MINH-VILLE de notre envoyé spécial

La visite officielle au Vietnam du ministre français de l'Agriculture, M. Henri Nallet, fin janvier, a ouvert la perspective de nouvelles relations bilatérales entre Paris et Hanoï. Le don de 5 millions de francs du Trésor et l'engagement de la France de conclure un nouveau protocole financier avec le Vietnam pour mettre en œuvre divers projets de développement ont été bien accueillis à Hanoï.

Pendant de nombreuses années, les ventes des entreprises françaises au Vietnam ont été réalisées sous le couvert de protocoles financiers accordés par Paris à son ancienne colonie. Entre 1973 et 1977, la France a ainsi offert cinq protocoles d'un montant global de 1,6 milliard de francs. Dans un parallélisme parfait, le Vietnam a acheté aux entreprises françaises pour 1,55 milliard de francs de produits, de 1973 à décembre 1978.

En décembre 1981, un nouveau protocole de 200 millions de francs a été signé. Mais la cessation de paiement du Vietnam depuis le début de 1982 a incité Paris à suspendre son aide. Le protocole n'a jamais été appliqué. « Cela explique en grande partie la trop faible présence

commerciale des industriels français, habitués aux financements sur protocole », peut-on lire dans un rapport occidental.

Les relations économiques « protocolaires » entre Paris et Hanoï permettaient aux hommes d'affaires français de limiter leurs risques au minimum. En l'absence de protocoles, ils ont perdu le sens de l'initiative... et des parts de marché. Les exportations du Vietnam vers la France ont en même temps fortement progressé, de 20 millions de francs en 1980 à 110 millions de francs en 1987. Cette année-là, Hanoï couvrait ainsi la moitié de ses importations en provenance de France par ses exportations vers Paris. Dans les années 70, le taux de couverture était inférieur à 10 %.

Jusqu'à présent, les protocoles conclus entre les deux pays n'ont pas eu d'effet d'entraînement durable sur l'implantation des sociétés françaises au Vietnam. Rien ne prouve que l'effort bilatéral aujourd'hui entrepris portera ses fruits. Les mêmes causes risquent plutôt de produire les mêmes effets. La « crise Vietnam » paraît encore trop élevée pour inciter des firmes françaises à se lancer de leurs propres ailes sur ce marché. La confiance n'est pas encore au rendez-vous.

E.F.

affluent au Vietnam. La diaspora de Californie et l'ambassadeur de Hanoï aux Nations unies préparent le terrain pour de nouvelles relations. En Asie, c'est à Bangkok que le Vietnam, via son ambassadeur, renoue des liens avec des Américains de passage.

Etonnant spectacle que ces vétérans déclinant aujourd'hui les engins qu'ils posèrent il y a plus de quinze ans dans les terres du Nord. Une mission chargée de retrouver les corps de GI disparus est dernièrement repartie aux Etats-Unis en laissant sur place, en appât, trois Jeeps rutilantes et un ordinateur des plus modernes. La poussée asiatique et les envies d'Amérique laissent une place réduite aux pays d'Europe. Le British Institute a réussi à négocier la diffusion de quelques heures hebdomadaires de leçons d'anglais à la télévision. Une équipe de reporters espagnols vient de réaliser un film de quatre heures sur le Vietnam destiné à attirer les investisseurs ibériques.

Entre 1982 et 1986, l'absence de protocole financier entre la France et le Vietnam a dissuadé les entreprises tricolores de courir le risque indochinois (voir encadré), à l'exception de Rhône-Poulenc, dont la présence s'est maintenue sans interruption depuis 1975. En 1987, et plus encore l'an dernier, les Français ont cependant fourni pêle-mêle des pièces détachées pour la cimenterie de Ha Tien, poursuivi la construction d'une grande papeterie à Tan-Mai, réalisé des abattoirs porcins et des équipements portuaires, construit des laboratoires. La Compagnie générale maritime assure une liaison régulière de porte-conteneurs entre Le Havre et Ho-Chi-Minh-Ville.

Avant d'aller plus loin, la France et tous ses concurrents mieux placés qu'elle au Vietnam veulent poser une question de confiance. Le pays entend s'ouvrir et montrer patte blanche au FMI. Un code des investissements étrangers et ses décrets d'application, organisant l'activité des opérateurs privés et des sociétés d'économie mixte, ont été publiés. Mais de quel bois est fait le plan de reconstruction de l'économie vietnamienne, indispensable pour une reprise durable des apports financiers extérieurs ?

C'est le Rou qui l'emporte. « Nous voulons réhabiliter le profit. Les gens qui gagnent de l'argent n'ont pas le montrer. Les entrepreneurs nationaux se cachent encore. Il faudra créer pour eux un code des investissements particulier », explique un proche du régime. Rien ne filtre, en revanche, sur la manière de rénover le système bancaire ou de lutter contre le marché parallèle des devises, tenu par les Chinois.

Dans les reflets des vitrines de Saigon et des rizières voisines, brillantes comme des miroirs, le Vietnam cherche les couleurs de l'ouverture. Le rouge passe mais résiste encore. Dieu couché dans son mausolée de granit et de marbre, oncle Hô continue de veiller. S'il veut se tourner vers son passé, le pays devrait remonter beaucoup plus loin, vers 1010, lorsque Hanoï s'appelait Thang Long, la cité du dragon prenant son essor.

ERIC FOTTORINO.

(1) Association des Nations d'Asie du Sud-Est: Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines, Thaïlande, Brunei.

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

GALERIES et MUSÉES
Annoncez vos expositions sur Artline
(16) 61-70-77-29

36.15 LEMONDE
Code ARTLINE

Enquête

à l'intérieur et à l'extérieur

La fin d'une quarantaine

HO-CHI-MINH-VILLE
de notre envoyé spécial

« Jamais, dans notre histoire, nous n'avons connu une si longue période de tension avec la Chine. Il fallait y mettre un terme. » C'est ainsi qu'un vieux cadre communiste accueille, avec un évident soulagement, la reprise du dialogue entre Pékin et Hanoï.

La brouille remonte à 1974, quand les Chinois, sans attendre la victoire, l'année suivante, des communistes vietnamiens, prirent pied sur l'archipel des Paracels, alors occupé par les troupes de Saïgon. La crise culmina en 1979, lorsque l'armée chinoise, au lendemain de l'occupation militaire du Cambodge par les Vietnamiens, attaqua sur la frontière commune aux deux pays. « Le Cambodge, poursuit le même interlocuteur, c'était un piège chinois. Il fallait éviter d'y tomber. »

Le jugement est sans doute osé, car rien ne prouve que les Chinois, à l'époque des Khmers rouges, de 1975 à 1978, avaient assez de poids à Phnom-Penh pour dissuader leurs criminels protégés non seulement de revendiquer des pans entiers de l'empire khmer, perdus au fil des siècles, mais aussi d'attaquer leur puissant voisin, comme ils le firent notamment en 1977 et 1978 pour reconquérir le delta du Mékong, annexé au dix-huitième siècle par les Vietnamiens.

Il reste qu'une page se tourne. Le procès d'une stratégie indochinoise, fait aux communistes vietnamiens depuis près de six ans, s'efface devant les réalités de cette fin de vingtième siècle. L'armée de Hanoï quitte le Laos et le Cambodge, ne laissant sur place — peut-être pour un temps seulement — que des unités de contrôle des voies d'infiltration, des sommets d'alarme et, bien

entendu, des réseaux d'informateurs. La crise se dénoue, au moins à court terme, et l'histoire reprend son fil.

A 60 kilomètres à peine à l'ouest de Ho-Chi-Minh-Ville, métropole méridionale qui se réveille depuis trois ou quatre ans, les maisons à ras de terre, typiques de l'environnement vietnamien, font peu à peu place aux pavillons sur pilotis du Cambodge. Ici et là, également, surgissent des pagodes, aux toiles vertes et oranges, que l'on retrouve partout en Thaïlande. C'est, au lieu-dit de Moc-Bai, la frontière entre deux univers. Apparence extrême-orientale, confucianiste avant tout, moraliste, raisonneur, romantique mais sans fantaisie, le Vietnam s'arrête là où commence l'Asie du Sud, avec ses dieux, ses bonzes en robe safran — ceux du « petit véhicule », — le charme de son indolence et de redoutables coups de folie.

Un complexe d'encerclement

Certes, pour contenir au nord l'empire du Milieu, le Vietnam grignota ses voisins du Sud, le royaume du Champa puis l'empire khmer, en pleine décadence, implantant un peu partout des colonies militaires. Ainsi s'installa-t-il dans le delta du Mékong — son grenier à riz d'aujourd'hui — autrefois le pays des Khmers kroms, qui sont encore quelques centaines de milliers. Le protectorat français sur le Cambodge, en 1863, mit un terme à cette expansion.

L'histoire, aujourd'hui, s'arrête à Moc-Bai, à l'entrée du Bec de canard, même quand dans cette campagne cambodgienne se mêlent de nouveaux chapeaux coniques vietnamiens et échappées khmères. Bonsculs par des déve-

loppements qu'ils ne pouvaient contrôler — l'impénitence de l'ancien Gorbachev, la résistance de la Chine, leur propre épuisement économique, — les Vietnamiens se sont résolus, au bout de deux ans, et non sans hésiter, à changer leur fusil d'épaule.

Les Chinois ont eu beau leur faire une dernière « politesse » — en profitant de leur supériorité navale pour occuper, en février 1988, une partie de l'archipel des Spratleys, — Hanoï a envoyé un émissaire à Pékin, comme l'on expédiait, autrefois, un tribut à l'empereur. Pour que tout, puisqu'il le fallait, rentre dans l'ordre : les Français puis les Américains chassés, il ne restait plus qu'à reprendre le chemin de Pékin.

Du coup, le jeu renouant avec une règle millénaire — le Vietnam s'est dégage de la tutelle chinoise en l'an 939 tout en demeurant, faute de mieux, un obligé, — il peut de nouveau s'ouvrir. Repliés sur eux-mêmes pendant une dizaine d'années, les communistes vietnamiens ont été les victimes d'un redoutable complexe d'encerclement. Pékin avait déjà, en pleine guerre américaine, pris langue avec Washington.

C'était en 1972. Trois ans plus tard, quand les Khmers rouges ont pris la capitale du Cambodge, Hanoï a pesé, dans la trappe d'un axe Washington-Tokyo-Pékin-Bangkok-Phnom-Penh. Il fallait donc assurer le flanc ouest, et ce fut l'intervention militaire au Cambodge, une opération menée une fois les garanties nécessaires prises auprès du Kremlin : pacte militaire et adhésion au Comecon. Comme le fit, à la fin du dix-huitième siècle, le futur empereur Gia-Long, en s'appuyant sur des mercenaires français pour reconquérir Hué et en faire la capitale du pays, les communistes vietnamiens étaient

ainsi entrés dans un jeu dont ils ignoraient certaines règles.

Après la reprise du dialogue avec la Chine — avec laquelle ils avaient toutefois pris soin de ne pas rompre les relations diplomatiques, — les dirigeants communistes vietnamiens se sentent plus à l'aise. Tout paraît, du coup, plus simple, même quand il reste à effacer — la tâche, il est vrai, n'est pas mince — une bonne dizaine d'années de gâchis.

La victoire communiste de 1975 ne se révéla généreuse que le temps de trancher les liens avec l'Occident vaincu. Comme le dit depuis un membre éminent du PC, originaire du Sud, « la révolution fut bâclée, et on appliqua, sans réfléchir, les règlements du Nord. Plus tard, on envoya les enfants du Sud se battre au Cambodge, tandis que ceux du Nord avaient le monopole des bourses d'études à l'étranger ». Bref, ce fut la loi des vainqueurs.

« Rééducation » et boat-people

Un demi-million de fonctionnaires et militaires du régime de Saïgon, selon des déclarations officielles, furent détenus en « rééducation », et une centaine d'entre eux — officiellement — s'y trouveraient encore. Surtout, tout un monde urbain parasitaire fut déplacé dans des « nouvelles zones économiques », des secteurs ravagés par la guerre, dans des conditions aujourd'hui dénoncées par les autorités. Environ trois millions de personnes furent ainsi déplacées.

Pays de la « rééducation », le Vietnam socialiste fut aussi celui des boat-people. Le *Nhân Dân*, organe du PC à Hanoï, a admis récemment que, « en 1978 et 1979, conformément aux vœux d'un nombre de personnes qui voulaient partir à l'étranger pour y retrouver leurs parents, l'Etat a autorisé certaines unités, y compris le service de sécurité de la province de Dong-Nai, à organiser leurs départs ». Cette époque fut celle de la chasse aux Hoa, les Chinois du Vietnam, qui furent alors par dizaines de milliers. De nombreux fonctionnaires en profitèrent pour s'enrichir.

La vindicte à l'égard des vaincus ne s'arrêta pas là, les anciens « collaborateurs » étant souvent interdits de travail et leurs enfants d'accès à l'enseignement. Bien entendu, à l'époque d'un communisme de guerre entretenu par l'intervention au Cambodge, les réformes — par exemple, la collectivisation des terres dans le Sud — profitèrent aux tenants du pouvoir, souvent tentés par des abus longtemps impunis.

Même si elle s'est amorcée plus tôt, la remise en question est devenue nettement perceptible en 1985, époque à laquelle la volonté de « communiser » le Sud fut abandonnée. Quatre ans plus tard, les dirigeants prennent leurs quartiers, en hiver, à Ho-Chi-Minh-Ville où, tout récemment, l'exercice de la médecine privée a été autorisé, ainsi que l'ouverture d'écoles privées. On remet les pendules à l'heure. Dans cet univers vietnamien marqué par la tradition du repli, où l'étranger est très bien accueilli, mais seulement en tant qu'invité, l'ouverture, surtout depuis deux ans, signifie avant tout le rétablissement de relations normales avec le reste du monde.

L'apprentissage d'une telle démarche se révèle difficile. Il ne s'agit pas seulement, en effet, de lutter contre les pesanteurs d'un système tributaire de cadres intermédiaires à la mentalité d'anciens combattants. Après tant d'années de guerre et un siècle de colonisation, les Vietnamiens ont surtout besoin de retrouver leurs réflexes dans un monde qu'ils perçoivent mal. Enfin, le handicap du sous-développement sera long à surmonter.

La boucle, pour les Vietnamiens, n'est peut-être pas entièrement bouclée. Mais on en est déjà à courir une diaspora peuplée d'anciens boat-people. Tout en reprenant le chemin de Pékin, on a renoncé à toute revendication à l'égard des Américains, eux-mêmes impatients de recouper avec les souvenirs — les bons, pas les mauvais — de cet ancien champ de bataille. Normalisé ou en voie de l'être, le Vietnam n'est plus en quarantaine.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

POUR LA LIBÉRATION DES MEMBRES DU COMITÉ KARABAGH POUR LE RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE EN ARMÉNIE

Dans une Arménie encore sous le choc du tremblement de terre, le gouvernement soviétique, en plusieurs rafles successives, a jeté en prison les onze membres du Comité Karabagh. Sans avoir précisé aucun chef d'accusation, il les a transférés à Moscou pour, semble-t-il, les juger.

Le Premier Ministre Rikjov leur reproche d'avoir « exacerbé les tensions inter-ethniques, organisé le désordre, brandi les armes... ».

En réalité, quelle a été l'action du Comité Karabagh ? En neuf mois d'existence, il a :

- tenu des meetings régulièrement autorisés où se sont exprimés divers courants d'opinion ;
- fait circuler des pétitions et organisé des manifestations pour que les instances législatives de la République arménienne prennent à leur compte la revendication de rattachement du Karabagh ;
- favorisé l'expression des préoccupations écologiques et développé l'enseignement en langue arménienne ;
- présenté et fait élire des candidats au Soviet suprême ;
- accueilli les réfugiés arméniens des pogroms d'Azerbaïdjan quand le pouvoir voulait les refouler ;
- condamné les meurtres d'Azérie qui ont eu lieu en Arménie après ces pogroms et combattu tout débordement nationaliste ;
- mis en place les premiers secours après le séisme.

Ces hommes font partie de l'élite intellectuelle de l'Arménie. Ils ont inscrit la demande de rattachement à l'Arménie d'une région peuplée avec un sens aigu des responsabilités un mouvement d'un ampleur sans précédent dans l'histoire de l'URSS. Ils ont défini une orientation politique visant à étendre la souveraineté de l'Arménie dans le cadre de l'URSS et à faire avancer les Arméniens dans la voie des libertés politiques, économiques, sociales et culturelles qui sont le fondement de nos propres sociétés.

Ils expriment la société civile arménienne et incarnent l'espérance en un renouveau démocratique du pays. Les empêcher de participer aux élections aggrave mal de la volonté de dialogue du pouvoir, les maintenir en prison constitue une atteinte aux droits de l'homme qu'aucun calcul interne à la direction soviétique ne saurait justifier.

Alors que le principe d'une conférence internationale sur les droits de l'homme en URSS est acquis, il serait inconcevable que Moscou redevienne le théâtre de procès politiques.

Nous demandons :

- La libération des membres du Comité Karabagh ;
- La légalisation du Comité Karabagh ;
- La levée de l'état de siège en Arménie.

LISTE DES SIGNATAIRES :

Jean-Pierre PIERRE-BLOCH, Président de la LICRA ; Michel BORON, Directeur de l'Institut des maladies du sang ; Henri CARTAN, Membre de l'Institut ; Jacques CHATEL, Député ; Claude COHEN-TANNOUDJ, Membre de l'Institut ; Jean DELUNEAU, Membre de l'Institut ; Christian DER STÉPANIAN, Président de Solidarité franco-arménienne ; Patrick DEVEDJIAN, Député ; Jean-Marie DOMENACH, Ecrivain ; René DUMONT, Agronome ; François FURET, Historien ; Pierre GRIMAL, Membre de l'Institut ; Jacques GERNET, Membre de l'Institut ; François GROS, Membre de l'Institut ; Georges HOURDIN, Ecrivain ; Eugène IONESCO, Membre de l'Académie française ; François JACOBI, Prix Nobel ; André JEANSON, Ancien Président de la CPOT ; Alfred JOST, Membre de l'Académie des Sciences ; Yves JOUFFA, Président de la Ligue des Droits de l'Homme ; Jacques JULIARD, Ecrivain ; Albert KALAYDJIAN, Secrétaire National du C.D.S. ; Jean LACOUTURE, Ecrivain ; Jacques LE GOFF, Professeur à l'E.P.H.E. ; Pierre LEPIRE, Membre de l'Institut ; Emmanuel LEVINAS, Philosophe ; André LVOFF, Prix Nobel ; Théodore MONOD, Membre de l'Institut ; Léo MATHIAS, Avocat ; Jean-Pierre MAÏE, Directeur d'Etude à l'E.P.H.E. ; Pierre MEAIGNIER, Président du Centre des Démocrates Sociaux ; Albert MEMMI, Ecrivain ; Paul MILLIEZ, Doyen Honoraire à la Faculté de Médecine de Paris ; Alexandre MINKOWSKI, Professeur de Médecine ; Maxime RODINSON, Directeur d'Etude à l'E.P.H.E. ; Léon SCHWARTZBERG, Cardéologue ; Jacques MADAILLE, Ecrivain ; Joseph ROVAN, Ecrivain ; Claude ROLY, Ecrivain ; Laurent SCHWARTZ, Mathématicien ; Alain TOURNAI, Sociologue ; Paul THIBAUD, Directeur de la Revue Esprit ; Yves TERNON, Ecrivain ; Simone VIEL, Présidente du Groupe Libéral au Parlement Européen ; Jean-Pierre VERNANT, Professeur au Collège de France ; Pierre VIDAL-NAQUET, Directeur à l'E.P.H.E. ; Antoine WAECHTER, Président des Verts ; Edouard WOLF, Membre de l'Académie Française ; Alain FINKELKRAUT, Philosophe ; Jacques DERRIDA, Philosophe ; Luc FERRY, Philosophe ; Marc FERRÉ, Directeur d'études à l'E.H.E.S.S. ; François LÉOTARD, Président du Parti Républicain.

APPEL LANCÉ PAR SOLIDARITÉ FRANCO-ARMÉNIENNE.

RÉUNION PUBLIQUE

sous la présidence du Pr A. MINKOWSKI

AVEC : J.-M. DOMENACH, J.-P. MAÏE, A. SMOLAR, Y. TERNON, P. THIBAUD, C. DER STÉPANIAN, P. DEVEDJIAN, M. SAPIN, B. ISAAC-SIBILLE, A. WAECHTER

LE VENDREDI 10 FÉVRIER 1989
à 20 h 30

Maison de la Chimie
28 bis, rue Saint-Dominique
PARIS 7 - MÉTRO : INVALIDES
Entrée libre

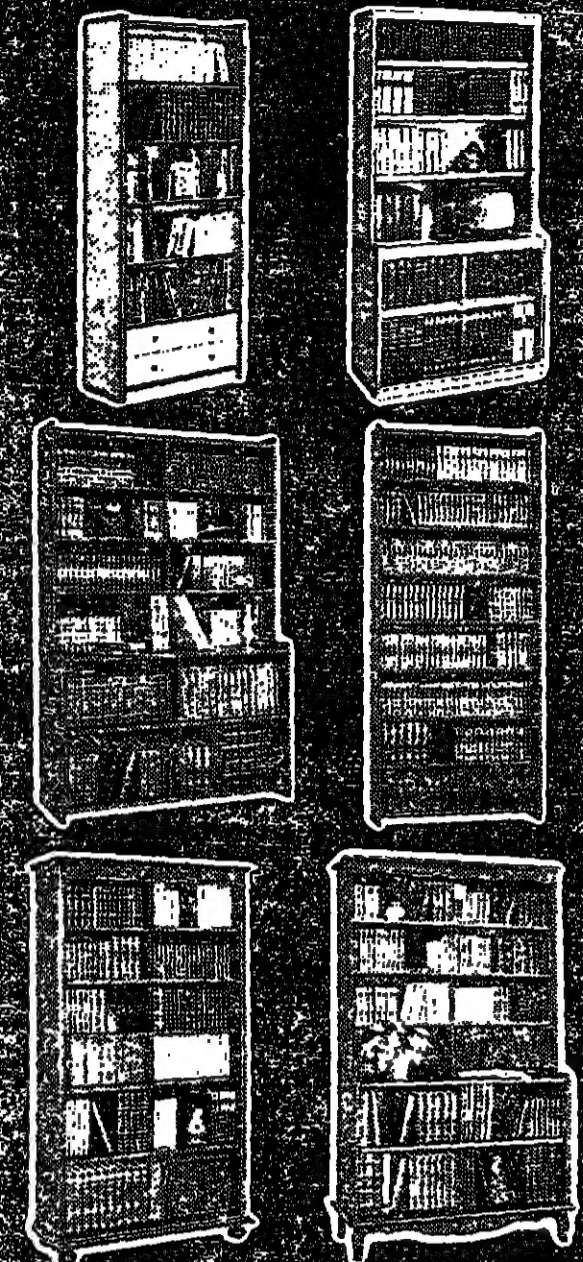
POUR TOUT CONTACT : ÉCRIRE À SOLIDARITÉ FRANCO-ARMÉNIENNE - B.P. 54-75882 PARIS Cedex - Tél. : 46-06-15-80.

La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX
PARIS 14^e

RÉGION PARISIENNE, ARPAJON (200 m avant sortie Arpaion centre)
13, Route Nationale 20
Tél. 64 90 05 47

Le plus grand choix de bibliothèques individuelles



JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES,

SANS AUCUNE
FIXATION MURALE,
DONC
DÉMONTABLES
ET DÉMÉNAGEABLES
A VOLONTÉ.

pour former des ensembles
à la mesure de vos besoins,
de l'espace dont vous disposez
et de votre budget.



14 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS

GRATUIT

Vous y trouverez tous les modèles, hauteurs, largeurs, profondeurs — et prix.

NOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ VILLE : _____
TEL : _____ PROFESSION : _____
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14
OU PAR ☎ 24 h/24 : (1) 43.20.73.33

مكتبة من الأصل

Diplomatie

Avant la visite de M. Rocard à Londres

M^{me} Edith Cresson s'est efforcée d'arrondir les angles avec les Britanniques sur les questions communautaires

LONDRES
de notre correspondant

M^{me} Cresson a commencé, mardi 7 février, par Londres la tournée des capitales européennes qu'elle veut effectuer avant que la CEE le 1^{er} juillet prochain. Elle a été reçue par son homologue britannique, M^{me} Lynda Chalker, et par Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office. M^{me} Cresson précédait M. Rocard qui rencontrera, mercredi à Londres, M^{me} Thatcher, et prononcera une conférence à l'Institut royal des affaires internationales sur l'importance de la coopération franco-britannique en matière de construction européenne.

Tous ces thèmes sentent un peu le souffre ici, mais l'atmosphère n'était pas à l'affrontement. M^{me} Cresson souhaitait arrondir les angles, et elle y a fort bien réussi. M^{me} Thatcher semblait décidée à faire bon visage à M. Rocard, qu'elle devait recevoir pendant une heure.

M^{me} Thatcher avait dit très fort, à Bruges le 20 septembre dernier, tout le mal qu'elle pensait d'une intégration européenne et d'une « bureaucratie » qui nierait l'existence de patries et d'États venus du fond des âges. Elle avait été particulièrement irritée du discours prononcé le 9 septembre par M. Delors devant le congrès annuel des syndicats britanniques.

Avec M^{me} Cresson, Sir Geoffrey et Lynda Chalker ont fait leur métier de diplomates en rappelant, avec le sourire et sans élever la voix, la position de leur pays. La TVA ? Elle est nulle au Royaume-Uni pour le fuel domestique, de nombreux aliments, ainsi que certains articles (vêtements, etc.) destinés aux enfants. Les Britanniques tiennent beaucoup à ce « taux zéro » à caractère social. Le gouvernement français cherche au contraire à éviter une réduction trop importante de la TVA, qui rapporte beaucoup à l'État, et atteint sur certains produits des taux proches de 30% jugés « démentiels » par les spécialistes.

britanniques. M^{me} Cresson a eu le fair play d'admettre qu'il appartient aux Français de faire la plus grande partie du chemin vers l'harmonisation des fiscalités indirectes.

La télévision de haute définition

Londres et Paris ont, en revanche, des vues convergentes sur la télévision de demain. Les deux gouvernements sont favorables à une norme européenne pour la télévision de haute définition. « Les Britanniques sont intéressés par le développement de celle-ci à travers la société Thorn-EMI », a précisé M^{me} Cresson.

Londres est toujours aussi opposé à tout ce qui ressemblerait à une charte des droits sociaux européens, qui inclurait explicitement et en détail les droits syndicaux. M. Delors et le gouvernement français se trouvent donc, avec quelques autres, face à un refus de principe de M^{me} Thatcher sur ce terrain, sans parler de la construction de l'union monétaire.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Selon une formule qui préserve son autonomie

La France prévoit de participer à la gestion par l'OTAN de la défense aérienne en Europe

La France a accepté d'entamer des discussions avec ses alliés américains et européens en vue de participer, selon une formule qui préservera son autonomie, à une gestion par les pays membres de l'OTAN de leur espace aérien commun et des opérations de défense aérienne qui y seraient menées en cas de crise et, à plus forte raison, en temps de conflit. Ce système de conduite des opé-

rations aériennes a été baptisé par l'OTAN - programme ACCS - (ou Air Command and Control system) et il serait mis en place en quinze ans. Ce dispositif de commandement et de contrôle aérien dépend de la direction de la défense aérienne, l'une des instances de la division du soutien de la défense sous l'autorité du secrétaire civil international du conseil de l'Atlantique nord.

français (système de traitement et de représentation des informations de défense aérienne) et le NADGE (Nato Air Defence Ground Environment). A ce détail près, néanmoins, que la France transmet et reçoit des renseignements sans contrôle, par l'OTAN, de ses moyens de combat.

Plus récemment, des experts du conseil de l'Atlantique nord ont imaginé de proposer un système plus global de gestion d'une bataille aérienne éventuelle en Europe. C'est ce programme qui a été surnommé ACCS et qui prévoit de centraliser, presque en temps réel ou légèrement différé, la surveillance de l'espace aérien (mers incluses) de l'Alliance, l'exploitation des transmissions et le contrôle - c'est-à-dire pratiquement le commandement - des moyens aériens impliqués, depuis les avions-radar en vol, les intercepteurs de la défense aérienne, les stations de détection au sol et jusqu'aux batteries d'armes sol-air (tous modèles confondus).

ACCs devrait donner naissance à une agence qui, avant la fin du siècle, se proposera de gérer en permanence la bataille aérienne de l'Alliance en Europe, comme le ferait un grand bureau centralisateur qui serait l'œil, le cerveau et le bras séculier de l'OTAN.

Compte tenu de sa situation particulière au sein des organismes militaires alliés, la position propre à la France est délicate. Elle a besoin de la nouvelle architecture de défense aérienne que représentera l'ACCs. Mais elle doit aussi marquer la différence, qui consiste à refuser l'intégration automatique de ses forces au nom de sa volonté de décider seule du moment et du niveau de son intervention aux côtés de ses alliés à la conjoncture internationale l'exigeait. Les forces françaises de défense aérienne comprennent les avions-radar AWAACS acquis auprès de Boeing et en service après 1991, demeurent sous strict commandement national.

Dans les discussions qui vont s'ouvrir, le souci de la France paraît double : d'abord, il s'agit d'obtenir que les industriels français participent à la réalisation du programme ACCS, qui sera confiée à des consortiums internationaux et, ensuite, de s'inspirer de l'accord Fourquet-Goodpastor, qui servira de référence, pour concevoir des échanges d'informations sans restrictions préservant leur autonomie.

Un projet ambitieux

Le projet est particulièrement ambitieux. Il est complexe sur le plan de la technique militaire mais, surtout, il place à nouveau la France devant le débat plus proprement politique de sa subordination envers l'OTAN. En effet, le programme

La réunion du Haut Conseil de la francophonie

Le chanteur Touré Kunda à l'Elysée

M. François Mitterrand a ouvert, mardi 7 février, les travaux de la cinquième session du Haut Conseil international de la francophonie (le Monde du 8 février), qui porte sur la pluralité des langues dans les pays usant du français.

Ce thème linguistique a eu le don de mettre en vogue cet amateur des mots qui est le chef de l'Etat : « La francophonie, ce n'est pas seulement le français ! », s'est-il d'emblée félicité en accueillant ses hôtes à l'Elysée, élargissant d'un coup la conception officielle du mouvement politico-culturel consacré par quarante peuples autour du français.

Et, comme pour donner raison à M. Mitterrand, le chanteur sénégalais Touré Kunda et ses frères, invités-surprises à la réception inaugurale du Haut Conseil, ont fait soudain éclater dans le dos présidentiel une chanson en malinké, idiome ouest-africain peu usité dans les salons élyséens et qui n'est même pas le parler maternel des Kunda ; ils en avaient au moins deux, le soninké et le mandingue, sans préjudice du français, pour eux langue familière et familiale, sans être pour autant maternelle.

Au cours de la séance à huis clos qui avait précédé, M. Mitterrand avait indiqué : « On ne peut pas et il ne faut pas imposer de politiques linguistiques », affirmation qui n'a pas fait l'unanimité parmi les membres de l'organisation. Le président devait, en revanche, rallier plus de suffrages en prévenant : « Si nous ne parvenons pas à faire valoir que, politiquement, économiquement, culturellement, l'appartenance au monde francophone représente un plus, nous n'aurons pas réussi dans l'entreprise qui est la nôtre depuis plusieurs années. »

Les travaux se poursuivront jusqu'au jeudi 9 février sous la présidence de M. Charles Héliou, ancien chef de l'Etat libanais, qui remplacera le vice-président du Haut Conseil, M. Léopold Senghor, hospitalisé depuis quelques jours à la suite d'un malaise cardiaque.

J.-P. P.-H.

● Rectificatif. — Dans l'article sur le Haut Conseil de la francophonie (le Monde du 8 février), il fallait lire : « Certains Etats comme la Guinée de Sékou Touré ont voulu faire jouer le même rôle ou plutôt tous les rôles à la fois, en même temps, à toutes les langues locales. »

ONU Les négociations sur le désarmement chimique ne doivent pas « opposer les nantis aux désarmés », déclare M. Roland Dumas

GENÈVE
de notre correspondant

A peine rentré de Téhéran, M. Roland Dumas est intervenu mardi 7 février devant la conférence de l'ONU sur le désarmement à Genève à propos des armes chimiques. Rendant compte de la conférence qui a réuni en janvier à Paris cent quarante-neuf Etats, M. Dumas a souligné l'urgence de mettre au point un instrument international interdisant non seulement l'emploi mais la fabrication des armes chimiques. C'est la fonction du comité ad hoc créé à Genève et que la France devrait être appelée à présider cette année.

Cet instrument, a encore rappelé le ministre des affaires étrangères, n'aura de valeur que si son application est universelle. Le fait qu'aucun Etat n'ait rejeté l'idée que le désarmement chimique est « une cause juste » de ce point de vue est un important succès de la réunion de Paris. Tirant les conclusions des débats auxquels elle a donné lieu, M. Dumas a encore noté que la prévention de la prolifération des armes chimiques ne doit jamais être vécue comme « une logique qui opposerait les nantis aux désarmés ».

ISABELLE VICHNIAC.

Le Bundestag et l'Assemblée nationale renforcent leur coopération

La nouvelle présidente du Bundestag, M^{me} Rita Süssmuth, et le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, sont convenus, mardi 7 février à Paris, de prendre des mesures concrètes pour renforcer la coopération entre les deux Parlements. Il a, dans un premier temps, été décidé de mettre sur pied deux groupes de travail : l'un chargé du contrôle parlementaire sur les questions européennes et de l'environnement. Reçue par le président Mitterrand, M^{me} Süssmuth devait également rencontrer le premier ministre, M. Michel Rocard, mercredi matin, avant de quitter Paris.

La visite de M^{me} Süssmuth était sa première depuis qu'elle a remplacé à la tête du Bundestag M. Philipp Jenninger, contraint de démissionner à la suite d'un discours controversé lors de la célébration de l'anniversaire de la Nuit de cristal. Parlaient couramment le français, cette universitaire de cinquante et un ans est devenue en quelques années, à la tête du ministère de la santé et de la famille, l'un des personnages les plus populaires de RFA. Elle s'est notamment fait remarquer pour son engagement courageux contre les conservateurs de son propre parti sur la manière de traiter la question du sida.

En l'absence d'un pouvoir de contrôle réel du Parlement européen, les décisions prises par les organes exécutifs de la Communauté ont tendance à échapper de plus en plus à tout contrôle parlementaire. On est conscient dans les différents capitales européennes d'avoir à combler ce « déficit démocratique ». M^{me} Süssmuth et M. Fabius estiment nécessaire dans cette optique de renforcer la coopération entre les Parlements nationaux, et en premier lieu entre le Bundestag et l'Assemblée nationale. Une telle coopération ne s'est pas toujours montrée facile à réaliser en raison de l'organisation différente des deux Parlements.

H. de B.

Afrique

MAROC : le voyage du président Chadli

Accord avec l'Algérie pour la construction d'un gazoduc

Ifrane. — La conclusion d'un accord algéro-marocain pour la réalisation d'un gazoduc devait couronner, mercredi 8 février, la visite de travail et d'amitié de trois jours entamée lundi par le président Chadli Bendjedid au Maroc. Selon le ministre algérien des transports, M. Hédi Khédiri, dont les propos sont rapportés par l'agence marocaine de presse MAP, les travaux de cet ouvrage, qui traversera le Maroc et doit alimenter notamment l'Europe en passant par l'Espagne, dureront trois à quatre ans. M. Khédiri a ajouté que, « outre les Américains, plusieurs pays arabes se sont montrés disposés à participer au financement de ce projet ».

Par ailleurs, M. Khédiri, qui fait partie de la délégation accompagnant M. Chadli Bendjedid, a affirmé que la grande commission mixte maroco-algérienne de coopération économique se réunira en mars à Rabat. « La grande commission devra évaluer les résultats des sous-commissions pour donner un élan à la coopération bilatérale — l'un des principaux points de discussions du centre des entretiens Bendjedid-Hassan II — et la hisser au niveau de l'amitié séculaire qui existe entre les deux pays », a-t-il dit.

M. Khédiri, ancien ministre de l'intérieur, s'est déclaré favorable à une « accélération de la circulation de personnes entre les deux pays, notamment par la voie ferroviaire ». « Nous espérons, a-t-il

ajouté, rétablir prochainement la voie ferroviaire Casablanca-Tunis ».

Il s'agit des premières indications officielles sur ce que pourrait être une partie du bilan de la visite du chef de l'Etat algérien au Maroc où, au second jour de sa visite à Ifrane, dans le Moyen-Atlas, il a eu une série d'entretiens avec le roi Hassan II, dans le cadre notamment d'une partie de chasse en montagne.

C'était la première visite au Maroc du président algérien depuis son accession au pouvoir en 1972. M. Khédiri a estimé qu'elle était « historique et positive et qu'elle serait suivie d'échanges de visites entre les responsables des deux pays ». Alger et Rabat avaient rétabli leurs relations diplomatiques en mai 1988, après une brouille de treize ans due au conflit du Sahara occidental. — (AFP.)

ANGOLA

L'UNITA annonce une offensive générale

L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), opposition armée soutenue par Washington) a annoncé, mardi 7 février, à Londres, le lancement d'une offensive générale à partir de mercredi contre les forces gouvernementales en raison du rejet par le gouvernement angolais de sa proposition de cessez-le-feu en date du 30 janvier et de l'arrivée de nouveaux contingents cubains à Luanda.

Selon son représentant à Londres, M. Isaias Samakuva, l'UNITA reste convaincue que la seule solution au conflit angolais est une négociation directe entre elle et le MPLA (au pouvoir), mais elle a « les res-

sources et la volonté » pour poursuivre la lutte armée.

D'autre part, le gouvernement sud-africain a révélé, mardi, avoir invité les Etats-Unis à se joindre à lui pour mettre sur pied, à propos du Mozambique, un processus de paix analogue à celui qui a été mené à bien pour l'Angola. Le ministre des affaires étrangères de Pretoria, M. « Pit » Botha, a déclaré qu'il avait formulé cette proposition à M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain dans l'administration Reagan, en le priant de la transmettre à son successeur dans le gouvernement de George Bush. La proposition sud-africaine a été faite le 22 décembre à New-York, lors de la signature de l'accord global sur l'Angola et la Namibie. — (AFP.)

Du soupçon au dialogue

(Suite de la première page.)

Il est significatif qu'après les années d'affrontement marquées par l'extension rapide, sous Brejnev, de la zone d'influence soviétique en Indochine, en Afrique orientale et australe, après l'Afghanistan et le Nicaragua, les deux super-puissances en soient maintenant revenues, en allant beaucoup plus loin, aux conclusions des « deux K ». Pour Bush comme pour Gorbatchev, il n'y a pas d'autre voie que le dialogue, la réduction des armements et la recherche d'une sortie de la guerre froide.

Rien n'est jamais acquis. Gorbatchev peut perdre le contrôle de la situation au profit par exemple de quelque dictateur, botté ou non, un messianisme plus proche peut-être du panislamisme que d'un marxisme de plus en plus anachronique. Il peut, hypothèse à première vue peu crédible, parvenir en fin de compte à redresser l'économie et à donner à son pays les moyens de dominer le monde.

Pour le moment, on n'en est pas là : l'URSS vient de subir en Afghanistan une défaite qui égale celle des Etats-Unis au Vietnam. Le retrait des Cubains d'Angola à la même signification pour l'Afrique australe, où Pretoria a, pour longtemps, gagné la partie. La réconciliation sino-soviétique n'a été possible que parce que Moscou a souscrit aux trois conditions posées depuis des années par la Chine : évacuation de l'Afghanistan ; diminution significative de la présence militaire soviétique, tant classique que nucléaire, en Asie centrale ; retrait des Vietnamiens du Cambodge. Et c'est Gorbatchev qui se rendra à Canossa — pardon à Pékin, — non l'inverse.

Au même moment, Jérusalem installe en interlocuteur officiel ce Weles qui incarne depuis dix ans l'allergie fondamentale du peuple polonais à un régime imposé par le grand frère, et le numéro un hongrois, Karoly Grosz, déclare avec force à ses bourgeois colloque de Devos : « Au cours de notre histoire, nous en avons fait l'expérience, la raison et le cœur nous disent d'une même voix que notre destin, c'est l'Europe. » L'Algérie élimine le mot socialisme de sa nouvelle Constitution, et la Yougoslavie enregistre la faillite totale, chez elle, du marxisme-léninisme.

Il y a bien encore ici et là des Honecker et même des Casusescu. A défaut d'autre force, leur âge borne leur pouvoir. Il n'est pas jusqu'à la Corée du Nord qui ne donne des signes d'ouverture. Le président d'un grand cartel du Sud, le groupe Hyundai, vient de s'y promener,

d'un tapis rouge à un autre, durant dix jours. Parmi les contrats qu'il a rapportés figure la création par les Sud-Coréens d'un centre de loisirs sur la côte de la mer du Japon, au nord du trente-huitième parallèle. On aura tout vu !

S'il en va ainsi, si presque partout l'esprit de coopération commence à l'emporter sur celui d'affrontement, c'est bien sûr parce que des décennies de luttes ont épuisé les combattants, ne leur laissant d'autre ressource que de s'entendre. Mais c'est aussi parce que, petit à petit, la nécessité évidente, ils ont commencé à faire craquer le mur de défiance, et souvent d'entêtement, à l'abri duquel ils s'étaient retranchés avec leur orgueil, leur peur instinctive, leur incapacité à comprendre les autres et à s'en faire comprendre.

Un ambassadeur d'Israël à Paris nous disait un jour, il y a bien longtemps : « Nous avons chez nous des tas de brillants jeunes gens qui savent parfaitement l'arabe, lisent les journaux arabes, écoutent les radios arabes, ont à leur disposition tout ce que nos services de renseignements rassemblent sur le monde arabe. Et pourtant, ils craignent bien qu'ils ne saient pas ce que c'est qu'un Arabe, parce qu'ils n'ont jamais eu l'occasion de vraiment parler avec l'un d'eux. Je pense que la situation est à peu près la même dans l'autre camp. » Oui, monsieur l'ambassadeur, c'était la même. C'est la même dans beaucoup de conflits sur la Terre, non seulement entre les Etats et les peuples, mais à l'intérieur de beaucoup de nations, d'entreprises, de familles.

C'est la même au doux pays de France entre des formations politiques qui continuent de s'insulter et de se mépriser, tant de sujets tant de progrès dans l'opinion. Comment espérer survivre dans la mêlée mondiale et européenne si l'on ne se persuade pas, tout comme les Soviétiques et les Américains, de la nécessité de passer du soupçon au dialogue et à la coopération ?

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Voir le Monde daté 29-30 et du 31 janvier. Rappelons que, le 22 octobre 1962, Kennedy révéla à la télévision que des « preuves irréfutables » établissaient la présence à Cuba de bases soviétiques capables d'atteindre jusqu'à la baie d'Hudson et mit le Kremlin en demeure de les retirer. Après une période de tension extrême, Khrouchchev donna l'ordre de retrait, le 28 octobre, Washington s'engageant, en contrepartie, à ne pas envahir Cuba.

مكنا من الأصل

10 Le Monde • Jeudi 9 février 1989 •••

NOUS SOMMES TOUS DES INITIÉS.

"Initié : personne admise à la connaissance de choses à l'accès difficile réservé à des privilégiés" (Petit Robert).

Priviliés, les lecteurs de La Vie Française le sont. Chaque vendredi, ils accèdent à des faits, des analyses et des conseils puisés aux meilleures sources, pour leur plus grand profit, par des journalistes soucieux de donner une information toujours plus complète.

Rassurez-vous, ce n'est pas un délit.



Politique

La préparation des élections municipales



Les trois principaux candidats à la mairie de Marseille achèvent la préparation de leurs listes dans les huit secteurs de la ville. Alors que M. Jean-Claude Gaudin a déjà rendu public son programme, M. Michel Pezet a prévu de faire connaître le sien, en même temps que ses candidats, le 14 février. M. Robert Vigouroux, le maire sortant, exclu du PS, demeure imprécis quant aux échéances qu'il s'étaient fixées.

Les acteurs de premier rang étant, ainsi, en scène et sur le point d'y faire entrer leurs partisans, Marseille semble hésiter, comme souvent, entre la frivole et le tragique. Tragédie d'une succession brutale ouverte il y a trois ans par la mort de Gaston Defferre, au soir d'une dernière bataille politique perdue. Frivolité des répartitions de postes, qui posent des problèmes inverses : à M. Pezet le trop-

Marseille : légitimité et popularité

plein des candidats que lui amène sa légitimité sociale, authentifiée par les affiches sur lesquelles MM. Michel Rocard, Laurent Fabius et Pierre Mauroy lui apportent leur soutien ; à M. Vigouroux la pénurie qu'entraîne son exclusion du PS et la crainte, pour ceux qui se déclareraient en sa faveur, de voir s'y perdre une carrière.

Politique, en revanche, au risque de glisser dans le tragique ou le frivole, est l'interrogation de plus en plus forte sur le « troisième tour » — l'élection du maire — qui trancherait, en dernier ressort, un conflit dont les urnes n'auraient pas décidé. Que se

passerait-il alors ? Quelles alliances peuvent être envisagées, soit à gauche, soit dans une « ouverture » ainsi relancée, qu'elle se fasse au profit du centre gauche — M. Vigouroux — ou d'un M. Gaudin revenu au centre droit ou contraint d'aller chercher, une fois encore, son salut à l'extrême droite ?

Blessé, mais bon public quand même, les Marseillais retrouvent aux aventures des candidats de campagne électorale : un Bernard Tapie, qui garde le silence sur la bataille municipale, costumé en président de la République, sondage à l'appui, en première page de l'hebdomadaire des

vedettes et de leurs peines de cœur, France-Dimanche ; une affaire de fausses factures lourdes des inévitables devenus habituels et d'une possible mise en cause d'élus municipaux.

Les acteurs du premier rang font eux-mêmes la part belle, dans les rumeurs auxquelles ils ne manquent pas d'apporter leur contribution, aux personnages de l'ombre, réciproquement accusés d'inspirer à l'adversaire les manœuvres les plus déloyales. La vindicte prête à Mme Edmonde Charles-Roux, veuve de Gaston Defferre, est, de ce point de vue, légendaire. Elle ne prétend, modestement, à aucun autre rôle que celui de citoyenne de Marseille, mais le passé témoigne, pour M. Pezet, et le présent suggère, pour M. Vigouroux, que cette modestie ne doit pas être prise au pied de la lettre.

Michel Pezet, le politique cerné par le tragique

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

« Qui va gérer Thèbes ? » C'est M. Michel Pezet, intrépide, qui pose la question. En évoquant ainsi (Edipe et Laïos, il joue avec le feu, car il sait bien quel rôle une partie des Marseillais lui attribuent dans la tragédie du fils assassin de son père. Cela dure depuis trois ans. Il est temps que vienne l'heure du dénouement.

Trois ans ont passé depuis ce 5 mai 1986 où Gaston Defferre, battu au comité directeur de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône par M. Pezet, son ancien protégé, était rentré chez lui et, pris d'un malaise, avait fait une chute, était entré peu après dans un coma dont il ne devait pas sortir. A Marseille, on vit dans les dates. Le 5 mai est, de toutes, la plus funeste. C'est à croire, parfois, que ce jour-là n'a jamais pris fin.

M. Pezet, pris dans les griffes de la métaphore : le destin a voulu que la « mort » politique et la mort tout court se rejoignent. Comment vaincre cette fatalité-là ? Les socialistes marseillais n'en sortent pas, au point que M. Pierre Mauroy, le premier secrétaire du PS, pouvait constater, il y a quelques semaines : « Ce qui les oppose les uns aux autres n'a, politiquement, aucun intérêt, mais ils vivent dans le tragique ».

La tragédie se nourrit du désespoir, on s'y perd. M. Pezet et ses amis sont, par exemple, accusés d'avoir sablé le champagne tandis que Gaston Defferre agonisait. « C'est faux, répond l'un d'eux. Après la réunion, nous sommes allés dans un bar — je peux vous dire lequel, vous vérifierez — le seul encore ouvert à cette heure. Nous n'étions pas spécialement gais. Nous n'avions ni dit, ni déjeuné. Nous avons mangé des tartines et bu du café au lait, parce qu'il n'y avait rien d'autre. » Puis le même ajoute : « Savez-vous ce que le « bon docteur » Vigouroux a dit à Philippe Sanmarco en sortant, au petit matin, à la porte de chez Gaston ? » « Il ne s'en souvient pas, et je suis candidat. » « Vérifiez... »

Ainsi va la guerre des accusations, des insinuations, des calomnies réciproques. A la malédiction jetée contre le « parricide » répond le reproche d'abandon : « Pourquoi Defferre s'est-il retrouvé seul chez lui ce soir-là ? Où était son épouse ? » Parler de décès personnels, de part et d'autre, c'est peu dire. Le débat politique, en effet, a bien peu à faire dans cette lutte de personnalités et de clans, mais la politique finira par y trouver son compte, parce que c'est elle, en définitive, qui mène la danse.

Affiliation mitterrandiste

La politique, M. Pezet l'a rencontrée à dix-sept ans, lorsqu'il est entré, en 1959, aux Jeunesses socialistes, dont il allait devenir le secrétaire fédéral pour les Bouches-du-Rhône. A cette époque, son intérêt allait aussi au théâtre — il avait suivi des cours d'art dramatique — et à la musique : il était un assidu de l'Opéra. Il choisit, pourtant, de devenir avocat. D'origine modeste, M. Pezet est ambitieux. Son premier « père » en politique est M. Bastien Leccia, proche de M. François Mitterrand et allié de Gaston Defferre. M. Leccia prend M. Pezet comme suppléant aux élections législatives de mars 1967. L'avocat n'a pas vingt-cinq ans. Pour un début, ce n'est pas mal.

L'affiliation mitterrandiste, à travers M. Leccia, n'est pas évidente au cours des années qui suivent. En 1972, M. Pezet est, dans les Bouches-du-Rhône, l'un des rares qui refusent le programme commun de gouvernement signé par le PS avec le PCF. Il partage alors ce point de vue, dit-il, avec M. Charles Bonifay, aujourd'hui sénateur, et

avec M. Vigouroux. Affaire de conviction, sans doute, mais M. Pezet savait, aussi, que les socialistes des Bouches-du-Rhône n'étaient guère « unitaires » et que leur combat permanent contre le PCF ne les portait pas à envisager de gâcher de cette manière la stratégie de conquête du pouvoir passant par l'alliance avec les communistes.

M. Pezet, qui avait fait, en 1971, l'expérience de la résistance des barons defferriens face à la montée d'un jeune homme talentueux — Jean Masse l'avait écarté des listes de candidats aux élections municipales — a peut-être tenté de les pousser à contre-pied devant les militants. Peut-être a-t-il voulu, aussi, prendre date, pensant que l'union de la gauche n'aurait pas bien loin. Sa tentative lui a fermé les portes de Marseille, mais ouvert celles du reste du département. « On m'a fait savoir, dit-il, qu'il y avait là de vastes étendues vierges à défricher. » Cet exil fut la rançon de sa défaite, mais, aussi, sa chance, car M. Pezet s'est constitué, sur un terrain délaissé par le pouvoir marseillais, le réseau d'amis politiques et de fidèles grâce auquel il a pu, casuelle, conquérir puis tenir la fédération.

La seconde chance de M. Pezet fut la rencontre de M. Edmonde Charles-Roux. L'épouse de Gaston Defferre s'est prise d'amitié pour cet homme cultivé, qui tranchait sur le style des compagnons politiques du maire. L'avant accompagné, par curiosité d'écrivain, à un procès d'assistés où il plaçait, à Lège, elle en est revenue éblouie par le brio de l'avocat. Le talent oratoire de M. Pezet impressionnait, aussi, Gaston Defferre, qui en était si peu pourvu. Président de l'office régional de la culture, par délégation de Gaston Defferre, alors président du conseil régional, M. Pezet s'est consacré à la diffusion des arts et, particulièrement, du théâtre en Provence.

Ainsi M. Pezet a-t-il pu, cinq ans après en avoir été écarté, revenir à Marseille. Aux élections municipales de mars 1977, Gaston Defferre l'impose, cette fois, comme colistier de Jean Masse. Mais l'idée de succession est déjà dans les têtes, et M. Pezet, comme un esprit, il soutient M. Charles-Emile Loo, alors premier secrétaire de la fédération, qui revendique — mais le conteste aujourd'hui — le poste de premier adjoint. Le maire refuse de se laisser imposer quiconque et désigne, pour ce poste, M. Irma Rapuzzi, ce que chacun traduit par : « Ma succession n'est pas ouverte », étant entendu que Marseille ne saurait avoir pour maire une femme.

M. Pezet paie son appui à M. Loo d'une minuscule délégation aux archives et de l'Ecole d'art et d'architecture.

« L'affrontement était inévitable »

Deux ans plus tard, M. Pezet se rétablit dans la confiance de Gaston Defferre, et commence à se nouer l'intrigue qui aboutira à la situation présente. Après la défaite de la gauche aux élections législatives de mars 1978, les socialistes hésitent entre le maintien de la stratégie qu'incarne et met en œuvre M. Mitterrand, et celle que dessine M. Michel Rocard. Les mitterrandistes organisent la contre-offensive face à celui qui s'est proposé de libérer la gauche de la « fatalité de l'échec ». Dans les Bouches-du-Rhône, M. Loo, qui est, aussi, le trésorier national du PS, est perçu comme proche de M. Mauroy, lequel décide de présenter sa propre motion au congrès de Metz.

Il n'est pas question que les courants puissent se mesurer dans les Bouches-du-Rhône. Pour préserver l'unité de la fédération derrière son patron, par définition unique, Gaston Defferre choisit de déposer, lui

aussi, une motion, dont la rédaction est assurée, notamment, par MM. Loo et Pezet. Le maire de Marseille prend soin, cependant, d'y ajouter un codicille, dans lequel il se prononce en faveur de M. Mitterrand. Derrière cette unique motion marseillaise, MM. Leccia et Pezet s'activent pour défendre la cause du futur président de la République, contre M. Loo, soupçonné d'être prêt à rallier M. Mauroy.

Il se produit donc, à couvert, une véritable bataille politique interne, finalement gagnée par Gaston Defferre.



ferre et par les mitterrandistes. Personne ne conteste, en effet, la répartition des mandats décidée souverainement par le sixantenaire de Metz : 60 pour M. Mitterrand, 30 pour M. Mauroy, 10 pour M. Rocard (le CERES, courant de M. Jean-Pierre Chevènement, ayant fait, alors, alliance avec M. Mitterrand). Le maire de Marseille en tire les conséquences en retirant à M. Loo, devenu minoritaire, la responsabilité de la fédération, qu'il confie à M. Pezet.

« Dès ce moment, dit M. Pezet, je savais que l'affrontement avec Gaston Defferre était inévitable à terme. » Est-ce si évident ? Chargé de rénover une fédération qui souffre du vieillissement de ses cadres et de l'absence de débat, autant que des traverses du clientélisme et des manipulations électorales les plus diverses, investit par le patron, M. Pezet ne pouvait-il envisager de se faire l'exécutant fidèle de la mission qui lui était confiée et conquérir, ainsi, le titre de dauphin auquel il aspirait ? C'est, dit-il et disent ses amis — compter sans les contradictions du « système Defferre ». Le maire de Marseille voulait, sans doute, moderniser sa fédération mais cela ne pouvait se faire sans mettre en péril les bases mêmes de son pouvoir. Les barons, les Andreux, Masse, Loo, ne se laisseraient pas faire. De fait, M. Loo allait montrer, lors de la désignation des candidats aux élections sénatoriales de septembre 1980, qu'il pouvait opposer avec succès, à la volonté de Gaston Defferre et de M. Pezet, celle des feudataires.

Formation d'un contre-pouvoir

M. Pezet a joué ses atouts : faire vivre le « nouveau » PS, celui des militants et des courants, celui du respect des statuts, aussi, face aux féodalités marseillaises. Il s'est attaqué aux bastions que constituait de pléthoriques sections unies à tel ou tel par les services rendus, en les divisant, de sorte que de seize sections marseillaises, on est passé à une cinquantaine. Rénovation, certes, mais aussi formation d'un contre-pouvoir, que Gaston Defferre confortait en transmettant à M. Pezet la présidence du conseil régional en 1981. Dans le même temps, toutefois, le maire a fait de M. Philippe Sanmarco son suppléant à l'Assemblée nationale. Celui qu'il avait

choisi comme secrétaire général de la mairie, pour moderniser la gestion de la ville de la même façon que M. Pezet était chargé de moderniser le parti, est, ainsi, mis en concurrence avec le nouveau président du conseil régional.

La concurrence a joué à merveille... Gaston Defferre, retenu à Paris par ses fonctions de ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, laisse se creuser une distance entre sa ville et lui. Il a mesuré lors des élections municipales de mars 1983, alors qu'il ne saurait pas l'être, la force d'un redoublement en voix, que grâce à un redoublement opportun des secteurs. Il a dit, aussi, en passant par l'alliance avec le PCF, qu'il avait été — avec M. Mitterrand à Châteauneuf-Chalon — l'un des seuls à ne pas pratiquer en 1977. Cette alliance, M. Pezet en a été le négociateur. L'ancien destructeur du programme commun est devenu, ainsi, l'homme de l'union de la gauche à Marseille.

De succession, il n'est toujours pas question. Un après-midi, le président du conseil régional participe à une émission d'Europe 1 sur Marseille. Il se laisse entraîner par le journaliste à parler de l'avenir. Le ministre de l'Intérieur intervient par téléphone, à l'antenne, de son bureau de la place Beauvau. « Michel Pezet, lance-t-il, je ne suis pas mort ! » Des deux héritiers présumés, MM. Pezet et Sanmarco, le premier apparaît comme le plus agressif, le plus décidé à s'imposer au choix de Gaston Defferre, à le mettre devant le fait accompli. Du côté de M. Sanmarco, les responsables de la mairie allument des contre-feux, alertent le maire sur la volonté de puissance du rival. Celui-ci voit, aussi, certains de ses amis prendre leurs distances avec une gestion de la région qui les déçoit, parce qu'elle leur semble bien loin des promesses de démocratie et de transparence qui les avait amenés à donner leur confiance au jeune patron de la fédération.

L'affaire des fausses cartes

L'absence de transparence se trahit dans l'affaire des fausses cartes, autour de laquelle se noue, à l'automne de 1985, le conflit entre Gaston Defferre et son ancien protégé. Selon certains, il y a bien eu un erreur dans les commandes de cartes à la trésorerie nationale, mais les cartes excédentaires, payées à Paris sur la part qui revenait à la fédération, n'auraient pas été utilisées par M. Pezet et ses amis pour augmenter le nombre de leurs mandats à la ville du congrès de Toulouse. Selon d'autres, la direction fédérale se serait assurée, en effet, un nombre de cartes supérieur à celui des adhérents réels, mais sans les distribuer aux sections, afin, seulement, de ne pas réduire le poids de la fédération au niveau national. Et cela se serait fait en accord avec la direction du parti.

Ainsi en est-on arrivé, quoi qu'il en soit, au congrès fédéral de Fos-sur-Mer, en octobre 1985, qui a vu Gaston Defferre chabuté par les partisans de M. Pezet. Et puis au 5 mai, jour où le maire de Marseille a été mis en minorité au sein du comité directeur de la fédération, son candidat au poste de premier secrétaire — que M. Pezet, élu député, devait abandonner — étant battu par celui de son adversaire.

La légitimité du parti, confirmée à M. Pezet par les instances nationales du PS en novembre dernier et soulignée par l'exclusion de M. Vigouroux, lui permet de bénéficier du soutien, certes ambigu, de M. Sanmarco. L'accord avec le PCF fait de M. Pezet le chef de file de la gauche à Marseille. Les socialistes sont censés être en ordre de bataille. Mais depuis quand les sections militantes décident-elles de l'issue d'une tragédie ?

PATRICK JARREAU.

Edmonde Charles-Roux, l'irremplaçable

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Lasse, Edmonde Charles-Roux est lasse. Elle vous le dira tout de go, du ton ferme et un peu indifférent à la fois dont elle ne se départit guère. Comme pour laisser le choix : croire ou ne pas croire.

Lasse, non d'être Edmonde Charles-Roux, femme de lettres, bousculée par les rafales périodiques d'une notoriété bien gérée depuis son prix Goncourt de 1966. Ni d'assumer le rôle de veuve de Gaston Defferre, emportée depuis près de trois ans dans le maelstrom inintermittent de la place à rebondissement que la cité phocéenne se joue à elle-même sans entracte. Rôle difficile au demeurant : l'intrigue de la pièce paraît souvent aussi ténue que les intrigues y sont lourdes.

Non, cette fatigue extrême tient à ce que l'auteur d'*Oublier Palermes*, non seulement ne saurait oublier Marseille — cela va sans dire, dit-elle — mais encore les offenses faites à Marseille. On sait que les plumes de l'écrivain et souvent pesantes, les langues vipérines abondent, qui n'en sont pas éaves. Bacs courant en rond derrière leurs préjugés indélébiles : Marseille ville étrange quand ce n'est pas : étrangère ; Marseille capitale des tartarines importées, des pagnolades du cru, des coups de sang, de tout ce qui fait demi ou mauvais genre dans le tableau d'une grande ville sérieuse.

Les stéréotypes, fadaïses et vilénies à romanesques déversés sur le Vieux Port, sur les Marseillais en général et sur Robert Vigouroux en particulier : voilà ce qui pousse Edmonde Charles-Roux aux confins d'un épuisement fort heureuse-

ment viable. Car cette femme énergique a encore beaucoup à faire.

Entendons-nous bien : « la soupe » de la politécaillerie, les remugles des « broyeurs » misonnés rue de Solferino ou ailleurs, ne sont pas, contrairement à ce qu'en disent certains, le peuple d'échotiers, sa tasse de thé. Elle, tirée les ficelles d'une marionnette nommée Vigouroux pour assourdir une quelconque vengeance contre un prétendant à jamais indigne au fauteuil de Gaston ? Mal vu, mal dit, démontre placidement la biographie de plus d'une « irrégulière » puisque, premièrement, il n'y a pas de ficelles et puisque, deuxièmement, Robert Vigouroux n'est pas une marionnette.

Pas de ficelles. Edmonde Charles-Roux n'est qu'une « citoyenne de Marseille » qui n'a « pas d'autre noblesse à revendiquer » et qui « s'adresse à sa ville ». Tout simplement.

Edmonde Charles-Roux sait bien qu'on ne prête qu'aux riches et que, Parisienne — autant sinon plus que Marseillaise — elle n'est pas entièrement démunie. Mais prétendre qu'elle aurait ses entrées à l'Elysée et qu'elle accablait le président sous prétexte qu'elle en est « une amie très proche », ou tels de ses collaborateurs avec ses préoccupations phocéennes est tout simplement « incroyables... C'est le type même du mensonge journalistique entretenu avec beaucoup de soin ».

Si elle rencontre ici ou là le gratin de la République, c'est, dit-elle, de loin en loin ou par hasard, en citoyen de la République des lettres ou du vaste monde de la culture où elle circule avec aisance depuis toujours.

Et s'il est urgent de ne rien faire — ou si peu, à l'en croire — pour

Robert Vigouroux, c'est que ce dernier se défend tout seul. La maïe de Marseille peut se réjouir. A côté de tant de piètres photographes, il a en Edmonde Charles-Roux une amie dévouée qui sait dispenser un conseil, un avis de temps à autre, en toute simplicité, et qui sait aussi se faire, à l'occasion, le peintre d'un Robert Vigouroux renouvelé par les prestiges de l'art.

Elle dit : « L'homme est un intello... Quelle fantastique force de silence... Et cette tête de joueur de poker... Un sang-froid total. » Pour un peu, on pourrait d'écouter jamais rencontré le véritable Robert Vigouroux, jusqu'à ce qu'Edmonde Charles-Roux ajoute, paraissant se placer elle-même hors de son jugement : « Il est totalement impénétrable. » Ouf ! Il s'agit bien du même.

Un « homme-clé » sous la main

Il se murmure à Marseille que cette foi à déplacer les montagnes de bulletins de vote n'est pas aussi étrangère qu'il peut y paraître. Que la madone sourcilieuse et efficace de la culture à Marseille ne néglige pas les moyens ordinaires, parfois un rien provinciaux, de faire valoir « son » candidat. Grâce en particulier au Provençal dont elle tient encore, d'une main ferme, une partie du capital, pourtant cédé à terme à Hachette.

Si elle ne marie elle-même que rarement, dans ses chroniques volontaires consacrées au choc ou à cent autres petits et grands sujets, une prose acide, peu amène à l'égard de Michel Pezet, elle n'a jamais — ce n'est pas un secret — contraint le journal de feu Gaston à instaurer un équilibre, même relatif, entre les prétendants à la mairie.

Elle, bien sûr, s'en défend, blessée par la confusion des genres que révèle somblable assertion : une tasse de thé n'est pas un bol de soupe.

Ses amis, soûlés, parlent de son rôle irremplaçable passé et peut-être à venir dans la vie culturelle de Marseille. Tout au plus certains suggèrent-ils qu'il ne faut pas exagérer : la ville n'a pas attendu Edmonde pour sortir de la fange de la barbarie.

Mais le vœu de Gaston Defferre n'a pas que des amis. Sans même parler de Michel Pezet, éphémère complice de cet étonnant couple lettré et autoritaire qui régnait impérieusement sur Marseille, Edmonde agace à la mesure de l'influence, ou à tout le moins de la faculté d'agir prop qu'on lui prête. Quisques-uns vont jusqu'à lui contester, suprême injure, le brevet de citoyenneté marseillaise qu'elle brandit pour justifier ses faits et gestes, quand ils ne serinent pas l'antienne, d'un goût approximatif : si Edmonde avait été à Marseille, Gaston ne serait pas mort...

Ainsi Irma Rapuzzi, un démi-siècle de militantisme socialiste et une éternité de defferrienne derrière elle, nonobstant pezetiste de la onzième heure : « Ou, Edmonde a réussi à Paris dans la presse, dans le pub, je crois. Et puis, un jour, elle s'est souvenue de ses origines et de Marseille. Alors, vous savez, l'héritage de Gaston... Il ne faut pas abuser. »

Ainsi parle Irma avant de s'en aller, alerte, mener sa dernière campagne, dans le camp pezetiste. De l'autre côté, Edmonde sera là, quoi qu'elle en dise, et bien là : on n'a pas tous les jours sous la main un « homme-clé » ou sommé de le devenir par la magie du verbe et l'enchaînement des circonstances.

MICHEL KAJMAN.

هكذا من الأصل

Politique

La préparation des élections municipales

M. Jacques Chirac espère conserver à la droite les vingt arrondissements de Paris

Le même jour où M. Chirac présentait à la presse les vingt personnalités qui conduiront les listes Union pour Paris dans les arrondissements de la capitale, M. Georges Sarre, président sortant du groupe socialiste de l'Hôtel de Ville, s'efforçait de dresser un bilan de la mandature avant que M. Pierre Joxe lui ravisse la vedette comme « chef de file » ou « porte-parole » — le titre varie — du PS. Le maître de Paris, qui a changé les têtes de liste dans quatre arrondissements, s'est efforcé, modestement, de rajouter et de féminiser la composition des listes elles-mêmes. Son ambition est de conserver à la majorité municipale sortante la totalité des vingt arrondissements, assurant que si celle-ci était entamée, cela entraînerait une « paralysie » de la gestion et des relations entre la mairie centrale et les vingt arrondissements dirigés par l'opposition.

M. Jacques Chirac a présenté à la presse mardi 7 février, du haut du deuxième étage de la tour Eiffel, les vingt personnalités qui conduiront les listes de la majorité municipale sortante et pour lesquelles quelques modifications ont été opérées par rapport à 1983 (Le Monde du 2 février). Accompagné également des maires d'arrondissement qui appartiennent tous à la majorité sortante, M. Chirac avait convié les parlementaires de la capitale, ce qui constitue ainsi, a-t-il affirmé, « une équipe pluraliste mais soudée ». Dressant un bilan de l'action de la municipalité qu'il dirige depuis 1977, il a souligné sa « politique sociale exemplaire puisque plusieurs de ses initiatives ont été reprises par l'Etat », citant ensuite l'action culturelle et la défense de l'environnement. Il a annoncé que les priorités à venir porteraient sur le logement et sur le développement du « logement intermédiaire ».

M. Chirac a cité également les problèmes de la circulation et du stationnement, et enfin la lutte contre les pollutions et l'amélioration du cadre de vie. L'ancien premier ministre a jugé que la réforme du statut de Paris en 1977 et même en 1983 avec la création des maires d'arrondissement « avait été positive dans la mesure où elle a rapproché les élus des électeurs et amélioré la démocratie au quotidien ». Mais il a affirmé : « Ce système ne peut fonctionner convenablement que si

M. François Mitterrand invité de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1

Le président de la République sera, dimanche 12 février, l'invité de l'émission « 7 sur 7 », animée par Anne Sinclair, sur TF 1. M. François Mitterrand, qui n'était pas intervenu à la télévision depuis le 14 juillet 1988, devrait y aborder tous les sujets d'actualité sans exception, à-t-on précisé dans l'entourage du chef de l'Etat.

(Lire page 34 l'article d'Alain Lebaube.)

Cette interprétation de la « loi PLM » de 1983 est contestée par M. Sarre, qui, au nom du pluralisme, souhaite seulement que le monopole de M. Chirac soit entamé dans quelques arrondissements. Pour cela, il attaque vivement la gestion « hâtive » du maire. Toutefois, communistes et socialistes allant à la bataille en ordre séparé, il n'y aura pas de confrontation globale à Paris entre la majorité sortante de droite et la gauche. M. Chirac veut également éviter le choc frontal avec M. Joxe, le premier considérant le second comme le simple candidat du Parti socialiste dans le douzième arrondissement, et non comme son « challenger » pour l'Hôtel de Ville. L'enjeu politique et personnel est néanmoins primordial pour l'ancien premier ministre, qui, jusqu'au deuxième tour du 19 mars, va se consacrer exclusivement à sa « campagne parisienne, repoussant au-delà de cette échéance son retour sur la scène nationale.

toutes les mairies appartiennent à la même majorité sinon il y a risque de paralysie. L'opposition peut s'exprimer au Conseil de Paris et dans chaque conseil d'arrondissement. » Répondant à une question concernant l'éventualité de mairies d'arrondissement passant à l'opposition, M. Chirac a estimé : « Je ne suis pas certain que mon opposition ici, à Paris, vaille le jeu de la cohabitation. »

M. Sarre : introduire le pluralisme

« L'enjeu n'est pas de gagner la mairie de Paris mais quelques mairies d'arrondissement. Il est d'introduire plus de pluralisme, plus de transparence, plus de souffle dans la gestion. » D'entrée de jeu, M. Georges Sarre a délimité les ambitions du PS dans la capitale pour les prochaines élections municipales. Le secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, présentait mardi 7 février un bilan de la mandature qui s'achève. Il a repris les trois thèmes des candidatures socialistes à Paris : les logements sont trop chers et Paris est devenu une ville « à pris un coup de vieux », où « même les classes moyennes sont menacées d'exode » ; la circulation y est de jour en jour plus difficile et dans quelques années le problème des transports sera insoluble ; et enfin, la loi qui donne des pouvoirs aux maires d'arrondissement est « pervertie » et les vingt mairies d'arrondissement ont été « transformées en autant de chambres d'enregistrement ». Selon M. Sarre, Paris a vocation à être l'une des quatre ou cinq grandes métropoles mondiales de l'an 2000 et pourrait devenir le centre européen de l'informatique et de la communication. Mais il faudrait pour cela qu'elle cesse de se

NANCY de notre correspondant

« S'il y avait un syndicat des ministres, je me serais mis en grève aujourd'hui ». Victime de l'article L-231 du code électoral, qui rend depuis le 4 janvier dernier notamment inéligibles, « dans le ressort où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions », les préfets de région et les préfets en rupture de fonction depuis moins de trois ans, M. Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire et

ancien préfet délégué au redéploiement industriel de la Lorraine (1984-1988), a dû abandonner son projet de conquérir en mars la mairie de Pompey (Meurthe-et-Moselle). Depuis des semaines, le ministre, élu conseiller général du canton en octobre dernier, avait préparé une liste au nom de la majorité présidentielle — et d'où les communistes étaient exclus — pour battre le maire radical de la localité, Marcel Le Bihan. Il n'avait rien déposé, ni son inscription sur la liste électorale, ni l'achat d'une maison sur place, ni l'ouverture d'un « secrétariat » à Metz et à Nancy. Rien, sauf un petit amendement à la réforme du Code électoral introduit en décembre par le ministre de l'Intérieur. M. Chérèque a révélé, lundi 6 février, qu'il avait fait diligenter une expertise juridique pour trouver le moyen de passer outre. En vain.

Du coup, l'ancien « préfet lorrain » doit se contenter de diriger la campagne de celle qu'il avait choisie comme colistière, M^{me} Michèle Troglic, veuve de l'ancien conseiller général du canton. L'objectif que s'était fixé le ministre — « battre la droite » à Pompey — devient beaucoup plus difficile à atteindre. Le PS local, contrairement à sa stratégie initiale, sera forcé de composer au moins entre les deux tours avec la liste du Parti communiste, menée par M. Richard Mathieu. La négociation entre les deux composantes de la gauche s'en trouve sensiblement compliquée, d'autant que les deux fédérations départementales englobaient Pompey dans un vaste troc intercommunal. A moins de cinq semaines du premier tour, le faux pas de M. Chérèque offre une occasion à ses adversaires de droite comme de gauche. — *Indrén*.

La visite du premier ministre en Ile-de-France

La leçon de choses banlieusarde de M. Rocard

M. Michel Rocard a installé officiellement, mardi 7 février, le conseil des villes et du développement social urbain, qui articulera son action avec un comité interministériel (qui disposera de fonds propres à travers un fonds social urbain) et une délégation interministérielle dirigée par M. Yves Dauge. Présidé par M. Rocard, ce comité aura deux vice-présidents nommés parmi les maires membres de cette instance : MM. Gilbert Bonnemaison (PS, Epinay-sur-Seine) et André Diligent (CDS, Roissy).

Après avoir, M. Rocard avait effectué une tournée en région parisienne, afin de souligner, à l'occasion de l'installation de ce conseil, l'intérêt que le gouvernement porte à la politique de la ville. M. Rocard a été accompagné, mardi, pour tout ou partie de son périple, de plusieurs ministres intéressés par les divers aspects de cette politique : MM. Maurice Faure, Pierre Joxe, Pierre Arpaillange, Jack Lang, Michel Delebarre.

Lors d'une conférence de presse à Châtenay-Malabry, M. Rocard a justifié cette réorganisation administrative en affirmant qu'il faut désor-

mais « quitter le champ des marges et des expériences innovantes » pour « reconquérir la ville, s'attaquer aux inégalités dans le domaine du logement et de l'habitat ». Pour le premier ministre, il s'agit de « priorités nationales ».

Le premier ministre a indiqué que le gouvernement dégagera pour 1989, 1990 et 1991 un milliard de francs par an de prêts consentis à un taux privilégié aux collectivités locales, notamment pour améliorer l'environnement urbain.

M. Rocard a dégagé trois principes d'action : « Améliorer la vie quotidienne (...); c'est aux maires et à leurs municipalités que revient le rôle d'être les animateurs et les chefs d'orchestre de l'action (...); partenariat. »

Le premier ministre a indiqué qu'il se saisira, « juste après les municipales », des problèmes de la région d'Ile-de-France, menacée selon lui d'asphyxie d'ici à l'an 2000. Il a précisé qu'il « ne sait pas » encore quoi penser du réseau d'autoroutes souterraines « laser » envisagé par M. Jacques Chirac.

Travaux des problèmes de la ville et de la civilisation urbaine, c'est se saisir à la fois des questions de police, d'aide aux « victimes » de toutes sortes, de réinsertion des délinquants, d'école, de logement collectif, de transports... C'est pourquoi le programme de la tournée du premier ministre en Ile-de-France, apparemment décousu, touchait en fait à chacun de ces domaines, tous reliés, dans son esprit, par le même fil directeur.

Premier moyen de transport utilisé, le RER. Le voyage commence à la gare des Invalides. Accompagné de sa petite escouade de ministres et de M. Jacques Fournier, président de la SNCF, M. Rocard prend une rame spéciale, direction Epinay-sur-Seine. Evidemment, le maire, M. Gilbert Bonnemaison (auteur du rapport sur le monde pénitentiaire et spécialiste de la prévention de la délinquance en milieu urbain), est du voyage. Premier point de presse dans la rame qui roule vers Epinay.

Gare d'Epinay. Première étape, premiers manifestants de l'éducation nationale. Banderoles, sifflets à roulettes, cris. Ils ne lâcheront guère M. Rocard de toute la journée. Le cortège s'engouffre dans les voitures. Première visite, celle d'une entreprise spécialisée dans le bâtiment et d'une imprimerie de l'éducation surveillée. Deux exemples d'actions d'insertion sociale.

De l'autre côté du mur, les manifestants sont toujours là. M. Joxe, qui n'oublie pas qu'il est ministre de l'ordre, grimace. « S'ils avaient été plus nombreux, il n'aurait pas fallu bon être coincé ici. » L'officier de sécurité auquel il s'adresse rétorque : « Des voitures sont prévues de l'autre côté... »

Départ en direction du commissariat de police d'Epinay. Remanifestants. M. Rocard va les voir, esquisse un dialogue qui tourne court. Il s'en tiendra là pour la journée. Le premier ministre entre dans le commissariat, regarde la bousculade des photographes qui l'attendent. Il lance aux hommes en uniforme rangés devant lui au garde-à-vous, « vous faites un métier difficile, mais les travailleurs de l'image aussi ! » sans se rendre compte qu'il s'adresse... à des appels du contingent effectuant leur service dans la police.

Le premier ministre se fait présenter les applications de l'information dans le commissariat. Un jeune Maghrébin en garde à vue se morfond dans la « cage » vitrée. Le responsable du service de presse de Matignon le découvre subitement, blêmi, fait rempart de son corps pour cacher ce vilain rappel de la réalité au premier ministre. Le stratagème réussit. M. Rocard quittera le commissariat sans s'être douté de rien.

Le premier ministre visite encore le bureau d'information juridique et d'aide aux victimes (BIJAV). Quelques minutes plus tard, à la mairie, il salue l'action de M. Bonnemaison, fait part de ses découvertes : les

« victimes » qui se rendent au BIJAV sont plus celles de la vie — chômage, handicap... — que celles de la délinquance. D'où une réflexion sur les inconvénients qu'aurait entraînés, dans ce cas particulier comme dans le cas général, une définition marquée par un trop grand « perfectionnisme juridique ». Quant aux enseignants qui manifestent, il affirme les regarder « sans surprise, avec un peu de tristesse ».

Vrombissement, nuage de poussière, casquettes qui s'envolent. Premier saut de puce en hélicoptère. Direction Chanteloup-les-Vignes et la ZAC de la Noé. Petite promenade sous le soleil. Au groupe scolaire des Petits-Pas, le premier ministre se fait présenter l'action de l'association Miniloup. Il s'attarde pour écouter les explications qu'on lui fournit sur cette association qui mène soutien scolaire et travail social. Il fait remarquer aux journalistes la performance que représente la diminution de moitié du taux de redoublement obtenu par l'action de cette association, souligne que depuis l'élection présidentielle, l'action en faveur des zones d'éducation prioritaire (ZEP) est de nouveau une priorité gouvernementale.

« Le droit à une certaine naïveté »

Deuxième balade en hélicoptère au-dessus de la région parisienne. Direction Mantes-la-Jolie. Les ministres quittent une commune gérée par un maire UDF, M. Pierre Cardo, pour une ville à direction socialiste. Cette fois, tout le monde prend place dans un bus articulé, pour une visite guidée de la ZUP du Val-Fourré sous la houlette du maire, M. Paul Picard. On est vite dans l'ambiance. A l'horizon, des barres, des tours, des tours et des barres.

A droite, une tour aux premiers étages marqués, à gauche, des logements réhabilités. Ici, la mosquée, « de style marocain ». On comprend vite pourquoi M. Picard lance : « Je revendique le droit à une certaine naïveté, mais une naïveté offensive. Comment, sinon, aurais-je pu accepter, il y a douze ans, d'être le maire d'une commune qui accumulait tant de problèmes ? »

Taux d'immigrés dans la population de Mantes, explique le maire : plus de 30 % ; plus de 50 % dans la ZUP ; plus de 80 % dans l'un de ses quartiers. Taux de chômage, 14 % à 15 %. M. Picard a une façon brutale

et claire de résumer les problèmes : « Lorsqu'on loge, dit-il, on dissepère l'étage d'une tour une famille issue du fond de l'Anatolie, parce que le mari travaille chez Talbot et que ce logement est une réservation Talbot, qu'on ne s'étonne pas des difficultés de tous ordres (...). Dans un tel cas, qui sont les véritables sauvages ? »

Fin de la leçon de choses. Au programme, un déjeuner convivial avec M. Jack Lang et des animateurs et créateurs culturels de communes de banlieue. Auparavant, il faudra encore subir les cris — « Rocard au pouvoir ! » — de près de mille manifestants massés pour attendre l'arrivée du bus articulé.

Les ministres ont des comédies à leur table. Le premier ministre avouera bonnement que ceux avec qui il dînent lui ont demandé pourquoi on les a fait venir... M. Rocard salue « l'extraordinaire vitalité des banlieues » dans le domaine culturel, lance « c'est avec le pari de la culture que demain on gagnera les villes », et remonte dans son hélicoptère.

Dernière étape, Châtenay-Malabry, chez le socialiste M. Jean Vons. Visite d'un autre ensemble HLM, qui date des années 30 — celui de la « Butte rouge », en cours de réhabilitation. M. Roland Castro, animateur de Banlieues 89, se lance dans des explications sur la réussite du concept de cité-jardin, dont la « Butte rouge » est un exemple. La chaleur du déjeuner aidant, M. Rocard a plutôt l'esprit bagou. Il coupe M. Castro, lance : « Disons que la conception architecturale de l'époque n'a pas détruit les intentions généreuses du ministre ! » M. Castro fait mine d'être vexé, menace de s'arrêter. Une grande discussion s'engage, sous l'œil un peu étonné de quelques habitants, d'où il ressort que ni M. Castro ni M. Rocard ne sont des groupes de Le Corbusier.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

MEDASID

LES 2 500 NOMS DE LA COMMUNICATION

Le guide de poche indispensable à tous les professionnels de la communication.

110 F

Diffusion : LA DOCUMENTATION FRANCAISE

31, quai Voltaire Paris 7 • Tél. : 1. 40.15.70.00

L'orientation des élèves

rapport au ministre de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports

“DES VÉRITÉS GÉNANTES. DES IDÉES AMBITIEUSES”

Le Monde

“Un rapport qui risque de faire grand bruit”

La Croix

132 p., 80 F

LA DOCUMENTATION FRANCAISE

31, quai Voltaire Paris 7 • Tél. : 1. 40.15.70.00

Société

ÉDUCATION

Après les concessions de M. Jospin

Le SNES suspend la grève du 17 février mais maintient la manifestation du 4 mars

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES, FEN) a décidé de suspendre son appel à la grève pour le vendredi 17 février, mais il maintient la manifestation nationale prévue le samedi 4 mars à Paris. Le bureau national de ce syndicat, réuni mardi 7 février, a tiré les conclusions d'un contexte nouveau créé par le recul du gouvernement.

Pour le SNES, la décision de M. Jospin de renoncer à la création d'un corps de professeurs de collège (le Monde des 4 et 8 février) « lève une hypothèque », mais ne répond pas à ses autres revendications : « revalorisation indiciaire de tous les professeurs », des « moyens pour la rentrée 1989 », et « recrutement à la maîtrise dans le second degré ». Le syndicat craint que, suite d'une revalorisation générale permettant d'élever les exigences de diplôme lors du recrutement, « l'alignement de la formation des instituteurs sur celle des professeurs, soit dénoncé un alignement de la formation des professeurs sur celle des instituteurs ».

À propos des « grèves des notes », le SNES précise qu'« il ne s'agit pas de priver les élèves de la correction et de l'appréciation de leurs travaux (...) mais propose d'envoyer au

ministère les doubles des copies corrigées », en signe de protestation.

D'autres syndicats ont réagi aux concessions faites par le gouvernement. Ainsi le SGEN-CFDT se félicite de la parité acquise entre instituteurs et professeurs. Il demande que cette perspective d'unification soit inscrite dans une loi d'orientation en préparation et exige « une revalorisation immédiate et significative pour tous ». Le SNALC (modéré) souligne, lui aussi, qu'« il reste à négocier » sur ce point, « essentiel ». Pour la CNGA (autonomie) « l'utopie égalitaire ne peut qu'aggraver la crise de recrutement ». Quant au syndicat national des collèges (SNC, autonome), il interprète la décision de M. Jospin comme une « capitulation ».

Une certaine agitation continue de régner dans certains établissements, comme à Brest où quelques deux mille enseignants du Nord-Finistère ont manifesté mardi soir à l'appel d'une « coordination » pour réclamer « le retrait du plan Jospin », une augmentation de 2 000 francs pour tous et une loi de programmation. À Paris, une autre « coordination » d'enseignants s'est constituée sur des bases revendicatives analogues. Elle soutient les « grèves reconductibles » engagées dans plusieurs collèges et lycées de la région parisienne.

SPORTS

FOOTBALL : match nul (0-0) de la France à Dublin

Une défense « waterproof »

tannique avant de les emmener, mercredi 8 mars, à Glasgow affronter l'Ecosse en match éliminatoire de la Coupe du monde.

Les Français ont, il est vrai, un impressionnant retard à rattraper en matière de matches en Grande-Bretagne : le dernier déplacement de l'équipe nationale à Glasgow date de 1951 (défaite 1-0) et son ultime apparition à Londres remonte à 1969 (défaite 5-0). Deux matches en une semaine ne sont donc pas de trop.

À Dublin, Michel Platini ne pouvait rêver meilleur décor pour la mise en condition souhaitée. Les Français voulaient voir l'Irlande, ils ont vu l'Irlande, éternelle, verte, humide et délicieusement triste. Ils se sont imprégnés de ce crachin tombé des brumes qui cingle les visages. Ils ont senti leurs jambes s'alourdir sur un terrain imbibé d'eau, labouré par les crampons et entendaient les chants de cette foule de vingt-deux mille spectateurs massés sur d'antiques tribunes de bois ou de béton, si proches de la pelouse que les joueurs sentent son souffle sur leurs épaules. « Nous avons évolué dans des conditions idéales. C'est exactement ce que je recherchais. À Glasgow, ce sera la même chose », conclut d'ailleurs un Michel Platini,

satisfait de sa méthode d'initiation accélérée.

L'équipe de France a surtout pu redéfinir un style de jeu dont elle avait fini par oublier le goût mais qu'un adversaire irlandais également taillé sur mesure lui a très vite remis en mémoire : le football à l'état brut, un jeu où le ballon vole d'un camp à l'autre. Dominés en début et en fin de match par des joueurs irlandais très physiques, les Français ont mené de craquer à plusieurs reprises. Comme poussés par le vent et la pluie, les attaquants adverses ont cessé de déferler sur le but de Joel Bais en vagues successives.

« En Ecosse ce sera pareil »

Michel Platini n'en espérait pas moins : « Là encore, en Ecosse, ce sera pareil. On verra. Les joueurs ont souffert mais ils ont bien résisté. Cette équipe a du tempérament et d'indéniables qualités morales, surtout en défense ».

Le compliment est volontairement ciblé. La défense constitue la grosse satisfaction de ce match. Après avoir, de son propre aveu, « totalement improvisé » en Yougoslavie en novembre dernier lors de son premier match, Michel Platini

s'est efforcé cette fois de doter son équipe d'une solide assise défensive. Contrat rempli : la défense central renforcée (trois joueurs, Sonor, Battistoni et Sylvester, au lieu de deux habituellement) a parfaitement tenu son rôle, articulée autour d'un remarquable Patrick Battistoni, le grand ancien sorti de sa retraite internationale par Michel Platini au nom de l'intérêt supérieur du football français.

L'équipe nationale dispose désormais d'une arrière-garde efficace. La nouvelle attente des débuts de la saison de championnat, mais ne masque pas les faiblesses de cette équipe. « Il nous reste énormément de travail à effectuer, tout n'est pas parfait, loin de là », admet Michel Platini avant d'ajouter : « Ne parlons pas encore de bonne équipe de France, nous ne nous créons pas assez d'occasions en attaque ».

Le sélectionneur s'efforce de tempérer l'enthousiasme ambiant. Une nouvelle équipe de France est-elle née à Dublin ? « La première véritable équipe, vous la verrez à Glasgow », prévient-il aussitôt. Problème : l'adversaire sera alors d'un tout autre envergure que ces Irlandais généraux mais vieillissants...

PHILIPPE BROUSSARD.

DÉFENSE

Les manœuvres franco-américaines en Corse

Bonifacio réclame le maintien de sa garnison

PLAGE DE BALISTRA

(Corse-du-Sud)

de notre envoyé spécial

Une mini-chaîne symbolique d'hommes et de femmes venus de Bonifacio a tenté de s'opposer, mardi 7 février, au débarquement de forces françaises et américaines sur la plage de Balistra, entre Porto Vecchio et les Bouches de Bonifacio, sur la côte est de la Corse-du-Sud. Avec à sa tête le docteur Jean-Baptiste Lanteri, maire adjoint (PR) de Bonifacio et vice-président du conseil général de la Corse-du-Sud, cette chaîne humaine bon enfant a perturbé la manœuvre franco-américaine « Phinia » (le Monde daté 5-6 février) pour réclamer le maintien de la garnison de Bonifacio environ six cents hommes et leurs familles – menacés de disparaître.

Ceint de son écharpe tricolore, M. Lanteri, qui ses concitoyens ont surnommé « Ati depuis son enfance, n'entend pas, pour des raisons de réorganisation à l'étude de l'armée de terre française, voir partir le cinquième de la population de la ville dont il est l'élu et qui rapporte à Bonifacio une manne annuelle évaluée à 50 millions de francs, particulièrement appréciée en saison morte. Depuis 1983, date à laquelle le 2^e régiment étranger d'infanterie a quitté la ville pour s'installer à Nîmes (Gard), Bonifacio a hérité du 30^e régiment d'infanterie, qui sert de centre d'entraînement-commando dans un fort surplombant la Méditerranée et où peuvent servir des appelés originaires de l'île. A ses interlocuteurs, M. Lanteri explique que « Bonifacio est ville de garnison depuis huit siècles » et que sa commune fait le tiers de son chiffre d'affaires avec l'armée.

Au petit jour, lorsque leurs anciens légionnaires aujourd'hui basés sur le continent ont débarqué, avec leurs matériels, sur la plage de Balistra, dans le cadre de l'exercice « Phinia », le maire-adjoint de Bonifacio et quelques-uns des habitants ont fait momentanément barrage, main dans la main. Comme pour montrer qu'ils regrettaient le départ de la légion et qu'ils dénonçaient, d'ores et déjà, toute perspective d'une disparition de ce qui reste de leur garnison.

● Vente d'un Mirage F-1 à Qatar. La France fournit à l'émirat de Qatar, dans le golfe arabique, un intercepteur Mirage F-1 de défense aérienne pour remplacer l'un des quatre Mirage F-1, détruit en avril 1987, qui avaient été vendus au Qatar en 1984. Les treize Mirage F-1 restant seront modernisés, à la suite d'un accord intervenu en 1988, pour qu'ils puissent notamment emporter des équipements électroniques conçus pour le Mirage-2000.

Imperturbablement, les camions des légionnaires ont creusé leurs sillons sur le sable et si un de leurs véhicules blindés, aux couleurs noir, vert et marron de l'OTAN, s'est enlisé au point de devoir être dépanné par un tracteur, ce fut d'avantage un raté – courant – de la manœuvre franco-américaine qu'un effet de la manifestation des Bonifaciens.

Décor pour une répétition

Car, pendant ce temps, depuis le porte-hélicoptères américain *Guadalcanal*, qui croisait au large et où était installé le PC des forces ainsi mises à terre, le colonel Jean-Claude Lesquer, ancien patron du service « action » des services secrets français lors de l'opération contre Greenpeace en 1985 et, aujourd'hui, chef d'état-major à la 6^e division légère blindée à Nîmes, lançait ses troupes à l'assaut de la plage, aux côtés des forces amphibies américaines. Les engins de débarquement français jetaient dans la bataille leurs chars AMX-10 RC à roues, tandis que deux aéroglisseurs géants américains, opérant pour la première fois en Méditerranée, déversaient des Jeeps et blindés de reconnaissance.

La plage de Balistra a servi ainsi de décor à une répétition, à des fins d'instruction, de ce qui devrait se passer, en simulation plus réaliste encore, à la fin de la semaine, lorsque la manœuvre « Phinia » ira jusqu'à son terme : la récupération de quelque 630 ressortissants français et américains garés en otage par quelque 350 « miliciens » d'une faction anti-gouvernementale dans un pays ami de la France et des États-Unis mais déstabilisé par une crise intérieure.

Une violence récurrente

Ce sont les Français qui ont proposé ce thème d'exercice aux Américains, il y a un peu moins d'un an. Au total, 14 000 hommes (9 000 Américains à bord de sept bateaux et 5 000 Français embarqués sur quatorze navires) ont été mobilisés pour la circonstance. Avec, pour la première fois réunis devant la Corse, le porte-avions américain *Théodore Roosevelt* et le *Guadalcanal*, et les porte-avions français *Foch* et *Clemenceau* spécialement aménagés en porte-hélicoptères pour acheminer sur place les hélicoptères Puma ou Gazelle et les commandes de la Force d'action rapide (FAR).

« Phinia », dit le vice-amiral Tripière, commandant l'escadre de la Méditerranée et responsable de la phase navale de l'exercice, est une opération du temps de crise où la violence est retenue. Nous ne pratiquons pas la politique de la canonnade. Il s'agit de récupérer des otages qui servent de leviers à un chantage. En écho, le vice-amiral d'escadre Duboit, préfet maritime

Les équipes de football de France et de République d'Irlande ont fait match nul (0-0) mardi 7 février à Dublin. Cette rencontre amicale a permis aux Français de Michel Platini de préparer efficacement leur difficile déplacement du mois de mars en Ecosse dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 1990.

DUBLIN de notre envoyé spécial

Michel Platini relève le col de son perçage bleu marine. Rabattues par les rafales d'un vent tourbillonnant, les gouttes de pluie viennent s'écraser sur son visage. D'un pas hésitant, il regagne les vestiaires du stade Dalymount Park de Dublin. Ses chaussures de ville patinent dans la boue.

L'homme est trempé, mais le sélectionneur est heureux. L'équipe de France vient d'obtenir un match nul face à l'Irlande. Dans une semaine, le mardi 14 février, elle rencontrera l'équipe d'Argentine à Londres, deuxième étape d'un programme « spécial otage-Manche ». Le nouveau sélectionneur entend ainsi roder ses joueurs au style de jeu bri-

Grande favorite pour le titre mondial du slalom spécial, la Suisse Vreni Schneider a été battue mardi 7 février, à Beaver Creek, par la Yougoslave Mateja Svet, sa dauphine des Jeux olympiques de Calgary.

VAIL de notre envoyé spécial

Un temps à se blottir sous une montagne de couvertures en regardant la glace décorer les vitres de la chambre. Un froid qui coupe la respiration et rend tous les efforts difficiles. Voilà ce qui attend les jeunes femmes qui chaussent leurs skis pour disputer le titre mondial de slalom. Le mercure stationne à -36 degrés centigrades. L'Américaine, Tamara McKinney, récente gagnante du combiné, signe le meilleur temps. Seule la Yougoslave Mateja Svet, médaillée d'argent aux Jeux olympiques de Calgary, est à 4 centièmes. Et, surprise, la Suisse Vreni Schneider, la reine de

Calgary, invaincue cette année dans les disciplines techniques, accuse un retard de 1 sec. 47. « J'ai eu peur de sortir du tracé, explique-t-elle. Trois skieuses avant moi avaient fait cette faute au même endroit, alors j'étais contrainte ». En fait la piste était déjà considérablement dégradée quand elle est partie avec le dossard n° 14. Mais rien ne semble perdu pour Vreni. Son entraîneur estime qu'elle peut rattraper son retard dans la deuxième manche « plus rapide ». Marc Biver, l'agent qui défend ses intérêts comme ceux de Pierre Zubrigue, est tout aussi confiant : « C'est un jeu pour elle de se surpasser dans les secondes manches ». Excès d'optimisme ? Abus de confiance ? Que peut craindre le rouleau compresseur helvétique ?

Bref, la première « dramatique » de ces championnats du monde est en train de se nouer. Finies les polémiques sur le matériel. Voici l'heure des émotions. Voici la seconde manche. Au départ, Vreni Schneider, agressive, boxe les piquets à ressorts. Une démonstration de grand style. Elle assomme le chronomètre : 56 portes en 46 s 4. Une performance qui lui permet de combler son retard de la première manche sur l'Américaine McKinney, quand s'inscrit son nom en haut du tableau lumineux. Le temps d'un éphémère triomphe. Car Mateja Svet n'est pas encore battue. La Yougoslave ne l'est jamais. Elle ne le sera pas. Dans cette deuxième manche, elle défend son capital temps avec acharnement, comme le lui a enseigné naguère le bon professeur Petrovick.

RÉSULTATS

Slalom spécial dames à Beaver-Creek

1. M. Svet (Youg.), 1 mn 30 s 88 ;
2. V. Schneider (Suisse), 1 mn 31 s 49 ;
3. T. McKinney (E-U), 1 mn 31 s 56 (0.9, Manassas (Fra.), 1 mn 33 s 45 ;
4. P. Freiber (Fra.), 1 mn 33 s 60 (...)
12. D. Mogore-Tlaika (Fra.), 1 mn 34 s 10.

● L'hospitalisation de Borg. — L'ancien champion de tennis Björn Borg a été hospitalisé pendant quatre heures mardi 7 février à la polyclinique de Milan pour y subir un lavage d'estomac. Le Suédois avait absorbé, pas des barbituriques, mais une benzodiazépine, du Rohypnol, aux effets hypnotiques et sédatifs entraînant des crises en cas de surdosage. La police italienne n'exclut pas une tentative de suicide mais cette hypothèse a été démentie par l'agent de l'ancien champion Ingemar Alverdal. Björn Borg envisageait d'épouser prochainement la chanteuse de rock italienne Lorenza Berta, mais les noce avaient été repoussées, l'Eglise catholique ayant refusé un mariage religieux.

● Mort du champion cycliste Robert Oubron. — Né le 18 avril 1913 à Goussainville, Robert Oubron, qui vient de mourir, avait été cinq fois champion de France de cyclo-cross, entre 1941 et 1946. Vainqueur du Critérium international à quatre reprises (1937, 1938, 1941, 1942), il se montra pratiquement imbattable pendant près de dix ans, récoltant le fruit de son adresse et de son application.

SKI ALPIN : les championnats du monde

Svet, bombe glacée

Un acharnement qui lui avait permis d'accrocher les places d'honneur, et qui lui donne aujourd'hui la victoire. Une consécration attendue depuis vingt ans en Yougoslavie : elle couronne la qualité du matériel national (déjà prouvée par Stenmark), la « recherche des techniques et le courage des athlètes. Et voilà comment par un temps de glace, s'écrit à l'heure de l'histoire du ski.

SERGE BOLLOCH.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES

DU GREFFE

DE LA COUR D'APPEL DE COLMAR
Par arrêt définitif du 16 septembre 1988 de la chambre des appels correctionnels de la cour d'appel de Colmar, M. HÉLÉRIC Joseph, Antoine, Martin, né le 23 octobre 1956 à Strasbourg, président-directeur général de la SA Confidentia, ex domicilié 1, rue de la Division-Leclerc à Petersbach (67), a été condamné à 25 000 F d'amende pour fraudes et tentatives de fraudes sur des produits dénommés Whisky, Vodka, vins de Bordeaux et des Corbières, publicités mensongères et fausses indications d'origine.

La cour a, en outre, ordonné la publication aux frais du condamné du dispositif de l'arrêt dans le *Monde*, l'*Expansion* et les *Dernières Nouvelles d'Alsace* dans les conditions et sous les modalités qui ont été prescrites par le présent arrêt.

Pour extrait conforme, transmis à M. le Procureur général, le greffier de la chambre des appels correctionnels.

EXTRAIT DES MINUTES

DU GREFFE

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la troisième chambre de la cour d'appel de Paris du 4 octobre 1988, M. ROUSSEAU Pascale, né le 23 mai 1957 à Choisy-le-Roi (94), 15, avenue Gambetta, a été condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis et à 5 000 F d'amende.

Pour : infraction aux mesures générales d'hygiène et de sécurité.

La cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Monde* ;

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 10 jours sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 15 de l'avenue Gambetta à Choisy-le-Roi (94), où M. ROUSSEAU Philippe exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

P. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES

DU GREFFE

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la troisième chambre de la cour d'appel de Paris du 17 octobre 1988, M. ROUDEAU Roger, Pierre, né le 5 octobre 1921 à Commenant (29), et demeurant à Paris (6^e), 57, bd du Montparnasse, a été condamné à 3 mois d'emprisonnement avec sursis et à 20 000 F d'amende.

Pour : détention de documents falsifiés, contrefaçon ou contrefaçon.

La cour a en outre ordonné, aux frais du condamné :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *le Monde* et le *Figaro*.

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 7 jours, sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 57, bd Montparnasse à Paris (6^e), où M. ROUDEAU Roger exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

P. LE GREFFIER EN CHEF.

Une di

Le Monde CAMPUS

Pour sauver les bibliothèques

Les bibliothèques universitaires sont dans un état critique. Le « rapport Miquel » préconise un effort considérable de constructions et de recrutement et le quadruplement des crédits de fonctionnement.

« **U**n seul exemple : soit-on que la bibliothèque universitaire de Paris-VII (Jussieu), en sa section lettres, n'offre sur le campus que 44 places disponibles pour environ 12 000 étudiants en lettres et sciences humaines, soit environ 0,004 place par étudiant (ou 270 étudiants pour la même place) ? Appliqués au chemin de fer métropolitain, cette équation ferait passer aux heures dites de pointe une rame d'une seule voiture chaque demi-heure. »

Dès le premier paragraphe, le ton est donné. Commandé en juin dernier par le ministre de l'éducation à M. André Miquel, professeur au Collège de France et ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale, réalisé au pas de charge par une petite équipe d'une dizaine de personnes qui a auditionné bon nombre de personnalités compétentes, remis début novembre et promis à une publication prochaine à la Documentation française, le rapport Miquel sur la situation des bibliothèques universitaires est un véritable réquisitoire contre « la politique de laisser-faire, voire l'absence de toute politique », dont souffrent les B.U. depuis une bonne dizaine d'années.

Le diagnostic est accablant. Les bibliothèques constituent « une des zones sinistrées de l'ensemble universitaire ». Elles manquent de tout, et d'abord de locaux. L'exemple liminaire de la bibliothèque des lettres de Paris-VII est sans doute extrême. Le royaume des B.U. n'est pas dans l'ensemble à ce point abject, mais les chiffres sont sans appel. La norme généralement admise pour les bibliothèques est de 1,5 mètre carré par étudiant. On se situait, en France, à 0,73 mètre carré en 1970; on est tombé à 0,65 mètre carré actuellement. Encore ne s'agit-il que d'une moyenne. L'absence quasi totale de construction depuis le milieu des années 70, jointe à la croissance régulière des effectifs étudiants (le nombre des entrées en B.U. a encore augmenté de 25 % au cours des quatre dernières années), explique cette « saturation complète » des capacités d'accueil. A lui seul, souligne le rapport, le déficit en région parisienne peut être évalué à 6 000 places.

Les comparaisons internationales sont peu flatteuses : une place pour treize étudiants en moyenne, contre une pour six étu-

dants en Grande-Bretagne, en Allemagne, aux Etats-Unis. Dans ces conditions, il n'est pas vraiment surprenant de constater que près de la moitié des étudiants ne font même pas la simple démarche de s'inscrire à la bibliothèque universitaire et préfèrent acheter livres et manuels ou s'en tenir au savoir « tout cuit » des photocopies et documents de T.D., plutôt que se lancer à « la recherche crue et hasardeuse d'une information personnelle ». C'est d'autant moins étonnant que les conditions d'accueil dans les B.U. ne facilitent pas leur utilisation.

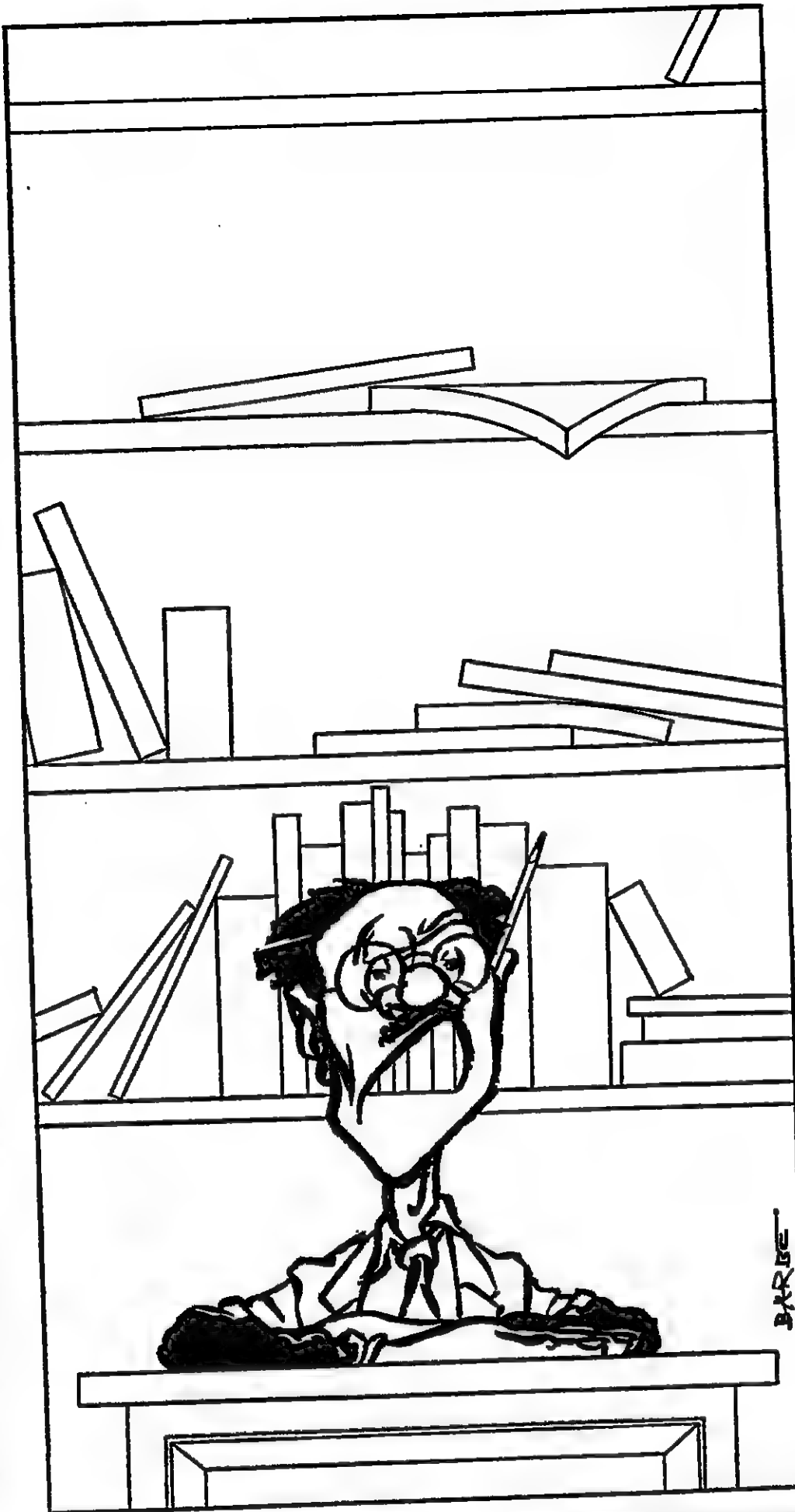
Horaires

étriqués

Certes, des efforts ont été faits au cours des dernières années, en particulier pour développer les rayons en libre accès. Mais les horaires restent largement inférieurs à ceux de leurs principales homologues étrangères : la moyenne est d'environ quarante heures par semaine contre soixante à quatre-vingts heures en Allemagne.

Ces horaires étiés résultent, sans doute, du refus des organisations de personnels d'envisager une répartition plus flexible de leurs charges de travail pour qu'elles soient mieux adaptées aux fortes variations de fréquentation au cours de l'année universitaire. Mais le problème de fond est ailleurs : le manque de places se double d'un manque dramatique d'effectifs. « Le recrutement des personnels n'a absolument pas suivi l'accroissement du nombre des étudiants », souligne le rapport Miquel.

Au contraire, ce secteur a été l'un des plus durement touchés par les suppressions d'emplois : 188 postes de 1985 à 1987, soit un peu plus de 5 % de l'effectif global. Ces coupes dans les effectifs n'ont été que partiellement compensées par l'effort remarquable d'amélioration de la productivité des B.U. : informatisation du prêt à domicile; mise en œuvre du catalogue collectif national qui permet de localiser près de 200 000 titres de périodiques disponibles dans 2 600 bibliothèques françaises (universitaires et autres); enfin développement spectaculaire du prêt interbibliothèques grâce à une messagerie télématique qui va être complétée par un système d'archivage et de



transmission électronique des documents.

Mais cette modernisation a masqué l'une des raisons qui expliquent l'indifférence entourant le sort des bibliothèques. La baisse globale des effectifs résulte, aux yeux de la commission Miquel, d'une analyse erronée du rôle des personnels spécialisés : ceux-ci ont été assimilés à des personnels d'intendance et de gestion, dont le nombre diminuerait en raison directe de l'informatisation. Alors que, bien au contraire, l'activité des bibliothèques est une activité de service étroitement liée à l'encadrement pédagogique et à la recherche.

Cette reconnaissance, de moins en moins nette, de leur rôle spécifique explique, pour une bonne part, la « profonde lassitude » des personnels des bibliothèques. D'autant que, dans bien des cas, les B.U. demeurent coupées du reste de l'université. Coexistence polie ou ignorance réciproque marquent traditionnellement en France les relations entre universitaires et bibliothécaires. Ni l'affirmation pour la première fois, par la loi Savary, que l'information scientifique est l'une des missions de l'université ni la création, au sein des universités, de services communs de la documentation n'ont véritablement réussi à rompre cet isolement.

La survie

de notre langue

Dernier élément du diagnostic : les B.U. manquent de crédits. Notamment pour mener une politique vigoureuse d'acquisition d'ouvrages ou d'abonnements aux périodiques. Le constat dressé par le rapport Miquel est, à cet égard, des plus sévères. « Le pouvoir d'achat, par étudiant d'une B.U. française est inférieur de quatre à neuf fois à celui d'une B.U. étrangère. A de très rares exceptions près, les bibliothèques universitaires de notre pays sont en dessous du seuil minimal où l'on peut véritablement parler de collections. »

Les rapporteurs soulignent qu'aucune des soixante B.U. françaises n'acquiert actuellement plus de 15 000 volumes par an, alors que seulement trois bibliothèques universitaires allemandes sont en dessous de ce niveau. Manque de locaux, de personnels et de crédits : pour redresser la barre, la commission Miquel propose un traitement de choc. Car il ne s'agit pas seulement de réparer ce « scandale », mais d'affronter des enjeux qui commandent l'avenir dans quatre domaines.

GÉRARD COURTOIS.

(Lire la suite page 17.)

Une direction menacée

PARADOXALE situation : au moment où le ministère de l'éducation semble enfin se pencher sur le sort des bibliothèques universitaires, où il redresse d'urgence leurs crédits de fonctionnement pour 1988 et 1989 et prépare le budget 1990 dans la perspective tracée par le rapport Miquel, il envisage, dans le même temps, de supprimer leur administration de tutelle : la direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique (DBMIST).

Un projet de réorganisation de l'administration centrale, que le ministère espère mettre en place rapidement, conduit en effet que « la DBMIST a trop grossi tout en restant isolée de l'ancienne direction générale » (Le Monde du 28 janvier). Il propose donc que les constructions et la gestion des B.U. soit confiée à la nouvelle direction de la programmation et

des moyens. Et que les personnels des bibliothèques relèvent, désormais, de la direction des personnels de l'enseignement supérieur.

Cette menace de démantèlement a suscité de vives réactions dans la communauté des bibliothécaires. Pourquoi l'information scientifique et la documentation, qui est l'une des grandes missions de l'université au terme de la loi Savary, serait-elle privée d'une direction à part entière, alors que les autres missions — formation et recherche — conservent la leur ? Pourquoi supprimer la DBMIST, au moment où le rapport Miquel recommande une politique globale en faveur des B.U. ? Ne serait-il pas plus logique d'élargir ses missions et d'accroître ses moyens ?

Une telle réaction, estime-t-on au ministère, relève davantage de

la défense d'une corporation que de l'intérêt bien compris des B.U. Celui-ci passe par une meilleure intégration des bibliothèques dans les universités et par un renforcement de leurs moyens. D'où la volonté de rattacher les bibliothèques à la direction de la programmation, afin qu'elles soient placées au cœur de l'université, au lieu d'apparaître, comme trop souvent actuellement, comme des appendices et des services annexes.

C'est la meilleure façon, estime-t-on, d'obtenir que les problèmes des B.U. soient effectivement discutés dans les conseils et pris en compte dans la politique contractuelle que le ministère va engager avec les universités. Et en dépit d'un indéniable effort de modernisation, l'évolution des crédits des B.U. et leurs réductions de personnels au cours des dernières années montrent que

l'existence d'une direction à part entière n'est pas forcément le gage d'une défense efficace des intérêts des bibliothèques.

Dans cette querelle, les bibliothécaires ont d'autant moins de chance d'être entendus que les présidents d'université perçoivent souvent la B.U. comme un Etat dans l'Etat. La conférence des présidents ne s'est d'ailleurs pas émue outre mesure de la suppression éventuelle de la DBMIST. Quant à M. André Miquel, s'il estime que cette mesure ne peut être ressentie que comme un « symbole » fâcheux, il recommande dans son rapport que les missions de la DBMIST soient « réexaminées » et que soit créé, de manière plus large, un conseil supérieur des bibliothèques. C'est reconnaître que l'expérience de la DBMIST n'a pas été totalement convaincante.

G. C.

SATURN

Un Consortium paneuropéen rassemblant des industriels et des universitaires de toute l'Europe y compris l'Europe du Nord organise en France

UNE GRANDE PREMIERE EUROPEENNE pour RESPONSABLES DE FORMATION ET FORMATEURS.

un séminaire de 4 jours les 13, 14, 15 et 16 mars 1989.

" L'EXPERTISE EUROPEENNE " ENSEIGNEMENT A DISTANCE FORMATIONS MULTIMEDIA

avec la participation des experts européens les plus réputés.

Pour informations détaillées et inscriptions dans la limite des places disponibles s'adresser à

Ecole Polytechnique Formation Continue
Madame Christine Nora — 81128 Palaiseau Cedex
Téléphone : (1) 60 19 40 18 Télécopie : (1) 69 41 94 42
SATURN PO Box 564, Walton Hall, Milton Keynes MK7 6DG, UK.

مركزنا من الأصل

Les Trissotin de la pédagogie

UN enseignement secondaire digne de ce nom suppose deux conditions : des professeurs compétents, donc recrutés à un haut niveau, donc correctement payés, et des classes n'excédant pas vingt-cinq élèves.

Or les projets gouvernementaux ne vont pas dans ce sens : les nouveaux professeurs de collège enseigneront deux disciplines, comme ils le font déjà ; les professeurs certifiés — qui enseignent une seule discipline —, jugés désormais trop savants pour les collèges, seront invités à exercer dans les lycées à la place des agrégés requis par le supérieur. Il en résultera, à l'évidence, une baisse de la qualité de l'enseignement. Quant aux effectifs pleurothoriques, leur décreusement sera lent et limité.

Mais peu importe. Tout va changer puisque désormais les professeurs seront rémunérés au mérite. Belle trouvaille ! Il y a belle lurette qu'il en est ainsi. Contrairement à ce qu'on essaie de faire croire au public.

Ce qui est grave, c'est que sous couvert de nouveauté on veuille encore aggraver ce système et surtout y substituer des critères qui n'ont rien à voir avec la qualité de l'enseignement dispensé, critères dont le flou ne parvient pas à dissimuler le caractère inéquitable. En effet, pour « mériter » les professeurs devront « s'impliquer » dans des tâches « d'animations » (le grand mot est lâché) chères aux apôtres du « travailler autrement », et comme on ne peut pas tout faire, ce sera au détriment du sérieux de l'enseignement et en particulier de la préparation des cours. Au moment où l'enseignement est presque guéri des errements de naguère, voilà qu'on ressort les gadgets et qu'on remet en selle des Trissotin de la pédagogie. On veut leur réserver primes, indemnités et promotions. Tant pis pour les professeurs qui s'obstinent à consacrer leur temps et leurs efforts à l'exercice de leur métier. Ils devront se résoudre à être toujours aussi mal payés.

COLETTE et ROBERT GEAL,
professeurs certifiés
collège Tournon
(Ardèche).

La colère des enseignants

Les réactions des enseignants aux déclarations de M. Rocard et aux propositions de M. Jospin ont été d'une grande vivacité. Heurtant profondément les convictions de la majorité d'entre eux, ces initiatives ont suscité une opposition qui s'est exprimée par deux jour-

nées de grève dans l'enseignement secondaire et une manifestation nationale d'instituteurs. L'ampleur de ces réactions à des propositions émanant d'un gouvernement de gauche — et donc proche de la sensibilité de la majorité des enseignants — et assorties de mesures

financières non négligeables a pu surprendre l'opinion. Le très abondant courrier que nous avons reçu de nos lecteurs enseignants à ce sujet peut aider à comprendre les raisons de leurs protestations et l'origine de leur malaise. Nous en publions de larges extraits.

La performance de l'acteur

ON s'extasie en général sur la performance physique d'un acteur connu jouant une pièce de théâtre de trois heures chaque soir, cinq jours par semaine, et personne ne conteste ni la valeur de l'intense travail de préparation que cela nécessite ni la dépense énergétique mise en jeu à chaque spectacle.

Cependant lorsqu'un professeur agrégé fait quinze heures de cours par semaine devant trente-cinq à quarante jeunes plus ou moins attentifs, personne ne réalise combien c'est épuisant physiquement et nerveusement, combien cela s'apparente au travail d'un acteur qui doit perpétuellement captiver son auditoire et non pas à la banale routine que dénoncent tous ceux qui n'ont jamais enseigné !

Quant à la préparation des cours, des travaux pratiques, des exercices et des devoirs, c'est un travail passionnant, mais qui nécessite une qualification sérieuse, beaucoup d'investissement personnel et de temps ; et si la tâche de correction est notre « calvaire » à tous (car elle est fastidieuse et longue si elle est bien faite), on la sait indispensable aux progrès des élèves et on l'assume sans faiblir.

Je passe sous silence les durées de concertation entre collègues, les conseils de classe qui se terminent à 20 heures, les réunions avec les parents (fondamentales, mais certains professeurs ont en charge plus de deux cents élèves différents !).

Si le contact existe, si le courant passe avec les élèves, l'enseignant

est payé de tous ses efforts et son métier est « le plus beau du monde ». Si ce n'est pas le cas, ce peut être l'enfer.

En tout cas, la plupart des enseignants ne méritent certainement pas la campagne de démolition systématique qui consiste à les montrer du doigt comme des fainéants toujours en vacances.

JEAN-PAUL BOUCHOUX,
professeur de sciences physiques
(Nantes).



A qui la faute ?

L'INTENTION de M. Rocard de lier une amélioration de la fonction enseignante à une rénovation du système éducatif, qui serait, selon lui, générateur d'échecs, semble prouver que la gauche gouvernementale persiste dans une politique proche de la diffamation à l'égard du corps des professeurs, puisqu'elle suggère fortement qu'il est en bonne partie responsable de ces échecs scolaires que le premier ministre déplore. C'était déjà la tactique suivie par M. Savary et son entourage, qui avaient préféré mettre en cause les enseignants plutôt que d'analyser les conditions de fonctionnement du système éducatif.

Comment accepter, en effet, les menaces insidieuses du pouvoir et ses constantes dérobades devant les revendications dont il reconnaît lui-même le bien-fondé, alors que depuis des années les enseignants et leurs organisations dénoncent le refus de l'Etat de prendre en compte les causes profondes du malaise éducatif ? Faut-il une fois de plus rappeler les lacunes les plus criantes : conditions matérielles d'enseignement insuffisantes (lycées vétustes, mal conçus, surpeuplés) ; programmes élaborés de façon autoritaire et fréquemment conçus de manière désastreuse ; organisation des différentes séries au profit (et peut-être au détriment) des toutes-puissantes mathématiques ; réduction ou suppression

des possibilités de déboulement ; maintien d'horaires épuisants pour les élèves et les professeurs ; absence à peu près totale d'environnement culturel (bibliothèque) ou de possibilités de les utiliser ; insuffisance, au niveau des classes de seconde, de filières d'orientation et de structures d'accueil qui permettraient de diriger vers des secteurs de formation une masse d'élèves qui perdent leur temps dans l'enseignement général et qui s'y retrouvent effectivement en situation d'échec. Les véritables carences se situent au niveau de l'organisation, et seul l'effort d'adaptation des enseignants et des élèves a pu assurer le fonctionnement du système, et souvent efficacement, quoi qu'en dise M. Rocard, qui paraît, il est vrai, avoir une vision singulièrement naïve du problème, puisqu'il avoue, comme l'a déjà fait M. Jospin, que l'état de l'éducation nationale l'a fâcheusement surpris. Etant donné l'ampleur des responsables socialistes que leurs liens avec le monde enseignant devraient avoir mieux renseignés !

Ce qui est clair, en tout cas, c'est que la gauche au pouvoir, qui, dans une première phase (Savary-Chevènement), avait durément dénoncé dans la gestion du système éducatif, dont elle avait rendu plus difficiles les conditions de fonctionnement, se prépare, pour sa deuxième phase, à des échecs tout aussi graves en refusant — pour quelles puissantes raisons ? — de reconnaître que ni les enseignants ni les élèves ne détiennent la moindre parcelle de pouvoir dans l'organisation de l'enseignement et qu'ils dépendent, au contraire, d'un système de gestion (administratif, politique) qui, assurant la conception de l'ensemble de la scolarité, doit assurer la responsabilité de ses événements. En choisissant de frapper sur les victimes, en refusant d'analyser les carences de l'Etat, le premier ministre affirme l'innocence de la classe politique, qui lui en sera reconnaissante. Mais il risque, faute de parler vrai, d'aggraver, comme ses prédécesseurs et peut-être plus durablement, les conditions d'enseignement et d'obscurcir le proche avenir. Est-ce là son projet ?

P.J. GALTAYRIES
Lycée Guy-Lessac (Limoges).

J'étais non gréviste

PROFESSEUR d'histoire dans un collège de Saint-Etienne, syndiqué au SGEN-CFDT, je n'ai pas fait la grève lancée au plan national par le SNES, qui refuse en bloc l'ensemble des propositions récentes de Lionel Jospin.

Loin d'être indifférent à la situation médiocre que nous vivons tous (ayant la possibilité de donner quelques cours en lycée, j'ai vu l'an dernier ce que donne une classe de seconde de 39 élèves), je pense, ainsi qu'un certain nombre de collègues de mon établissement, que les mots d'ordre proposés aujourd'hui par le

SNES ne vont guère dans le sens de la transformation de notre système scolaire. A focaliser la grève des profs sur le bulletin de salaire (scandaleusement léger pour un grand nombre, c'est vrai) et la défense du corps des certifiés, on évacue la nécessaire transformation des manières de travailler, qui, n'en déplaise au SNES, ne passe pas uniquement par la manne financière.

Alors nous par exemple continuer à intégrer à nos élèves les horaires de cours les plus lourds de la planète ? Que de moyens en temps et en énergie l'on pourrait dégager si l'on revoitait l'organisation du travail, et pour les élèves, et pour les profs ! Mais dès que l'on aborde ce sujet, certains enseignants y voient une remise en question de la sacro-sainte notion de service. Or qu'est-ce que le service d'un professeur de collège ou de lycée ? Officiellement un nombre X d'heures de cours, en gros entre quinze heures et vingt heures hebdomadaires, selon les statuts et les matières enseignées. Nous savons, pour le vivre quotidiennement, qu'à ces heures s'ajoutent, surtout en collège, un certain nombre de tâches, concertations entre collègues, réunions avec les parents, conseils de classe, suivi des élèves.

La métier d'enseignant évolue comme beaucoup de professions : pourquoi refuser alors la redéfinition du service des profs, comme le fait le SNES, lorsqu'il se contente de revendiquer « dix-huit heures pour tous » sans autre commentaire. Ne laissons pas les jeunes qui débutent dans le métier : ils devront, peut-être plus que leurs aînés, être à la fois compétents dans leur matière, attentifs aux difficultés de leurs élèves, capables de travailler en équipe : une pratique encore peu répandue dans le monde enseignant et qui pourrait, à condition d'être bien maîtrisée, faire gagner un temps précieux. De telles exigences impliquent bien sûr des gens motivés donc correctement payés : la revalorisation des salaires est une urgence reconnue de tous. Elle ne doit toutefois pas masquer la nécessité d'une mutation des mentalités.

MATHILDE DUBESSET.

Je ne suis pas communiste

JE vous en prie : renoncez à accoler systématiquement au SNES la formule usée « dirigé par les communistes ». Vous avez mieux à faire : cela tient de la « rumeur ».

Je ne suis pas communiste et ne l'ai jamais été. La plupart des professeurs qui sont au SNES sont comme moi. Qu'il y ait des communistes parmi nous, c'est possible et c'est leur droit ! Ne dites pas qu'ils nous dirigent, ne laissez pas entendre qu'ils nous manœuvrent : les enseignants sont assez grands et assez individualistes, croyez-moi, pour être préservés de ce risque !

Où voulez-vous que nous nous syndiquions ? Dans la tendance UID de la FEN impliquée depuis trente ans dans la dégradation de l'éducation nationale ? Prête à reconquérir, sous le nom de « professeurs de collège », l'expérience désastreuse des PEGC pour maintenir et même accroître son champ de syndicalisation. Croyez-vous qu'elle soit motivée par l'intérêt des élèves ? Qu'elle veuille convaincre les jeunes étudiants d'entrer dans ce corps dévalisé ? Que nous allons

Question de dignité

VOUS avez rendu compte de l'enquête menée par le ministère de l'éducation nationale auprès du milieu enseignant. Il me semble que deux conclusions méritent d'être davantage analysées.

1°) Les professeurs, apparaît-il, ne veulent pas travailler plus pour gagner plus. A la vérité, la majorité des professeurs sont des femmes, et la plupart des femmes, quelle que soit leur catégorie socioprofessionnelle, manquent plus de temps que d'argent : généralement mères, et mères de famille, elles cumulent deux journées de travail.

2°) Il n'est pas exact de considérer que la durée hebdomadaire de travail des professeurs interrogés soit équivalente en moyenne annuelle aux deux tiers de celle d'un employé. En effet :

a) Beaucoup de professeurs passent une bonne partie de leurs vacances « intermédiaires » (Tours-saint, Noël, etc.) à corriger des copies, et une bonne partie de leurs grandes vacances à faire des lectures de fond.

b) Il n'est pas possible de comparer le travail d'un employé (ou d'un cadre) et le travail d'un professeur. Les heures de cours sont des heures « denses », les heures de bureau sont des heures « poreuses ». En présence d'élèves (ou d'étudiants), aucune seconde d'inattention n'est permise.

Tant que l'opinion publique et les pouvoirs publics considéreront que les professeurs travaillent moins que les autres fonctionnaires, le malaise de l'enseignement perdurera. Ce n'est pas seulement pour les intéressés une question d'argent, c'est surtout une question de dignité.

C'est pourquoi il serait maladroit de lier la revalorisation des traitements des professeurs (c'est-à-dire leur alignement sur celui des autres fonctionnaires) à l'accroissement de leur charge de travail (par des activités post-pédagogiques, péri-scolaires...). En revanche, il serait normal de lier les primes qu'ils pourraient toucher à la qualité de leur enseignement (ou au nombre de copies corrigées, par exemple). Après tout, les membres du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes perçoivent tous le même traitement (indiciaire), mais leurs primes varient selon le nombre de recours qu'ils ont traités ou de classes qu'ils ont vérifiées.

JEAN-FRANÇOIS KESLER,
professeur d'université
conseiller municipal
de Châteauneuf.

Doléances d'un maistre

L'EDIT éditorial, après avoir lu la lecture dudit projet de M. le Ministre d'Etat en charge de l'éducation, après un moment de réflexion sur le tout, a délibéré.

1. Qu'il plaise à M. le Président d'ordonner et de permettre que toute espèce d'enseignement ait droit à la considération de la nation pour le travail effectué, nonobstant le mépris dans lequel ils sont tenus.

2. Qu'en particulier il soit rappelé à M. le Premier ministre ainsi qu'à M. le Ministre d'Etat que les projets ambitieux et bien fondés qu'ils ont pour l'éducation de la nation ne peuvent se conduire qu'avec l'assentiment des enseignants et non en les conduisant à la désespérance.

3. Qu'il soit bien compris que nous sommes prêts à poursuivre et à amplifier les efforts que nous avons entrepris depuis maintes années — et ce dans l'ignorance de trop de citoyens — afin que les citoyens de demain, desquels nous avons en charge l'éducation, contribuent à ce perfectionnement général et graduel de l'espace humain.

4. Sachant que dans les quarante dernières années la nation n'a pu secourir suffisamment l'adulte éducatif car, tout à tour, les guerres menées aux colonies, la création d'armes nouvelles de dissuasion, les contraintes économiques venues des puissances du Levant et de la monnaie des Amériques ont occupé ses finances, demandons que les

efforts de demain soient à la hauteur nécessaire et non à la manière d'escamoteur.

5. Que pour ce faire il nous soit donné traitements et vacations décentes en lieu de la portion congrue à laquelle nous sommes aujourd'hui réduits, comme en témoignent, en notre métier, la prédominance de la gent féminine et le recours de plus en plus fréquent aux auxiliaires nés dans nos anciennes colonies.

6. Qu'il soit bien entendu que nos résultats ne peuvent facilement se mesurer, et que pour cette raison il serait inéquitable de lier l'octroi de deniers supplémentaires aux exploits de nos élèves, comme cela l'aurait été si quelques esprits dérangés avaient demandé aux auxiliaires de la médecine de guérir mieux et plus vite ceux qui souffrent. Nous avons d'ailleurs la modestie de penser que la formation des esprits n'est tâche ni moins noble ni moins estimable que celle de guérir les corps.

7. Que les temps où un gouvernement pouvait se contenter de l'éducation de l'élève (un quelconque des systèmes (de la République ou cléricale) aux dépens de l'autre en faisant croire qu'il s'agissait de réformes) soient révolus ; qu'en conséquence tout échec ne trouve ses origines que dans la maladresse des gouvernements et non des gouvernés.

CLAUDE NICOT,
professeur certifié d'histoire
et de géographie,
collège Brizeux
(Quimper).

**INSTITUT NATIONAL DES
TELECOMMUNICATIONS
ECOLE DE GESTION**

Formation de Cadres Supérieurs de Gestion
Spécialistes des Systèmes d'Information
(Télécommunications, Télématique, Informatique,
Bureautique)

Concours d'entrée : 8 et 9 juin 1989 pour titulaires :
- Prépas (Math Spé, HEC)
- DEUG Sciences Eco, Sciences
- DUT Gestion, Informatique

Durée des études : 3 ans Inscriptions avant le 30 avril 1989 :
I.N.T. PIECE C 109 - 9 RUE CHARLES FOURIER
91011 EVRY CEDEX - Tél. : (1) 60 76 46 98 - 60 76 46 99

Les stages de

Les stages de... (text continues in a column on the right side of the page, partially cut off)

Les stages de... (text continues in a column on the right side of the page, partially cut off)

Pour sauver les bibliothèques

(Suite de la page 15.)

Celui de la pédagogie d'abord. Il serait grave en effet que « les inévitables difficultés qui seront rencontrées avec l'afflux, souhaitable et attendu, d'un nombre croissant d'étudiants se résolvent au prix d'une véritable régression pédagogique ou d'un nombre élevé d'échecs ». Le renforcement de la fonction documentaire apparaît comme l'un des moyens de favoriser « l'autonomie et le travail personnel » d'étudiants de plus en plus nombreux.

Deuxième enjeu : « La situation actuelle est éminemment préjudiciable à la recherche. La formation et l'insertion de la recherche, qui est la fonction primordiale des bibliothèques universitaires, sont aujourd'hui compromises gravement et parfois inexistantes ». En dehors même de l'université, la situation des B.U. induit des « effets catastrophiques » sur l'édition scientifique en langue française, qui est « tarie à la source » par l'appauvrissement de la demande émanant des bibliothèques. La perspective européenne n'apporte pas davantage d'optimisme. « Si rien n'est fait, note sans détour André Miquel, notre pays risque d'être le parent pauvre de l'Europe, et pas seulement de l'Europe du Nord. Il y va de la survie de notre langue, de notre patrimoine et de notre tradition. »

370 000 m²

supplémentaires

Enfin, la situation très dégradée des bibliothèques universitaires risque fort de compromettre le projet de « très grande bibliothèque » lancé en juillet dernier par le président de la République. Car avec leurs 25 millions de livres, leurs 200 000 périodiques vivants et leurs 2 millions de thèses, les bibliothèques universitaires constituent l'un des principaux piliers d'appui potentiel de la grande bibliothèque et du système national d'information bibliographique qu'elle devrait constituer. « Qui ne voit, interroge le rapport Miquel, que sans les bibliothèques universitaires ou sans des bibliothèques universitaires extensives, cette entreprise perdrait une grande part de sa raison d'être. »

À la lumière de ces enjeux, les recommandations formulées par la mission Miquel sont « modestes ». Elles tiennent en trois chiffres. D'abord, pour revenir à 1 mètre carré par étudiant (pour 1 million d'étudiants), il serait nécessaire de construire 370 000 mètres carrés supplémentaires de bibliothèques universitaires, soit un investissement d'envi-

ron 240 millions de francs par an pendant dix ans.

Ensuite, pour permettre aux bibliothèques universitaires de fonctionner correctement avec un nombre d'étudiants en progression de 20 %, il faudrait recruter, d'ici à 1995, au moins 1 500 professionnels des bibliothèques, voire « le double si nous voulons nous trouver à parité avec nos partenaires européens ». Et il faudrait prévoir, insistent à plusieurs reprises les rapporteurs, une meilleure formation de ces personnels dont le métier est bouleversé par l'introduction des nouvelles technologies.

En troisième lieu enfin, la remise à niveau des crédits documentaires suppose que le budget de fonctionnement des bibliothèques universitaires soit porté à 600 millions de francs par an contre 145 millions cette année. Mais ces moyens nouveaux, pour spectaculaires qu'ils soient, ne seront rien, précise le rapport, « s'ils ne s'accompagnent de la définition d'une nouvelle politique et de l'avènement d'un nouvel esprit ». Une politique à la fois globale et décentralisée, dont l'ambition serait de placer effectivement

les bibliothèques au cœur des universités, comme un service mieux connu et reconnu, comme l'un des instruments privilégiés de la formation et de la recherche.

Dans l'immédiat, la commission Miquel fait une proposition concrète : accorder des moyens nouveaux « de manière préférentielle » aux universités qui présentent une politique documentaire cohérente et dynamique (regroupement de moyens entre bibliothèques centrales et bibliothèques d'UFR, extension du libre accès, élargissement des horaires d'ouverture, coopération avec les partenaires régionaux). On n'accepte pas au ministère de l'Éducation de retarder cette suggestion dès la négociation des premiers contrats Etat-universités, avant la prochaine rentrée.

Le rapport Miquel suggère deux initiatives plus soignées : la création d'un conseil supérieur des bibliothèques, « chargé de prévoir, de préparer et de suivre la mise en place des pôles et des réseaux de communication, l'évaluation des coûts et des résultats, la répartition des crédits correspondants et l'établissement de la carte des bibliothèques » ; la présentation d'un projet

de loi permettant de faire assumer par l'ensemble de la nation les enjeux d'une politique globale de documentation universitaire.

Le cri d'alarme, convaincant, du rapport Miquel troublait-il réellement le pieux silence des bibliothèques universitaires ? Amra-t-il plus d'écho et plus d'effet que de précédentes mises en garde (rapport Vendeuvre de 1981, rapport Verlot-Gattegno de 1985) ? Toute la question est là. Dès son arrivée Rue de Grenelle, M. Lionel Jospin a pris fait et cause, de manière spectaculaire, en faveur des B.U., en leur accordant pour 1989 une rallonge de 50 millions de francs, soit une augmentation de 64 % du budget initial. Ce redressement a été confirmé au budget de 1989. Mais on est encore très loin de l'effort financier jugé nécessaire par le rapport Miquel. Et aucun poste ne sera créé, cette année encore, dans les bibliothèques universitaires.

En décidant de commander ce rapport puis de le rendre public, M. Jospin a fait du défi des B.U. un défi personnel. Ambitieux pari !

GÉRARD COURTOIS.

Venir avec ses livres...

L'ORGANISATION des bibliothèques parisiennes devient de plus en plus intolérable. A la Sorbonne par exemple — mais c'est encore pis à la Nationale, — après avoir attendu entre vingt minutes et une heure à un guichet et obtenu (si vous avez de la chance) l'ouvrage désiré, vous cherchez désespérément une place pour vous asseoir. Pénible entreprise qui conduit plus d'une fois à travailler... par terre.

Bien sûr, on peut demander quatre livres à la fois (quelle aubaine !), mais à condition qu'ils concernent la même guichet. Sinon, vous devrez vous adresser au guichet voulu, lorsque le premier vous aura donné votre ouvrage et rendu votre bulletin de salle. Pendant l'attente, vous n'avez à votre disposition que quelques malheureux dictionnaires, s'ils ne sont pas déjà utilisés. Bref, quand on va à la bibliothèque, le

plus sûr est d'apporter ses propres livres...

Quand il s'agit d'emprunter, les choses ne s'arrangent pas : il vous faut, bien sûr, demander vos livres aux guichets, puis les faire inscrire sur votre carte au service de prêt, ouvert de 10 heures à 11 heures 45 et de 14 à 17 heures. Sachant que les étudiants suivent — parfois — des cours ou des conférences, et ajoutant la demi-heure d'attente au guichet, une fois sur deux, on arrive trop tard...

Dans ces conditions, entendre dire, avec lassitude ou dédain par tel président d'université, que les étudiants français en thèse ne lisent pas suffisamment et sont mal à l'aise avec les bibliographies... a de quoi rendre furieux lesdits étudiants. Surtout lorsqu'ils songent aux bibliothèques américaines ouvertes jusqu'à minuit.

ANNA FEURLET,
agréée de grammaire,
étudiante en thèse.



DROIT

Anthropologie
juridique

par Norbert Rodière

Ce manuel d'anthropologie juridique — une discipline jeune qui se donne pour objet de comprendre les règles de comportement des sociétés en privilégiant l'aspect juridique — est divisé en trois grandes parties : penser l'altérité, la vision de l'Occident ; penser la diversité, l'anthropologie juridique des sociétés traditionnelles ; penser la modernité, vers une anthropologie juridique du droit positif occidental.

★ Presses universitaires de France, collection « Droit fondamental », série Droit politique et théorique, 496 p., 165 F.

ÉDUCATION

700 métiers
selon vos goûts

par Yves Renard et Thérèse Galtier

Ce guide, qui s'adresse aux jeunes, aux parents, aux professeurs, et aux conseillers d'orientation, passe en revue sept cents métiers classés par critères de motivation et de carrière, pour chacun d'eux, à l'aide d'analyses et de résumés, les valeurs, les perspectives de promotion, le niveau de rémunération, et les débouchés.

★ Stock/Leaurence Pernoud, 515 p., 160 F.

GESTION

Comptabilité
générale

par Bernard Colasse

Plus particulièrement destiné aux utilisateurs des comptes annuels des entreprises et aux étudiants en droit, économie et gestion, ce manuel étudie la méthode comptable non seulement comme une technique de saisie et de traitement de données, mais aussi comme un outil de modélisation, et une pratique sociale.

★ Economica, collection « Gestion », série Politique générale, finance et marketing, 319 p., 150 F.

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDE, association responsable de ce service, au téléphone au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur internet : 36-15 JOBSTAGE.

MARKETING

Lieu : Les Mûles (13). Profil : bac+3. Formation : Gest/marketing. Durée : 3 mois min. Indemnité : à négocier. Obs. : développement de produits de formation en place d'un réseau. M 1229.
Lieu : Levallois-Perret. Profil : bac+3. Date : immédiat. Durée : 5 mois. Indemnité : 33 F/heure. Obs. : prise de rendez-vous avec des directeurs de ressources humaines. Télémarketing. Directeurs commerciaux pour préparer Carrefour des carrières commerciales. (Nécessaire avoir déjà fait du marketing téléphonique.) M 1219.
Lieu : Toulouse. Profil : bac+2. Date : février. Durée : 3 mois. Indemnité : à convenir. Obs. : étude de marché pour installer magasin de production alimentaire asiatique. M 1221.
Lieu : Le Plessis-Robinson. Profil : bac+2. Date : février. Durée : 3 mois. Indemnité : à convenir. Obs. : étude marketing d'un nouveau produit, réalisation enquêtes avec le service marketing, terrain, analyse des données avec rentrée sur micro. M 1219.
Lieu : Villeneuve. Profil : bac+1. Date : à déterminer. Durée : 1 mois. Indemnité : 2 000 F. Obs. : étude de marché. M 1194.
Lieu : Croix. Profil : bac+4. Date : septembre. Durée : 2 mois. Indemnité : 3 600 F/mois. Obs. : étude de marché pour le lancement d'un nouveau produit. M 1067.

INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Profil : bac+4. Inform/Economie. Date : indéterminée. Durée : indéterminée. Indemnité : à convenir. Obs. : développer des modules graphiques, gestion télécom pour logiciel boursier. 11227.
Lieu : Marnes-la-Coquette. Profil : bac+2 mini. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois avec embauche éventuelle.

Indemnité : 5 000 F/mois. Obs. : connaître micro, IBM, MS DOS, Lotus 1 2 3 SGSD (Oracle, Paradox). 11220.
Lieu : Montreuil. Profil : bac+3, 4. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Indemnité : à convenir. Obs. : aide à la mise en place, conceptualisation, système info (compta). Taux stagiaires. 11226.
Lieu : Boulogne-Billancourt. Profil : bac+2. Date : février. Durée : 4 jours. Indemnité : 500 F/jour. Obs. : présenter un logiciel de PAO au forum PC (après une formation de 2 jours). 11223.
Lieu : Issy-les-Moulineaux. Profil : bac+4. Durée : 2 mois. Indemnité : 2 000 F à 11 000 F selon compétences. Obs. : analyse et programmation du système de gestion sur gros systèmes ou sur micro. 11229.
Lieu : Toulouse. Profil : bac+2. Date : septembre. Durée : 4 mois. Indemnité : à déterminer. Obs. : écriture d'une application de gestion de production sous MULTLOG. 11062.

GESTION

Lieu : Calais. Date : à déterminer. Profil : bac+2. Durée : indéterminée. Indemnité : SMIC. Obs. : analyse des coûts des différents services de l'entreprise. G 1227.

COMMERCIAL

Lieu : Choisy-le-Roi. Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Indemnité : fixe + commissions. Obs. : développer l'audience de revues informatiques et participer à la diffusion d'espaces publicitaires (listing + proposition). M 1225.
Lieu : Paris. Profil : bac+2. Date : février. Durée : 2 à 3 mois. Obs. : étude de marché, prospection clients (166-phones, RV). M 1218.
Lieu : Paris. Profil : bac. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Indemnité : à convenir. Obs. : commercialiser magnétophone de répétition dans secteur artistique. M 1214.
Lieu : Paris. Profil : bac+2,3. Date : immédiat. Durée : 1 à 3 mois. Indemnité : % sur résultats. Obs. : action commerciale, suivi Salans + participation au SIPP. M 1203.
Lieu : Paris. Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Indem-

nité : à discuter. Obs. : démarchage clients, estimations des besoins, clients dans le domaine de la formation informatique. M 1207.
Lieu : Paris. Profil : bac+3. Date : février. Durée : 3 mois. Indemnité : à négocier. Obs. : assistant de directeur commercial. Terrain avec le directeur, suivi clients. M 1202.
Lieu : Montreuil. Profil : bac+2. Maxi. Date : immédiat. Durée : 3 mois avec embauche éventuelle. Indemnité : 1 400 F + %. Obs. : développer un nouveau concept auprès des directeurs de Ressources Humaines. M 1185.
Lieu : Mantes-la-Jolie. Profil : bac+2. Date : février. Durée : indéterminée. Indemnité : 5 500 F à 3 000 F/mois. Obs. : commercial en micro-informatique. M 1173.
Lieu : Paris. Profil : bac+2. Date : juin. Durée : 2 mois. Indemnité : à négocier. Obs. : assistant d'agence, vente, recrutement et gestion. M 1161.

COMMUNICATION

Lieu : grandes villes de France. Profil : bac+2. Date : indéterminée. Durée : 3 mois avec embauche. Indemnité : 6 500 F/mois. Obs. : animateur commercial, être délégué des OM. M 1151.
Lieu : Sedan. Profil : bac+4,5. Date : avril. Durée : 6 mois avec embauche éventuelle. Indemnité : à convenir. Sans sign de la communication, sachant impliquer un entourage de responsables d'entreprises dans un développement régional. Obs. : repérage et restructuration de l'organisation des offices de tourisme sur quatre départements. C 1222.
Lieu : Montreuil. Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : indéterminée avec embauche éventuelle. Indemnité : 1 500 F/mois. Obs. : assister le responsable du service recrutement. C 1230.

AUTRES

Lieu : Roissy CDG. Profil : bac+2. Date : avril. Durée : 6 mois. Indemnité : 3 900 F + transport. Obs. : préparer activité traitant Salon Bourget et travaux de gestion, communication, relations avec clients.
Lieu : Paris. Profil : bac. Date : février. Durée : indéterminée. Indemnité : à négocier. Obs. : mannequin pour défilés et castings (très bonne présentation). C 1209.

L'école de l'an 2000

QUALITÉ

Tout faire pour que les conditions de vie et d'études dans l'école, de tous les jeunes, soient plus saines et plus efficaces.

Les personnels administratifs, techniques, ouvriers, de service, sociaux et de santé sont prêts au débat et aux actes.

TRAVAILLER AUTREMENT

Ce n'est pas travailler plus, mais, c'est s'organiser autrement, travailler mieux, fédérer toutes les compétences.

PLUS D'EFFICACITÉ AU SERVICE DES USAGERS

Des améliorations importantes sont possibles. Des gains de productivité aussi, au bénéfice des usagers : élèves, lycéens, étudiants, adultes en formation continue et pour la valorisation de tous les personnels qui y travaillent.

REVALORISER LES MÉTIERS DE L'ÉDUCATION

Pour la réussite des enfants, il faut trouver, former et garder des professionnels compétents, et motivés. Cela peut-il se faire pour 6000 F par mois ?

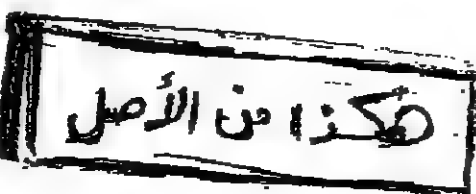
DES CLÉS POUR NÉGOCIER



UNE LOI, POUR QUOI FAIRE ?

Un système élaboré au XIX^e siècle et modifié mille fois a donné les meilleurs résultats possibles. Il nous faut maintenant un cadre et des objectifs pour assurer la réussite de tous.

Fédération de l'Éducation Nationale 48 rue La Bruyère 75440 Paris Cédex 09 Tél. (1) 42.85.71.01



LA FINALE DE LA «BOURSE AUX STAGES»

Un été européen

247 finalistes pour 128 stages. La finale de la Bourse aux stages de «Campus», le 1^{er} février, a été l'occasion d'une vaste rencontre étudiants-entreprises.

ELLE croque une carotte, grignote deux canapés. Dans son verre à pied pète l'eau minérale. L'heure n'est pas encore aux libations. Bien que plus solidement amarrés au buffet, ses copains se nourrissent surtout d'espoir. Au moment du déjeuner, dans le hall de l'EAP, c'est l'incertitude qui alimente toutes les conversations. «Alors, ça a marché ?» Une moue ici, un air convenu là. Le baromètre de la confiance en soi bat la chamade à l'issue des entretiens individuels du matin. Les deux cent quarante-sept étudiants venus de toute la France pour la finale de la Bourse aux stages Campus ont rencontré les responsables des entreprises susceptibles de leur offrir un séjour dans un pays étranger l'été prochain. Mais ils ignorent encore qui sera choisi pour les cent vingt-huit stages proposés par trente-cinq sociétés françaises et étrangères, et par la Commission des Communautés européennes.

Ont-ils été suffisamment convaincants au cours de cette matinée marathon ? Chacun ne disposait que de quelques minutes pour faire miroiter toutes les facettes de son talent aux yeux de deux entreprises. Les plus actifs, les mieux organisés, ont pu postuler en candidats spontanés auprès d'autres sociétés. Les spécialistes du recrutement de celles-ci ont auditionné jusqu'à quinze étudiants chacun. Les couloirs de l'EAP ressemblaient à une maternité. On y fumait un peu, beaucoup ou pas du tout, mais on attendait toujours avec fébrilité le moment de l'entretien, puis celui des résultats. Xavier, un élève ingénieur de l'ENSEIRB de Toulouse, ne se fait pas trop d'illusions. Le contact a été sympa, mais «ils cherchaient surtout des troisième année ; moi, je suis en première année, pas assez spécialisée pour eux».

Le moral de Christophe, de l'ESCO d'Angers, est plus élevé. «Il fallait bien connaître les boîtes, mais j'avais un peu préparé». Après ses contacts avec la SNECMA et CGI, les deux entreprises vers lesquelles il avait été orienté en priorité, il a eu le temps de rencontrer Texas Instruments et L'Air liquide. Finalement, le premier élan était le bon. Christophe apprendra bientôt qu'il est retenu par la SNECMA pour un stage en France avec missions à l'étranger. Eric, venu de l'université de technologie de Compiegne, convoite un stage à Londres offert par Schlumberger pour comparer les marchés financiers entre Paris et Londres. «Il est beau celui-là», salue-t-il en compagnie de son ami Olivier, de l'ENSAI de Strasbourg. Seul inconvénient pour ce futur ingénieur : la plupart des stages sont

longs — jusqu'à trois mois, — alors qu'il ne dispose que de deux mois pendant l'été. En fin de compte, c'est la CGI qui l'a retenu : il ira à Genève. Au moins n'aura-t-il pas de problème de langue.

Quelques étudiants ont en effet eu la surprise de se voir apostropher en anglais. «On nous a demandé de commenter notre CV et de développer notre argumentation en anglais, dit cet étudiant parisien. Après un premier moment de surprise, ça s'est bien passé». La preuve : il passera une partie de l'été à faire des relations publiques à Dublin. A cette occasion, la plupart ont eu confirmation de l'importance des langues dans l'Europe économique de demain. «Parler couramment l'anglais n'est pas valorisant, c'est normal. En revanche, ne pas le parler est pénalisant», constate Thomas, de Sciences-Po Paris. Celui-ci s'interrogeait sur la valeur de la filière qu'il suivait et sur son avenir dans le secteur de la communication, le voilà rassuré. Il ira quinze jours en toute nouvelle implantation de Citroën.

«On vient de la fac...»

A l'inverse, Solène et Anna ne sont pas rassurées. A l'écart de la foule, ces deux Nancéiennes se sentent «un peu perdues». Pourquoi ? «On vient de la fac», lâchent-elles comme un aveu un peu honteux. Elles ont cru comprendre que leurs concurrents venaient tous de grandes écoles très prestigieuses. «Sans doute parce qu'ils parlent très fort», sourit Solène. En fait, l'université n'est pas sous-représentée dans l'arène des finalistes, mais le réflexe stage y est moins répandu. «C'est justement pour cela que nous sommes intéressées par cette opportunité d'avoir un début d'expérience professionnelle», explique Anna. Malheureusement, leur spécialité — financière — ne coïncide pas avec la nature des stages proposés. C'est l'une des difficultés de ce type de bourse.

Les entreprises apprécient généralement de rencontrer à cette occasion des populations étudiantes qu'elles n'ont pas l'habitude de voir dans leurs filières habituelles de recrutement des stagiaires. Mais la diversité des origines a le défaut de ses avantages, lorsqu'il s'agit de répondre à des besoins parfois très précis des entreprises. «Renault réclamait un roboticien parlant espagnol, or il n'y en avait pas parmi les finalistes», explique Jean Perrin, du cabinet PA chargé d'organiser les entretiens

en fonction de l'offre et de la demande. A l'inverse, nous manquons cruellement de propositions de stage dans l'agro-alimentaire. Cette incertitude ajoutait au suspense, l'après-midi, dans l'amphithéâtre surchauffé de l'EAP, lorsque les choix des entreprises (trois étudiants au maximum par stage et par ordre de préférence) ont été mis aux enchères.

«Un stage de la Commission des Communautés européennes à Munich pour Patricia Untel», annonce le préposé au micro. «Je prends», répond une jeune fille aux anges. D'autres auraient peut-être refusé. Certains étudiants ont en effet été sélectionnés par plusieurs firmes et ils ont le choix.

La loi du marché

C'est ainsi que, par le jeu des désistements, quelques stages n'ont pas été pourvus. Pour d'autres, aucun étudiant n'a été retenu. Dame, c'est la loi du marché ! Au moment du bilan, tout le monde n'avait pas son stage, certes, mais de nombreux contacts étaient pris. «Nous avons vu des étudiants d'un très bon niveau, commentait Jean-Hugues Marquis, spécialiste du recrutement au groupe SNECMA. Comme nous ne proposons que trois stages dans le cadre de cette opération, nous avons orienté certains d'entre eux vers le responsable des stages de la société. Pourtant, nous ne sommes pas en situation de pénurie puisque, chaque année, nous recevons environ 1 500 demandes pour trois cents stages environ».

C'était un concours. Tout le monde n'a pas gagné. Mais les étudiants sortis bredouilles de cette finale parisienne à laquelle notre journal les avait invités ne faisaient pas trop grise mine. Un abonnement de six mois au Monde leur permettrait peut-être de déboucher au coin d'une rue. «Campus» un stage d'été tout aussi intéressant. Mais surtout ils s'accordaient à dire qu'ils repartiraient plus riches d'une expérience très nouvelle pour la plupart : un entretien (presque) grandeur nature avec des recruteurs. «Même si je ne suis pas retenu (il le sera), je suis content d'avoir eu ces entretiens. On a l'impression de passer un entretien d'embauche. C'est formateur, dit Eric, de l'Institut d'études politiques. Ce serait encore mieux si l'on pouvait avoir une évaluation de cet entretien : ce qui va et ce qui ne va pas dans nos prestations». Bonne idée, répond ce recruteur : «J'ai donné quelques conseils au fil des entretiens, mais nous étions pressés par le temps. Peut-être faudrait-il allonger la durée de la prochaine finale pour faire face à l'accroissement du nombre des finalistes et à leurs exigences. La rançon du succès».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Les bonnes réponses

Voici les entreprises qui étaient désignées par les affirmations publiées dans le Monde du 22 au 30 novembre 1988.

- Le leader mondial sur le marché des gaz industriels : L'Air liquide.
- L'opération Dragon, c'est elle : Citicorp (Américain).
- Elle organise en novembre 1988 une rencontre dont Carolyn Carlson sera le guide : Re-de-France Opéra et Ballet.
- L'un des plus importants réseaux internationaux compatibles et de conseil, présent dans plus de soixante-dix pays : Ernst et Whinney.
- Premier groupe bancaire privé français, un siège à la Bourse de Tokyo, numéro un français des options de change, sponsor du Championnat de France de rugby : Société Générale.
- Premier transformateur de plastiques européen, nous contribuons à l'amélioration de votre cadre de vie quotidien : Sumner Allibert.
- Une société d'ingénierie à forte identité en génie chimique, dont le siège est à Mulhouse : SSG Technologie.
- Ce grand groupe vient de renouveler son siège : BMW.
- La fabricant d'appareillage électrique basse tension qui vend dans le monde plus d'un milliard d'appareils par an et dont le siège est à Leningrad : Legrand.
- Un foyer sur cinq est un de ses adhérents, et son centre d'expériences

- L'expédition en moyenne 24 000 colis par jour : France Loisirs.
- Il fera son retour en formule 1 en 1989 : Renault.
- 28 445 personnes, 1 851 guichets pour un groupe qui avance : Chambre syndicale des Banques Populaires.
- De l'école maternelle à l'université, nous mettons notre savoir-faire et notre électronique au service de l'éducation : Texas Instruments France.
- Leader du marché des huiles, nous vous avons rappelé que l'huile, c'est important : Esso Sef.
- Son énergie autonome alimente Ariane, les sous-marins et les radiotéléphones : Saft.
- Un français sur trois a un compte chez lui : CMA.
- Fabrilat allemand, esprit français, première bibliothèque de logiciels de gestion en Europe : Nixdorf Computer.
- Quinze ans : c'est le temps qu'il a suffi à ce groupe pour développer, à travers le monde, trois secteurs d'activités complémentaires réalisant 20 milliards de francs de chiffre d'affaires : santé humaine, bio-industries, parfums et produits de beauté : Sanofi.
- L'esprit d'équipe, notre réponse pour gérer la complexité : Bull SA.

- Elle a fait dans l'équipement automobile une progression spectaculaire en 1987 et 1988 : Valeo.
- Un oui pour se faire un nom : Crédit lyonnais.
- Le numéro un européen du logiciel : Compagnie générale d'informatique.
- Des transactions électroniques aux services pétroliers, de la gestion de l'eau, du gaz, de l'électricité au contrôle industriel, des systèmes graphiques aux instruments électroniques, nous sommes 50 000 à travers le monde : Schlumberger.
- Il réunit l'ensemble des activités chimiques d'un grand groupe qui a changé de nom en septembre 1988 : Norbord-Group Orléans.
- Artisan du paysage régional, l'entreprise associée son nom aux grands projets de construction normands et picards : Ouhé.
- Cette société regroupe ses trois filiales américaines fin 1988. Elle est elle-même filiale du géant ouest-allemand Bayer : Agfa-Gevaert.
- Filiale de Thomson-CSF, elle commercialise des logiciels pour la gestion et l'information des années 90 : Must Software International.
- On savait l'électricité en mouvement, et même intelligente. Et voici

- qu'en 1988 ce groupe l'emmena au devant de la scène : Merlin Gerin.
- En rachetant l'ensemble des activités saïones d'ICI en août 1988, ce groupe est devenu le premier fabricant européen de saïones : Rhône-Poulenc.
- Une des toutes premières SSII créée en France, qui vient d'entrer dans le groupe Datad : Centi.
- Société française appartenant à un grand groupe américain, sa volonté d'excellence, qui lui assure le leadership sur son marché, lui a permis en 1987 de remporter l'oscar de l'innovation LSA : Unisat.
- Prisons : on ne l'attendait pas dans la bande des quatre : Peugeot.
- La politique de participation dynamique l'entreprise : Auchan.
- Sans roue le ciel est inaccessible : SNECMA.
- Elle possède sa propre flotte d'avions et de véhicules qui desservent chaque nuit plus de quatre-vingts bureaux dans vingt-trois pays : XP.
- Quels étaient les monnaies, en millions d'ECU, proposés par la Commission des Communautés européennes en 1985 pour COMETT et en 1986 pour ERASMUS ? COMETT : 80 ; ERASMUS : 100.
- Quel Etat membre aura la présidence du conseil des ministres de la Communauté européenne au 1^{er} janvier 1993, à la date de réalisation du marché intérieur ? La Belgique.



L'affichage des résultats.

La liste des gagnants

L'ENSAM devant le CELSA et Sciences-Po

BIEN que la participation des étudiants au concours du «Monde Campus» soit individuelle, les résultats de la finale font apparaître un hiérarchie des établissements grands pourvoyeurs de lauréats. Le champion toutes catégories est à coup sûr l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers, dont les élèves ingénieurs semblent très prisés par les entreprises.

Dix étudiants venant des différents établissements de l'ENSAM figurent au palmarès. Avec sept gagnants, le CELSA Paris-IV réussit un bon tir groupé, suivi de près par l'Institut d'études politiques de Paris (6). Pour les stages de la Commission des Communautés européennes, ce sont bien sûr les étudiants en langues étrangères qui ont eu la préférence, ainsi que les filières universitaires en information, communication, histoire, tourisme...

Capendard, aucune filière n'est hégémonique. Les stages à tonalité technique se sont répartis entre une myriade d'écoles d'ingénieurs. On observe la même diversité en matière de gestion, où quatorze écoles figurent au palmarès (les plus créées étant l'EDHEC et Sup de Co Toulouse).

Le secteur bancaire fait la part belle aux juristes. Dans tous les cas, la province est très fortement représentée. Les grandes écoles ne devancent les universités que de très peu (85 lauréats contre 44), et les gagnants sont un peu plus nombreux que les filles (67 contre 42).

- Citroën : 3 stages
Franck Robine (IEP Paris) ; Thomas Romieu (IEP Paris) ; Laurent Buffard (magistère CELSA Paris-IV).
- Compagnie générale d'informatique : 3 stages
Raphaëlle Guyon (ENSIMAG) ; Laure Perennou (ENS EMT informatique) ; Eric Braconnier (université de technologie de Compiegne).
- Crédit agricole : 3 stages
Vincent Ghestem (maîtrise sciences de gestion Lille-I) ; Sophie Moufius (Sup. de Co Le Havre-Caen) ; Laurent Martin (DEA économie internationale Toulouse).
- Crédit lyonnais : 2 stages
Eric Mathieu (sup. de Co Montpellier) ; Christine Catherin (maîtrise sciences gestion Paris-IX Dauphine).
- Ernst et Whinney : 4 stages
Virginie Anquetil (Sup. de Co Lyon) ; Francis Coulon (préparation DECF anglais commercial, chambre de commerce franco-brit.) ; Béatrice Bonts (ESCAE Ariens) ; François Cremese (IEP Paris).
- Esso : 4 stages
Thierry Anibard (ENSIC Nancy) ; Laurence Dupray (licence chimie Paris-VII) ; Robert Dulac (ESME-SUDRIA) ; Xavier Levesy (Ecole supérieure de chimie de Marseille).
- Fougère : 2 stages
François Pétry (ENSAM) ; Frédéric Paigne (Ecole spéciale des travaux publics).
- France Loisirs : 5 stages
David Papasian (DESS marketing IAE Aix-en-Provence) ; Fanny Chaze (MST stratégie industrielle Paris-IX Dauphine) ; Odile Caillot (magistère

- gestion des entreprises grenoble-II) ; Nicolas Joannekindt (maîtrise économie Paris-II).
- Re-de-France Opéra et Ballet : 3 stages
Julien Frydman (magistère affaires internationales Dauphine-Paris-IX) ; Marie-Eve Cabon (magistère relations internationales Paris-Sorbonne).
- Legrand : 2 stages
Fabienne Neuqueman (HEC) ; Corinne Legras (maîtrise économie Rennes).
- Merlin Gerin : 1 stage
Philippe Vedovato (Institut du Nord).
- Must Software international : 2 stages
Nicolas Rozier (MBA Institute) ; Myriam de Loazien (MIAGE Dauphine-Paris-IX).
- Nixdorf Computer : 3 stages
Emmanuel Traulle (Sup. de Co Dijon) ; Henri de Viry (Institut supérieur d'électronique Paris).
- Norbord : Groupe Orléans : 5 stages
Marc Alexandrian (ENSAM) ; Sophie Ballastre (Dauphine-Paris-IX).
- Ouhé : 5 stages
Laurent Grégoire (architecture urbanisme, Ecole d'architecture Paris-La Seine) ; Sylvain Ricau (IAE Lyon) ; Jean Millet (Ecole spéciale des travaux publics).
- Renault : 4 stages
Hervé Girard (ECAM Lyon) ; Rémi Renaudou (Sup de Co Toulouse) ; Vincent Allègre (ENSAM) ; Nicolas Durville (ENSAM).
- Rhône-Poulenc : 2 stages
Sylvie Renvier (EDHEC) ; Pierre Duquesne (ENSAM).
- Saft : 2 stages
Florence Thiebaut (DESS commerce international Lille-I) ; Véronique Collange (HEC).
- Sanofi : 5 stages
Odile Langlet (licence biochimie Nancy) ; Christèle Cosson (Ecole supérieure chimie Paris) ; Jean-François Bouter (DEA pharmacologie) ; Maxime Claudot (ENSC Rennes) ; Christophe Lepat (Sup de Co Rouen).
- Schlumberger : 5 stages
Emmanuel Chanfreau (ENSAM) ; Jean-Marc Penelon (ENSAM) ; Emmanuel de Montclair (IAE Orléans) ; Jacques Robineau (Supélec) ; Sandrine Perennou (INSA Toulouse).
- SNECMA : 3 stages
Christophe Gabreau (Ecole supérieure d'électronique de l'ouest) ; Isabelle Semanet (ENSAM) ; Olivier La Muguenn (Sup de Co Paris).
- Société générale : 3 stages
Jean-Louis Séville (IEP Paris).
- Sommer Allibert : 2 stages
Bénédicte Jannot (EDHEC) ; Eric Choi (IEP Paris).
- Texas Instruments : 1 stage
Frédéric Durand (Sup de Co Toulouse).
- Unisat : 2 stages
Cécile Delestre (ESITPA Val-de-Raill).
- Valeo : 3 stages
Laurent Amiel (ENSAM) ; Jacques Gabry (AES commerce international) ; Philippe Guillard (Supélec).
- XP : 5 stages
Vincent Cottrez (MBA Institute) ; Lucas Guillot-Boschetti (Sup de Co Rouen) ; Christophe Derumez (maîtrise sciences économiques Paris-IX) ; Philippe Heinrich (Sup de Co Toulouse) ; Bruno Hussen (Institut national des télécommunications).

هكذا من الأصل

Communication

Les responsables du Crédit lyonnais d'Amsterdam s'expliquent sur le rachat de Pathé

Le chemin qui vient de mener l'homme d'affaires italien Giancarlo Parretti de la présidence de la société luxembourgeoise Interpari à la vice-présidence du groupe cinématographique français Pathé, passe par les Pays-Bas.

Dans un immeuble d'aspect quelconque du centre d'Amsterdam, en face du majestueux Rijksmuseum, siège de la société Mella International, Holding gérant « des intérêts dans les secteurs immobilier, de l'organisation de voyages et de loisirs », Mella est la propriété conjointe du groupe financier suisse SASEA et d'Interpari, qui détient chacun plus de 40 % des actions. Cette société, cotée à la Bourse de la capitale néerlandaise, est l'un des canaux empruntés par Giancarlo Parretti, qui en est directeur, pour s'assurer le contrôle du producteur de films américain, Cannon, à partir de 1987.

Cette année-là, Mella acquiert 5,4 % du Cannon Group Inc. à Los Angeles. Il prend par ailleurs le contrôle, à plus 70 %, d'une société immobilière espagnole, Renta Immobiliaria, à Madrid. L'année suivante, Renta Immobiliaria achète une partie de l'immobilier du groupe Cannon, en particulier toutes ses activités aux États-Unis. Les studios et

les salles en Grande-Bretagne, en Italie et aux Pays-Bas, tomberont ensuite dans l'escarcelle de M. Parretti.

C'est grâce à Cannon Nederland que l'homme d'affaires italien entre en effet pour 10 % dans le capital de la société Max Theres Investissements (MTI), qui rachète Pathé en décembre 1988. Ces 10 % pèsent assez lourd pour valoir à M. Parretti la vice-présidence de Pathé, ce qui donne une idée du rapport de forces entre les partenaires de MTI. De fait, M. Parretti dispose aux Pays-Bas d'un troisième atout gagnant : le banquier de Cannon. Il s'agit de la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais, le Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN), qui finance à hauteur de 480 millions de francs l'acquisition de Pathé par MTI.

Grâce à sa filiale de Rotterdam, le Crédit lyonnais est le premier banquier mondial du cinéma indépendant. Cette activité faisait partie de l'héritage de la banque Slavenburg, établissement local à l'origine, repris en 1981 par la banque française.

Menahem Golan et Yoram Globus, les deux fondateurs de Cannon, étaient déjà clients de la Slavenburg en 1979. Les liens

entre Rotterdam et Los Angeles sont donc antérieurs à l'arrivée du Crédit lyonnais, qui ne les a pas rompus. Au contraire : en 1983, la banque française a créé la division Business Entertainment, dirigée par M. Frans Afman jusqu'à mi-1988. « Cannon était l'un de mes principaux clients, auquel j'ai consacré beaucoup de temps », reconnaît-il.

Frans Afman a perdu aujourd'hui son bâton de maréchal — il n'est plus que consultant au CLBN — quelques mois après que la Security Exchange Commission (SEC), le gendarme de Wall Street, eut révélé, le 11 novembre 1987, qu'il avait été rémunéré directement par Cannon dont il avait fini par devenir administrateur, conseiller et directeur... tout en restant son banquier ! Les dirigeants de l'époque du CLBN étaient au courant de ce montage inhabituel.

Sous la pression de la SEC et de la Banque centrale des Pays-Bas, les relations CLBN-Cannon semblent aujourd'hui revenues à plus d'orthodoxie. Cependant, l'aide financière consentie par la banque à MTI via Cannon à l'occasion de l'acquisition de Pathé soulève un certain nombre de questions que nous avons posées à M. Jean-Jacques Brutschi et Jacques Griffault, respectivement président et membre du directoire du CLBN.

« Dans l'audiovisuel, 480 millions de francs ne sont pas une somme considérable »

AMSTERDAM
de notre correspondant

— Quel volume financier représente l'activité cinéma du Crédit lyonnais Bank Nederland ?

— M. Griffault : Le financement des films représente moins de 10 % de notre portefeuille de prêts qui est de 16 à 17 milliards de florins (de 48 à 51 milliards de francs) sur un bilan de 25 milliards de florins.

— Donc, plusieurs milliards de francs ?

— M. Brutschi : Environ 700 millions de dollars par an. Nous sommes le premier banquier mondial des producteurs de films indépendants.

— Est-il exact que le CLBN a ouvert, en 1987, une ligne de crédit de 45 millions de dollars à Cannon Nederland ?

— M. Griffault : Le montant exact figure dans les rapports financiers du groupe Cannon.

— M. Brutschi : J'ajoute que cela ne signifie pas que Cannon ait directement accès à cet argent. Dans le cadre de cette enveloppe, Cannon nous présente un certain nombre de projets de production que nous apprécions au cas par cas, notamment sur la base des

contrats de prévente. En fait, notre activité consiste essentiellement à escompter ces contrats.

— Cannon était donc déjà endetté auprès de votre banque lors de sa prise de contrôle par M. Parretti. Avez-vous, à l'époque, été consultés ?

— M. Brutschi : Oui, dans le sens où nous avons été tenus au courant. Mais pas dans le sens où nous aurions eu à donner notre feu vert.

— A quel prix M. Parretti a-t-il pris le contrôle de Cannon ?

— M. Griffault : M. Parretti a acheté des actions Cannon à 8 dollars. Elles valent aujourd'hui 4 dollars, mais il est évident que, depuis sa prise en main par M. Parretti, les comptes de Cannon se redressent.

— A quelle hauteur exactement avez-vous financé le rachat de Pathé par MTI ?

— M. Griffault : Nous avons financé moins de 50 % de l'acquisition.

— A quel avez-vous prêté les 480 millions de francs et avec quelles garanties ?

— M. Brutschi : À MTI, via M. Parretti, qui a organisé le tour de table.

— M. Brutschi : Il faut remettre les choses à l'échelle de la nature de cette

opération. Dans l'audiovisuel, 480 millions de francs ne sont pas une somme considérable. Mais il est exact que nous avons des garanties dont nous ne donnons pas le détail.

— La récente nomination de M. Jean Naville, administrateur du CLBN, à la direction financière de Cannon est-elle l'une de ces garanties ?

— M. Brutschi : La nomination de M. Naville n'a rien à voir avec cette opération. M. Naville a pris sa retraite du Crédit lyonnais en juillet 1988. A soixante ans, c'est un homme jeune qui n'avait pas l'intention de rester inactif. C'est une décision qui le regarde. Il ne représente en aucune manière le Crédit lyonnais au sein du groupe Cannon.

— Depuis quelle date M. Naville n'est-il plus administrateur du CLBN ?

— M. Griffault : C'est une autre question. M. Naville a pris sa retraite de directeur international du Crédit lyonnais à Paris le 1^{er} juillet 1988. Mais, techniquement, il est possible qu'il soit toujours administrateur du Crédit lyonnais Bank Nederland.

— Qui a pris la décision d'accorder le prêt à M. Parretti à Rotterdam ou Paris ?

— M. Brutschi : Il est évident que le conseil d'administration du Crédit lyonnais a été informé en son temps, et au préalable, du montant de cette opération et a donné son accord.

— A Paris, certains analystes financiers estiment que Pathé a été payé deux fois son prix ?

— M. Griffault : Dans l'analyse faite par Suez il y avait des sous-évaluations. Nous avons fait, de notre côté, un bilan de tous les actifs du groupe Pathé et nous avons accepté de participer au financement de son rachat dans les conditions que vous savez. Je vous rappelle que le prix de maintien des cours a été fixé à 910 francs.

— Dans quel délai M. Parretti doit-il rembourser le CLBN ?

— M. Brutschi : C'est très difficile à dire. Disons que, dans une période d'un an, cette affaire sera pour nous décaissée.

— M. Parretti a laissé entendre une prochaine augmentation de capital de Pathé. Le Crédit lyonnais participera-t-il à ces émissions ?

— M. Brutschi : Nous n'avons pas été approchés par M. Parretti et rien ne prouve que nous le serons.

Propos recueillis par
CHRISTIAN CHARTIER.

Rencontre avec Jeff Polack, le « médecin » de la FM

Les radios françaises étonnent les Américains

Le paysage radiophonique français se transforme, et intéresse de plus en plus les investisseurs étrangers. Jeff Polack, un des professionnels les plus influents des États-Unis dans ce secteur, porte son diagnostic sur cette mutation.

C'est incroyable, observait au dernier MIDEM, à Cannes, un spécialiste américain de la mesure d'audience radio. On n'aurait jamais imaginé cela. En moins de huit ans, la France a connu en matière de radio une révolution copernicienne, passant presque sans transition du bricolage pirate et clandestin à l'ère du marketing et du satellite. Du jamais vu !

D'autant rajoutait un juriste international, que cette évolution s'est faite malgré des pouvoirs publics frileux et des lois systématiquement inadaptées au fait...

C'est vrai. Les Français se taillent désormais dans les quelques rencontres internationales consacrées à la radio un joli succès. Mais précisons que l'estime vient des pays où règne la radio commerciale (États-Unis, Canada) et non des pays où l'ouverture au secteur privé est encore très limitée (RFA, Scandinavie...) et où l'on observe avec scepticisme cette emprise nouvelle des commerciaux sur les ondes. Reste que la France fait aujourd'hui figure de leader sur le marché européen de la radio. Devant les Anglais, chez qui le secteur commercial compte depuis longtemps d'éminents professionnels, mais où l'on ne trouve qu'une cinquantaine de stations. Et devant les Italiens, qui avaient pourtant montré l'exemple en prenant d'assaut dès 1976 la forteresse du monopole, mais où l'on a encore du mal à se repérer parmi les trois mille à quatre mille radios existant dans la péninsule.

En fait, remarque l'Américain Jeff Polack, démentant leur réputation, les Français ont montré un enthousiasme, une ouverture et un appétit d'apprendre sans équivalent. La jeunesse des acteurs de la FM y est sans doute pour beaucoup. Discojockey à Denver, dans le Colorado, il y a plus de vingt ans, Jeff Polack est aujourd'hui l'un des professionnels de la radio les plus écoutés et les plus influents des

États-Unis. Non pas que ses émissions battent les indices d'audience du continent — il a abandonné le micro il y a fort longtemps — mais son ascension fulgurante dans les stations où il est passé, son talent pour détecter les faiblesses d'un « format » (formule), son intuition pour relever les failles d'une station chancelante, son sens du public et son oreille exigeante lui ont donné l'image d'un « super-docteur radio ».

Quatre-vingt-dix stations américaines ont déjà eu recours à ses services, de New-York à Los Angeles, en passant par Boston et Philadelphie, et sa réputation a dépassé les frontières puisqu'il est intervenu il y a peu en Australie et en Nouvelle-Zélande, au Canada et en Grande-Bretagne (pour la BBC) ; plus récemment en France, où il s'est penché sur le format d'Europe 2, et où il envisage d'ouvrir un nouveau bureau.

« S'il existe, dit-il, en matière de radio, des concepts universels, chaque station se révèle unique et doit trouver un style adapté à un public et respectueux de son environnement. Dallas n'est pas New-York, Paris est bien différent de Rome. Il y a également, comme on le voit actuellement en Europe, des étapes de développement : la clandestinité, l'explosion où tout le monde s'amuse sans trop savoir ce qu'il veut, et puis la phase d'organisation et de rationalisation. C'est à ce stade seulement que je peux intervenir. Il s'agit alors d'aider une radio à gagner une part de l'audience, à se battre contre ses concurrents, et aussi contre d'autres médias (télévision, vidéo, disque) sur le terrain de l'écoute des auditeurs. Un temps forcément très limité. »

Ses conseils, Jeff Polack les garde pour ses clients, mais il explique volontiers sa démarche et quelques règles de base, essentielles, selon lui, à tout initiateur de nouvelles radios.

1. Choisir un format cohérent et aisément identifiable. Examiner les manques du marché et, si tous les grands types de radio préexistent, ne pas hésiter, à encore, à fragmenter. Le format « rock » comprend au moins cinq divisions, la variété contemporaine de même... Sur les quatre-vingt-dix stations qui coexistent à Los Angeles, chacune s'efforce de creuser son propre créneau.

2. Travailler l'originalité ou — c'est aussi important — l'impression d'originalité. La radio doit à tout prix paraître unique, spécifique : que ce soit par son ton particulier, un habillage luxuriant, une tonalité à la mode. Une symbiose est nécessaire entre le marketing et le programme.

3. Surveiller sans arrêt le marché et ne jamais sous-estimer la concurrence : en attendre, au contraire, des idées... et le meilleur.

4. Commenter le maximum d'études sur son auditoire. D'abord pour le bien connaître : ses goûts, ses loisirs, ses lectures. Aime-t-il l'information ? Va-t-il au concert ? Et puis, pour avoir un retour sur ce que propose l'antenne : que pense-t-il du créneau musical ? De tel ou tel discojockey ? Il faut des données objectives — il n'y en a jamais assez — et se méfier de l'imuition autant que des avis de l'entourage.

Enfin, en vrac, soigner la promotion : la façon dont la station est perçue est encore plus importante que ce qu'elle est dans les faits. Jouer l'humour à l'antenne, sur l'image, dans la pub. Et se donner du temps. On ne change pas de formule tous les mois.

Un pronostic sur le paysage français ? Jeff Polack se garde de jouer les devins. Il remarque cependant l'absence à Paris d'une véritable station consacrée au rock à l'ancienne, la participation du British Council, le Festival avait donc invité des auteurs de qualité : outre Barry Unsworth, l'auteur de la *Merle de pierre* (Reconnaissance, 1987), James Gardam, prix Katherine-Mansfield pour *Dieu par-dessus bord* (Ed. Tierce, 1988), Antonya Byatt, encore jamais traduite en France, l'Oxfordien Kazuo Ishiguro, né à Nagasaki en 1954, qui pense en japonais et qui écrit en anglais, l'auteur d'*Un ariste du monde flottant* (Presses de la Renaissance,

Cédée pour 250 millions de francs

« La Cote Desfossés » s'ouvre à des actionnaires européens

Le quotidien boursier et financier la Cote Desfossés est, depuis vendredi 3 février, la propriété de la Cote Desfossés SA, une société dont le PDG est M. Georges Ghosn. L'ancien PDG et actionnaire majoritaire, M. Jean Chamboulive, a cédé la Cote (27 500 exemplaires) et ses activités annexes (télématiques, annuaire) pour 250 millions de francs. Comme la Tribune de l'Expansion dont l'un des actionnaires est la société américaine Dow Jones, comme les Echos, contrôlés par le groupe britannique Pearson PLC, la Cote voit entrer dans son capital des investisseurs étrangers à la faveur de cette vente.

Ancien journaliste devenu PDG de la société Data-Export, spécialisée dans la distribution et l'exportation de banques de données, M. Georges Ghosn s'est en effet entouré de partenaires français et européens. Détenteur de 15 % de la société Desfossés International, constituée pour le rachat du quotidien, M. Ghosn a été épaulé par Initiative et Finance, une filiale des banques Indosuez, Crédit national, BIMP et Charterhouse, spécialisée dans le *leveraged management buy out* (reprise d'une entreprise par ses cadres) et qui possède, elle aussi, 15 % du capital. D'autres sociétés françaises comme les assurances la Mondiale, l'Unidiv (Crédit agricole), la Sofipa (Elf-Aquitaine), contrôlent une part similaire. Les partenaires européens de M. Ghosn sont la société d'assurance britannique Prudential (qui possède 15 % du capital de la Cote, mais aussi un peu moins de 5 % du quotidien britannique *The Independent*) et l'assureur ouest-allemand Hannover, qui détient 2,5 % des parts. Des négocia-

tions sont actuellement menées avec les pouvoirs publics afin qu'Hannover détienne à terme 15 % également. Enfin, parmi les autres actionnaires figurent la banque Scalbert-Dupont et la filiale française d'International Bankers, dirigée par M. Jean-Maxime Lévêque (2 % chacun). M. Ghosn et ses partenaires envisagent de faire entrer au capital — à titre symbolique — un actionnaire américain, susceptible d'enrichir les informations boursières de la Cote. Car son nouveau PDG a l'intention de faire, de « ce qui était une PMI, un véritable groupe de communication, axé à la fois sur le quotidien, le service télématique, l'Annuaire Desfossés, les banques de données et l'audiovisuel ».

Facilité par la Chase Manhattan Bank, le rachat de la Cote par M. Ghosn et ses partenaires n'allait pas de soi. Plusieurs groupes (Expansion, Hershman, CEP-Communication, Liaisons, Maxwell) ainsi que le néerlandais Elzevir étaient sur les rangs. Au bout de cinq mois de négociations, M. Chamboulive a finalement tranché en faveur du tour de table conduit par M. Ghosn. Avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 85 millions de francs en 1988, une marge bénéficiaire de 20 millions de francs et 30 millions de trésorerie, la Cote Desfossés, en dépit d'une baisse de son chiffre d'affaires due à la désaffection touchant son service télématique, signait les apprêts. Il est vrai que la France, à la différence de ses homologues européens, n'a qu'une panoplie étroite de quotidiens économiques et financiers.

YVES-MARIE LABÉ.

Bordeaux inaugure son réseau câblé

BORDEAUX
de notre correspondant

L'ouverture commerciale du réseau câblé de l'agglomération bordelaise interviendra le 1^{er} mars. Pour 149 francs par mois (abonnement à Canal Plus non compris), Bordeaux Télé Câble distribuera quinze canaux de télévision. Le réseau desservira dans un premier temps 12 000 prises sur les 240 000 que devrait compter le réseau à son achèvement, en 1995. L'investissement global à charge de France Télécom est estimé à 800 millions de francs.

Première phase : trois quartiers de Bordeaux et le centre de la commune de Mérignac. Un équilibre politique est de la sorte instauré entre une ville de droite dirigée par Jacques Chaban-Delmas et une ville de gauche dirigée par un socialiste, Michel Sainte-Marie. Cet équilibre devrait être respecté de la même

façon au cours des autres phases du câblage.

L'Association pour la réalisation et l'exportation du système câblé audiovisuel (A.R.E.S.C.A.V.) a décidé de faire l'économie d'un canal local, du moins dans un premier temps. Des arguments économiques ont pesé sur cette décision : le coût trop élevé de la programmation « française », les taux de pénétration décevants enregistrés dans les villes où le réseau fonctionne déjà : Rennes, Paris, Montpellier par exemple. L'opérateur eût-il n'a pas poussé à la roue.

La gestion de Bordeaux Télé Câble est assurée par la Société bordelaise de vidéo communication (SBV) dont le capital se partage entre Générale des eaux, représentée par sa filiale Montemay (38 %), Lyonnaise des eaux (38 %), la Caisse des dépôts et consignations (16 %) et le groupe Sud-Ouest (6 %).

GINETTE DE MATHA.

Edition

Festival du livre

Nantes à l'heure anglaise

NANTES
de notre envoyée spéciale

« Welcome in Nantes... » Cette année, pour sa quatrième édition, le Festival du livre de Nantes s'était mis à l'heure anglaise avec la participation vedette d'écrivains britanniques qui permet aux quelque 25 000 visiteurs de se familiariser avec la littérature anglaise d'aujourd'hui grâce à des expositions et des débats très vivifs.

Dans toute la ville, on pouvait rencontrer un autobus rouge à deux étages transformé en librairie-bus, ainsi que celui de la dynamique bibliothèque de Saint-Herblain, de Nantes de 45 000 habitants. La bibliothèque municipale consacrait une exposition à Ronald Dahl (jusqu'au 11 février), un grand cinéaste projetait *Oliver Twist* et *l'Île de Pascal*, de James Dear-

den, d'après l'œuvre de Barry Unsworth, qui avait fait le voyage de Nantes. Unique Festival du livre consacré à la littérature étrangère — et à la littérature traduite, — Nantes a choisi le parti de la qualité littéraire sans vouloir être élitiste. Avec la participation du British Council, le Festival avait donc invité des auteurs de qualité : outre Barry Unsworth, l'auteur de la *Merle de pierre* (Reconnaissance, 1987), James Gardam, prix Katherine-Mansfield pour *Dieu par-dessus bord* (Ed. Tierce, 1988), Antonya Byatt, encore jamais traduite en France, l'Oxfordien Kazuo Ishiguro, né à Nagasaki en 1954, qui pense en japonais et qui écrit en anglais, l'auteur d'*Un ariste du monde flottant* (Presses de la Renaissance,

1987), Alan Sillitoe, un des auteurs-phares de James Gentry, le romancier de *Samedi soir, dimanche matin* (1957) et plus récemment de *Loins des vagues* (Belfond), Julian Glag, qui vit à Paris, et est très régulièrement traduit (six romans dont *Le Passé composé*, Gallimard, 1988), Robin Cook, bien connu des lecteurs de polars, avec *On ne meurt que deux fois* (Série noire) ou plus récemment *Cauchemar dans la rue* (Rivages). Et aussi Arnold Wesker, l'auteur de *La Cuisine*, qui lut un extrait de sa dernière pièce *The Mistrust*, Théâtre de la France, Theodor Zeldin, etc.

Revenue au centre-ville, dans l'ancienne Ile Gloriette, dans une annexe exigüe de l'hôpital, cette manifestation municipale en pleine période électorale, semblait un festival de transition, où l'on pouvait déplorer notamment l'absence des stands des grands éditeurs nationaux et encore plus celle des éditeurs régionaux qui d'habitude marquaient beaucoup de leur personnalité cette manifestation. Néanmoins, le stand de l'Association des libraires de Nantes avait réuni un ensemble impressionnant, passionnant et complet des livres anglais traduits en France.

Enfin, événement qui est la marque propre du Festival de Nantes, le Prix de littérature traduite, qui récompense à la fois l'auteur et le traducteur (10 000 francs chacun) fut attribué à l'Allemand Hartmut Lange pour le *Récital*, traduit par Bernard Kreiss. Un ouvrage remarquable où l'étrange vis des morts hante la culpabilité des vivants (Payot, 1988).

NICOLE ZAND.

GLOBE
DE FÉVRIER
VOUS AVEZ UN
MOIS POUR EN
FAIRE LE TOUR.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Faux-semblants », de David Cronenberg

Mon frère, mon amour

Cinéaste obsédé par la dégradation de la chair, David Cronenberg ajoute à son univers de fantasmagorie la terrible histoire vraie de jumeaux merveilleux, grâce au plus secret des acteurs britanniques, Jeremy Irons.

C'EST un corps à corps singulier et plus que pluriel. Un slow trouble et troublant. Une scène qui porte en elle tout entier le dernier film de David Cronenberg, *Faux-semblants*, Grand Prix d'Avoriaz 1989. Et qui s'imprime dans les mémoires en douces volutes indélébiles. Une femme danse avec l'homme qu'elle aime. Mais cet homme est deux, est double. La femme comme une amante, comme un noyau, est captive, captivée. Des jambes l'enserrent, des bras l'enlacent. Trop de jambes. Trop de bras. C'est beau et angoissant. Carry (Heidi von Palleske), une fille sans complexes, danse avec Elliot et Beverly Manke, frères jumeaux. De vrais jumeaux, aussi vrais qu'il y a de vrais salauds.

Elliot et Beverly sont gynécologues à Toronto, ville natale de David Cronenberg, et spécialistes dans le traitement de la stérilité. Elliot est brillant, mondain, extraverti. Beverly, timide, secret, introverti. Pas contraires, complémentaires. Elliot attire les dames, Beverly les convoite. Lorsque Claire (Geneviève Bujold), actrice frustrée et cas chnique séduisant (elle a un col de l'utérus triphasé ou triphasé, enfin triplement compliqué), apparaît dans leur vie, rien ne



Jeremy Irons et Heidi von Palleske

devrait logiquement se passer. Si ce n'est, peut-être, comme souvent, une politesse un peu appuyée, de l'un, de l'autre, des deux, à une patiente charmante.

Mais nous sommes chez David Cronenberg (*Dead Zone*, *Scan-*

ners, *la Mouche*), et il est flagrant que le film, inspiré d'ailleurs d'un fait divers authentique, va lentement basculer vers une horreur presque palpable. La gémellité est une arme plus meurtrière que le Police Python le plus chargé... Beverly

va tenter l'impossible : se séparer d'Elliot pour former une alliance nouvelle et vivre avec Claire. Tentative vouée à l'échec le plus sanglant... L'histoire s'achève en tragédie. Les jumeaux ne peuvent échapper l'un à l'autre.

démonstrative de son auteur, la chair est peu montrée, mais toujours en attente d'être fouaillée par un scalpel ou écartée, écartée par des outils. Instruments classiques de gynécologie réinventés par un tortionnaire raffiné, plus grands que nature, beaux comme des objets d'art, brillants, insupportables...

Mais il n'y a pas que les outils. Il y a Jeremy Irons. Il est bien l'homme des rôles. Entrant tel un félin consentant dans la cage aux névroses, il profite certes de la perfection diabolique des effets spéciaux, dont Cronenberg n'abuse jamais. Mais l'essentiel n'est pas là.

Un satisfaisant malaise

L'essentiel est dans le jeu subtil, distancé, mais au début à peine différencié d'Irons. Puis, peu à peu, celui-ci impose des nuances, permet d'identifier l'un, l'autre (même lorsqu'ils échantonnent leur pull-over) comme nous le ferions dans la vie avec des jumeaux de notre connaissance. Vertigineux de sobre virtuosité (et de séduction), il est l'artisan majeur de la réussite de *Faux-semblants*. Parfaitement soutenu, aidé, par la présence intelligente, touchante, de Geneviève Bujold. Il faut être très sûr de soi, de son talent, pour donner, comme elle le fait, cette impression d'insécurité, ce tremblement intérieur de défaite qui est la marque de son personnage.

Imparfait dans son montage, dans son rythme (y a-t-il eu des coupes obligées ?), *Faux-semblants* a des accélérations incompréhensibles. Ainsi la descente aux enfers des deux frères, comme sur un toboggan verglacé, est-elle bien rapide... Mais le film laisse cependant une grande et durable impression de satisfaisant malaise.

Ce n'est pas un film hollywoodien. Pas seulement parce que Cronenberg est canadien et Irons britannique, mais parce que l'action est secondaire. Ce qui compte, ce sont les signes. Les noms propres (Niveau, Manile dérivé de *mental*), les outils, les couleurs (les opérations chirurgicales se déroulent en pourpre comme pour une cérémonie vaticane), les sentiments, surtout. Le fantastique est bien là. Dans la mortelle maladie d'amour des médecins rouges de Cronenberg.

DANIEL HEYMANN

Jeremy Irons, tel... qu'en eux-mêmes

Le double héros de *Faux-semblants* a failli ne pas être anglais. « J'ai offert le rôle à plusieurs acteurs nord-américains », dit David Cronenberg, mais il était déjà pris, ou ils détestaient le scénario, ou encore ils en avaient peur. William Hurt (le seul dont le cinéaste lâche le nom) déclina le rôle car, dit-il, pour lui rendre justice, il lui faudrait passer de l'autre côté de la folie. Plus généralement, selon Cronenberg, « l'acteur américain d'aujourd'hui est un macho, viril, physique et viscéral, dont la force provient d'une sorte de rage insatiable qui le pousse à incarner des assassins, des gangsters ou des voyous. Mais des gynécologues ? Non ».

De plus, souligne-t-il, la nature même du rôle est porteuse de schizophrénie. En aucun cas l'acteur ne peut se retrancher derrière une image de marque ou s'appuyer sur le maniérisme rassurant du « thriller à jumeaux » traditionnel : symbole du mal face au paragon de vertu. « J'ai fini par comprendre que la seule issue consistait à me tourner vers l'Angleterre, et là, Jeremy Irons était mon choix premier et unique ».

Jeremy Irons avoue souvent sa prédilection pour « le personnage difficile à porter, celui qui a un secret, qui dit une chose et en fait une autre ». La tentation est forte. Pourtant, il hésite. Il connaît mal l'œuvre du cinéaste canadien et, hormis *la Mouche*, n'aime guère ce qu'il a vu. Il craint qu'avec *Twins* (le titre original) Cronenberg ne revienne au film d'horreur pur et simple. « La possibilité était grande d'aboutir à un film de mauvais goût ».

Cronenberg joue cartes sur table : l'horreur l'intéresse moins que les problèmes de gémellité : la notion de ces gynécologues destinés à mourir parce qu'ils sont jumeaux. Rassuré, séduit par « l'idée d'incarner deux personnages à la fois, identiques mais pas tout à fait », désireux aussi de se démarquer de ses rôles précédents — « Je recherchais un rôle qui prenne le spectateur à la gorge », avouait-il juste avant le tournage — Jeremy Irons accepte.

Tout acteur qui incarne des jumeaux prend un risque : que le public s'attache surtout à l'exploit technique. « De ce strict point de vue, dit Cronenberg, le truc est simple. Vous pouvez l'essayer chez vous. Vous masquez de la main la moitié de l'objectif, tournez la première partie de la scène, remontez la bande au

point de départ, masquez l'autre moitié et tournez le complément. Laurel et Hardy en faisaient autant ».

Auparavant, la caméra devait demeurer fixe ; elle peut aujourd'hui se déplacer, les servo-moteurs informatisés permettent de reproduire le même mouvement à l'infini. Pour l'acteur, la marge est étroite et l'ajustement monstrueusement complexe : Irons se déplace « avec naturel », un pied entre les rails du travelling, un autre dehors, inversant chaque fois qu'il change de frère. « L'interprétation du second jumeau, explique Cronenberg, dépend entièrement du rythme qu'on a donné au premier. Jeremy avait pour partenaire sa propre voix, qui lui parvenait au travers d'un écouteur miniature. Sa double lumière lui servait uniquement à diriger son regard ». A chaque changement, Irons doit retrouver ses marques, marcher au même rythme que son « interlocuteur », ne pas baisser les yeux, ne pas trébucher, regarder dans la bonne direction, faire attention à ce que les ombres ne dépassent pas la ligne de raccord. « Pour moi, conclut le cinéaste, le grand « effet spécial » du film, c'est la double performance de Jeremy Irons ».

« Quelque part entre les deux »

Le souci majeur de Jeremy Irons : différencier les deux frères. Psychologiquement, techniquement, pratiquement, comment faire ? D'abord, Irons demande (et obtient) deux loges. L'une pour Beverly, l'autre pour Elliot. Il suggère d'éclairer les jumeaux différemment. « Trop artificiel, trop évident », répond Cronenberg. Et trop complexe : avec les mouvements de caméra, il y aurait de quoi rendre fou le directeur de la photographie. « Mais Jeremy débordait d'idées, parfois saugrenues, poursuit le réalisateur. Il se voyait par exemple, vers la fin, avec une mèche bouclée au milieu du front. Je lui ai dit que ça le faisait ressembler à Bill Haley et ses Comets ! Ou encore, nous discutons d'une scène, la discussion s'éternisait, je le lui faisais remarquer, il finissait par avouer : « C'est vrai, je renâcle, je bloque, j'ai peur ».

En définitive, Jeremy Irons opère par petites touches. Il détermine pour chaque jumeau un centre d'énergie. L'un, au niveau de la tête, va de l'avant ; l'autre s'enfonce en lui-même à la

base du cou. Irons, qui ne va jamais à la projection des rushes, lui vient souvent vérifier s'il tient bien les choses en main, et finit par comprendre que son problème consiste plus à rapprocher les deux frères qu'à les différencier.

Auquel des deux frères Jeremy Irons ressemble-t-il le plus ? A la question bête, Irons donne toujours une réponse identique : « Je suis quelque part entre les deux. Comme tout le monde ».

Il a quarante ans — l'âge de ses deux gynécologues. Adolescent, il se rêvait... médecin. Vétérinaire. « Mais il devait me manquer cette étincelle de passion qui fait que ni le temps ni l'effort ne compte. Il est né à Cowes, dans l'île de Wight. Son père était expert-comptable dans la firme qui a inventé le Hovercraft. Après le divorce de ses parents, il acquiert une certaine indépendance, s'installe à l'Old Vic de Bristol, s'occupe des petits vieux d'une paroisse dépourvue de vicar, et d'un club de jeunes. Il fait la manche dans les rues de Londres en chantant Pete Seeger, Dylan et Donovan. Et c'est en saint Jean Baptiste dans la comédie musicale *Godspell* qu'il fait ses débuts professionnels. Shakespeare, Pinter et Simon Gray suivent. Il s'essaye timidement au cinéma et, avant même le premier passage à la télévision du feuilleton-fléuve *Brideshead Revisited*, Karel Reisz lui propose le *Maitresse* du lieutenant français.

Après avoir joué à Broadway *The Real Thing*, de Tom Stoppard, il pense s'installer aux États-Unis où Hollywood lui fait les yeux doux. Mais lui qui rêve d'aller à contre-image et de tourner dans les rues un vrai film new-yorkais se voit en passe de devenir un nouveau David Niven. Scorsese ne déformant pas sa porte pour lui offrir *Mean Streets* N° 2, Irons opte alors pour un retour en Angleterre — et au théâtre. Après deux ans de Shakespeare à Stratford-upon-Avon, l'envie des caméras le reprend, à toute coup sur coup *Faux-semblants*. A *Chorus* d'Disapproval avec Anthony Hopkins, adapté d'une comédie d'Alan Ayckbourn. Puis *Danny : the Champion of the World* d'après Roald Dahl, avec son fils siné Samuel, dix ans. Enfin, *Australia* de Jean-Jacques Andrien.

Pendant ce temps, Hollywood se pose sérieusement la question : les règlements de l'Académie permettent-ils que, pour *Faux-semblants*, Jeremy Irons soit deux fois nommé aux Oscars ?

HENRI BEHAR.

Edition

Notes à l'œuvre anglaise

هكذا من الأصل

CINEMA

Rotterdam, Pays-Bas

La journaliste anglaise Anne Head assurait cette année la direction par intérim du Festival de Rotterdam. Pour mieux préparer l'avenir, que représente Rotterdam, le numéro un des festivals consacrés au cinéma indépendant, le plus grand des petits festivals ?

D'ABORD l'héritage d'un homme. Hubert Bals, mort en juillet dernier, il avait réussi à donner à la manifestation qu'il créa en 1972 une dimension internationale. Greenaway, Kieślowski, ont été découverts en Hollande bien avant que la rumeur mondiale ne les rejoigne : Raul Ruiz y a connu sa consécration, Paradjanov y a retrouvé sa gloire. Le cinéma new-yorkais de Jim Jarmusch y a fait ses premiers pas. Par ses choix originaux et la forte individualité de son directeur, Rotterdam a marqué une date.

Longtemps responsable d'un organisme local de distribution rattaché au festival, Hubert Bals avait très tôt commencé à soutenir les créateurs. Puis, il y a trois ans, naissait le fonds Tarkovski d'aide aux nouveaux cinéastes. Débuté, il s'appelle aujourd'hui le fonds Hubert-Bals. Un cinéaste indien, Kumar Shahani, un des plus doués de sa génération, explique qu'il peut tourner un film pour 100 000 dollars (600 000 F), et le fonds Bals lui apporte éventuellement le dixième de cette somme si son projet est agréé.

L'esprit aventureux

Quand Amsterdam fut désignée, il y a trois ans, capitale culturelle de l'Europe, Hubert Bals espérait voir son pays jouer un rôle majeur dans la naissance d'un organisme de coopération européen consacré au cinéma indépendant. Il n'obtint pas gain de cause.

Aujourd'hui, pourtant, Rotterdam est le principal lieu de rendez-vous cinématographique de l'Europe du Nord. L'esprit aventureux qui le caractérise ne saurait être mieux défini que par l'étonnante transformation de

l'hébergement des hôtes du festival, d'un bateau ancré au bord du Rhin, hier, au *ne plus ultra* de l'hôtellerie, le Hilton aujourd'hui. Les projections ont lieu principalement au Louxor, cinéma municipal à l'ancienne, et au complexe Lumière qui appartient à la société Cannon. Un parlement cinématographique, inauguré l'an dernier par Hubert Bals, fait le point pendant une journée sur l'avenir des indépendants. Evidemment, Bals était le seul responsable de la sélection, même s'il écoutait les conseils.

Avant sa mort, il avait choisi une quinzaine de films, qui furent projetés. Anne Head et les responsables hollandais, pour compléter le programme, décidèrent de demander aux cinéastes découverts à Rotterdam, soit de montrer leur nouveau film ou une de leurs œuvres précédentes, soit de proposer un auteur inconnu.

Cassavetes et Rivette

Wim Wenders était là pour prouver la justesse de la formule, et avec lui, presque tous les grands noms du passé. Deux rétrospectives complétaient cette dix-huitième édition, l'une consacrée à John Cassavetes, l'autre à Jacques Rivette. Pour la première fois depuis son unique passage en double bande à la Maison de la culture du Havre, on pouvait voir la version originale, longue de douze heures, de *Out One*, de Rivette. Le CNC et le ministère des affaires étrangères en France, avec Rotterdam, ont payé les 125 000 F nécessaires pour le tirage de la copie.

Parmi les films nouveaux, citons les *Ministères de l'art*, de Philippe Garrel, choisi par Hubert Bals, petit manifeste en faveur d'une génération, la sienne, qui a succédé à la nouvelle vague. Sortie d'état des lieux, des ambitions, des rêves aboutis ou non.

Le marché, toujours important, et à qui revenait le beau rôle, révéla en avant-première mondiale, un très original portrait de l'Afrique du Sud à la fin des années 40, avant que l'apartheid ne soit officiellement légalisé : *Have You Seen Drum Recently?* Cube présente les premiers films de l'école du cinéma créée par Gabriel Garcia Marquez et Fernando Birri.

LOUIS MARCORELLES.

Les indépendants



Deux festivals pour Cassavetes

EN Europe et aux Etats-Unis, à Rotterdam et chez Robert Redford, dans l'Utah, deux festivals consacrés au cinéma indépendant ont rendu hommage à John Cassavetes quelques jours avant sa mort. Au Festival de la Rochelle, en juillet, on l'avait attendu en vain. Il n'avait rien produit depuis quatre ans. On faisait comme si c'était à cause de son « indépendance » et non parce qu'il était déjà malade.

Il n'est pas le seul à s'être passé des studios, alors qu'il aurait pu y mener sa carrière de comédien. D'ailleurs, il s'est laissé utiliser. Il a tourné des œuvres pas forcément impérisables, marquées de son intelligence, de son masque tourmenté, de sa séduction à la Philip Marlow, de son sourire un peu las, ironique. De son jeu excessif. Là comme dans ses propres films, il amène son climat particulier. Une qualité secrète, qui évidemment ne se laisse pas enfermer dans des définitions, et semble s'être perdue. Tout au moins diluée.

Dieu sait pourtant si aujourd'hui on en a besoin. On organise des hommages comme pour en retrouver la clef. Seulement, c'est quelque chose de subtil, de fragile. Par exemple, quand TF 1, par une sorte d'intuition, programme *Gloria* et la diffuse au lendemain de la mort de son auteur en version doublée, on se rend compte d'un hiatus important.

L'histoire se passe à New-York. On en écoute tellement de films doublés qui se passent là-bas qu'on devient en quelque sorte capable de les « retraduire ». Cette fois, ce n'était pas possible. Les personnages sont trop directement nés de la ville. La ville telle que l'a respirée John Cassavetes, telle qu'il l'a vécue, vampirisée.

Cette façon à la fois désinvolte et généreuse d'attraper l'impalpable est sans doute affaire de génération. Cassavetes est imprégné de ce que le monde a traversé entre l'après-guerre et les années 70. Curieux et lucide, il a regardé. A la suite de la « beat generation », il a revu la route. Sans illusions, avec un curieux mélange d'espoir et le désenchantement. La route ne mène nulle part, il faut la prendre quand même pour une certaine idée d'aventure gratuite, de disponibilité, de liberté. C'est peut-être ça que l'on cherche aujourd'hui.

C. G.

Park-City, Utah

Institut de cinéma, festival de films indépendants, concerts, échanges avec l'Amérique du Sud et maintenant l'Union soviétique, Robert Redford veut donner un autre espace au cinéma américain.

«ELLE est notre invitée et notre célébrité du jour, c'est elle qu'il faut applaudir...» Robert Redford présente ainsi Marina Goldovskaja, réalisatrice soviétique invitée avec son film *La Loi de Sovolki*, où elle retrace ce que fut le premier goulig stalinien. Ce documentaire récent est projeté pour la première fois aux Etats-Unis, hors compétition, dans le cadre du « 1989 United States Film Festival », à Park-City, dans l'Utah (1). Nous ne sommes ni à New-York ni à Los Angeles, ni même à Toronto ou à San-Francisco, alors, que viennent faire autant de cinéastes et de cinéphiles dans cette rude bourgade montagnarde et minière de l'ouest des Etats-Unis ?

Robert Redford, qui aimait la nature et le ski, y installa son ranch. En 1980, il pense que cet espace libre pourrait bien aider des cinéastes et metteurs en scène en herbe à développer et parfaire les histoires qu'ils voulaient filmer. Le Sundance Institute était né.

Le festival annuel existait déjà quand Sundance en a pris la responsabilité il y a cinq ans. « Nous avons un objectif très spécifique », précise Tony Safford, le directeur de la programmation. « Nous voulons être le havre des cinéastes indépendants. » Trente projections par jour pendant dix jours, trente-cinq mille entrées cette année, deux compétitions dans les catégories « documentaire » et « fiction ».

Bonnes et mauvaises nouvelles

C'est le film muet de F.W. Murnau, *L'Aurore* (*Sunrise*), dans une copie restaurée qui a ouvert le festival. Le cinéaste allemand l'avait réalisé à Hollywood, pour la Fox, et obtint en 1927 l'oscar du meilleur film, le premier qu'ait donné l'Académie. David Newman a dirigé la musique originale qu'il vient de composer.

Hors compétition, le festival a exploré le cinéma sud-américain en présentant les *Amours difficiles*, un programme original de sept films tirés d'une nouvelle de Gabriel Garcia Marquez, lui-même scénariste de chacune de ces réalisations.

Quelques films de Charlie Chaplin venaient rappeler que le cinéaste est né il y a juste cent ans. Mais c'est à John Cassavetes que, peu de temps avant sa mort, est revenu l'hommage le plus important : quinze films, depuis *Crime in the Streets* et *Eggs of the City*, de 1956, où il était acteur, puis *Shadows*, première mise en scène retentissante en 1958, *Husbands*, jusqu'à son film le plus récent : *Love Streams*.

On vient essentiellement à Park-City pour savoir où en est le cinéma indépendant. Il y a de bonnes et de mauvaises nouvelles. Le marché des films indépendants s'est réduit depuis deux ans, rendant plus difficile encore la distribution en salle. *Heat in Sunlight*, le film dramatique primé l'an dernier, n'a pas trouvé de distributeur. Le surplus financier qu'apporte la vidéo domestique semble avoir eu une influence plutôt conservatrice sur le contenu des films indépendants. Amy Taubin, critique au *Village Voice*, va plus loin : « Aujourd'hui, certains films produits par les studios posent des questions bien plus intéressantes que la production indépendante. » Trop facile, n'est-ce pas, de se contenter d'agiter le spectre de Hollywood. Même si Haskell Wexler, un des directeurs de la photographie les plus réputés, témoigne de la manière dont la pression d'un studio peut dénaturer un projet comme *Colors* (de Dennis Hopper).

Pour le cinéaste Monte Hellman, dont le film *Two Lane Blacktop* faisait l'objet d'une projection spéciale, « le cinéma indépendant est d'abord un système de production ». La question est là : le cinéma américain indépendant l'est-il par sa source de financement ou par ses idées délibérément originales ? Le Discovery Program pourrait faire craindre le pire. Les courts métrages réalisés par de jeunes cinéastes semblent tous filmés dans la même rue de Los Angeles et ont l'allure de cartes de visite bien sages, bien rassurantes et destinées... à Hollywood.

Comme dans tous les festivals, il y a des vainqueurs. Le trophée des cinéastes est revenu dans la catégorie documentaire à *Johanna Huston*, film de Frank Martin, qui retrace la vie et l'œuvre du réalisateur. *Powwow Highway*, de Jonathan Wacks, ou l'odyssée comique et pathétique à la fois de deux Indiens cheyennes, a été primé dans la catégorie fiction. Dans la même catégorie, le public a voté pour *Sex, Lies and Videotape*. Un autre versant du *Déclin de l'empire américain*.

Le Grand Prix est allé, pour les films de fiction, à *True Love*, premier long métrage de la réalisatrice Nancy Savoca, qui en fait d'amour véritable raconte la triste histoire d'un mariage, dans le quartier italo-américain du Bronx.

Les documentaires étaient mieux représentés cette année. *For All Mankind* a raflé le Prix du public et le Grand Prix. Pour retracer l'épopée des premiers astronautes sur la Lune, le réalisateur Al Reinert et ses producteurs ont visionné toutes les archives de la NASA.

Avant de repartir pour Moscou, Marina Goldovskaja a eu droit à un concert de louanges. En exergue à son film, elle a mis ce poster de 1918 : « Avec une main de fer, nous conduirons l'humanité vers le bonheur. »

CLAUDINE MILAUD.

(1) Capitale : Salt-Lake-City, traditionnel lieu des Mormons.

L'empire de la danse du Soleil

«Vous verrez, c'est très Redford-nustique !», plaisante le chauffeur qui transporte les festivaliers depuis Park-City jusqu'au Sundance Institute, à 40 kilomètres de là. L'institut doit son nom à la rituelle danse du Soleil des Indiens du Wyoming (Etat voisin). Chaque mois de juin, Sundance ouvre son « June Lab » aux scénaristes, qui veulent retravailler leurs scripts avec l'aide de leurs illustres aînés. Près de mille scénarios ont été soumis cette année. Une quinzaine seront choisis. Même principe pour l'atelier de composition, qui réunit les musiciens en soit. Au programme aussi : un atelier de danse pour la télévision et le cinéma, une conférence de producteurs indépendants, l'éte.

Sundance fonctionne comme une association à but non lucratif, financée par des sponsors, le National Endowment for the Arts, et Robert Redford. Pour la première fois cette année, l'institut a produit un film sur le parc de Yosemite, sa beauté d'autrefois, sa dégradation par le tourisme, et les tentatives actuelles de préservation. Un projet bien caractéristique des deux préoccupations de Redford : l'environnement et le cinéma indépendant. Les activités internationales consistent en un programme d'échanges avec l'Amérique latine, conduit pour cinq ans. Lors de son voyage en Union soviétique, l'été dernier, Robert Redford a signé un protocole d'échanges avec l'Union des cinéastes soviétiques.

A l'automne prochain, Sundance organisera son deuxième Festival de cinéma américain à Tokyo. Aux Etats-Unis, trois manifestations sur la musique de film sont prévues.

C. M.

"Les Bugatti d'Alain Delon"

PROLONGATION JUSQU'AU 17 FÉVRIER

Galerie Charles et André Bailly
25, quai Voltaire, 75007 PARIS - 42 60 36 47

Histoires de Mode d'Hier et d'Aujourd'hui

donations, acquisitions récentes jusqu'au 19 février 1989
Musée des Arts de la Mode - Pavillon de Mazon - 109 rue de Rivoli Paris 1er
M° Palais Royal 12h30-18h00 - dimanche 11h00 - 18h00
fermé lundi et mardi - téléphone : 42 60 32 14

18 jan. - 5 mars
Regards
dessins du
Stedelijk Museum Amsterdam
Institut Néerlandais
121, rue de Lille Paris 7

Exposition de peinture
FRANCE ZIESENIS
Figuration fantastique
Œuvres récentes
du 9 Février au 4 Mars 1989
Galerie KATIA GRANOFF
13, Quai Conti 75006 Paris

BEUYS BROODTHAERS
RAUSCHENBERG WARHOL
12 janvier / 11 mars 1989
Galerie Isy Brachot
35, rue Guénégaud / 75006 Paris

HERVE ET RICHARD DI ROSA
L'ART MODERNE
Objets d'artistes
de
Marianne et Pierre Nahon
GALERIE BEAUBOURG
23 RUE DU RENARD - PARIS 6 - 42 71 20 00

NINA SIMONE

RTL

CONCERT SUPPLÉMENTAIRE
MERCREDI
15 FÉVRIER À 20 H 30

JEUDI 16 FÉVRIER 20H30
AL'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX

« La Bande des quatre », de Jacques Rivette

L'amour en désordre

Parce qu'il aime le travail des comédiens, Jacques Rivette aime le théâtre et le montre beaucoup dans ses films. Le dernier, la Bande des quatre, sur fond de mystère, raconte l'apprentissage du théâtre, de l'amour, de la vie.

DANS une salle de spectacle, rouge, noire et grise, avec une scène et un écran de cinéma, Constance Dumas, toujours habillée de noir sur un chemisier blanc, donne des cours de théâtre — la Double Inconstance, de Marivaux — à des élèves féminins. Ses élèves doivent pouvoir payer cher (un peu comme des consultations de psychanalyste) l'enseignement, dispensé avec intransigeance. Constance Dumas, c'est Bulle Ogier, incarnation presque mythique de la comédienne qui, à l'âge mûr, transmet son savoir, son âme. Bulle Ogier est « habitée » et très étonnante. Organisatrice du jeu théâtral, quelque chose la guide, ailleurs. On ne sait pas ce que c'est, on ne sait pas ce qu'elle va. Au cours du film, on ne la voit que dans cette salle, on ne sait rien de sa vie privée. A la fin, elle fait une « sortie », très émouvante.



De gauche à droite : Laurence Cote, Inès de Medeiros, Bernadette Giraud, Fejria Deliba.

Parmi les élèves de Constance, il y a Cécile (Nathalie Richard), Joyce (Bernadette Giraud),

Claude (Laurence Cote) et Anna (Fejria Deliba). Elles habitent ensemble, à Montfermeil, un

vieux pavillon dans un jardin. Elles ont retapé l'intérieur comme le font les filles d'aujourd'hui :

avec juste ce qu'il faut de confort et un joyeux désordre. Au début du film, Cécile quitte le pavillon pour l'homme qu'elle aime. Un inconnu. Une jeune Portugaise, Lucia (Inès de Medeiros), la remplace. Mais Cécile revient de temps en temps, de plus en plus bizarre et soucieuse. Et puis un homme qui, prétend s'appeler Henri Demarsay (allusion à un personnage de Balzac et à *Out one spectre* de Rivette, qui transposait l'*Histoire des treize*), cherche à draguez Anna. Il n'y parvient pas, se rabat sur Joyce. Nouvel échec. Les deux filles sont intriguées par les questions de l'homme sur Cécile. Sous le nom de Thomas, il arrive, enfin, à séduire Claude et à entrer dans la maison.

Ce personnage, seul rôle masculin du film (on ne fait qu'entrevoir deux autres hommes et des comparses), est tenu par Benoît Régent, maître de toutes les ambiguïtés, tête à gifles du mystère, et dont la fonction, dans l'histoire, est de relier l'un à l'autre l'univers clos de Constance et celui de la vie réelle. Deux formes de jeu, en fait, mais Constance Dumas ne saurait apprendre le jeu de la vie à ses élèves. Elles vont le découvrir seules, et assumeront, seules, après cette initiation, la représentation de la Double Inconstance.

A ce moment-là, le rideau se ferme devant l'écran de cinéma. Voilà, c'est le nouveau film de Jacques Rivette. Simple, beau, vrai dans l'expression théâtrale, rigoureusement écrit et filmé, mais d'une telle fluidité dans la mise en scène et l'interprétation (les jeunes comédiennes sont prodigieuses, chacune avec une existence autonome) qu'on pourrait croire à de l'improvisation. Peut-être est-ce là, chez Rivette, l'héritage de Jean Renoir. Mais on ne dit pas, comme dans les films du « patron » : « où est le théâtre ? où est la vie ? »

La Bande des quatre est un grand film ludique où le théâtre et la vie se renvoient leurs reflets. Il n'est pas sûr qu'un fantôme hante le pavillon de Montfermeil, même si on l'entend, mais le trousseau de clés qui tombe dans l'âtre de la cheminée est vrai. Un flacon de poison reste un accessoire, mais une fille sentimentalement portée vers les femmes découvre l'amour avec un homme et ne veut plus en démordre. La Bande des quatre procure un bonheur rarissime : on y est bien, on n'y sent pas le temps passer, on joue avec les personnages, on déchiffre le mystère avec eux, elles, plutôt, qui détiennent les règles du jeu.

J. S.

Entretien avec le réalisateur

Le jeu théâtral fait partie du cinéma

DOUZE films en trente ans, une réputation d'auteur exigeant, pur et dur, de cinéaste non commercial, ce qui n'empêche pas les coups de cœur pour ses films et une grande estime, à tout le moins, pour son talent : Jacques Rivette, qui fit partie de l'équipe critique des Cahiers du cinéma préparant la « nouvelle vague », est toujours Jacques Rivette. Un personnage singulier, unique et plus simple qu'il n'y paraît dans sa manière de faire du cinéma, et d'en parler.

Depuis le Pont du Nord, qui date de 1980, il semble que vous tourniez plus régulièrement, que vos films soient mieux vus.

Je n'en ai pourtant fait que quatre en huit ans ! Mais il est vrai que, dans les années 70, en dehors de *Céline et Julie vont en bateau*, qui fut un succès, mon producteur d'alors, Stéphane Chalagajeff, a connu des difficultés de sortie. Il y a eu un malentendu sur ce qui devait être une série de quatre films. Après *Duelle*, Gaumont a refusé de distribuer *Norvilt*, et nous n'avons pas pu continuer. Nous avons pu seulement faire, tant bien que mal, *Merry go round*, qui n'est d'ailleurs pas très bon et est resté cinq ans dans un tiroir. C'est vrai, les choses ont évolué avec le Pont du Nord. A l'époque, Martine Marignac, attachée de presse, voulait changer d'horizon. Elle a fondé une petite maison de production, La Cécilia, qui a mis un peu d'argent dans la coproduction avec Les Films du Losange et Lyric International. Martine Marignac a produit ensuite *l'Amour par terre*, *Hurlévent* et *la Bande des quatre*. Aujourd'hui, La Cécilia est devenue Pierre grise Productions.

Des envies de comédie

Après le Pont du Nord, je ne savais plus comment repartir. Une idée me trottait dans la tête depuis une dizaine d'années : à l'époque, à part *Entrée des artistes* avant la guerre, il n'y avait rien eu, dans le cinéma français, sur les jeunes comédiens des cours d'art dramatique. Alors j'ai pensé à une histoire, autour d'une actrice d'un certain âge, une sorte de monstre sacré, qui donnerait des cours à de jeunes élèves. Ce n'était pas encore un projet, juste une envie, mais je ne trouvais pas le principe dramatique à accrocher à ce point de départ. J'ai travaillé avec Suzanne Schiffman et une amie. C'est vite devenu une histoire trop morbide, et j'ai arrêté.

J'ai eu envie de tourner une comédie avec Jane Birkin : c'était *l'Amour par terre*. Puis j'ai enchaîné sur *Hurlévent*, une transposition du roman d'Emily Brontë pour laquelle je voulais de jeunes comédiens. Nous avons fait beaucoup d'essais en vidéo chez Martine Marignac, et cela m'a redonné l'envie du cours de théâtre. Cette fois, j'ai trouvé un principe moins dramatique. J'avais toujours pensé à Jeanne Moreau pour le rôle principal. Je lui ai raconté l'histoire, elle était d'accord. Mais nous avons eu un problème pour les dates de tournage. Jeanne Moreau a fait reculer de trois mois. J'ai attendu. Et puis elle a disparu sans explications. Son agent m'a prévenu qu'elle ne ferait pas le film.

Les inquiétudes du professeur

Avez-vous, alors, modifié le scénario ?

Oui, mais pas seulement pour cette raison. Dans le projet avec Jeanne Moreau, les deux tiers du film se seraient passés au-dessus de la salle de cours, dans l'appartement de la comédienne, et deux de ses élèves seraient entrées dans sa vie privée. L'idée venait de Suzanne Schiffman. Et puis, en préparant le film autour de Jeanne, j'ai rassemblé quatre-vingts essais vidéo et sélectionné une quinzaine de jeunes filles pour les rôles des élèves. Lorsqu'il a fallu remplacer Jeanne, nous nous sommes rendu compte que l'histoire pouvait être conçue autrement. D'où l'idée des quatre filles qui habitent ensemble et sont prises dans l'histoire de la cinquième. Si vous voulez, c'était un peu le principe des *Trois Mousquetaires*, mais Constance Dumas restait un personnage important, même si le film ne parlait plus de sa vie privée.

Après Jeanne Moreau, j'ai pensé à une comédienne internationale, mais elle a eu des scrupules à jouer un professeur du répertoire classique français. J'ai beaucoup hésité à demander à Bulle Ogier. Et elle a hésité à accepter. Elle avait peur. Au début, sur le tournage, nous étions tous angoissés. Nous avons commencé par les scènes du cours d'art dramatique, toutes les scènes. Pour ce qui se passe dans la maison de Montfermeil, le tournage a été plus facile.

Dans la plupart de vos films, tout le monde l'a constaté, deux thèmes se rejoignent, celui du théâtre et celui d'un complot

occulte ou d'un mystère policier. On les retrouve ici. Est-ce volontaire ? Et vous, le metteur en scène, êtes-vous Constance Dumas, qui mène le jeu et impose ses exigences ?

J'aime le théâtre, c'est tout. Le jeu théâtral fait partie du cinéma. Et j'ai filmé des gens que le théâtre passionnait dans *Paris nous appartient*, *l'Amour fou*, *l'Amour par terre*. Quant au complot, ici, il n'y en a pas... L'affaire policière est claire, à la fin. La séquence, dans la maison, où les filles donnent la représentation d'un procès se réfère très précisément à ce qui est arrivé à Roger Knobelspiess, que la justice avait fait replonger dans un procès d'assises (1). J'avais été scandalisé. Mes scénaristes Pascal Bonitzer et Christine Laurent s'étonnaient que j'inscrive cet épisode dans le film. Mais j'y tenais, et ils se sont habitués. Je voulais une situation concrète de fiction. A part la référence au procès, tout le reste de l'intrigue policière est inventé. Il n'y a pas de rapport volontaire entre la pièce de Marivaux, la Double Inconstance — sur laquelle Constance fait travailler ses élèves, — avec ses déguisements, son mystère, et l'histoire mystérieuse de Cécile. J'ai eu envie de Marivaux surtout parce que, dans le cours de Constance, il n'y a que des filles. Mais j'ai aussi fait dire le grand monologue de Corneille — une pièce magnifique de Corneille, dans sa violence. Les dernières pièces de Corneille sont les plus belles.

Le blanc et le noir à la fois

On ne voit pas de garçons dans ce cours. C'est arbitraire, mais va dans la logique du scénario. Je n'avais pas envie de faire un documentaire sur un cours de théâtre. Sans garçons, cela devenait le couvent, comme dans *la Religieuse*. Non, je ne suis pas Constance. Son personnage est très décalé par rapport à mon rôle de metteur en scène. Simplement, ma préoccupation principale, au début, était de me trouver dans le film avec Bulle Ogier.

Profondément, un metteur en scène veut des choses contradictoires, le blanc et le noir à la fois : que les interprètes courent lentement, pleurent sans qu'on

(1) Interprète du *Rayon vert*, d'Eric Rohmer, la comédienne Marie Rivière, épouse de Roger Knobelspiess, a raconté en détail ce à quoi se réfère ici Jacques Rivette, dans *Un amour aux assises*, Editions Bernard Bataillon, 1988 (240 p., 78 F).

voit les larmes. Il veut la précision absolue et le miracle de ce qui n'arrive qu'une fois. Il n'y a pas de recette de fabrication. On passe son temps, au jour le jour, à trouver le « climat » : j'aime mieux le mot-là qu'« atmosphère », trop connoté par Arletty. Chaque film a son problème. Parfois, on patauge, on est dans le brouillard, et, à l'arrivée,

cela a l'air de couler tout seul. Il ne faut pas reprendre ses vieux trucs. Il faut, au contraire, essayer d'en trouver d'autres. Il ne faut pas trop perdre la fraîcheur, et les problèmes qu'on affronte obligent à la garder. C'est pourquoi je ne veux pas que les dialogues soient écrits à l'avance. Je les donne au dernier moment.

Les jeunes comédiennes avaient construit leurs personnages avec des biographies, un passé. Il n'est resté que des fragments. J'aime les allusions, les ellipses. C'est au spectateur de deviner ou de ne pas deviner.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

* A Saint-Denis, le Théâtre Gérard-Philipe présente l'intégrale des films de Jacques Rivette.

SAISON 1988-1989

THEATRE NATIONAL
OPERA
DE PARIS

LES MAITRES CHANTEURS DE NUREMBERG
(Die Meistersinger von Nürnberg)
Richard WAGNER
ZAGROSEK — WERNICKE
2, 5, 7, 16, 19, 21, 25 février,
1^{er} mars à 18h

MEFISTOFELE
Arrigo BOITO
en concert
PRITCHARD
26, 28 février, 2 mars

Pour mémoire : OPERA-COMIQUE, Salle Favart
16, 18, 26, 28 février
PLATEE
Jean-Philippe RAMEAU
MALGOIRE — RAFFINOT

Location par téléphone : 47 42 53 71
Renseignements : 47 42 57 50 — MINITEL 3615 Code COM21

Location par téléphone : 47 42 53 71
Renseignements : 47 42 57 50 — MINITEL 3615 Code COM21

هكذا من الأصل

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. de 10 h à 22 h, sam. et dim. de 10 h à 22 h.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSÉE. Galeries contemporaines. Entrée: 16 F. Jusqu'au 9 avril.

CHATEAUX BORDEAUX. Histoire et restauration des architectures de la châtellenie du vin. Galerie du Col. Entrée: 15 F. Jusqu'au 20 février.

DE MATSUE A ALIQUOT. 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

ENSEMBLE D'ENSEMBLES. Musée national d'Art moderne. Entrée: 22 F. Jusqu'au 26 février.

FATA MORGANA. Grand foyer. Entrée: 15 F. Jusqu'au 19 février.

LA MATIÈRE DE L'INVENTION. Centre d'information C.I. Entrée: 15 F. Jusqu'au 27 février.

JEAN TINGUELY. 1954 - 1987. Grande galerie - 9^e étage. Entrée: 30 F. Jusqu'au 27 mars.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer. ven. sam. dim. de 10 h à 18 h. Jeu. de 10 h à 21 h. 45. dim. de 10 h à 18 h. Fermé le lundi.

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE. MALLARMÉ, DEBUSSY, RIMSKY-KORSAKOV. Entrée: 23 F. (billet d'accès au musée). Du 14 février au 22 mai.

LA DANSE DE CARPEAUX. Exposition-décor. Entrée: 14 F. (billet d'accès au musée). Du 14 février au 22 mai.

LA DANSE DE JOSEPH BERNARD. Exposition-décor. Entrée: 23 F. (billet d'accès au musée). Du 14 février au 22 mai.

PAUL-EMILE MONT. Voyage à TAHITI ET AUX ÎLES MARQUÉSES. Exposition-décor. Entrée: 23 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 avril.

UNE Œuvre RÉPUBLICAINE. ROULET DE L'ISLE CHANTIE LA MARSEILLAISE. Tableaux de 1849 - exposition-décor. Entrée: 23 F. (billet d'accès au musée). Du 14 février au 7 mai.

Palais du Louvre

Entrée gratuite pour le grand des Tuileries (42-60-39-26). T.l.j. de 9 h à 17 h.

CENTRES RÉMINISCENCES AU LOUVRE. Pavillon de Flore. Entrée: 20 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 20 février.

REMBRANDT ET SON ÉCOLE. Dessins du Musée du Louvre. Pavillon de Flore. Entrée: 20 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 20 février.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

ROLAND FISCHER. A.R.C. Jusqu'au 12 mars.

IMAGES CRITIQUES. DENNIS ADAMS, ALFREDO JAAR, LOUIS JAMMES, Jeff Wall. A.R.C. Entrée: 15 F. Jusqu'au 12 mars.

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHOTOGRAPHE. Sélection de photographies à partir des collections du musée. Entrée: 15 F. Jusqu'au 26 février.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gaitan.

CENTRIQUE SALON DES INDÉPENDANTS. Nef (42-56-45-09). T.l.j. de 10 h à 19 h. Entrée: 35 F. Jusqu'au 12 février.

GAUGUIN. Galeries nationales (42-69-54-10). T.l.j. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée: 35 F. Jusqu'au 24 avril.

MOR ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 12 h, mer. jusqu'à 15 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 15 mai.

QUARANTIÈME SALON DE LA JEUNE PEINTURE. Galeries nationales (42-56-45-08). T.l.j. de 10 h à 19 h 30, mer. jusqu'à 21 h. Entrée: 28 F. Jusqu'au 12 février.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Cornélius-Carlson (44-42-13-13). Mer. ven. sam. dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 21 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Fermé le lundi.

IMAGE CALCULÉE. Espace Claude Bernard. Entrée: 30 F. (C.I.A. pass). Jusqu'au 1^{er} août.

Musées

LES ACQUISITIONS PHOTOGRAPHIQUES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (42-73-36-51). T.l.j. de 10 h à 17 h, mer. jusqu'à 19 h. Entrée: 25 F. (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 27 mars.

LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVOLUTION. Histoire des métiers et des collections du Musée national des Techniques, 20, rue Saint-Martin (40-27-23-73). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 19 h. Entrée: 10 F. (gratuit le dim.). Jusqu'au 31 août.

BUFFON NATURELISTE. Musée de la Classe et de la Nature, hôtel de Condé, 42-72-86-43. T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 17 h 30. Entrée: 15 F. Jusqu'au 27 février.

CALDER INTIME. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-33-14). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 20 F. Du 14 février au 21 mai.

CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE. Musée national des Arts africains et océaniques, 203, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, sam. dim. de 10 h à 18 h. Entrée: 22 F. 13 F. (dim.). Jusqu'au 13 février.

CASQUES ROYAUX. Pl. XIV^e siècle, début XV^e siècle. Musée de l'Armée, salle de l'Armée, hôtel national des Invalides, place des Invalides (45-53-52-30). T.l.j. de 10 h à 17 h, mer. jusqu'à 19 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 13 février.

COULEURS DU TEMPS. Photographies antérieures et contemporaines prises par E. Clemenceau, Musée Rodin, hôtel Biron, 37, rue de Varenne (47-00-01-34). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 17 h. Entrée: 16 F. Jusqu'au 27 février.

COUPS D'ŒIL SUR L'ART A LA LETTRE. Cent artistes et écrivains.

Musée de la Poste, galerie du Messager, 34, bd de Vaugrand (42-20-15-30). T.l.j. de 10 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 25 mars.

HERVÉ CREPET. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne - 6, rue des Petits-Champs (47-03-41-26). T.l.j. de 12 h à 18 h 30. Entrée: 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 27 mars.

JULES-ELIE DELAUNAY (1828-1891). Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-23-42). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h 30. Entrée: 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 27 mars.

GARGAT-JONEMANN. Créateurs de bijoux. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-33-14). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 10 F. (on peut grouper avec les autres expositions du musée). Jusqu'au 12 février.

GAUGUIN ET L'ÉCOLE DE PONT-AVEN. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 56, rue de Richelieu (42-81-26). T.l.j. de 12 h à 18 h. Entrée: 13 F. pour les groupes. Jusqu'au 5 mars.

LES GRANDES BAIGNUSES DE PROSSA. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-57-48-16). T.l.j. de 10 h à 17 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 15 F. (8 F. dim.). Jusqu'au 6 mars.

ICONS ET MÉRVEILLES. 1806-1812. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

LEZEL DE LA LETTRE. Les rapports de la lettre et de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (42-73-36-51). T.l.j. de 10 h à 17 h, mer. jusqu'à 19 h. Entrée: 25 F. (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 27 mars.

OPÉRATION DRAGON. Musée de l'Homme, hôtel de la Ville, place de Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 19 février.

MODÈS ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 7 F. Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. 1789-1899.

ARTS ET SPECTACLES

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

LES LUNDIS DU RIRE. Olympia (45-65-93-26) (mar., jeu., ven.) à 20 h 30 (8).

LE ROVER. Théâtre de la Plaine (40-43-01-42) (dim. soir, lun., mar.) à 20 h 30; dim. 17 h (8).

ARNOLPHE OU L'INCONSTANT. Centre culturel suisse (42-71-38-38) (dim., mar.) à 20 h 30 (8).

THEATRE A DOMICILE. Petit-Montparnasse (42-25-20-74) (lun.) 21 h; dim. 15 h (10).

TROISIEME OUCHE. Torcy-Marne-la-Vallée. Maison du Temps libre (60-17-17-39) (ven., sam.) 21 h (10).

LE LIVRE DE JOB. Th. National de Chaillot (47-27-81-15) (lun.) 20 h 30; dim. 15 h 30 (10).

LES DOUZE CLOWNS DE MINUIT. Amandiers de Paris (43-66-42-17) lun. et mar. à 14 h 30 (13).

LES HERMINES. Café de la danse (43-57-05-35), 20 h (14).

► Ne sont pas jouées le mercredi.

► Hora

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). ► Les Douze Clowns de minuit; lun., mar. 14 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-11). ► La Rémouille; 20 h 45, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ARLEQUIN (45-89-43-22). ► Sonate pour deux femmes en 1918; 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).

ARTS-HERBERT (43-57-23-23). ► La Fête de l'amour; 20 h 30 (Ven.). ► Les Enfants du Soleil; jeu., mar. 20 h 30. La Trépassée de la jalousie; sam. 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Henri IV; 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ATHENES-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard, 0 Le Terrier; 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).

BATACLAN (47-00-30-12). ► Match d'improvisation; lun. 21 h.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Fraïks; 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun., jeu.

BOUFFES PARISIENS (42-06-60-24). Une absence; 20 h 30, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CARRE SILVIA MONFORT (45-31-25-34). ► La Mort de Marat Le Va et Vient des dévoués illustres; lun. 20 h 30 et 14 h 30.

CARTOUCHIERE THEATRE DE LA TEMPETE (43-28-36-36). Salle 1. Le jour se lève, Léopold; 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. ► Valentin, écrivain de théâtre; sam. 18 h 30, dim. (dernière) 15 h.

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah! Ça rira, ça rira, ça rira...; 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-38-38). ► Arnolphe ou l'inconstant; 20 h 30 (Jeu., ven., sam., dim.). Rel. lun., mar.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). ► Reves parés; les Belles Elrangères; jeu. 18 h 30. Reves parés; les Belles sur terre; jeu. 21 h.

CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. Zaire, ou le Fanatisme religieux; 20 h 30. Rel. dim., lun. La Remorse. John Gabriel Borkman; 20 h 30. Rel. dim., lun.

COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Première Tête; 21 h, sam. 19 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-37-21). Une femme sans histoire; 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Odeurs du balais; 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ► La Cagote; 14 h, sam. 14 h, dim. 20 h 30, ven., mar. 20 h 30. La guerre de Troie n'aura pas lieu; 20 h 30 (Sam.), dim. 14 h. ► Britannicus; jeu. (soirée presse), lun. 20 h 30.

COMEDIE-FRANCAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). ► Discours Cyclic; Orestes dans la Révolution; lun. 18 h 30.

CRYPTE SAINT-AGNES (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (42-36-53-82). La Porte de l'auvergne; 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun., mar.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François; 21 h, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

EDGAR (42-20-85-11). Les Babas; 20 h 15. Rel. dim. Nous on fait ou on nous dit de faire; 22 h. Rel. dim. soir, lun.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne; 20 h 30, sam. 16 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ELDORADO (42-49-60-27). ► Rêve de Vienne; 14 h 30, jeu., sam., dim. 14 h 30, dim. 18 h, sam. 20 h 30.

ESSAIEN DE PARIS (42-78-46-42). Salle 1. Borges, le bibliothécaire de Babel; 18 h 30. Rel. dim., lun. Les Amcicm Odeurs; 20 h 30. Rel. dim., lun.

FONDACTION DEUTSCH DE LA MEURTHE (43-27-22-09). Les Beaux Jours, et Darius (5 récits); 20 h. Rel. dim., lun.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle famille...; 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

GAITE-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Frédéric Chopin, ou Le Malheur de l'idéal; 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). The Dining Room; 20 h 30. Rel. dim., lun.

GALERIE DE NESLE (43-25-11-28). Les Magiciens du caquet; 20 h 30. Rel. dim., lun.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Histoire d'un fou; 18 h 45, dim. 14 h, sam. 14 h, dim. 20 h 30. Rel. dim., lun.

HOTEL LUTETIA (SALON BORGHESI) (45-44-05-05). Le Dernier Quart de lune; 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve; 19 h 30. Rel. dim. La Leçon de piano; 20 h 30. Rel. dim. La pluie n'est pas de tout ce que l'on croit; 21 h 30. Rel. dim.

L'ESPACE EUROPEEN (42-93-69-68). La Face cachée d'Orion; 20 h 30. Rel. dim. Adieu Monsieur Tchékhov; 22 h 15, sam. 15 h. Rel. dim.

LA BASTILLE (43-57-42-14). ► Mobie Dq; 21 h (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 14 h 30.

LA BRUYERE (48-74-76-99). Entre nous soit dit; 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Médée; 21 h. Rel. dim., lun.

LE BATEAU (42-08-68-99). La Torreur; 21 h. Rel. dim.

LE BOURVIL (42-73-47-84). La Mala du pape; 22 h. Rel. dim., lun. ► Ce soir, on salue tout; ven., sam. 20 h 30.

LE GRAND EDGAR (42-20-90-09). Existe en trois tailles; 20 h 15, sam. 18 h. Rel. dim.

LIERRE-THEATRE (45-34-55-83). Le Procès d'Orsini; 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun., mar.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince; 18 h 45. Rel. dim. Rêve et Armide; 20 h. Rel. dim. Le Crépule des peaux; 21 h 30. Rel. dim. Théâtre rouge. Cantades Grues; 20 h 30, sam. 16 h, dim. 15 h. Rel. dim. Quant au diable, n'en parlons pas; 21 h 30. Rel. dim.

MADELINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne; 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. ► Les Sept Miracles de Jésus; jeu. ven. 18 h.

MAISON DE LA POESIE (42-36-27-53). ► Belles Elrangères (poésie finlandaise); Présences; jeu. 20 h 30. Lectures-remontres Jacques Risset; mar. 20 h 30.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-41). ► Interrogation sur la Marche du caméléon; 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 17 h. ► La Marche du caméléon; 20 h 30, sam. 16 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MARAI (42-78-03-53). ► Une vie bouleversée; 18 h 30 (Jeu., ven.), sam. 14 h 30. Rel. dim., lun. L'Avaré; 20 h 45. Rel. dim.

MARIE-STUART (45-08-17-80). Le Révisor; 18 h 30. Rel. dim., lun. Pierrot gardien de l'ordre; 20 h 30. Rel. dim., lun. La Vie après l'amour; 22 h. Rel. dim., lun.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). ► Théâtre à domicile; ven., sam., mar. 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de théâtre; 21 h, sam. 16 h, dim. 15 h. Rel. dim., lun.

MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Adresse; 21 h 15, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MICHOIERE (47-42-95-23). Pique-rette; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MALDOR (48-78-75-00). D'Artagnan; 20 h 30, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Voyage au bout de la nuit; 19 h. Rel. sam., dim., lun., mar. La Vain Vie; 21 h, sam., 17 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Térésa; 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). ► O. La Horla; 18 h (Jeu., ven., sam. dernière). ► Théodore le Grandeur; 20 h 15 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand Standing; 20 h 30, sam. 15 h 30, 21 h 30 et 18 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun., mar.

ODÉON (43-25-70-32). Un bon patriote; 20 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

OPERA (PETIT) (43-23-70-32). ► La Châle; jeu., ven., dim., mar. 18 h 30. Rel. mer., sam., lun.

CEUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

OLYMPIA (45-45-93-26). ► Les Lundis du rire (la semaine des 4 lundis); 20 h 30 (Jeu., ven.).

PALAIS DES CONGRES (48-28-40-90). La Liberté ou la mort d'après Danton et Robespierre; 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h. Rel. lun.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). Les Vamps; 21 h. Rel. dim., lun.

PALAIS ROYAL (42-47-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Devos; 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Ridesaux; 21 h, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

PENICHE-OPERA (42-45-18-20). ► Nina et les comédies ambulantes; jeu., ven., sam. 21 h, dim. 17 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle 1. Le Vase Heureux des trois; 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Salle 2. Journal d'une petite fille; 21 h, sam. 18 h. Rel. dim., lun.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Ténor; 20 h 30, sam. 17 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-16). ► La Frouse; 20 h 45, sam. 17 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, mer.

RANELAGH (42-88-64-44). La Noci et Sur la grand-route; 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSEAU-THEATRE (42-71-30-20). Alice au pays sans merveilles; 18 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun. La Leçon de piano; 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple; 20 h 45, sam. 19 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

SENIER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard pour pleurer; 20 h 30. Rel. dim., lun.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les vœux; 20 h 30. Rel. dim., lun.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-35-10). Albertine en cinq temps; 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

TAC STUDIO (42-73-74-47). ► La Vénus sur l'amour baroque; dim. 16 h.

THEATRE 13 (45-88-16-30). Les Stigmates, et l'Espérance; 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THEATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Le Livre de l'homme tranquille; 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THEATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). ► Amphitryon; 20 h 30 (Ven., sam.), dim. (dernière) 15 h.

THEATRE DE LA BELLE DE MAI (43-56-64-37). Nina et son autre clown. Théâtre en apesanteur; 20 h 30.

THEATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-42-89). Salle 1. O. Le Taruffe; 20 h 30. Salle 2. O. L'Ecume des jours; 20 h 30.

(Ven., mar.). ► Marius; ven. 20 h 30, sam. 16 h, dim. 14 h. Fanny; sam. 18 h 30, dim. 16 h 30. César; sam. 21 h 30, dim. 19 h 30. Le Journal d'un fou; jeu. 20 h 30, ven. 18 h 30. L'Etranger; jeu. 20 h 30, sam. 20 h, dim. 16 h 30.

THEATRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). ► Le Foyer; 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun., mar.

THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Le Triomphe de l'amour; 20 h 45, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun. ► Didier Gustin; ven., sam. 16 h 30.

THEATRE DE MENILMONTANT (46-36-98-60). ► Piquetoli; jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. (dernière) 17 h. Rel. mer.

THEATRE DE PARIS (42-80-09-30). ► Cais, d'après Old Possum's Book of paractical Cats; mar. 20 h 30.

THEATRE DES ATELIERES DE L'EURE (42-41-46-54). ► L'Espousé-mariée; jeu., ven., sam. (dernière) 20 h 30.

THEATRE DU BEL AIR (43-46-91-93). ► Une chemise de nuit de flanelle; 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 17 h.

THEATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI; 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THEATRE MODERNE (48-74-10-75). Concours de circonstances; 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THEATRE MONTORGUEIL (42-96-04-06). ► Au beau fixe; ven., sam. 20 h 30, dim. (dernière) 18 h.

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). ► Le Livre de Job; ven., sam., mar. 15 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Petite salle. Mesure aimé; 21 h, sam. 15 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

THEATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). La Vie singulière d'Albert Nobbs; 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Grande salle. Le Retour au désert; 20 h 30, sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Petite salle. O. Il dit qu'il est Nijinsky; 18 h 30 (Jeu., ven., sam., mar. dernière). Rel. dim. soir, lun.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Barthémy; 19 h. Rel. dim., lun. O. Hélas, tant mieux!; 20 h 15. Rel. dim., lun., mar. (exceptionnel). Les majorettes au ca-lun, jeu. La Tambale; sam. 15 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). De l'orthographe et autres oiseaux rares; 19 h. Rel. dim., lun. O. Pouchéri; 20 h 30. Rel. dim., lun.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Enorme Changement de dernière minute; 21 h, sam. 17 h. Rel. dim. ► Toi et moi... et Favis; dim. 15 h.

VARLETES (42-33-09-92). La Présidente; 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

Périphérie

ANTONY (THEATRE FIRMIN GEMIER) (46-66-02-74). ► Offenbach te connais-tu?; mar. 21 h.

ARGENTEUIL (THEATRE SALLE GAMMA) (93-38-51-00). ► La Rose des sables; 15 h, ven. 15 h, ven. 20 h 45.

ASNIERES (GRAND THEATRE) (47-90-63-12). ► Hair; lun. 20 h 30.

AUBERVILLIERS (THEATRE DE LA COMMUNE) (48-34-47-67). ► L'Etrange intermède; 19 h (Jeu.), dim. (dernière) 15 h.

BAGNEUX (THEATRE VICTOR HUGO) (46-43-10-54). ► L'Age gardé; mar. 20 h 30, 17 h 30, 20 h 30.

BAGNOLET (ATELIER THEATRE ET MUSIQUE) (43-64-77-18). ► L'Étrange dans la brousse; jeu., ven., sam. 21 h, dim. (dernière) 17 h.

BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE 93) (48-31-11-45). Grande salle. La Tragédie du vaillant; 21 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. Petite salle. Poussière; 21 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

BOULOGNE-BELLANCOURT (THEATRE DE BOULOGNE) (46-02-60-44). La Station Champbaudet; 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CERGY (THEATRE DES ARTS) (30-30-33-33). ► La Fiancée de l'étrange Grégoire; lun., mar. 21 h.

CHARENTON-LE-PONT (THEATRE CHARENTON) (43-68-55-81). ► Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît; ven. 20 h 45.

CHATENAY-MALABRY (THEATRE DU CAMPAGNOIR) (46-61-33-33). ► Histoire de soldat; 20 h 30 (Jeu., sam., mar. dernière), dim. 15 h. Rel. ven.

CHATELAIN (THEATRE DE CHATELAIN-GRANDE SALLE) (46-57-22-11). ► Sganarelle ou le Cocu imaginaire, le Mariage forcé; sam. 21 h.

CLAMART (CENTRE CULTUREL JEAN ARP) (46-45-11-87). ► L'Âge gardien; ven. 20 h 30. Hair; mar. 20 h 30.

CLICHY (THEATRE RUTENGEUF) (47-39-28-38). ► Match d'improvisation; 21 h. ► Hair; jeu. 21 h.

COMBS-LA-VILLE (LA COUPOLE) (64-88-69-11). ► Inventaires; ven. 20 h 45.

CORBEYSSONNES (CENTRE PAUL NERUDA) (60-89-00-72). ► L'Augmentation; ven., sam. 20 h 30.

CINEMA

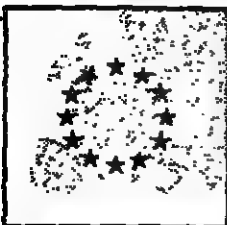
PAUL McGANN RICHARD E. GRANT RICHARD GRIFFITHS

WITHNAIL and I

“Withnail et moi”

Ecrit et Dirigé par **BRUCE ROBINSON** Auteur de “LA DECHIRURE”

هكذا من الأصل



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

DIRECTEUR D'USINE

VERITABLE PATRON... dans un Groupe International

C'est ce que nous vous proposons d'être sur un de nos sites industriels. A la tête d'une de nos plus importantes usines de production de produits chimiques à usage pharmaceutique, vous pourrez mettre à profit vos talents d'organisateur, d'animateur, de gestionnaire... en un mot de MANAGER.

Nous devons aujourd'hui notre réussite à des collaborateurs qui savent, sur le terrain, s'adapter rapidement à nos stratégies industrielles, qui savent aussi rapidement les mettre en application, en un mot, à des professionnels qui aiment ENTREPRENDRE et REUSSIR.

Notre désir de décentralisation n'est pas pour nous un vain mot mais une réalité quotidienne. Il se traduit par un fort degré d'autonomie de nos directeurs d'usine. Nous leur demandons beaucoup et en retour leur donnons tous les moyens nécessaires pour qu'ils atteignent leurs objectifs.

Opérationnel aujourd'hui avec nous, vous serez un de ceux qui, demain, au sein du Groupe, participera à de nouveaux projets en évoluant vers des fonctions encore plus larges. Si vous êtes prêt à relever un nouveau défi, nul doute que cette opportunité vous séduira, adressez votre candidature sous la réf. 020/LM à :

12, rue Desaix - 75015 Paris

ADEMIVA

PME savoyarde performante, déjà présente aux U.S.A., réputée pour la qualité de nos outillages uniques au monde et pour nos talents de façonniers en emboutissage et découpage, nous proposons à un

Verkaufsingenieur

de devenir en Allemagne le Directeur de notre filiale commerciale

Vous êtes ingénieur mécanicien, allemand bilingue français. Vous commercialisez avec succès depuis plusieurs années les services d'un façonnier ou des équipements d'usinage aux industries automobiles, aéronautiques, électroménager...

Technicien rigoureux et commerçant habile, vous avez du punch, et vous voulez créer une entreprise.

Wollen Sie mit uns unseren gemeinsamen Erfolg bauen ?

Les entretiens auront lieu à Stuttgart.

Merci d'écrire à notre consultant, Mme C. MARTY (réf. 3908 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
95, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE
PARIS - LYON - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

S'unir, c'est gagner

THOMSON CONSUMER ELECTRONICS, dans le cadre de son développement international, recherche pour TELEFUNKEN, une de ses Sociétés Commerciales Implantées à Hanovre (RFA), un

FUTUR CONTROLEUR DE GESTION

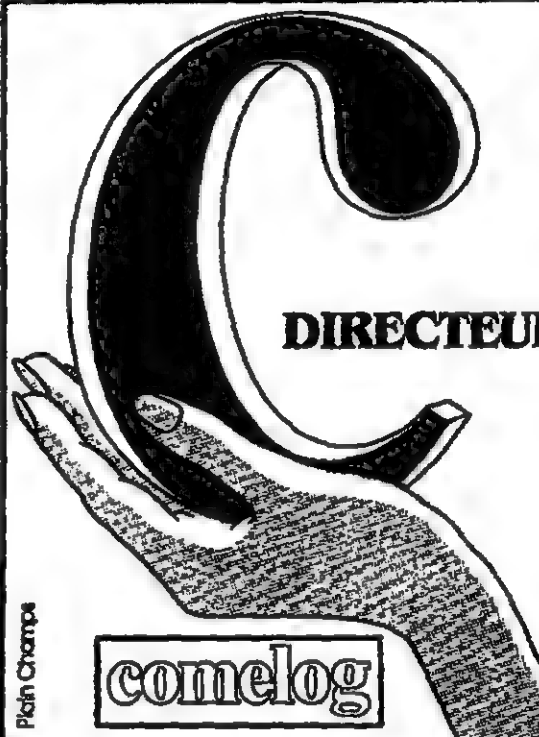
Sous l'autorité du Contrôleur de Gestion de l'ensemble des Sociétés Commerciales Allemandes, le candidat sera particulièrement chargé :
- de l'élaboration et du suivi du budget,
- des tâches de reporting et de la bonne application des procédures,
- du contrôle de gestion,
- de la direction et de l'animation du service responsable de la gestion "clients".

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et/ou de Gestion, ayant acquis une expérience d'au moins trois années au sein, soit d'un cabinet d'audit, soit d'une société de distribution ou industrielle, sachant convaincre et motiver, le candidat, doté d'une forte personnalité et capable d'initiatives personnelles, devra avoir des connaissances en micro-informatique.

Il devra, en outre, être mobile sur le plan international, parler parfaitement l'allemand et maîtriser correctement l'anglais. Pour le poste, basé à Hanovre, le titulaire aura un contrat et un statut allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à GB Conseils
52, rue de la Bienfaisance - 75008 PARIS
sous la référence T 101 LM.

THOMSON



COMELOG Société de Conseil en Organisation et en Informatique

Implantée en France depuis 10 ans, se développe en EUROPE.

Objectif 1989: 270 M€ de C.A. - 750 personnes.

Aujourd'hui, implantée en Suisse, en Allemagne, en Angleterre et en Belgique, COMELOG recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL EUROPE

EUROPÉEN. Il aura la responsabilité :

- du plan de développement international,
- de l'animation des filiales européennes,
- de la coordination commerciale.

Ce poste basé à Paris nécessite une parfaite maîtrise de la langue anglaise, un dynamisme commercial, un sens de la gestion.

Ecrire, sous pli confidentiel, à Monsieur le Président, COMELOG - 82, avenue Marceau - 75008 PARIS - Réf. DD.02

PARUTION LE MERCREDI DATE JEUDI Renseignements 45-55-91-82 poste 4096

Le Monde
INTERNATIONAL



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

cherche à titre temporaire

un CHEF D'UNITÉ

(niveau A/3) (m/f) (réf. 3T/89)

chargé de l'«Aménagement du territoire et coopération transfrontalière» dans la Direction générale «Politique régionale»

Conditions particulières:

- être ressortissants d'un des Etats membres des Communautés européennes;
- études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme;
- avoir une expérience professionnelle de 15 ans dans le domaine du développement régional ou de l'aménagement du territoire;
- posséder une bonne connaissance des problèmes d'aménagement du territoire et de la politique régionale de la Communauté;
- avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues;
- être âgés, de préférence, de moins de 50 ans.

Les candidatures des fonctionnaires des Institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération.

Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien. A cette occasion, des précisions relatives au traitement et à la nature des fonctions pourront leur être fournies.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, de préférence dactylographié, (accompagné des pièces justificatives), au plus tard le 26 février 1989 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante:

Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

En précisant, sur l'enveloppe également, la référence.

un CHEF D'UNITÉ

(niveau A/3) (m/f) (réf. 4T/89)

chargé des «Relations entre la Commission et les organisations professionnelles ainsi que la presse spécialisée dans le domaine agricole et de la représentation de la Commission dans les Comités consultatifs agricoles» dans la Direction générale «Agriculture»

Conditions particulières:

- être ressortissants d'un des Etats membres des Communautés européennes;
- études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme;
- avoir une expérience professionnelle de 15 ans dans le domaine agricole et une bonne connaissance de la P.A.C.;
- avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues;
- connaissance des méthodes de travail de la Commission souhaitable;
- être âgés, de préférence, de moins de 50 ans.

BUYER

The Multinational Force and Observers, responsible for peace-keeping in the Sinai Peninsula of Egypt, is seeking a dynamic individual to fill the position of Buyer in its Headquarters in Rome, Italy.

Candidates are required to have a minimum of 5 years experience in procurement with emphasis on MRO, or on commodity bulk buying in the international & North American market place, excellent communication & negotiation skills with the ability to seek out and evaluate suppliers, excellent spoken and written English and some knowledge of automated procurement systems.

Competitive salary package with excellent fringe benefits. Please send résumé and salary history for immediate opening to:

Chief of Personnel
American Embassy/MFO
APO New York
09794-0007
or FAX Italy 06-592-0692

The MFO regrets that it cannot reply to all applicants.

Université de Lausanne.
Nous ouvrons une inscription pour un poste à plein temps de Professeur ordinaire d'histoire et archéologie du cinéma.
Titre exigé : Docteur ou équivalent.
Les candidatures doivent parvenir avant le 28-2-89 au Doyen de la faculté de lettres, Université de Lausanne, BPSH 2, CH 1015 Lausanne.
Renseignements à la même adresse. Tél. : 1941 21/682-48-04 ou 1841 21/682-45-08.

ST ANTONY'S COLLEGE OXFORD UNIVERSITY

Applications are invited for our dean fellowship for all or part of 1989/90. The fellowship is for senior french scholars in regional or international studies in modern history, politics, and economic development. The fellowship will finance at least Oxford living and accommodation costs. Applicants, with C.V. and naming two referees to: The Warden, St Antony's College, Oxford, OX2 6JF, BY MARCH 8 TH.

Sind Sie ein zuverlässiger Mann (evtl. pensioniert), mit einem technischen Fach und Organisationsverständnis? Sprechen Sie dazu noch deutsch, sind Sie motorisiert und besitzen Sie vielleicht einen kleinen Montageraum, so interessieren Sie uns für einen Schweizer-Firma bietet zuverlässigen Lauten ausser Nebenverdienst an. Aufgeben bitte in deutscher Sprache an: Firma Deklawa, Hans Röhler, Mühlweg 2, CH-5030 Bülach. Tel.: 19-41 41 36 81 20.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Dans le cadre de son développement
un grand groupe de presse

recherche

DEUX RÉDACTEURS D'ANNONCES

Intégrés dans une équipe de quatre personnes, ils auront pour mission de rédiger, de saisir et d'indexer des annonces d'offres d'emploi, en vue de leur édition télématique.

De formation supérieure, les candidats devront posséder de bonnes capacités rédactionnelles, un esprit de synthèse rigoureux et des qualités de clarté et d'analyse.

Enfin, une maîtrise de la dactylographie et/ou du traitement de texte sera appréciée.

Ce poste est basé à Paris.

Le poste est à pourvoir dans les deux mois.

Ecrire avec C.V. sous n° 6028,

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

FORMATION PROFESSIONNELLE

STAGE POUR DEMANDEURS D'EMPLOI

RESPONSABLE EN COMMUNICATION
RESEAUX CABLES

1100 heures - du 27 février au 22 septembre 1989
Formation essentiellement sur le terrain.

Niveau requis : Bac + 3 (reconnaissance des acquis professionnels).

(possibilités de rémunération pour les personnes ayant déjà travaillé).

Renseignements et inscriptions :

université paris 8 formation permanente

2, rue de la Liberté - 95526 SAINT-DENIS CEDEX 02

Tél. 48.29.23.00

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 38 ans - CADRE

Administration commerciale et marketing
Gestion budgétaire - Trésorerie

Très bonnes connaissances juridiques, micro-informatique
(Multiplan, Lotus 1, 2, 3 - Framewark).

Anglais - Italien.

DUT/Techn. Organ. et Gest. entreprise.

Cherche poste en rapport. Paris ou banlieue nord.

Ecrire sous le n° 6025

LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

ASSISTANT COMMERCIAL CONFIRMÉ

9 ans expérience distribution

COMPOSANTS ELECTRONIQUES

ADMINISTRATION DES VENTES, GES-

TION DES ADAMS, GESTION DES

STOCKS, VISITEUR TELEPHONE

CHEF POSTE ACHATS/VENTES

INTERCAUSE COMMUNICATION

13, ALLEE DES

BATHES, 91940 LES ULIS. Tél.

01-45-88-02-03 et 15 h.

Jeune étudiante diplômée

ayant une expérience

travaillant en tant que

secrétaire.

Tél. : (1) 43-70-89-83

après 20 h.

J.P. 25 a. DESL. SCIENCES

ECONOM. ANAL. ALLEN

Ch. emploi réf. PARIS. Eud.

ress. prop. : 1. 48-57-06-15.

ADJOINTE DIRECTION.

cadre 40 a. exp. communi-

cation, nat. pub., secr. bi.

anglais, ch. poste vac. et

initiation. 48-48-33-26.

J.P. Communauté euro-

péenne, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

çaise, nat. anglaise, fran-

Organisme important
leader sur son secteur.

Nous offrons une opportu-

nité exceptionnelle à des

CANDIDATS H.F.

dynamiques et motivés.

Pour un premier contact

écrire au 48-53-20-00.

ENTREPRISE ALBOUY

recherche pour bureau

d'étude. 60-60-PROVENCE

1 Technicien inf. ITS ou DUT

et 1 Dessinateur Électronique.

Envoyer CV à

ENTREPRISE ALBOUY

BP 621

13081 Aix-en-Prov. Cedex 2.

AUTO-ÉCOLE

Recherche MONITEURS

MONTREUSE pour faire

petits secrétaires.

Nat. anglaise.

Tél. de 11 h à 12 h 30 et 16 h

à 17 h 30 au 48-54-08-51.

L'AGENDA

Bijoux

ACHAT BIJOUX

Brillants, pierres précieuses,

argenterie, vides or.

PERRONO, 50 des Indes.

OPERA, 27, av. V.-Hugo.

ÉTOILE, 27, av. V.-Hugo.

Vente au détail et occasion.

Cours

COURS D'ARABE MOD.

extérieurs 2 x 3 h par

semaine 8 h/sem. - 10 sem.

APAC - Tél. : 42-82-82-82.

Cuisine

KITCHENETTE Ulbricht en

1 m. 3.400 F. Cabine de

douche en bois, 2.000 F.

SANTORI, 21, rue de

l'Abbé-Gérard, Paris-6.

42-22-44-44.

Jeune fille

au pair

Nurses irlandaises, libres de

suite, très bon service.

DUBLIN (Irlande).

Tél. direct :

19 363 1 558 280.

Vacances

Tourisme

Loisirs

DRISCOLL HOUSE HOTEL

200 chambres simples, 100

par semaine de location.

Road : 172 New Kent Road,

LONDON SE1 4TT, G.B.

Tél. : 19 44 1 703 41 75.

Grandes vacances à louer studio

meublé, salle, salon, terrasse,

chambres avec douche, w.c.,

poêle, cuisine, terrasse, quin-

caire au mois. Endroit idéal,

prox. plage. Prix intéressant.

Rent. 1er étage. Alésia.

La Petite Plage,

97118 Pointe-à-Pitre.

Tél. : (119 690) 58-01-77

automobiles

ventes

plus de 16 C.V.

ALPINE V6 TURBO

Modèle, 6v, 65, 80,000 km.

châssis 15-74, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

cc, 1000 cc, 1000 cc, 1000

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux	bureaux	bureaux	bureaux
Ventes 8° : 175 m² SAINT-DENIS : 1 580 m² PROX. VERSAILLES 140 m² - 330 m² et 680 m² J. DE MONCAN SA 45-63-17-83	FEAU HAMPTON PROPOSE AUX PORTES DE PARIS LES MERCURIALES 8.000 m² BUREAUX DIVISIBLES Métro Gallieni Accès direct périphérique Plateaux de 1.000 m² Restaurants d'entreprise Loyer 800 F/m²/AN FEAU HAMPTON 40-08-10-50.	PME - PMI VALORISEZ VOTRE IMAGE ET VOTRE PERSON- NEL Installez-vous dans des bureaux modernes confortables et fonctionnels à PARIFERIC PTE DE LA VILLETTE sur périphérique Exemple : pour 200 m² soit pour 12 personnes 220.000 F hors taxes par an sous compris (locatif, cloisonnement, restaurant d'entreprise, charges incluses) hors parking et téléphone selon besoins. Toutes surfaces disponibles CONSULTEZ-NOUS FEAU HAMPTON 40-08-10-90.	RICHARD ELLIS S.S.-OUEST 45-63-08-08 ANTONY (200 m RER) face parc de Sceaux, 3.100 m², div. 820 m², imm. n.°, p. de, ou vente, r.d.c. + 1° ét., page RIE, dispos. mix 88. VELIZY 429 m² + p. g. imm., récent, plateau clos. QUAI ANDRÉ-CITROËN 1.952 m² + p. g. imm. n.°, div. / plateau de 500 m², dispos. imméd. PORTE DE VERSAILLES 3.610 m² + p. g. imm., div. / plateau 500 m², dispos. imméd. PORTE DE VANVES 3.500 m², div. + p. g., PARIS-8° ODEON 1.500 m², hôtel particu- lier, sur cour, belle rénov., PARIS-13° TOLBIAC 1.400 m² + parking, imm., récent, div. / plateau 453 m²
VENTE PTE CLIGNANCOURT 5.500 m² imm. rénov. + park. LEVALLOIS/ CHAMPERRET 1.400 m² + parking disponible 3° trim. 89.	ÉTOILE 475 m² sur jardin COURS VINCENNES 1.300 m² imm. indépendant R. ST-CHARLES 2.700 m² coas + burx CRÉTEIL 4.500 m² activité-burx	FEAU HAMPTON PROPOSE AUX PORTES DE PARIS LES MERCURIALES 8.000 m² BUREAUX DIVISIBLES Métro Gallieni Accès direct périphérique Plateaux de 1.000 m² Restaurants d'entreprise Loyer 800 F/m²/AN FEAU HAMPTON 40-08-10-50.	RICHARD ELLIS S.S.-OUEST 45-63-08-08 ANTONY (200 m RER) face parc de Sceaux, 3.100 m², div. 820 m², imm. n.°, p. de, ou vente, r.d.c. + 1° ét., page RIE, dispos. mix 88. VELIZY 429 m² + p. g. imm., récent, plateau clos. QUAI ANDRÉ-CITROËN 1.952 m² + p. g. imm. n.°, div. / plateau de 500 m², dispos. imméd. PORTE DE VERSAILLES 3.610 m² + p. g. imm., div. / plateau 500 m², dispos. imméd. PORTE DE VANVES 3.500 m², div. + p. g., PARIS-8° ODEON 1.500 m², hôtel particu- lier, sur cour, belle rénov., PARIS-13° TOLBIAC 1.400 m² + parking, imm., récent, div. / plateau 453 m²
PREBAIL 42-60-32-68.	Locations 1 à 10 BUREAUX TOUS QUARTIERS AG. MAILLOT 48-22-18-10 Spécialiste bur. disp. 1991. Votre adresse commerciale ou SIEGE SOCIAL bureaux, secrétariat, télé- COMPOSITION STES Prix comp. Débit rapide. ASPA 42-93-60-50 +	FEAU HAMPTON PROPOSE UNE SÉLECTION D'IMMOBILIERES NEUFS AU PIED DU RER LIGNE A LA DÉFENSE IMM. A XE ÉTOILE 9.400 m² BUREAUX NEUFS DIVISIBLES Plateaux de 800 m² Restaurants d'entreprise Disponibles immédiatement. VAL DE FONTENAY A 12 m RER du CHATELET IMMOBILIERES PÉRIODIQUES 8.000 m² BUREAUX DIVISIBLES Plateaux de 1.000 m² Restaurants d'entreprise LES OLYMPIADES IMM. INDÉP. HAUT DE G. 4.500 m² BUREAUX DIVISIBLES FEAU HAMPTON 40-08-10-50.	RICHARD ELLIS S.S.-OUEST 45-63-08-08 ANTONY (200 m RER) face parc de Sceaux, 3.100 m², div. 820 m², imm. n.°, p. de, ou vente, r.d.c. + 1° ét., page RIE, dispos. mix 88. VELIZY 429 m² + p. g. imm., récent, plateau clos. QUAI ANDRÉ-CITROËN 1.952 m² + p. g. imm. n.°, div. / plateau de 500 m², dispos. imméd. PORTE DE VERSAILLES 3.610 m² + p. g. imm., div. / plateau 500 m², dispos. imméd. PORTE DE VANVES 3.500 m², div. + p. g., PARIS-8° ODEON 1.500 m², hôtel particu- lier, sur cour, belle rénov., PARIS-13° TOLBIAC 1.400 m² + parking, imm., récent, div. / plateau 453 m²
Locations 1 à 10 BUREAUX TOUS QUARTIERS AG. MAILLOT 48-22-18-10 Spécialiste bur. disp. 1991. Votre adresse commerciale ou SIEGE SOCIAL bureaux, secrétariat, télé- COMPOSITION STES Prix comp. Débit rapide. ASPA 42-93-60-50 +	FEAU HAMPTON PROPOSE UNE SÉLECTION D'IMMOBILIERES NEUFS AU PIED DU RER LIGNE A LA DÉFENSE IMM. A XE ÉTOILE 9.400 m² BUREAUX NEUFS DIVISIBLES Plateaux de 800 m² Restaurants d'entreprise Disponibles immédiatement. VAL DE FONTENAY A 12 m RER du CHATELET IMMOBILIERES PÉRIODIQUES 8.000 m² BUREAUX DIVISIBLES Plateaux de 1.000 m² Restaurants d'entreprise LES OLYMPIADES IMM. INDÉP. HAUT DE G. 4.500 m² BUREAUX DIVISIBLES FEAU HAMPTON 40-08-10-50.	RICHARD ELLIS S.S.-OUEST 45-63-08-08 ANTONY (200 m RER) face parc de Sceaux, 3.100 m², div. 820 m², imm. n.°, p. de, ou vente, r.d.c. + 1° ét., page RIE, dispos. mix 88. VELIZY 429 m² + p. g. imm., récent, plateau clos. QUAI ANDRÉ-CITROËN 1.952 m² + p. g. imm. n.°, div. / plateau de 500 m², dispos. imméd. PORTE DE VERSAILLES 3.610 m² + p. g. imm., div. / plateau 500 m², dispos. imméd. PORTE DE VANVES 3.500 m², div. + p. g., PARIS-8° ODEON 1.500 m², hôtel particu- lier, sur cour, belle rénov., PARIS-13° TOLBIAC 1.400 m² + parking, imm., récent, div. / plateau 453 m²	RICHARD ELLIS S.S.-OUEST 45-63-08-08 ANTONY (200 m RER) face parc de Sceaux, 3.100 m², div. 820 m², imm. n.°, p. de, ou vente, r.d.c. + 1° ét., page RIE, dispos. mix 88. VELIZY 429 m² + p. g. imm., récent, plateau clos. QUAI ANDRÉ-CITROËN 1.952 m² + p. g. imm. n.°, div. / plateau de 500 m², dispos. imméd. PORTE DE VERSAILLES 3.610 m² + p. g. imm., div. / plateau 500 m², dispos. imméd. PORTE DE VANVES 3.500 m², div. + p. g., PARIS-8° ODEON 1.500 m², hôtel particu- lier, sur cour, belle rénov., PARIS-13° TOLBIAC 1.400 m² + parking, imm., récent, div. / plateau 453 m²
Locations 1 à 10 BUREAUX TOUS QUARTIERS AG. MAILLOT 48-22-18-10 Spécialiste bur. disp. 1991. Votre adresse commerciale ou SIEGE SOCIAL bureaux, secrétariat, télé- COMPOSITION STES Prix comp. Débit rapide. ASPA 42-93-60-50 +	FEAU HAMPTON PROPOSE UNE SÉLECTION D'IMMOBILIERES NEUFS AU PIED DU RER LIGNE A LA DÉFENSE IMM. A XE ÉTOILE 9.400 m² BUREAUX NEUFS DIVISIBLES Plateaux de 800 m² Restaurants d'entreprise Disponibles immédiatement. VAL DE FONTENAY A 12 m RER du CHATELET IMMOBILIERES PÉRIODIQUES 8.000 m² BUREAUX DIVISIBLES Plateaux de 1.000 m² Restaurants d'entreprise LES OLYMPIADES IMM. INDÉP. HAUT DE G. 4.500 m² BUREAUX DIVISIBLES		

individuelles

Y RER (78)
e maison 1975.
m², 4 chambres.
t. 1.180.000 F.
dile : 39-19-21-27.

S Pr. gare (78)
 5 pièces.
 inamovible. sur
 1.450.000 F.
 39-19-21-27.

ES-S-SEINE (78)
 on récente, 7 P.
 bit., s/1.000 m².
 00.000 F.
 ale : 39-19-21-27.

ES-S-SEINE (78)
 e, belle maison
 sur 1.100 m².
 00.000 F.
 ale : 39-19-21-27.

EAVAL (78)
maison 8 pces.
rain, sous-sol.
120.000 F.
tél. : 39-19-21-27.

EAVAL (78)
maison 7 P., sur
p., sous-sol.
900.000 F.

SY GARE (78)
maison, 4 pièces,
m². 866.000 F.

FLANS (78)
art. 4x2, 5 pices,
tot. \$20.000 F.
ote : 39-19-21-27.

PR. GARE (95)
1, sup. mansarda,
1.800.000 F.
ote : 39-19-21-27.

SEINE (78)
rurale, 5 pièces,
sur. 700.000 F.
elle : 39-19-21-27.

LOUP-LES-VIGNES
rurale, 11 pos.,
sur. 1.330.000 F.
elle : 39-19-21-27.

LOUP-LES-VIGNES
rurale, 11 pos.,
sur. 1.330.000 F.
elle : 39-19-21-27.

VAR

s, surface totale :
 7, surface maison :
 7 pièces, séjour
 avec billard 32 m²,
 cuisine, 2 salles de
 W.C., garage-cave
 grand patio. Non-
 cessabilisés. 6 km
 Paris-Nice, 15 mn
 plus 18 trous.
 1.700.000 F.
 66 de paiement.
 94-78-70-98

Paris, cœur volcan,
ne caract., grd conf
L, paru arboré clos
Urgent 650 000 F.
1-82 au 34-38-87.

DE CHEVREUSE
stand. (1977), cult.
sta. s. avec mar-
p., 3 a. de bns.
ét. : à amén. plus.
er. Parc 2.600 m²,
ST-REMY-LES-
USE, 3.800.000 F.

CHÂTEAU DE RAMBOUILLET
(travaux à terminer)
10 m² habit., gds
sal. liv. 90 m² av.
a. a. l'ét. : 4 chbres,
s. w.c. (sans éle-
vations murs et grande
prix 800.000 F.

PS-LE-MORMIER
 (ARE MAINTENON)
 maison de champs-
 trée, séj., cuis.,
 s. de bains +
 w.-c., jard. clos
 murales, bcp de
 fère à ce prix
 475.000.

37-51-44-34.

1

[illegible]

APPROVAL ASSESSMENT

DATE: _____

BY: _____

APPROVAL ASSESSMENT

DATE: _____

BY: _____

APPROVAL ASSESSMENT

DATE: _____

BY: _____

APPROVAL ASSESSMENT

DATE: _____

BY: _____

ASSESSMENT	
100	100
90	90
80	80
70	70
60	60
50	50
40	40
30	30
20	20
10	10
0	0



REPRODUCTION INTERDITE

LOCATIONS

LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites
ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 3^e ARRONDISSEMENT					91 - ESSONNE				
3 pièces 85 m ² , 5 ^e étage	8 970 1 064	OUI	7-9, r. des Arquebuses SAGGEL 47-42-44-44	Imm. récent, stand. Duplex, chauff. ind. élec.	4 pièces 76 m ² , 3 ^e étage	3 350 899	OUI	Gif-sur-Yvette GCI 40-16-28-70	Rés. les Gdes-Coudraies Chauff. collect. Dans parc
PARIS - 4^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
4 pièces 97 m ² , 1 ^{er} étage	8 730 1 693		18, rue Quincampoix SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collect. Imm. 17 ^e s. rén.	4 pièces 102 m ² , 4 ^e étage	5 250 1 480	OUI	Bois-Colombes 11-17, r. du Gal-Lacour AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Vis. / r.-v.
PARIS - 5^e ARRONDISSEMENT					3 pièces 102 m ² , 1 ^{er} étage	9 000 2 020	OUI	Boulogne 33-35, r. Anna-Jacquelin AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. vis. / r.-v.
Studio 31 m ² , r.-de-c.	3 800 310	OUI	11, rue Tournesfort GCI 40-16-28-70	Chauff. électr. ind.	3 pièces 84 m ² , 2 ^e étage	2 700 955	OUI	Châtigny-Malebry 111, av. Jean-Jaurès LOCARE 45-79-20-22	RER C, Station Robinson
PARIS - 13^e ARRONDISSEMENT					4 pièces 77 m ² , 1 ^{er} étage	3 200 1 150	OUI	Châtigny-Malebry 111, av. Jean-Jaurès LOCARE 45-79-20-22	RER C Station Robinson
3 pièces 65 m ² , 1 ^{er} ét.	4 550 466	OUI	18, passage Foubert LOCARE 45-79-20-22	M ^{re} Tobiac, imm. neuf	4 pièces 93 m ² , 2 ^e étage	6 100 1 020	OUI	Jussy-les-Moulineaux 12-14, rue Diderot AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Vis. / r.-v.
2 pièces 48 m ² , 2 ^e étage	3 750 367	OUI	18, passage Foubert LOCARE 45-79-20-22	M ^{re} Tobiac, imm. neuf	5 pièces 155 m ² , 3 ^e étage	15 200 2 000		Neuilly-sur-Seine 5-7, avenue Saint-Foy AGF 47-42-00-44	Chauff. indiv. Vis. / s.-r.
5 pièces 96 m ² , 1 ^{er} étage	7 100 697	OUI	18, passage Foubert LOCARE 45-79-20-22	M ^{re} Tobiac, imm. neuf	1 pièce 20 m ² , 3 ^e étage	1 850 310		Neuilly-sur-Seine 10, rue des Dames-Augustines AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Vis. / r.-v.
4 pièces 86 m ² , r.-de-ch.	5 700 515	OUI	18, passage Foubert LOCARE 45-79-20-22		3 pièces 73 m ² , 12 ^e étage	4 300 990	OUI	Puteaux 10, square Léon-Blum AGF 42-44-00-44	Dble living, 1 chambre, chauff. ind. Vis. / r.-v.
Studio 27 m ² , 2 ^e étage	2 450 207	OUI	18, passage Foubert LOCARE 45-79-20-22		94 - VAL-DE-MARNE				
PARIS - 14^e ARRONDISSEMENT					4 pièces 82 m ² , 2 ^e étage	4 674 730	OUI	Cachan 11, rue Guichard SAGGEL 47-42-44-44	Récent, gd stand. Chauff. ind. gaz
Studio 37 m ² , 1 ^{er} étage	3 300 424	OUI	9, rue Jules-Guérin SAGGEL 47-42-44-44	Chiff. élec. bi-jonction, M ^{re} Montpermeuse	5 pièces 107 m ² , 3 ^e étage	6 148 960	OUI	Cachan 2, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. indiv. gaz
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT					3 pièces 71 m ² , 2 ^e étage	2 825 689	OUI	Chelles-le-Roi 6, av. de Villen.-St-Georges LOCARE 45-79-20-22	Prox. gare RER C
3 pièces 63 m ² , 6 ^e étage	5 450 975	OUI	57, rue des Minimes SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. ind., balcon	4 pièces 77 m ² , 3 ^e étage	2 800 536	OUI	Choisy 6, av. de Villeneuve-St-Georges LOCARE 45-79-20-22	Prox. gare RER C
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					Studio 40 m ² , r.-de-ch.	2 048 570	OUI	Maisons-Alfort 21-23, rue Paul-Bert LOCARE 45-79-20-22	En duplex
7 pièces 235 m ² , 1 ^{er} étage	27 000 1 210		4, rue Chaligny AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Vis. / r.-v.	2 pièces 47 m ² , 4 ^e étage	2 439 691	OUI	Maisons-Alfort 21-23, rue Paul-Bert LOCARE 45-79-20-22	M ^{re} Ecole-Vétérinaire
Studio	3 800		1-9, rue Rémyssat SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collect.	3 pièces 72 m ² , 2 ^e étage	4 232 547	OUI	Nogent-sur-Marne 39, rue du Port SAGGEL 47-42-44-44	Port de plaisance, standing Chauff. indiv. électr.
44 m ² , 4 ^e étage	733		8, rue Famin-Latour SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collect. M ^{re} Exelmans	PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT				
3/4 pièces	7 200		135, av. de Versailles SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collect.	5 pièces 147 m ² , 1 ^{er} étage	12 500 2 655		124, rue de Tocqueville SAGGEL 47-42-44-44	
80 m ² , 5 ^e étage	1 314				3 pièces 65 m ² , 2 ^e étage	8 370 794		52, bd des Batignolles GCI 40-16-27-00	
2/3 pièces	4 950				PARIS - 18^e ARRONDISSEMENT				
72 m ² , 2 ^e étage	1 060				5 pièces 80 m ² , 13 ^e étage	8 142 1 471	OUI	95, rue Darnéfont LOCARE 45-79-20-22	
PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT					78 - YVELINES				
5 pièces 147 m ² , 1 ^{er} étage	12 500 2 655		124, rue de Tocqueville SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. coll. refait neuf Pr. pl. Wagram Chauff. coll.	4 pièces 65 m ² , 3 ^e étage	3 497 859	OUI	La Celle-Saint-Cloud 1, allée du Béarn Domaine de l'Étang-Sec LOCARE 45-79-20-22	
3 pièces 65 m ² , 2 ^e étage	8 370 794		52, bd des Batignolles GCI 40-16-27-00		2 pièces 51 m ² , 4 ^e étage	2 650 720	OUI	Versailles - Versailles G-Sablon AGF 42-44-00-44	
PARIS - 18^e ARRONDISSEMENT									
5 pièces 80 m ² , 13 ^e étage	8 142 1 471	OUI	95, rue Darnéfont LOCARE 45-79-20-22	Vue sur Paris Terrasse					
78 - YVELINES									
4 pièces 65 m ² , 3 ^e étage	3 497 859	OUI	La Celle-Saint-Cloud 1, allée du Béarn Domaine de l'Étang-Sec LOCARE 45-79-20-22	Sortie Vaucluse Près marché Berthet et stade					
2 pièces 51 m ² , 4 ^e étage	2 650 720	OUI	Versailles - Versailles G-Sablon AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis. / r.-v.					

INSTITUTIONNELS
pour paraître
dans cette rubrique,
composer 45-55-91-82,
poste 4324.



LOCARE



هكذا من الأصل

Économie

SOMMAIRE

■ La Commission européenne retient le principe d'une retenue à la source sur les intérêts de l'épargne dans son vaste plan d'harmonisation fiscale (lire page 35).

■ Clarifier le rôle de l'Etat et réduire la fiscalité, tels sont les deux axes de la réforme du code des assurances présentée mardi 7 février par M. Pierre Bérégovoy (lire page 35).

■ Renonçant à un plan d'austérité, le gouvernement gèle 10 milliards de francs de crédits budgétaires pour éviter la surchauffe (lire page 36).

(Publicité)

78 VÉLIZY AMÉNAGEMENT DALLE LOUVOIS

La ville de Vélizy cède sous forme d'appel à la concurrence : les droits de construire un immeuble à usage principal de bureaux. Situation : quartier centre de Vélizy à proximité du centre commercial Louvois et en bordure de l'avenue de l'Europe. Surface constructible : 3 000 m² environ hors œuvre. Candidature à exprimer par lettre. SEMIV - Boîte postale 15 78142 VÉLIZY CEDEX avant le 28 février 1989 pour recevoir le dossier.

SOCIAL

Le droit à la « seconde chance »

La première vague du « crédit-formation » intéressera 100 000 jeunes

Au conseil des ministres du 8 février, M. Michel Rocard a présenté une communication sur le « crédit-formation ». Ainsi prend corps, après des mois de tergiversations, un projet figurant dans la Lettre à tous les Français de M. Mitterrand et qui était annoncé comme l'une des cinq grandes réalisations de son second septennat.

Le projet de « crédit-formation » correspond à une véritable révolution dans la politique de qualification en France. Il prévoit d'accorder les moyens pour toute personne d'acquiescer, « de façon continue ou discontinue », un diplôme équivalent au niveau du CAP (certificat d'aptitude professionnelle), s'il ne l'a pas obtenu au cours de sa formation initiale. Il s'agit d'un droit individuel à la « seconde chance », exercé à tout moment de sa carrière, en fonction d'objectifs personnels, après une évaluation des besoins, sous forme d'un bilan, et qui donnerait lieu à un engagement contractuel individualisé. Signataires, les pouvoirs publics définiront un cahier des charges et habiliteront des organismes de formation, dont ceux de l'Etat avec les GRETA — groupements des établissements scolaires de l'éducation nationale — ou de l'AAPPA pour 40 %, dont les procédures pédagogiques seront homologuées. Il reviendra à l'éducation nationale de « valider » des parcours de formation et les étapes, en unités capitalisables, afin d'aboutir à des qualifications et à des diplômes reconnus.

Ainsi serait tranché un conflit latent d'autorité et d'orientation entre M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, et M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, qui avait largement compliqué l'élaboration du dossier depuis l'été dernier (le Monde du 27 octobre 1988). Si le premier se voit chargé de ce qui concerne l'apport de l'offre de formation correspondante et de la procédure de validation des diplômes obtenus, le second conserve la haute main sur la conduite opérationnelle du dispositif. Avec M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, il se voit confier la tâche d'adapter le crédit-formation aux demandeurs d'emploi et aux salariés présents dans les entreprises, sachant que l'effort prioritaire de 1989 portera sur les jeunes.

Dans un premier temps, en effet, l'objectif est de faire bénéficier cent

milliers de jeunes du crédit-formation, en aménageant les systèmes actuels. En plus des 3,4 milliards de francs déjà prévus, il en coûtera 600 millions de francs supplémentaires, prélevés dans la provision budgétaire du ministère du travail, qui s'élève encore à 1,5 milliard de francs. Le tarif de l'heure de formation, notamment, sera bonifié et passera de 20 F à 24 F, selon les cas, pour correspondre aux exigences nouvelles d'individualisation et de modulation.

Des lieux d'accueil

Ambitieuse, la réforme suppose que soient constitués des lieux d'accueil des « centres de bilan » et que des correspondants non impliqués dans le milieu de la formation soient désignés pour définir des itinéraires personnalisés.

Le crédit-formation obligera aussi l'Etat à préciser dans quelles conditions il assurera la rémunération des stagiaires et comment il pourra adapter les capacités de formation, afin de les rendre plus souples, presque à la carte. Une tâche immense, qui passe par la dynamisation de tous les « acteurs », par la modification de l'offre de formation et par une labellisation.

Compte tenu de l'effort à accomplir, il est prévu de procéder par étapes. Dans un premier temps, ce sont les jeunes sortis sans diplôme du système scolaire, depuis plus d'un an, qui seront visés, pour cause d'urgence. De nombreux dispositifs existant déjà, il suffira de les modifier pour les mettre en conformité avec la nouvelle politique.

Mais, à cette occasion, une nouveauté est introduite, qui vient confirmer les opérations entreprises par M^{me} Nicole Catala dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, qui s'efforçait de prolonger la scolarité des jeunes qui en sortaient sur un échec. Tout jeune de plus de seize ans n'ayant pas obtenu à cet âge un diplôme équivalent au CAP se verra proposer par l'éducation nationale la possibilité de compléter sa formation au cours de l'année suivante.

Parallèlement, il est demandé à MM. Soisson et Laignel d'engager le deuxième volet du crédit-formation, celui sur lequel se jouera l'échec ou la réussite de la tentative. Ils devront inciter les partenaires sociaux à négocier les conditions dans lesquelles la mesure pourrait s'appliquer aux salariés présents dans les entreprises. On pense là à

certaines branches, dont celles du textile, du bâtiment et des travaux publics. Les ministères concernés pourraient ensuite définir les moyens à mettre en œuvre, les procédures, et accompagner le mouvement par des aides financières. Le congé individuel de formation pourrait, dans cette perspective, être modifié.

Parallèlement, faut-il s'intéresser au sort des demandeurs d'emploi et leur offrir les mêmes avantages. Alors que le renouvellement de la convention UNEDIC doit être négocié d'ici à la fin de l'année 1989, la toute nouvelle allocation de formation reclassement (AFR) pourrait être réaménagée.

Dans ces deux derniers cas, le gouvernement ne s'attend toutefois pas à des résultats immédiats. Les négociations contractuelles prennent du temps et les gestionnaires paritaires du régime d'assurance-chômage ne désirent

sûrement pas précipiter des tractations qu'ils savent toujours laborieuses.

Problèmes d'indemnité

En arrière-plan, le grand projet du crédit-formation pose également d'énormes problèmes d'indemnité au gouvernement, dont les affrontements entre M. Chapuis et M. Laignel n'ont été que le symptôme public. Certes, il fallait savoir qui, des deux secrétaires d'Etat, allait piloter ce programme, mais le différend ne se résout pas à des querelles d'ambition, ni à des conflits d'autorité. L'importance du dispositif et le marché énorme qu'il représente pour les organismes de formation rendent nécessaire une coordination pointilleuse, que M. Chapuis appelle de ses vœux et à son profit. A un

moment où l'enseignement entend évoluer et se rapprocher du monde économique, la tentation est en outre forte de revenir sur le partage établi avec la loi Delors de 1971 donnant la responsabilité de la formation initiale à l'éducation nationale et celle de la formation continue au ministère du travail, d'avantage à l'écoute du marché de l'emploi.

Sur ce point aussi, M. Michel Rocard a dû trancher contre l'un de ses amis, M. Chapuis, et en faveur d'un ministre de l'ouverture, M. Soisson, flanqué d'un secrétaire d'Etat qui appartient à un courant rival au sein du PS. Mais la discussion risque de ressurgir à tout moment. On ne sait pas, à l'heure actuelle, si les textes nécessaires seront définis par la voie réglementaire, et donc par décret, ou s'ils prendront la forme d'une loi soumise à débat.

ALAIN LEBEAUCHE

Conflit dans une entreprise du bâtiment à Caen

Grève pour la dignité

Ayant arrêté le travail depuis le 14 novembre, les quarante ouvriers de l'usine de préfabrication de l'entreprise de bâtiment et de travaux publics Rufa (trois cent cinquante salariés) à Caen ont entamé, le lundi 6 février, leur treizième semaine de grève (le Monde du 19 janvier). Soutenus par la CGT et la CFDT, ils revendiquent notamment un treizième mois, un relèvement des salaires, la réintégration de cinq ouvriers licenciés et une amélioration des conditions de travail.

CAEN de notre correspondant

Ils ont le regard traqué de ceux qu'on a trahis. Ici, dans cette filiale du groupe Fougères, le Turc, ou Policarpo, le Portugais, quinze ou vingt ans d'ancienneté, gagnent 4 299 F par mois, avec une « prime de salissure » de 35 F. Femmes et enfants sont restés lâchés au pays. Alors, quel faire sinon « travailler et se taire pour survivre » ?

Travailler, c'est façonner tous les éléments lourds d'une construction, c'est-à-dire les poutres, les poutrelles, les planchers dans une usine fondée en 1969 sur la zone industrielle du

Chemin-Vert. Une usine qui ressemble à une fabrique abandonnée avec ses hangars ouverts à tous les vents. Les ponts roulants sont couverts de rouille. Dans un coin de l'atelier, des bidons d'acide chlorhydrique qui servent à nettoyer les poutres afin d'éliminer les traces de ciment. « Les gars de protection sont brûlés par l'acide, en deux jours », explique Mehmet. « Nous en recevons un paire par mois ». Quant au réfectoire, il se compose de deux tables rudimentaires et d'un réchaud à gaz ainsi que l'ont récemment constaté l'écrivain Gilles Perault et le chanteur Lory Boscq versus rencontrer les grévistes.

Froid, poussière, bruit, insécurité, ceux qu'on appelle désormais

« les Rufa » en ont assez. Autour du brasero installé devant le piquet de grève, ils n'ont pas de mots assez durs pour qualifier l'attitude des contremaîtres et du patron. « Nous ne sommes que des travailleurs immigrés ». Désamantés, et désarmés, ils évoquent les injures racistes, les brimades, le « pont à Turcs » qui remplace la machine défilante, les sacs de ciment qu'il faut charger à dos d'homme dans la centrale à béton, les dimanches passés à l'atelier.

Dehors, il fait toujours aussi froid. Pour Saban, Policarpo, Mehmet et tous les autres commencent la treizième semaine de grève pour la dignité.

PASCALE MONNIER.

AGENDA IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

GROUPE ZAUBERMAN

ACHÈTE
TERRAINS
IMMEUBLES LIBRES
OU OCCUPÉS
paiement comptant

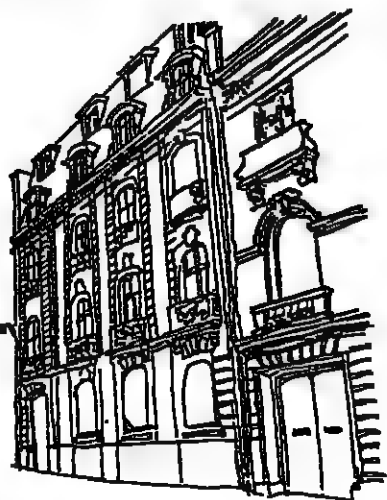
PROMOVIM

3, rue Etienne-Marcel

75001 PARIS.

Tél. : 42-36-56-26

EXPERTISE VOS IMMEUBLES
de toutes catégories PARIS & BANLIEUE
RÉNOVATION - PROMOTION



Les rendez-vous
IMMOBILIERS
du Monde

RENSEIGNEMENTS - PUBLICITÉ : 45-55-91-82, postes 41.38 et 43.24.

MERCREDI : La sélection immobilière
VENDREDI : Immobilier d'entreprise (LE MONDE AFFAIRES)
SAMEDI : Le Monde immobilier (LE MONDE RTV)
Chaque jour : Les annonces immobilières

ESPAÑA
Costa Brava
VIZCONDADO DE CABANYES



Votre villa dans un domaine de grand standing, face à la baie de Palamos.

3 piscines, 5 tennis, mini golf

A 90 km de la frontière,

110 km de Barcelone, ville olympique en 1992

Traitez directement avec le propriétaire

Avec la collaboration financière de la Banca Popular Espanol en France

Location assurée par Interhome

Renseignements : Vizcondado de Cabanyes C/Rosellon 216 - 141M - 08008 Barcelone

RARE COTE D'AZUR
LES DERNIÈRES TERRES A BATIR
VUE MER - DOMAINE PRIVÉ ET GARDIENNE TOUTE L'ANNÉE

CAP BENAT - Face aux îles d'Hyères
COS 0,10 1.230.000 F TTC
COS 0,10 1.570.000 F TTC

LM 9-2-89 Visite sur rendez-vous - Documentation sur demande

POSIDONIA - DÉPARTEMENT VENTE
DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT - 83230 BORMES-LES-MIMOSAS.
Tél. : (33) 94-71-27-28 - Téléc. : (33) 94-44-85-05.

NOUVEAU
THEOULE-SUR-MER
PISCINE PRIVÉE
à 2 pas
des plages
et du port
de plaisance.

Tout proche de Cannes, votre appartement 2 pièces tout équipé, vue mer, dans une petite résidence nichée dans la verdure.

479.000 F*
*Avec 4% à la réservation.
Existe également en studio et 3 pièces.
Financement personnalisé.

04 25 25 25
Bon documentation sur THEOULE-SUR-MER LM 9-2-89

FERINEL
vacances

M. Bérégovoy de réforme du

Économie

Les propositions de Bruxelles pour l'harmonisation fiscale européenne

Imposition minimale des revenus de l'épargne

La Commission européenne a proposé aux Douze, mercredi 8 février, à l'issue de sa réunion hebdomadaire, l'application d'une retenue à la source sur les intérêts de l'épargne pour les ressortissants de la CEE qu'ils soient ou non résidents dans le pays où les intérêts sont versés, sauf si un système de relevés de coupons existe déjà. Le taux de 15 % minimum prévu par M^{me} Christiane Scrivener, responsable du dossier, a été retenu par les dix-sept commissaires. L'objectif de la CEE est de renforcer la coopération pour limiter les risques de fraude fiscale.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

En décidant de libérer les mouvements de capitaux au 1^{er} juillet 1990 pour huit États membres (1), les Douze s'étaient engagés à se prononcer sur l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne avant le 30 juin 1989. L'initiative de la Commission répond à l'attente de plusieurs gouvernements, notamment celui de la France qui craint, à juste titre, estime Bruxelles, que l'opération de l'année prochaine n'encourage les transactions spéculatives.

Aussi, pour limiter les risques, la Commission propose-t-elle une retenue à la source sur les intérêts bancaires et obligataires pour les ressortissants de la CEE, qu'ils soient ou non résidents dans le pays où les intérêts sont versés, sauf si un système de relevés de coupons existe déjà. Qualifié de « solution moderne », le régime envisagé indique Bruxelles, présente de nombreux avantages. À partir du moment où les investisseurs pourront librement ouvrir des comptes bancaires dans d'autres États membres, le risque existe qu'ils ne déclarent pas à leurs autorités fiscales nationales les intérêts qu'ils perçoivent. Ce qui pourrait entraîner des pertes importantes de recettes budgétaires pour les pays européens et « favoriserait injustement les revenus du capital par rapport à ceux du travail ».

Dans ces conditions, les milieux communautaires sont convaincus que le système est efficace dès l'instant qu'il assure une perception immédiate de l'impôt et réduit ainsi les risques de fraude (2). Il est avancé en outre l'argument selon lequel ce mécanisme s'insère dans le

système fiscal des États membres dont la plupart appliquent le même régime pour les revenus de l'épargne perçus par les résidents. Selon la Commission, il est important que la fiscalité de l'épargne soit harmonisée dans la Communauté. Un niveau plus élevé, explique-t-on à Bruxelles, pourrait entraîner un déplacement de l'épargne vers les pays tiers à la CEE qui n'appliquent pas ce régime. De plus, l'accent est mis sur la nécessité de ne pas susciter de tensions à la hausse sur les taux d'intérêt qui désavantageraient les emprunteurs industriels des Douze par rapport à leurs concurrents extérieurs.

Quant au choix d'un taux de 15 % - quitte aux gouvernements à imposer un pourcentage plus élevé mais avec le risque de décourager les investisseurs - il tient à ce qu'il corresponde à la moyenne de l'actuelle fourchette (de 0 % à 35 %) des retenues à la source pratiquées dans la Communauté. Un niveau plus élevé, explique-t-on à Bruxelles, pourrait entraîner un déplacement de l'épargne vers les pays tiers à la CEE qui n'appliquent pas ce régime. De plus, l'accent est mis sur la nécessité de ne pas susciter de tensions à la hausse sur les taux d'intérêt qui désavantageraient les emprunteurs industriels des Douze par rapport à leurs concurrents extérieurs.

Eviter les paradis fiscaux

Le projet prend d'ailleurs très sérieusement en compte le danger des transferts de capitaux vers des pays tiers ou même vers les paradis fiscaux que sont les îles Anglo-Normandes et l'île de Man. C'est pour cette raison que l'argent placé dans la CEE par les non-résidents japonais et américains ne sera pas taxé. D'autres exceptions sont prévues. Outre les dividendes et les plus-values réalisées sur les titres négociés en Bourse, la Commission envisage l'exclusion des emprunts internationaux (euro-obligations) du champ de la directive.

Dans le cas contraire, estime Bruxelles, il y aurait deux inconvénients majeurs : soit les grandes entreprises de la CEE seraient désavantagées en regard de leurs concurrents américains ou japonais, soit les investisseurs communautaires établiraient des filiales dans des pays tiers pour lancer leurs emprunts obligataires et échapper ainsi à la taxation.

En réalité, il existe un argument supplémentaire. Dès le début de l'exercice, les commissaires britanniques ont demandé cette exemption afin de préserver la place de Londres qui est devenue très importante dans ce genre d'opérations.

Le débat qui s'est déroulé ces dernières semaines au sein de la Commission est révélateur de la position

de chacun des gouvernements membres. Les ministres des finances auront un premier débat sur la directive le 13 février. Les représentants du Royaume-Uni, comme on vient de le voir, ont marqué leur réticence à l'égard de l'exercice. La Grande-Bretagne impose seulement les intérêts obligataires (25 %) mais en concédant beaucoup d'exceptions.

Harmoniser le secret bancaire

Les Allemands n'ont vraiment qu'une seule difficulté : le taux de la retenue à la source. La fiscalité des dépôts en RFA pour les non-résidents n'atteint que 10 %. A priori, c'est le cas du Luxembourg qui pose le plus de difficultés. Non seulement le grand-duché ne taxe pas les intérêts de l'épargne pour les non-résidents mais en plus il applique un système de secret bancaire qu'on qualifie à Bruxelles d'« opacité financière ».

Comme tous les pays européens, le Luxembourg dispose d'une loi sur le secret bancaire. L'inconvénient, selon les instances communautaires, est que les pouvoirs publics ont laissé se développer une pratique qui va au-delà de ce que prévoit la légis-

lation nationale pour protéger les dépôts.

La seconde proposition de la Commission concernant la surveillance de la fraude fiscale vise donc essentiellement le Luxembourg. Aujourd'hui, la réglementation communautaire ne fait pas obligation à une administration nationale de rechercher ou de transmettre à celle d'un autre État membre des informations que la pratique administrative de son pays ne lui autorise pas à recueillir ou à utiliser pour ses propres besoins. Estimant qu'une harmonisation des législations sur le secret bancaire est prématurée, Bruxelles demande à tout le moins que « les limitations dépendant uniquement d'un protocole administratif plus restrictif que la législation peuvent et doivent être supprimées ».

MARCEL SCOTTO.

(1) France, Allemagne fédérale, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Danemark, Belgique, Luxembourg, Espagne, le Portugal, l'Irlande et la Grèce ayant obtenu un délai variant entre deux et quatre ans selon les pays.

(2) En fait, l'imposition à la source n'est pas « libératoire ». Le bénéficiaire d'intérêts devra donc, par exemple en France, déclarer ce genre de revenu à son administration fiscale.



Les points forts du projet

RETENUE A LA SOURCE

Le taux de la retenue à la source devrait être un taux minimum applicable aux intérêts versés par des débiteurs résidents dans la Communauté ; les États membres auraient la faculté d'appliquer un taux de retenue à la source plus élevé, soit uniquement à leurs contribuables nationaux, soit à tous les bénéficiaires d'intérêts.

Les États membres disposent d'un système de déclaration automatique par les banques à l'administration fiscale des intérêts payés seraient cependant autorisés à n'appliquer la retenue à la source qu'aux résidents d'autres États membres.

Les États membres auraient la faculté de ne pas l'appliquer aux revenus d'épargne exonérés d'impôts (livrets et autres formes d'épargne populaire).

FRAUDES

S'il est difficile de quantifier le risque (MDLR : s'il n'y avait pas d'imposition à la source) avec précision, les indications dont on dispose pour l'Allemagne (à la suite de l'instauration d'une retenue à la source de 10 %), les Pays-Bas (à la suite de l'instauration de l'obligation faite aux banques de déclarer automatiquement les intérêts qu'elles versent) et la France (rapport Labèque) semblent indiquer que la perte de recettes fiscales pourrait être importante.

EURO-OBLIGATIONS

Le marché des euro-obligations permet aux grandes entreprises, aux gouvernements et aux autres organismes du secteur public de lever rapidement, et à des conditions très concurrentielles, des fonds importants. Les institutions

de la Communauté elles-mêmes, notamment la Banque européenne d'investissement, sont d'importants émetteurs sur ce marché. Leur asséssement à une retenue à la source aurait l'une des deux conséquences suivantes : soit les grandes entreprises européennes seraient désavantagées par rapport à leurs concurrents américains ou japonais, soit - ce qui est le plus probable - les émetteurs communautaires établiraient des filiales dans des pays tiers pour lancer leurs emprunts obligataires et échapper ainsi à l'impôt. Il est vraisemblable que les investisseurs communautaires leur emboîteraient le pas.

COOPERATION ADMINISTRATIVE

La Commission a décidé de proposer la suppression des restrictions purement administratives et

de faciliter l'échange d'informations dans les cas où les autorités fiscales de l'Etat membre de l'investisseur en cause peuvent faire valoir des présomptions précises permettant de penser qu'il y a eu fraude.

CONTEXTE INTERNATIONAL

Pour limiter les risques de déplacement des capitaux vers des pays tiers et empêcher que les revenus de l'investissement échappent à toute imposition, la Communauté devrait engager, soit sur une base bilatérale, soit dans un cadre multilatéral, comme celui de l'OCDE, des négociations avec les principaux pays tiers. Ces négociations devraient avoir un double objectif : le rapprochement des dispositions applicables aux non-résidents, d'une part, et la coopération entre administrations fiscales, d'autre part.

Les compagnies françaises pourront proposer des contrats en devises

M. Bérégovoy présente son projet de réforme du code des assurances

L'adaptation de l'assurance française à l'Europe de 1993, en fait celle de juillet 1990 pour cette profession, va être accélérée, tandis qu'est étudié un projet de réforme destiné à favoriser la constitution d'une épargne longue en vue de la retraite. Tels ont été les points principaux du discours qu'a prononcé, mardi 7 février, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget au « Forum assurances 92 », juste avant l'ouverture du Salon Assure-Expo 89.

En ce qui concerne la modernisation institutionnelle et réglementaire que comporte cette adaptation, un projet de loi réformant le code des assurances sera présenté au cours de la prochaine session parlementaire. Son premier volet dotera le secteur de l'assurance d'institutions de régulation et de contrôle adaptées à ses besoins, en « clarifiant mieux le rôle de l'Etat » - à l'image de ce qui s'est fait pour la banque par le vote de la loi bancaire de 1984. A cet effet, une commission de contrôle des assurances sera créée, indépendante par son statut et dotée de pouvoirs de sanction. Selon le ministre, elle apportera, à l'image de son homologue la commission bancaire, plus de transparence au contrôle des sociétés et devra renforcer le crédit international du marché français.

Cette création reprend un projet annoncé en 1987 par M. Edouard Balladur, et qui n'avait pas été mis en œuvre. Très vraisemblablement, la commission utilisera les services du corps des commissaires contrôleurs actuellement rattachés à la direction des assurances du ministère des finances, dont le rôle sera diminué d'autant.

M. Bérégovoy voudrait également voir le Conseil national des assurances redevenir « un lieu de réflexion constructif » où se développerait « un dialogue approfondi et permanent » entre assureurs et usagers sur la prévention et le droit

des contrats, les mutualistes apportant leur expérience acquise en matière de médiation.

Le deuxième volet permettra d'abord de modifier certaines dispositions réglementaires obsolètes du code des assurances. Dans un souci de clarté, les entreprises d'assurance devront publier des comptes consolidés pour obtenir toujours une plus grande transparence à l'égard des actionnaires et des assurés. En outre, la réglementation du mutualisme d'assurance sera adaptée : après avoir été autorisées à émettre des titres participatifs, les sociétés mutualistes pourront se regrouper en unions afin de se développer et de se restructurer comme elles l'entendent.

Enfin et surtout, point essentiel d'une « réforme majeure », a tenu à souligner le ministre, le projet de loi s'appliquera à la préparation du marché unique européen. Certes, son texte introduira dans le droit français les directives récentes de la Commission de Bruxelles, notamment sur la liberté des prestations. Mais M. Bérégovoy veut aller plus loin en anticipant les évolutions futures. Comme il serait dommage, dans un régime de libre circulation des capitaux, que les assureurs étrangers soient seuls à proposer des assurances et à émettre des titres participatifs, les sociétés mutualistes pourront se regrouper en unions afin de se développer et de se restructurer comme elles l'entendent.

Une confirmation importante a été apportée par le ministre aux rumeurs qui circulent sur le rattachement du plan d'épargne retraite (PER) de M. Balladur, critiqué aussi bien par les compagnies d'assurance, qui réclament la possibilité de constituer plus largement des rentes viagères, que par le Parti socialiste. M. Bérégovoy a demandé à la direction des assurances, à la direction du Trésor et au service de la législation fiscale d'étudier un projet de réforme pour la constitution de retraites facultatives, projet destiné à épauler et à compléter le

système français de retraite par répartition.

A cette occasion, M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui participait à une table ronde du Forum des assurances, a passablement surpris l'assistance en proposant une déduction généralisée et proportionnelle sur le revenu imposable des individus, 19 % par exemple, pour les retraites, système simple qui remplacerait un PER compliqué, véritable « boîte fiscale ».

M. Bérégovoy a évoqué également la modernisation des réseaux de distribution des assurances et les distorsions de concurrence provenant de frais de gestion excessifs. Il apporte son soutien à la concertation entre les fédérations d'agents généraux et les compagnies d'assurance, « aucun sujet n'étant tabou », notamment le statut des agents généraux.

Un premier pas a été fait dans la loi de finances pour 1989 en diminuant de moitié (de 15 % à 7 %, soit la moyenne continentale) les taux de prélèvement sur les contrats, les sommes déductibles ou les couvertures d'incendie des entreprises - qui pourraient s'effectuer à Londres, par exemple, à taux zéro. Une exonération a même été accordée pour les risques de transport. Pour tout le reste, l'adaptation s'effectuera en fonction des risques d'évaluation, du progrès de l'harmonisation européenne et des priorités budgétaires, car l'assurance est une vache à lait pour le fisc : 40 milliards de francs en 1987. « Cela ne se fera pas en un jour », a averti M. Bérégovoy.

Une confirmation importante a été apportée par le ministre aux rumeurs qui circulent sur le rattachement du plan d'épargne retraite (PER) de M. Balladur, critiqué aussi bien par les compagnies d'assurance, qui réclament la possibilité de constituer plus largement des rentes viagères, que par le Parti socialiste. M. Bérégovoy a demandé à la direction des assurances, à la direction du Trésor et au service de la législation fiscale d'étudier un projet de réforme pour la constitution de retraites facultatives, projet destiné à épauler et à compléter le

système français de retraite par répartition.

A cette occasion, M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui participait à une table ronde du Forum des assurances, a passablement surpris l'assistance en proposant une déduction généralisée et proportionnelle sur le revenu imposable des individus, 19 % par exemple, pour les retraites, système simple qui remplacerait un PER compliqué, véritable « boîte fiscale ».

M. Bérégovoy a évoqué également la modernisation des réseaux de distribution des assurances et les distorsions de concurrence provenant de frais de gestion excessifs. Il apporte son soutien à la concertation entre les fédérations d'agents généraux et les compagnies d'assurance, « aucun sujet n'étant tabou », notamment le statut des agents généraux.

Le rapprochement avec les banques

En ce qui concerne le sujet brûlant des alliances jugées « inévitables » avec des compagnies étrangères, notamment européennes, le statut des compagnies françaises, « quelles qu'elles soient, ne constituent pas un obstacle ». En France, si le ministre n'a pas d'état d'âme au sujet du rapprochement GAN-CIC, il précise que la fusion des compagnies d'assurance « proposée par certains » (en fait, celle projetée au moment du GAN et des AGF) lui a paru présenter « plus de risques et d'incertitudes ». Il a ajouté qu'il ne faisait pas du rapprochement banques-assurances une formule universelle : une allusion au projet BNP-UIAP ?

Les propos du ministre ont été bien accueillis par les assureurs présents, notamment les projets du rapprochement de leur fédération, M. Jacques Lallement, faisait état d'une nouvelle accélération de la croissance de l'assurance française en 1988 : + 16 % globalement, soit 6 % pour l'assurance-dommages, et + 30 % pour l'assurance-vie.

FRANÇOIS RENARD.

AFFAIRES

ATT marque un point en Italie

L'américain ATT (American Telephone and Telegraph) vient de marquer un point décisif dans la bataille opposant depuis quatorze mois au français Alcatel, à l'allemand Siemens et au suédois Ericsson pour s'allier à l'Italienne, qui détient 51 % du marché exécutif des centraux téléphoniques dans la péninsule. Le comité exécutif de la STET, la holding financière actionnaire d'Italtele, s'est prononcé, mardi 7 février, en faveur de sa candidature, donnant son feu vert pour que s'ouvrent des négociations entre les deux groupes. Ce choix doit néanmoins être encore approuvé par l'IRI (Institut de reconstruction industrielle), actionnaire majoritaire de la STET, qui doit se réunir jeudi 9 février. Sauf surprise... Ensuite, ATT devra encore passer le cap du gouvernement italien.

Autant dire que le suspense n'est pas encore terminé pour le groupe américain, numéro un mondial des télécommunications, qui joue gros dans cette affaire : exclu il y a deux ans du marché français, il n'a pas à ce jour trouvé de tête de pont solide sur le Vieux Continent malgré cinq ans d'efforts en ce sens. Outre l'attrait que représenterait une entrée dans l'Europe des télécoms, en vue du grand marché de 1993, un succès dans le téléphone italien consoliderait également son alliance avec le constructeur informatique Olivetti, dont il détient 21 % du capital. Il prouverait aussi que, sous la houlette d'un nouveau patron, Robert Allen, ATT est devenu un habile négociateur hors de ses frontières.

Au conseil des ministres

M. Henri Guillaume est nommé secrétaire général d'Eurêka

Le conseil des ministres a nommé, mercredi 8 février, M. Henri Guillaume, secrétaire général du comité interministériel d'Eurêka, en remplacement de M. Yves Sillard, nommé délégué général pour l'armement le 4 janvier.

(Né le 3 février 1943 à Lille, Henri Guillaume, ingénieur des Ponts et Chaussées, débuta sa carrière comme chargé de mission à la direction de la prévision du ministère des finances (1968-1972). Il fut ensuite professeur à l'université de Lille, conseiller scientifique à l'INSEE, expert auprès du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais et, depuis 1987, professeur à l'Ecole centrale de Paris. Responsable du département économie et génie industriel (1977-1981), rapporteur de la commission du développement du huitième Plan (1980), il a été conseiller technique (1981-1983) puis conseiller auprès du premier ministre Pierre Mauroy (1983-1984), avant d'être nommé commissaire au Plan de 1984 à 1987. Administrateur d'EDF et de la Société générale (1984-1987), il est conseiller du président de la Cogema depuis 1987.)

REPÈRES

Production industrielle

5 % pour la France au troisième trimestre

L'indice général de la production industrielle corrigé des variations saisonnières atteint 107,8 au troisième trimestre 1988 (base 100 en 1980). Il s'agit donc d'une augmentation de 5 % par rapport au troisième trimestre de 1987.

Les secteurs qui ont connu le plus forte augmentation sont ceux de l'automobile et des biens d'équipement ménager (+ 8,6 %), des biens intermédiaires (+ 6,1 %) et de l'énergie (+ 7,1 %). Rappelons que l'indice trimestriel de la production industrielle prend en compte certains secteurs non couverts par l'indice mensuel, comme la construction mécanique, aéronautique et navale, l'habillement et la transformation des matières plastiques.

مكتبة من الأصل

Économie

ÉTRANGER

Une table ronde à Paris sur l'aide alimentaire La meilleure façon de donner au tiers-monde

« Je m'efforce de mettre en œuvre une concertation permanente avec les organisations non gouvernementales (ONG). Je souhaite aussi en faire de véritables partenaires de la coopération française. Nous organiserons ensemble, au cours du premier trimestre de 1989, une table ronde sur l'aide alimentaire. » Ces propos tenus le 19 novembre 1988 à l'Assemblée nationale par M. Jacques Pelletier, le ministre de la coopération, ne sont pas restés en l'air. La table ronde annoncée devait se tenir le 8 février rue Monsieur, à Paris. Elle réunit, autour du ministre, les organisations professionnelles agricoles et les associations de solidarité concernées.

Les 10 % de l'Afrique verte

Depuis la convention internationale d'aide alimentaire signée à Londres en 1967 et prorogée en 1986, les États donateurs fournissent chaque année un quota de marchandises fixé pour la France à 200 000 tonnes. Au ministère de la coopération comme au sein des organisations non gouvernementales, on recherche sans cesse la meilleure façon de donner. Les effets pervers de l'aide alimentaire (les secours d'urgence mis à part) ont souvent été analysés : le grain venu d'ailleurs tend à décourager les agriculteurs locaux, voire à modifier les goûts alimentaires des bénéficiaires, qui finissent par préférer un riz « qui sent le sac » au manioc du cru. En décembre 1985, plusieurs associations — Frères des hommes, Terre des hommes, Peuples solidaires et Solagral — ont lancé la campagne « Afrique verte ».

Ciblée sur les pays du Sahel, cette action a d'abord montré que, contrairement aux idées répandues, le Sahel n'était pas un désert sans espoir mais une zone capable de produire elle-même à ses besoins alimentaires. La difficulté n'est pas tant de produire que de répartir les

récoltes entre les poches excédentaires — elles existent — et les régions déficitaires. Y compris durant les années de sécheresse, en 1983-1984, la production a été globalement suffisante. Mais les moyens de transport ont manqué pour acheminer le grain là où les besoins se faisaient sentir. Le pouvoir d'achat manquait en outre aux familles pour se procurer des céréales sur le marché. La campagne « Afrique verte » a déjà permis de transférer 11 000 tonnes de stocks de grains entre certaines régions du Mali et du Niger, du Sénégal et du Burkina-Faso.

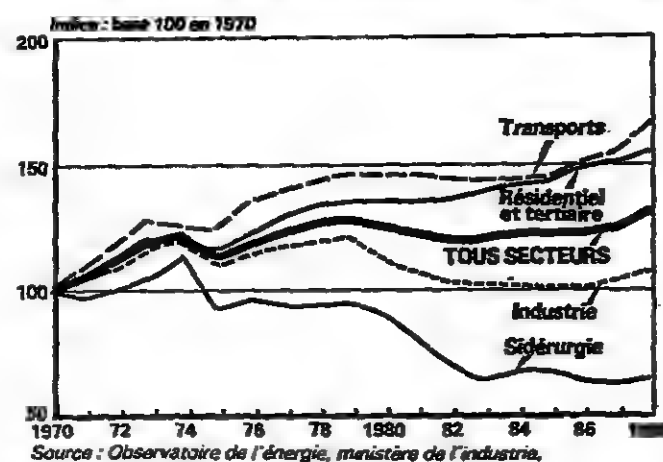
A la table ronde du 8 février, les associations impliquées dans ce programme devaient formuler officiellement une proposition à M. Pelletier : reconvertir au moins 10 % de l'aide alimentaire française en moyens financiers pour effectuer sur place des achats de céréales locales, organiser les péréquations entre les zones excédentaires et les zones déficitaires voisines. A raison de 1 000 francs par tonne de céréales « transformées » en argent liquide, l'apport serait de 20 millions de francs.

Le ministre de la coopération est, semble-t-il, décidé à accepter cette proposition, estimant qu'elle est de nature à donner un « coup de fouet » aux opérations d'achats locaux de céréales. Le financement de ces opérations dites « triangulaires », entre la France, les régions excédentaires et les régions déficitaires du Sahel sera à l'évidence insuffisant pour résoudre les problèmes logistiques énormes de cette partie de l'Afrique. Mais l'impulsion paraît bonne. Elle est une façon d'en finir avec le « consume et tais-toi » trop longtemps pratiqué en matière d'aide alimentaire, que les États ont souvent pris pour une manière élégante de se débarrasser d'excédents industriels.

ÉRIC FORTORINO.

CONJONCTURE

Inquiétude sur la consommation d'énergie



La croissance retrouvée va-t-elle entraîner un regain inconsideré de la consommation d'énergie ? Les efforts patents d'économie déployés depuis les deux chocs pétroliers sont-ils solidement acquis ou vont-ils disparaître comme des châteaux de sable ? Le niveau record atteint l'an passé — 204,8 millions de tonnes d'équivalent pétrole de consommation d'énergie primaire, en hausse de 2,7 % sur 1987 et battant le précédent record de 200 millions de TEP de 1979 — amène le ministère de l'Industrie à surveiller « les cliquetis qui s'allument ».

Entre 1979 et 1988, la croissance économique a été de 17,6 % au total, tandis que la consommation d'énergie gagnait 2,5 %. Une diastoléc (un rapport) de 0,14. Mais sur chacune des trois dernières années 1985-1988, la croissance a été de 2,7 % et le surplus d'énergie de + 1,9 %. L'élasticité est passée à 0,7. « Ces chiffres globaux appellent des analyses plus fines », a estimé M. Jean-Daniel Lévi, nouveau directeur général de l'énergie et des matières premières, le 7 février, au cours d'une conférence de presse, mais « dans tous les cas, nous avons des raisons de rester vigilants ».

Sans doute, en France, la « facture » a décliné à 66 milliards, soit une baisse de 20 % par rapport à 1987 s'expliquant par l'évolution favorable des prix : 642 F payés par tonne de brut en 1988 contre 788 F en 1987. Certes, la France a atteint, grâce au nucléaire, son indépendance (48,3 % de l'énergie est faite en France, 50 % l'an prochain), mais « nous sommes dans un climat légèrement euphorique, avec l'illusion de l'abondance énergétique, considérant que le gros de l'effort d'équipement du pays est derrière nous et oubliant que la distance entre l'extase et la crise, se mesure en quelques pour cents », estime M. Lévi.

Comme, d'une part, le dispositif d'économie d'énergie a été délaissé de 1986 à 1988 (crédits réduits de l'Agence du même nom et disparition de la déduction fiscale) et que, d'autre part, l'argent public est « rare », il faut donc inventer pour trouver « un second souffle » d'économie d'énergie. D'où un renvoi des crédits au niveau régional et à l'accent mis sur les nouveaux services, avec garanties de résultat, offerts aux industriels.

Le gel de 10 milliards de francs de crédits budgétaires

Un signal seulement

En ce début d'année 1989, l'activité économique reste forte en France. Si forte même que les pouvoirs publics qui, depuis 1987, encaissent avec délice les dividendes de la croissance retrouvée — créations d'emplois, abondantes rentrées fiscales — commencent à s'inquiéter de l'état de surchauffe dans lequel pourrait verser le pays si l'activité s'emballait. On plus exactement si la demande des ménages et celle des entreprises (consommation et investissements) dépassait durablement et fortement ce que notre économie peut produire.

L'alerte a été déclenchée en ce début d'année par les mauvais résultats du commerce extérieur de 1988. S'il n'a pas été catastrophique pris dans son ensemble — 33 milliards de francs — le déficit de la balance commerciale s'est aggravé au cours de la seconde moitié de l'année dernière. Un après débat en est né au sein du gouvernement sur le point de savoir si, au-delà des alicés mensuels, le déséquilibre extérieur restait contenu dans des limites raisonnables ou si, au contraire, il avait déjà dépassé les limites du supportable, évoluant au rythme de 4 milliards de francs par mois, soit une cinquantaine de milliards de francs l'an, posant de nouveau, à terme, le problème de notre endettement extérieur.

Débat essentiel. La conjoncture actuelle qui voit l'industrie française s'équiper en machines neuves, accroître ses capacités de production, préparer l'avenir, correspond à un moment béni de notre histoire économique, le pays accomplissant un formidable effort pour rattraper ses retards. Faut-il alors prendre le risque de mettre un terme à cet état, que chacun appelle de ses vœux depuis quinze ans, sous prétexte que le commerce extérieur est déséquilibré de quelques dizaines de milliards de francs et alors même que la balance des paiements courants devrait s'améliorer grâce au tourisme, aux transports et à la coopération technique ?

Mais, à l'inverse, si rien n'est fait, ne risque-t-on pas, dans les six mois, de se trouver devant une situation de commerce extérieur tellement dégradée que la correction du mal

nécessitera — pour sauver le franc de pénibles aventures — des actions brutales qui perturberont à coup sûr l'effort d'équipement actuel. L'expérience a trop montré qu'un affaiblissement de la demande intérieure assombrirait rapidement les perspectives des chefs d'entreprise et limiterait leur envie d'investir.

L'annonce, que vient de confirmer le gouvernement, d'un gel de 10 milliards de francs des dépenses publiques touchant essentiellement les achats de biens et de services de l'État ainsi que quelques subventions — la partie molle du budget — montre que les pouvoirs publics ont, pour l'instant, renoncé à prendre le taureau par les cornes, c'est-à-dire à imposer au pays un nouveau plan d'austérité. Probablement parce que, malgré les apparences, la consommation des ménages n'est pas la cause essentielle du déficit extérieur (1) et que cette consommation va probablement s'affaiblir au premier semestre du fait d'importants prélèvements sociaux (plus de 20 milliards de francs).

La croissance économique ne sera donc pas freinée. Les crédits budgétaires mis en jeu ne sont pas négligeables mais leur gel n'aura pas, ou peu, d'impact économique. Il faut plutôt voir dans la décision du gouvernement un signal envoyé aux marchés confirmant qu'en France — autant qu'en RFA — on veille au grain : signal également destiné aux grands pays industrialisés pour leur montrer que Paris n'oublie pas les bonnes résolutions prises ces dernières années : plus de cavalier seul en matière de politique économique, extrême attention portée aux dangers d'une inflation naissante.

La montée des prix

Car, bien sûr, les inquiétudes sont là aussi. Les prix à la production ont eu tendance à augmenter plus vite ces derniers mois, de même que les prix à l'importation. La remontée du dollar, le raffermissement des prix pétroliers n'arrangent rien, comme s'arrange pas les choses l'accélération des prix alimentaires dus tout à la fois à la sécheresse du ciel, mais aussi aux décisions européennes de limiter certaines productions (lait) qui ont abouti à l'abattage de nombreux bovins. Les prix de la viande et des produits laitiers s'en trouvent maintenant poussés à la hausse.

Tel est à peu près l'état des lieux : forte croissance économique, risques de plus en plus précis de déséquilibres et de tension. Les Allemands qui, pourtant, n'ont pas les problèmes de la France avec leur commerce extérieur — tout au contraire — ont augmenté leurs impôts indirects pour réduire leur déficit budgétaire. Ce faisant, ils risquent de ralentir leur demande intérieure et, indirectement, leur croissance économique.

La France en subira les effets dans son commerce extérieur puisqu'il sera plus difficile d'exporter outre-Rhin. On en vient du coup à espérer que le fol appétit d'un autre bon client — la Grande-Bretagne — ne se calme pas trop vite et trop fort, malgré le renchérissement continu du coût du crédit outre-Manche. Car une croissance fortement ralentie chez deux de nos principaux partenaires économiques donnerait à l'année 1989 — à sa seconde moitié en tous les cas — une physiologie qu'on n'ose même pas imaginer.

ALAIN VERHOLDES.

(1) L'aggravation de 32 milliards de francs du déficit commercial sur les biens manufacturés entre 1987 et 1988 s'explique pour les deux tiers (21,3 milliards de francs) par les biens d'équipement professionnels.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Associc La Sicav des Associations

Sicav de trésorerie (1^{re} catégorie)
Performance 1988 : + 10,18 % (coupon net réinvesti)
Performance au 25.01.1989 : + 0,82 %
Coupon : F 94,19 + 0,03 de crédit d'impôt mis en paiement le 30.01.1989

Consultation des cours quotidiennement sur Minitel : composez le 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

Banques CIC. En intelligence avec vous.

(A.G.O. du 26.01.1989)

LES CABLES DE LYON

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe CABLES DE LYON en 1988 s'élève à 18 500 millions de francs contre 14 640 millions de francs en 1987, soit une progression de 26 % qui provient à hauteur de 11 % de la croissance externe et de 15 % d'une évolution à structure constante.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ 1988 EN HAUSSE DE 26 %

La croissance externe réalisée au cours de l'exercice 1988 comprend :

- l'acquisition (janvier) des sociétés françaises : Société Nouvelle de Câblerie, Barelec et Compagnie Générale de Télécommunication Internationale,
- l'absorption (avril) par Alcatel North America de la Branche Câbles d'Ericsson (Etats-Unis),
- la prise de contrôle (mai) du Groupe italien Manuli Cavi.

A périmètre constant, l'augmentation du chiffre d'affaires résulte à hauteur de 11 % de la hausse des cours du cuivre.

Le Groupe prévoit pour 1989, un résultat net total consolidé dont le taux de progression sera voisin de celui du chiffre d'affaires. La croissance du résultat net par Groupe, légèrement inférieure en raison de l'augmentation de la part des tiers liée aux acquisitions, devrait être de l'ordre de 20 %.

ALCATEL CABLES

GROUPE CEMENTS FRANÇAIS

1988 : UNE ANNÉE DE FORTE CROISSANCE

L'activité des différents marchés où intervient le groupe est restée soutenue et parfois très vive jusqu'à la fin de l'année. Le périmètre de consolidation du groupe s'est également élargi. La répartition du chiffre d'affaires consolidé, par division ou branche opérationnelle, est la suivante :

En millions de francs	1988	1987	%	% à périmètre constant
Division Ciment France	4 122	3 656	+ 12,7	+ 9
Division Asphalte du Nord	2 465	2 370	+ 3,9	+ 4
Granulats et béton industriel (France)	1 472	922	+ 59,6	+ 11,6
Béton prêt à l'emploi (France)	1 702	1 275	+ 33,5	+ 18,3
Divers France	554	497	+ 11,5	+ 11,5
Divers étranger	477	—	—	—
Cessions entre activités	10 792	8 720	+ 23,8	+ 9,4
— 854	— 692	—	—	—
Chiffre d'affaires consolidé	9 938	8 028	+ 23,8	+ 8,3

Le chiffre d'affaires de la Société des Ciments français s'élève lui-même à 3 586 millions de francs contre 3 286 (+ 9,1 %).

INTERNATIONALISATION ET INTÉGRATION

L'année 1988 a vu s'accroître l'internationalisation du groupe et son intégration en aval, dans les secteurs des granulats et du béton.

Le poids relatif du ciment, d'une part, et de la France, d'autre part, dans le chiffre d'affaires consolidé, comparé à ce qu'il était en 1984, illustre bien l'évolution du groupe au cours de ces cinq dernières années :

■ CIMENT 55 % (78 %)

■ AUTRES PRODUITS 45 % (24 %)

■ FRANCE 70 % (84 %)

■ ÉTRANGER 30 % (16 %)

L'internationalisation a commencé avec l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada). Elle s'est élargie plus récemment à l'Europe (Espagne, Portugal, Royaume-Uni). Le groupe est également présent en Amérique latine (Argentine, Mexique) et au Maroc.

Dans la plupart de ces pays, le groupe exerce la plupart de ses métiers. Son activité est particulièrement significative dans le béton industriel, notamment les tuyaux en Amérique du Nord et les traverses en France et en Espagne. Dans ces deux pays, le groupe est également le premier producteur de granulats.

TRANSPORTS

La société Autoroutes du sud de la France est choisie pour percer le tunnel du Puymorens

C'est la société Autoroutes du sud de la France (ASF) qui vient d'être choisie par le gouvernement pour percer le tunnel à péage du Puymorens, dans les Pyrénées. Cet ouvrage de 4 800 mètres permettra d'améliorer considérablement les transports routiers et les échanges économiques entre Toulouse et Barcelone par Foix.

Pour un coût total de 550 millions de francs, la Commission de Bruxelles décernera 180 millions, les collectivités locales, notamment le département de l'Ariège et la région Midi-Pyrénées, 70 millions et ASF 300 millions par emprunt.

Le début des travaux est programmé pour mai 1990 et leur achèvement, dans l'état actuel des études, pour l'été 1994.

Questions

AUX DIRECTEURS FINANCIERS D'ENTREPRISES *

Quelle est la banque qui a le plus de compétence en matière de « banque commerciale » ?

Quelle est la banque la plus attentive à instaurer une relation à long terme avec sa clientèle entreprise ?

Quelle est la banque qui délègue le plus de pouvoir à votre interlocuteur quotidien ?

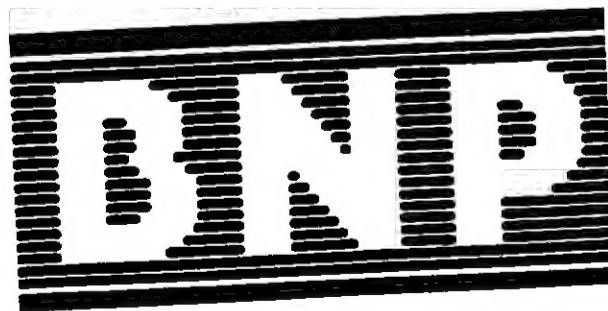
Quelle est la banque qui a le réseau le mieux adapté à vos besoins en France ?

Et à l'étranger ?

Quelle est la banque la plus innovatrice en matière de produits d'endettement ?

Et en matière de trésorerie ?

RÉPONSE :



* Enquête réalisée par Phone Impact du 22 novembre au 2 décembre 1988 auprès d'un échantillon composé de 200 directeurs financiers choisis parmi les 1000 premières entreprises françaises, et parue dans OPTION FINANCE du 23.01.1989.

SL	8	7/8	9	1/8	9	1/4	9	3/8	9	3/8	9	1/2	9	9/16	9	11/16
SL	5	3/4	6	5/8	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
SL	5	3/8	6	5/8	7	7/16	7	7/16	7	7/16	7	7/16	7	7/16	7	7/16
SL	5	5/8	6	1/8	7	9/16	7	1/4	7	1/4	7	1/4	7	1/4	7	1/4
SL	5	1/2	5	3/4	5	11/16	5	13/16	5	3/4	5	7/8	5	7/8	5	7/8
SL	18	1/2	11	1/2	11	3/8	11	7/8	11	3/4	12	11/8	12	11/8	12	11/8
SL	12	7/8	13	1/8	13	1/8	13	1/8	13	1/8	13	1/8	13	1/8	13	1/8
SL	8	3/8	8	5/8	8	3/4	8	7/8	8	7/8	9	1/8	9	1/8	9	1/8

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les tensions en Afghanistan. 4 Le rapport du département d'Etat sur les violations des droits de l'homme. 8 Le voyage de M. Cheddi au Maroc. 9 Le général Rodriguez devrait être le candidat du parti officiel au Paraguay.	11-12 La préparation des élections municipales : - Marseille : M. Pizat, le politicien battu par le tragique. - Paris : M. Chirac, espère conserver les vingt arrondissements à la droite. - La visite de M. Rocard en Ile-de-France.	13 La crise pénitentiaire. 14 Une vingtaine de municipalités impliquées dans un trafic de fausses factures. 14 Football : une défense waterproof face à l'Eire. 20 Communication.	21 Faux-semblants, de David Cronenberg. 22 Deux festivals John Cassavetes. 23 La bande des quatre, de Jacques Rivetta. 24 Expositions.	34 Cent mille jeunes concernés par la première vague du « crédit formation ». 35 Les propositions de Bruxelles pour l'harmonisation fiscale européenne. 36 La loi de 10 milliards de francs de crédits budgétaires. 38-39 Les marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 30 à 34 Cartes 19 Météorologie 19 Mots croisés 19 Radio-télévision 28 Spectacles 25 à 28	● Les hauteurs de neige dans les stations CORUS ● Calculez vos impôts BNPOTS 3615 Tapez LM ● Chaque matin : 10 h : le mini-journal... JOUR 11 h : la Bourse... BOURSE 3615 tapez LEMONDE

Le bras de fer PC-PS se poursuit pour les municipales

M. Marchais agite la menace de représailles entre les deux tours

Réunis à huis clos, mardi 7 février à Paris, le comité central du PCF a adopté, à l'unanimité, un rapport présenté par M. Georges Marchais, très critique à l'égard du PS, que le secrétaire général rend responsable de la persistance des désaccords municipaux entre les deux partis.

Cité à trente-cinq reprises dans un texte extraordinairement court de vingt-quatre petites pages, le PS est accusé à plusieurs reprises de « violations » de l'accord du 12 janvier. A la « bonne volonté » du PCF, M. Marchais oppose la « mauvaise volonté manifeste » du PS, qui dresse « des obstacles insurmontables à tout accord ». Répondant, selon le secrétaire général, à l'orientation que lui impriment « la président de la République et son premier ministre », le PS a pour mission de « faire coïncider sa gestion et ses alliances municipales avec sa politique et ses alliances gouvernementales », non « pour combattre la droite », ou pour « gérer contre les intérêts du grand patronat et des milliardaires », mais pour « poursuivre la politique d'austérité ».

Cela dit, M. Marchais dégage son parti de toute responsabilité dans la situation actuelle : « Il n'est pas un seul cas de municipalité socialiste où nous revendiquions le poste de maire. (...) Il n'est pas un seul cas où nous refusions de constituer une liste commune avec les socialistes. (...) Il n'est pas un seul cas de ville ayant un maire communiste où nous ne tenions pas compte de la représentativité du PS dans la commune. (...) Il n'est pas un seul cas où nous ne respections pas, pour constituer la liste de rassemblement de la gauche, le choix des candidats effectué par le PS. (...) Il n'est pas

un seul cas où des communistes se retrouvent sur une liste avec des candidats de droite. »

Un membre du comité central estime que ce rapport est « un discours de combat ayant une certaine cohérence communiste ». Un autre, qui partage le même point de vue, s'interroge cependant dans ces conditions sur l'utilité de l'accord signé avec le PS. L'Humanité de mercredi indique que neuf orateurs ont pris la parole après M. Marchais, sans préciser qu'il n'y a eu que deux interventions l'après-midi. Dans un climat de reproche à l'égard du PS, M. Jean-Claude Lefort, premier secrétaire du Val-de-Marne, a expliqué que la durée des rapports n'empêchait pas la signature d'accords, comme dans son département qui est également celui du secrétaire général, M. Daniel Boulay, premier secrétaire de la Sarthe, a chargé lourdement M. Robert Jarry, maire du Mans, exclu du PCF, faisant allusion à des désaccords qui remontaient à 1967 (M. Jarry a pourtant été « premier fédéral » jusqu'en 1977 et avait été proposé par M. Marchais lui-même, comme candidat à la mairie du Mans en 1977). En revanche, M. Guy Herminier, membre du bureau politique, s'est félicité de la signature d'un accord dans les Bouches-du-Rhône et plus précisé-

ment à Marseille, où il conduira la liste de rassemblement à gauche dans le seul secteur laissé au PCF.

En conclusion de cette courte session du comité central, M. Marchais a évoqué l'action de son parti en faveur de Nelson Mandela, à qui il souhaiterait voir octroyer le prix Nobel de la paix. Le secrétaire général s'est plaint du peu d'enthousiasme mis par les militants à défendre la cause du dirigeant de l'ANC.

« Dans les meilleurs délais »

Cette session du comité central a été marquée par un échange de lettres entre les dirigeants des deux partis de gauche. A une lettre de M. Pierre Mauroy affirmant la « nécessité d'aboutir dans les meilleurs délais » pour la constitution de listes de rassemblement, s'opposant à « agir » auprès des socialistes auteurs de primaires et demandant la même attitude à son homologue, mais brandissant la menace du « suffrage universel » en cas de persistance des désaccords, M. Marchais a répondu sur un mode identique à son rapport devant le comité central, précisant : « On ne nous verra nullement porter nous résigner à la division à cause d'une brouille. » Si le secrétaire général a dit devant le « parlement » communiste que « tout doit être maintenant terminé, demain, après-demain, à la fin de la

semaine à l'extrême limite », il a précisé, mercredi matin sur RMC, que son parti « ne voulait pas négocier jusqu'à la dernière minute ». Avec les socialistes, « Je ne veux pas que mon parti tombe dans ces discussions stériles qui n'en finissent pas, surtout au moment où il y a la période des affaires, qui n'est pas très favorable aux forces politiques », a-t-il souligné.

Pour sa part, M. Marcel Debergue, membre du secrétariat national du PS, n'a « pas exclu », mardi, une nouvelle réunion avec les communistes : « Les socialistes sont prêts à négocier jusqu'au bout et aussi à jouer au petit jeu de « qui va rompre ». Si M. Marchais dit samedi, alors ce sera samedi. » Avant la réunion du bureau exécutif, mercredi, la commission électorale du PS devait recevoir les candidats à des primaires « sauvages » à Thiverville (Moselle), Ronilly-sur-Seine (Aube), Saint-Martin-d'Hères (Isère), Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne) et en n'excluant pas, rue de Solferino, d'avoir précisément recours à des exclusions.

En tout état de cause, la direction du PS pourra toujours méditer cette précision donnée par M. Marchais au sujet du second tour des municipales : « Il n'y aura rien d'automatique dans un sens ou dans l'autre. »

OLIVIER BIFFAUD.

Sur le vif

Levez l'écrou !

J'ai pas l'intention de vous caresser dans le sens du poil, là, aujourd'hui, et je vous en demande d'avance pardon. S'agit de la révolte des matons, écho brutal à la colère des instituteurs et au mécontentement sourd, larvé, des infirmières. Qu'est-ce qu'ils veulent tous, ceux qu'on appelle les propriétaires de l'Etat ? Qu'on les aime, qu'on les apprécie, qu'on les respecte. L'ennui, c'est qu'on a du mal à considérer de la même façon l'école ou l'hôpital et la taule. C'est le bien et le mal. C'est le jour et la nuit.

Prenez, moi, quand il y a quelques années un de mes fils m'a dit qu'il voulait être infirmier, j'ai été fière, ravie. Si ça avait été institut, j'aurais réagi pareil. Mais alors gardien de prison, franchement, non, Et ça, soyons justes, c'est pas juste. Ils sont pas responsables de l'absurdité et de la vétusté de notre système carcéral, les porte-clés. S'ils sont en prison, c'est pour surveiller ceux qu'on y a mis, nous, en prison. Pour pas qu'ils dévorent, pour pas qu'ils s'échappent, et pour pas qu'on s'inquiète.

Faudrait quand même savoir ce qu'on veut. On peut pas être à la fois contre la peine de mort et contre la peine de substitution, contre les bourreaux et contre les

geôliers. Eh ben, si, on peut très bien. On met dans le même panier à saleté les gangsters et les gardiens. A l'ombre. A l'ombre de notre mauvaise conscience de gauche.

Ils le savent, les porte-clés, ils le sentent, et ça les rend fous. Ils en arrivent à être jaloux des détenus, de leurs télé, des chambres d'amour qu'on leur destine et des bracelets électroniques qui leur permettent d'y couper, eux, à cet enfer. Alors, ils se rebiffent, ils se hérissent, ils s'insurgent : Et nous ! Et nous ! Et nous !

Vous, rien, désolés. Vous, vous resterez en taule jusqu'à cinquante-cinq ans, pareil qu'un fic dans son commissariat. Pas question de vous accorder une remise de peine ou une libération anticipée. Vous ne l'avez pas mérité.

Eh bien, moi, je dis que si ! C'est le plus sale des métiers et le plus... vital. Le seul moyen de le réhabiliter, c'est de l'avantager. On a bien amélioré le sort des sboueurs ; pourquoi pas celui des gardiens de prison, cherdonne, celui des agents de justice ? Cherchez pas ! Parce que ça pourrait donner des idées aux égoïstes.

CLAUDE SARRAUTE.

Au conseil des ministres

Le gouvernement veut relancer une politique diversifiée du développement local

M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, a présenté le 8 février au conseil des ministres une communication sur le développement local.

Le gouvernement, à partir d'une vingtaine de propositions élaborées par un groupe de travail dirigé par M. Didier Miat, chargé de mission à la DATAR, s'engage à porter une attention redoublée aux PME de moins de trente salariés et aux entreprises de services et à réorienter, notamment en s'appuyant sur le réseau des sous-préfets, toutes les initiatives

créatrices d'une dynamique, et, à terme, d'emplois. De même seront encouragés les travaux adaptés aux parcs à la main-d'œuvre locale et s'inscrivant dans la politique de réinsertion.

Parallèlement, mesures et orientations arrêtées par le gouvernement, on peut citer :

- La relance de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise et la mise en place pour eux d'un « chèque emploi ».
- Une campagne pour favoriser les clubs d'investisseurs.
- Une étude sur le régime fiscal, juridique et financier des associations, partenaires essentiels pour une telle politique, nécessairement diversifiée et pragmatique.
- La simplification et le regroupement des lignes et chapitres budgétaires des nombreux ministères concernés.
- Des incitations financières à la coopération intercommunale.
- La formation économique des fonctionnaires de l'Etat sur le terrain (stage en entreprise).

Pour favoriser ces actions, le gouvernement a créé le fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRILE) doté au budget de 1989 de 250 millions de francs.

● Quatre noms pour Radio-France. — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a présélectionné quatre personnalités pour la présidence de Radio-France : MM. Jean-Pierre Hoss, ancien directeur délégué de RMC, actuellement chargé du développement audiovisuel à la Caisse des dépôts ; Jean Lard, actuel directeur général de Radio-France II travaillant avec M. Roland Faure, nommé au CSA ; Gérard Unger, actuellement conseiller à l'audiovisuel, après avoir dirigé la SORAD, et Jean Mahu, président du Centre Georges-Pompidou. Le choix du futur président de Radio-France pourrait être arrêté jeudi.

L'affaire Pechiney

M. Jean Gandois entendu par le juge d'instruction

M. Jean Gandois, PDG de Pechiney, a été entendu comme témoin, mardi 7 février, par M^{me} Edith Bozette, juge d'instruction au tribunal de Paris, chargée du dossier Pechiney. L'audition a duré huit heures et demie. M. Gandois se refusant à toute déclaration à sa sortie du cabinet du juge. Le PDG de Pechiney avait notamment déclaré, dans un entretien au Figaro du 30 janvier, qu'il avait « une idée personnelle » sur l'origine de la fuite ayant permis les délits d'inités dans cette affaire, et qu'il était convaincu que cette fuite venait « de France ».

M^{me} Bozette, qui a chargé la brigade financière de la préfecture de police de Paris de certaines investigations dans la capitale, a également fait parvenir, mardi 7 février, aux autorités judiciaires helvétiques une commission rogatoire internationale demandant une enquête sur les mouvements de titres Triangles opérés dans les établissements financiers suisses, notamment auprès des sociétés Socofinanc, Unigestion et Experts.

MALAYSIE : le ralliement de M. Musa Hitam

Le premier ministre remporte une importante victoire politique

BANGKOK correspondance

L'ancien vice-premier ministre Musa Hitam, âgé de cinquante-quatre ans, a déclaré la semaine dernière qu'il rejoignait le parti au pouvoir, l'Organisation nationale de l'union malaise (UMNO), apportant ainsi un soutien important au premier ministre, M. Mahathir Mohamad.

Au cours d'une réunion interne pour la direction de l'UMNO, en avril 1987, M. Musa Hitam avait fait alliance avec le prince Razaleigh, ancien ministre du commerce et de l'industrie, pour tenter de déloger M. Mahathir de sa présidence. Les deux rebelles échouèrent de peu. M. Mahathir et ses amis mirent aussitôt au point un nouveau parti, l'UMNO-BARU, dont furent exclus la plupart des dissidents.

L'UMNO-BARU est - de loin - le plus important parti du Front national, la coalition au pouvoir, et par tradition, le principal représentant des Malais. M. Musa Hitam a compris que l'UMNO restait un point de passage obligé.

Au cours d'une élection partielle qui s'est déroulée, le 29 janvier à Ampang-Jaya, dans l'Etat de Selangor, le candidat de l'opposition, M. Harun Idris, a été largement battu par un nouveau venu, M. Ong Tee Keat, présenté par le Front, et donc l'UMNO-BARU. Si le vote malais a

été divisé, celui de la minorité chinoise s'est porté en masse contre M. Harun, tenu pour l'un des responsables des graves fautes anti-chinoises de mai 1969. En outre, M. Harun Idris avait été plus tard emprisonné pour corruption.

Au cours d'une réunion dans l'Etat de Johore, en décembre dernier, des politiciens malais avaient proposé un plan en six points pour résoudre la crise entre l'UMNO-BARU et les dissidents. L'un de ces points, que M. Mahathir n'a accepté qu'au bout des larmes, prévoyait que tous les membres de l'ancien UMNO recevront leur carte de l'UMNO-BARU, ce qui devait mettre fin à la plus grave crise qu'ait connue la majorité malaise depuis l'accession du pays à l'indépendance.

En annonçant son intention de rejoindre l'UMNO-BARU, M. Musa Hitam a expliqué qu'il avait obtenu satisfaction sur plusieurs points importants. « L'UMNO-BARU ressemble de plus en plus à la vieille UMNO », a-t-il déclaré, encourageant ses amis politiques à suivre son exemple. Il a, d'autre part, laissé entendre qu'il ne briguerait pas de nouveau poste au sein du gouvernement. Le ralliement de M. Musa Hitam à l'UMNO-BARU constitue, en tout cas, un coup dur pour le prince Razaleigh.

JACQUES BEKAERT.

● IRAN : amnistie générale pour les prisonniers politiques. — Une amnistie générale pour les prisonniers politiques, à l'exception de ceux ayant participé à des « actes criminels », a été ordonnée par l'imam Khomeiny, à un moment où, mercredi 8 février, Radio-Téhéran. Selon la radio officielle iranienne, cette « amnistie générale », acceptée par

Préavis de grève des mécaniciens au sol CGT d'Air Inter

Les mécaniciens au sol d'Air Inter du syndicat CGT ont annoncé, le 7 février, qu'ils avaient déposé un préavis de grève pour le samedi 11 février. La CGT ajoute que ces personnels « sont en lutte depuis cinq semaines pour la réévaluation de leur qualification, la formation, les effectifs », et que les précédents arrêts de travail, lancés tous les samedis depuis le 7 janvier, ont été suivis par 50 % des effectifs présents à Orly et en province. Il y a, au total, mille deux cents mécaniciens au sol à Air Inter. La direction de la compagnie précise que ces débrayages n'ont aucune incidence sur le trafic aérien. La CGT critique les initiatives de la direction qui « a pris des mesures équivoques en envoyant à Dakar des avions Airbus A-300 pour y effectuer des travaux d'entretien initialement prévus à Orly par du personnel d'Air Inter ».

Des beurs à Auschwitz

L'association France-Plus, animée par de jeunes Français d'origine maghrébine, enverra une délégation à Auschwitz le 20 février prochain. En se rendant ainsi en Pologne, dans ce qui fut l'un des plus grands camps de concentration nazis, les beurs veulent « apporter le soutien et la solidarité de l'ensemble de la communauté française d'origine maghrébine à la communauté juive de France au moment où certains historiens tentent de nier l'holocauste ».

France-Plus avait participé l'an dernier à l'organisation d'une rencontre à Paris entre Juifs et Arabes (Le Monde du 13 octobre 1988). Quelques jours plus tôt, une délégation de SOS Racisme, composée pour moitié de beurs, avait fait une visite en Israël.

Quand on cherche les bons périphériques pour son Macintosh, on peut se sentir un peu perdu.



INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

64, av. du Prado Marseille 6^e 91 37 25 03 26, rue du Renard Paris 4^e 42 72 26 26

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F
PANTALONS 850 F VESTONS 1 400 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS sur MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Le numéro du « Monde » daté 8 février 1989 a été tiré à 511 752 exemplaires

cobbler

SOLDES

TOUTE SA COLLECTION EN COUSU NORVÉGIEN



SEMELE GOMME 700 F - SEMELLE CUIR 750 F

11, rue Monsieur-le-Prince, 75006
40, rue Saint-Honoré, 75001
30, rue de Miromesnil, 75008
Printemps Haussmann - Parly II - Vélizy II - Galeries Lafayette
80, rue de la Harpe, 75004
BOWEN, 4, rue du Commandant-Pilot, Neuilly

14, avenue Mozart, 75016
50, rue du Bac, 75007
5, place des Terres, 75017

A C D E F G H

Les affaires To... les débats

Un « cast »

Les relations

Acherm...

Des beurs à Auschwitz

Le monde